

RECUEIL

DES ACTES ADMINISTRATIFS DU DÉPARTEMENT DU TARN

DÉLIBÉRATIONS COMMISSION PERMANENTE

Article L.3131-3 du Code général des collectivités territoriales :

« Les actes réglementaires pris par les autorités départementales sont publiés dans un recueil des actes administratifs dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État. »

N° 9.2 – Octobre 2022

Publié le 23 mars 2023

WWW.TARN.FR



RECUEIL

DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU DÉPARTEMENT DU TARN

n° 9.2 – Octobre 2022

Sommaire **COMMISSION PERMANENTE**

Compte-rendu des délibérations du vendredi 14 octobre 2022.....	7
---	---

COMMISSION PERMANENTE

du Conseil Départemental du Tarn

Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022

à 14 heures 30, à l'Hôtel du Département

N°	Objet du Rapport	Page
<i>Commission Finances et Administration Départementale</i>		
1/01	Garantie d'emprunt à contracter par habitat social PACT 81	7
1/02	Garantie d'emprunt à contracter par habitat social PACT 81	31
1/03	Garantie d'emprunt à contracter par habitat social PACT 81	55
1/04	Gestion de dette - Compte-rendu des opérations réalisées	79
1/05	Actualisation de la convention triennale de mise à disposition de personnels auprès du groupement d'intérêt public "Public Labos"	85
1/06	Frais liés à l'exercice du mandat de Conseiller départemental	90
1/07	Budget participatif du Tarn 2022 - 2023 - Modification du règlement	92
<i>Commission Cohésion Sociale</i>		
2/01	Fonds local d'aide aux jeunes de la ville d'Albi - Fixation de la participation du Département 2022	108
2/02	Favoriser l'insertion par et dans le logement - Développer du logement social et très social	110
2/03	Programme départemental d'insertion - Structures de l'insertion par l'activité économique - Atelier chantier d'insertion mille et une récup	119
2/04	Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage (SDAHGV) 2022-2028	125
2/05	Mise en œuvre du dispositif de soutien aux professionnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile - Consolidation des montants de compensation aux SAAD, avenant 43, année 2022	254
2/06	Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées - 4ème programmation 2022 d'aides techniques pour les personnes âgées en GIR 5-6	257
2/07	Aide à l'équipement des clubs du 3ème âge	260
2/08	Modification des règles de gestion de l'accueil familial - Revalorisation de salaire des assistants familiaux à hauteur du smic dès l'accueil d'un enfant	262

<i>Commission Cohésion Territoriale et Développement durable</i>		
3/01	Opération de travaux à Fourogue	264
3/02	Adduction en eau potable	267
3/03	Gestion intégrée de l'eau - Contrat de rivière Cérou-Vère - Approbation du rapport définitif	270
3/04	Milieus naturels tarnais - Préservation de zones humides agricoles - Syndicat Mixte du Bassin de l'Agout	272
3/05	Assainissement	274
3/06	Transfert de domanialité - Commune de Labruguière	276
3/07	Transfert de domanialité d'un délaissé routier - RD 622 commune de Fontrieu	279
3/08	Échange foncier après déclassement d'un délaissé de la RD 988 - Commune de Lescure d'Albigeois	282
3/09	Acquisition d'un terrain de voirie - RD 18 - Commune de Gaillac	285
3/10	Voirie départementale - Convention de partenariat entre l'association arbres et paysages tarnais et le Département du Tarn en faveur de la valorisation des remanents de coupes issus des dépendances vertes du département	288
3/11	Voirie départementale - Travaux sur route départementale	295
3/12	Voirie départementale - Travaux sur route départementale	297
3/13	FDT - Dégâts sur les voies communales à la suite d'intempéries	299
3/14	FDT : Aide à la voirie d'intérêt local 2022	301
3/15	FDT : répartition du produit des amendes de police - 2 ^{ème} programmation 2022	305
3/16	FDT -anticipation contrat atouts Tarn 2021/2023 - communauté de communes Sor et Agout - Programmation d'opérations	308
3/17	FDT - anticipation contrat atout Tarn 2021 - 2023 communauté de communes du Lauragais Revel Sorezois	311
3/18	FDT : contrat atouts Tarn 2021-2023 - communauté d'agglomération de l'albigeois - Programme d'opérations	314
3/19	FDT : contrat atouts Tarn 2021/2023 - communauté d'agglomération castres mazamet - Programmation d'une opération	316
3/20	FDT : contrat atouts Tarn 2021-2023 - communauté d'agglomération Gaillac Graulhet - Programmation d'une opération	318
3/21	FDT : contrat atouts Tarn 2021-2023 - communauté de communes carmausin ségala - Programmation d'opérations	320

<i>Commission Cohésion Territoriale et Développement durable</i>		
3/22	FDT : contrat atouts Tarn 2021/2023 - communauté de communes Tarn Agout - Programmation d'opérations	323
3/23	FDT : contrat atout Tarn 2021-2023 - communauté de communes centre Tarn - Programmation d'opérations	325
3/24	Patrimoine immobilier communal - Études préalables aux projets d'investissements - FDT Axe 1 - Mesure 3 attribution de subventions	328
3/25	FDT : aides à l'effort d'investissement des communes de moins de 2 000 habitants et PRNP - Attribution de subventions	331
3/26	Aide pour la mise en œuvre du plan départemental Tarn à vélo	343
<i>Éducation, Jeunesse, Sports, Culture, Vie Associative et Citoyenneté</i>		
4/01	Dotation de fonctionnement 2023 - collèges publics tarnais	345
4/02	Utilisation des installations sportives - collèges publics du Tarn - Année scolaire 2021-2022	348
4/03	Associations sportives - octroi de subventions - 4ème répartition	350
4/04	Associations sportives ayant participé à la seconde édition de la "caravane du sport tarnais"	362
4/05	Sports de nature - modification du règlement intérieur de la CDESI	372
4/06	Associations de jeunesse - octroi de subventions - 3 ^{ème} répartition	381
4/07	Convention d'organisation logistique pour la conservation des fonds jeunesse en Occitanie	384



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

1/01. GARANTIE D'EMPRUNT À CONTRACTER PAR HABITAT SOCIAL PACT 81

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Florence ESTRABAUD

- Présents : MMES AT, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE, FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, RUFFEL, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), MME BELOU (POUVOIR À M. GLADE), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À MME CABANIS), M. MALATERRE (POUVOIR À MME BIBAL-DIOGO), M. MOULIN (POUVOIR À MME BONNET), MME RABOU (POUVOIR À M. HOULES), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. SALVADOR (POUVOIR À MME LHERM), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 3231-4 et L 3231-4-1,
 Vu l'article 2298 du Code civil notamment son article 2298,
 Vu la délibération du Conseil départemental du 3 juillet 2020 portant règlement budgétaire et financier,
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 24 mars 2022 arrêtant les modalités d'octroi des garanties d'emprunts à accorder par le Département en 2022,
 Vu le contrat de prêt n°138383 figurant en annexe de la présente délibération signé entre l'emprunteur Habitat Social Pact 81 et la Caisse des dépôts et consignations,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,
 Après en avoir délibéré,

– DÉCIDE

Le Département du Tarn accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 160 223 € souscrit par Habitat Social Pact 81 auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, les charges et conditions précisées dans le contrat de prêt n°138383, pour assurer le financement d'une opération d'acquisition et d'amélioration de 4 logements situés 16 Place du Centre à Sémalens.

.../...

La garantie du Département est accordée à hauteur de la somme en principal de 160 223 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Il est précisé que le seul changement du numéro de prêt ou des ajustements purement techniques effectués par la Caisse des dépôts et consignations seront pris en compte par le Département sur simple information de l'emprunteur, sans qu'il y ait lieu de délibérer à nouveau.

La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Département s'engage à se substituer à Habitat Social Pact 81 pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Département s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

— **AUTORISE** M. le Président à signer la convention liant le Département du Tarn et Habitat Social Pact 81.

Résultat des votes :

- n'ont pas pris part au vote : 3 (Mmes BUGIS, OULD-AMER, M. BALARDY)
- ont voté pour : 43

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 138383

Entre

HABITAT SOCIAL PACT 81 - n° 000322330

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0030-PR0068 V3.33 page 1/22
Contrat de prêt n° 138383 Emprunteur n° 000322330

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Paraphes

1/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

HABITAT SOCIAL PACT 81, SIREN n°: 413093154, sis(e) 163 AV FRANCOIS VERDIER
81000 ALBI,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **HABITAT SOCIAL PACT 81** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR0050-PF0038 V3.33, page 2/22
Contrat de prêt n° 138363 Emprunteur n° 000322330

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

2/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

Paraphes

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération SEMALENS - Place du Centre, Parc social privé, Acquisition - Amélioration de 4 logements situés 16 Place du Centre 81570 SEMALENS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cent-soixante mille deux-cent-vingt-trois euros (160 223,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PHP, d'un montant de cent-soixante mille deux-cent-vingt-trois euros (160 223,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

4/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Paraphes

[]

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

5/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'Indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Habitat Privé » (PHP) est destiné à financer l'offre de logement locatif dans le parc social privé faisant l'objet d'un conventionnement à loyer social ou très social par l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) ou la requalification des copropriétés dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement ou d'un projet de rénovation urbaine.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité Limitée » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

6/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne, à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **01/11/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

7/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

8/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agrée les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHP			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5467936			
Montant de la Ligne du Prêt	160 223 €			
Commission d'instruction	90 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,8 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,8 %			
Phase d'amortissement				
Durée	27 ans			
Index ¹	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,2 %			
Taux d'intérêt ²	1,8 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).
² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes.

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

10/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

11/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

12/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Paraphes

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occltanle@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

14/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

Paraphes ,

[_____]

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

15/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Paraphes : _____

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU TARN	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout Impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'Intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

18/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- non respect, pendant la durée totale du présent Contrat, des plafonds de ressources et de loyers fixés par la convention conclue avec l'Agence Nationale de l'Habitat en vigueur à la prise d'effet dudit Contrat.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

19/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

20/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a98114b636-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Le,

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Nom / Prénom :


Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Cachet et Signature :

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

22/22



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

1/02. GARANTIE D'EMPRUNT À CONTRACTER PAR HABITAT SOCIAL PACT 81

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Florence ESTRABAUD

Présents : MMES AT, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. ALIBERT, BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE, FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, RUFFEL, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), MME BELOU (POUVOIR À M. GLADE), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À MME CABANIS), M. MALATERRE (POUVOIR À MME BIBAL-DIOGO), M. MOULIN (POUVOIR À MME BONNET), MME RABOU (POUVOIR À M. HOULES), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. SALVADOR (POUVOIR À MME LHERM), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 3231-4 et L 3231-4-1,
 Vu le Code civil notamment son article 2298,
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 3 juillet 2020 portant règlement budgétaire et financier,
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 24 mars 2022 arrêtant les modalités d'octroi des garanties d'emprunts à accorder par le Département pour 2022,
 Vu la demande de garantie formulée par Habitat Social Pact 81 le 30 août 2022,
 Vu le contrat de prêt n° 138446 figurant en annexe de la présente délibération signé entre l'emprunteur Habitat Social Pact 81 et la Caisse des dépôts et consignations,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,
 Après en avoir délibéré,

— DÉCIDE :

Le Département accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 52 151,72 € souscrit par Habitat Social Pact 81 auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, les charges et conditions précisées dans le contrat de prêt n° 138446.

.../...

La garantie du Département est accordée à hauteur de la somme en principal de 26 075,86 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Il est précisé que le seul changement du numéro de prêt ou des ajustements purement techniques effectués par la Caisse des dépôts et consignations seront pris en compte par le Département sur simple information de l'emprunteur, sans qu'il y ait lieu de délibérer à nouveau.

La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Département s'engage à se substituer à Habitat Social Pact 81 pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Département s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

– **AUTORISE** M. le Président à signer la convention liant le Département, la Commune d'Albi et Habitat Social Pact 81.

Résultat des votes :

➤ *Habitat social PACT 81*

- n'ont pas pris part au vote : 3 (Mmes BUGIS, OULD-AMER, M. BALARDY)
- ont voté pour : 43

➤ *Commune d'Albi*

- n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme AT, M. FRANQUES)
- ont voté pour : 44

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 138446

Entre

HABITAT SOCIAL PACT 81 - n° 000322330

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.33 page 1/22
Contrat de prêt n° 138446 Emprunteur n° 000322330

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

1/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

HABITAT SOCIAL PACT 81, SIREN n°: 413093154, sis(e) 163 AV FRANCOIS VERDIER
81000 ALBI,

Ci-après Indifféremment dénommé(e) « **HABITAT SOCIAL PACT 81** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

2/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE

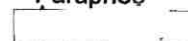


CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ALBI_Cité Nvl Issards_PLAIA_CN_HSP81, Parc social public, Construction de 1 logement situé Cité Nouvelle des Issards 81000 ALBI.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinquante-deux mille cent-cinquante-et-un euros et soixante-douze centimes (52 151,72 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAIA, d'un montant de cinquante-deux mille cent-cinquante-et-un euros et soixante-douze centimes (52 151,72 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

4/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Échéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

Paraphes

[]

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Aldé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Paraphes

[]

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

6/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Paraphes

[]

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

7/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **02/11/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

8/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

9/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE


**BANQUE des
TERRITOIRES**


CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5485054			
Montant de la Ligne du Prêt	52 151,72 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,8 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,8 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index ¹	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,2 %			
Taux d'intérêt ²	1,8 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (Intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

10/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

[Signature]

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

11/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un Indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
- (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Paraphes :

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

12/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evénement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Paraphes

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

14/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

15/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- Informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- Informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- Informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

16/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU TARN	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D ALBI	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

18/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

19/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

20/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

[]

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

21/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a99114b637-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Le,

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Cachet et Signature :

Paraphes

An

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr | @BanqueDesTerr

22/22



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

1/03. GARANTIE D'EMPRUNT À CONTRACTER PAR HABITAT SOCIAL PACT 81

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Florence ESTRABAUD

Présents : MMES AT, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. ALIBERT, BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE, FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, RUFFEL, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), MME BELOU (POUVOIR À M. GLADE), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À MME CABANIS), M. MALATERRE (POUVOIR À MME BIBAL-DIOGO), M. MOULIN (POUVOIR À MME BONNET), MME RABOU (POUVOIR À M. HOULES), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. SALVADOR (POUVOIR À MME LHERM), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 3231-4 et L 3231-4-1,
 Vu Code civil notamment son article 2298,
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 3 Juillet 2020 portant règlement budgétaire et financier,
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 24 mars 2022 arrêtant les modalités d'octroi des garanties d'emprunts à accorder par le Département pour 2022,
 Vu la demande de garantie formulée par Habitat Social Pact 81 le 31 août 2022,
 Vu le contrat de prêt n° 139060 figurant en annexe de la présente délibération signé entre l'emprunteur Habitat Social Pact 81 et la Caisse des dépôts et consignations,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

— DÉCIDE :

Le Département accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 246 453,80 € souscrit par Habitat Social Pact 81 auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, les charges et conditions précisées dans le contrat de prêt n° 139060.

.../...

La garantie du Département est accordée à hauteur de la somme en principal de 123 226,90 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Il est précisé que le seul changement du numéro de prêt ou des ajustements purement techniques effectués par la Caisse des dépôts et consignations seront pris en compte par le Département sur simple information de l'emprunteur, sans qu'il y ait lieu de délibérer à nouveau.

La garantie du Département est accordée pour la durée totale du prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Département s'engage à se substituer à Habitat Social Pact 81 pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Département s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

— **AUTORISE** M. le Président à signer la convention liant le Département, la Commune d'Albi et Habitat Social Pact 81.

Résultat des votes :

- *Habitat social PACT 81*
 - n'ont pas pris part au vote : 3 (Mmes BUGIS, OULD-AMER, M. BALARDY)
 - ont voté pour : 43
- *Commune d'Albi*
 - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme AT, M. FRANQUES)
 - ont voté pour : 44

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services

Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 139060

Entre

HABITAT SOCIAL PACT 81 - n° 000322330

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

PR0000-PR0000 V3.33 page 1/22
Contrat de prêt n° 139060 Emprunteur n° 000322330

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occtanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

HABITAT SOCIAL PACT 81, SIREN n°: 413093154, sis(e) 163 AV FRANCOIS VERDIER
81000 ALBI,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **HABITAT SOCIAL PACT 81** » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

Paraphes .

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ALBI_Rue Lavazière_Res Sociale 5lgts_PLAI_AA_HSP, Secteur médico-social, Acquisition - Amélioration de 5 logements et 5 places/lits situés 10 boulevard du Lude 81000 ALBI.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-quarante-six mille quatre-cent-cinquante-trois euros et quatre-vingts centimes (246 453,80 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLA1, d'un montant de deux-cent-quarante-six mille quatre-cent-cinquante-trois euros et quatre-vingts centimes (246 453,80 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

4/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

5/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les Intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

6/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <RSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Paraphes :

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)

7/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **26/11/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie Collectivités territoriales
 - Convention de location de l'extension

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes

PR0000-PR0000a V3.13 Page 8/22
Contrat de prêt n° 133860 Emprunteur n° 000322330

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

8/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE


**BANQUE des
TERRITOIRES**


CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLA			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5504070			
Montant de la Ligne du Prêt	246 453,8 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,8 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,8 %			
Phase d'amortissement				
Durée	34 ans			
Index ¹	Livret A			
Marge fixe sur Index	- 0,2 %			
Taux d'intérêt ²	1,8 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes :

PRO000-PR00063 V3.33 page 10/22
 Contrat de prêt n° 139060 Emprunteur n° 000022330

Caisse des dépôts et consignations
 97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
 occitanie@caissedesdepots.fr
 banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

10/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

11/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les Indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Paraphes

PR0000-PR0000 V2.33, page 12/22
Contrat de prêt n° 139050 Emprunteur n° 000322330

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

12/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Paraphes

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt Indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Paraphes

PROJEU-PR0063 V3.33 page 14/22
Contrat de prêt n° 139060 Emprunteur n° 000322330

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

14/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les Immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

15/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- Informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- Informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- Informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- Informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- Informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Paraphes

Projet de Prêt n° 1333, page 16/22
Caisse des dépôts et consignations n° 000322330

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

16/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU TARN	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D ALBI	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Paraphes

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des Intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des Intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

Paraphes

PR0030-PR0068 V3.33 page 18/22
Contrat de prêt n° 135060 Emprunteur n° 000322330

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

18/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Paraphes.

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
97 rue Riquet - BP 7209 - 31073 Toulouse cedex 7 - Tél : 05 62 73 61 30
occitanie@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

20/22

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13a9a114b613-DE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, _____
Pour l'Emprunteur,
Civilité : _____
Nom / Prénom : _____
Qualité : _____
Dûment habilité(e) aux présentes

Le, _____
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité : _____
Nom / Prénom : _____
Qualité : _____
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Cachet et Signature :

Paraphes



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

1/04. GESTION DE DETTE COMPTE-RENDU DES OPÉRATIONS RÉALISÉES

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Florence ESTRABAUD

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE, FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, RUFFEL, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À MME CABANIS), M. MALATERRE, (POUVOIR À MME BIBAL-DIOGO), M. MOULIN (POUVOIR À MME BONNET), MME RABOU (POUVOIR À M. HOULES), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. SALVADOR (POUVOIR À MME LHERM), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L 3211-2,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 renouvelant la délégation de compétence à M. le Président en matière d'emprunts, d'opérations financières nécessaires à leur gestion et de lignes de trésorerie, et prévoyant l'information de la Commission permanente sur les opérations réalisées,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil Départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

– **DONNE ACTE** à M. le Président de sa communication ci-annexée, rendant compte des dernières opérations réalisées en matière de gestion de la dette.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022

Publiée le :
17 Octobre 2022

N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ab3114abfc-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services

Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

GESTION DE DETTE

COMPTE-RENDU DES OPÉRATIONS RÉALISÉES



En application des dispositions de l'article L 3211-2 du Code général des collectivités territoriales, l'Assemblée départementale par délibération du 1^{er} juillet 2021 a confié au Président du conseil départemental la réalisation des emprunts et des opérations financières qui en découlent, des opérations de marchés et des lignes de trésorerie.

Il m'appartient de vous rendre compte de ces opérations.

I - RENOUELEMENT D'UN CONTRAT DE LIGNE DE TRESORERIE

Pour limiter au maximum les frais financiers, le Département souscrit des contrats de ligne de trésorerie. Ce choix de gestion consiste à n'appeler les emprunts que lorsque le besoin de financement définitif est nécessaire. Ce dispositif, permet à la collectivité d'appeler et rembourser des fonds selon ses besoins dans la limite d'un plafond fixé par convention.

Deux contrats sont arrivés à échéance en 2022. Un premier contrat de 10 millions d'euros souscrit avec la Société Générale et facturé sur une marge de 0,35 % s'est terminé le 20 juillet 2022.

Le second contrat de 10 millions d'euros souscrit avec la Banque Postale et facturé sur une marge de 0,20 % s'est terminé le 26 juillet.

Ainsi, une consultation a été lancée en juin 2022 pour les renouveler.

De manière générale, il est constaté une augmentation des marges et la présence quasi systématique de frais de dossiers.

Les cinq établissements consultés ont répondu favorablement (Arkea, Crédit Agricole, Société Générale, Banque Postale et Caisse d'Epargne). Les marges proposées vont de 0,30% et 0,80 % auxquelles se rajoutent les commissions d'engagements et frais de dossiers allant jusqu'à 4 000 € pour la Société Générale, accompagnés de commissions de non utilisation pour certaines offres.

Compte tenu de la faible utilisation des contrats passés, il a été décidé de souscrire à l'offre la plus performante, pour un unique contrat, proposé par ARKEA, de 5 millions d'euros, comportant une marge de 0,45 %.

Vous trouverez les caractéristiques détaillées de ce contrat dans l'annexe 1 ci-jointe.

II – MISE EN PLACE DE DEUX NOUVEAUX CONTRATS DE FINANCEMENT DE 15 MILLIONS D'EUROS

Pour financer ses investissements 2022, la collectivité a lancé une consultation en juin pour un volume de 15 millions d'euros.

Il convient de rappeler le contexte. Le taux d'usure, au-delà duquel les banques ne peuvent proposer de taux fixe, était au moment de la consultation et jusqu'au 30 juin à 1,80 %.

Par ailleurs, les marchés financiers sont très volatiles depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ce contexte qui a réactivé les mouvements inflationnistes dans le monde entier a particulièrement impacté la politique monétaire de la Banque Centrale Européenne et par conséquent l'ensemble des taux interbancaires.

Ainsi, les index Euribor (taux à court terme) ont tous fortement augmenté, comme le montre le tableau ci-dessous :

	Fin mars	Fin avril	Fin mai	Fin juin	Fin juillet	Fin aout	23 septembre
Euribor 12 mois	-0,16%	0,13%	0,40%	1,10%	1,10%	1,5%	2,42%
Euribor 3 mois	-0,50%	-0,41%	-0,33%	-0,18%	0,23%	0,5%	0,12%

Dans ce cadre, les six établissements ayant répondu favorablement à la consultation ont principalement proposé des offres à taux variable.

Les anticipations de taux des marchés financiers laissaient présager des index à 1,55% en décembre 2022. Il s'avère que l'Euribor 3 mois est déjà à 1,12% fin septembre 2022. Avec des marges proposées allant de 0,44 % à 0,91 %, le taux payé s'élèverait à 1,55 % avec les meilleures offres.

Concernant les offres à taux fixe, trois établissements seulement se sont positionnés.

Un fonds d'investissement spécialisé dans le secteur public, non soumis à la contrainte du taux d'usure, a proposé une offre au taux fixe de 3,26 %.

La collectivité a donc retenu les deux autres offres à taux fixe proposées par deux partenaires locaux, intervenant sur leurs fonds propres. Celles-ci s'avèrent très performantes dans le contexte actuel. La Banque Populaire Occitane pour un financement de 5 millions d'euros au taux de 1,68 % sur 20 ans, et le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour 10 millions d'euros au taux fixe de 1,73 %, sur une durée de 20 ans plus une phase de mobilisation de deux ans.

Vous trouverez les caractéristiques détaillées de ces contrats en annexe 2.

Annexe 1**Caractéristiques du contrat avec ARKEA**

Montant maximum mis à disposition :	5 000 000
Durée de contrat :	12 mois
Index de référence :	Ti 3 mois *
Marge :	0,45 %
Frais de dossier, commission, engagement :	3 000 €
Commission de non utilisation :	Néant
Commission de mouvement :	Néant

* Moyenne mensuelle des Euribor 3 mois

Annexe 2

Caractéristiques des contrats signés

Contrat d'emprunt n°734

Prêteur : Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées
 Montant du contrat : 10 000 000 €
 Durée : 264 mois dont 24 mois d'anticipation
Phase d'anticipation : 24 mois à compter de la date du 1^{er} déblocage
 Mobilisation obligatoire sur cette période de 10% de l'enveloppe dans les 4 premiers mois.
 Taux fixe de cette période : 1,73% du montant mobilisé payé semestriellement
Période d'amortissement :
 Départ : au plus tard 24 mois après la date du premier déblocage
 Durée de la période d'amortissement : 20 ans
 Index : taux fixe 1,73%
 Echéances : constantes trimestrielles
 Frais de dossiers : 0,10% du montant emprunté
 Indemnité de remboursement anticipé : 5% du capital remboursé par anticipation. Si le remboursement intervient pendant une période de baisse des taux, il y aura lieu à versement d'une indemnité financière complémentaire.

Contrat d'emprunt n°733

Prêteur : Banque Populaire Occitane
 Montant du contrat : 5 000 000 €
 Période d'amortissement :
 Départ : au plus tard le 31/12/2022
 Durée de la période d'amortissement : 20 ans
 Index : taux fixe 1,68%
 Echéances : constantes ou progressives
 Frais de dossiers : 0,07 % du montant emprunté
 Indemnité de remboursement anticipé : 8% du montant remboursé



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

1/05. ACTUALISATION DE LA CONVENTION TRIENNALE DE MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS AUPRÈS DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC "PUBLIC LABOS"

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Florence ESTRABAUD

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. ALIBERT, BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , M. FRANQUES GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, RUFFEL, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À MME CABANIS), M. MALATERRE (POUVOIR À MME BIBAL-DIOGO), M. MOULIN (POUVOIR À MME BONNET), MME RABOU (POUVOIR À M. HOULES), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. SALVADOR (POUVOIR À MME LHERM), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu le Code général des collectivités territoriales,
 Vu le Code général de la fonction publique notamment ses articles L. 512-6 à L. 512-17,
 Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
 Vu les délibérations des 4 départements concernés approuvant la création du Groupement d'Intérêt Public « Public Labos » notamment la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Tarn du 11 octobre 2019 ;
 Vu la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Public Labos » signée par le Président du Conseil départemental le 6 novembre 2019,
 Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2020 approuvant la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Public Labos »,
 Vu la délibération du 9 décembre 2021 de l'Assemblée générale du Groupement d'Intérêt Public « Public Labos » approuvant la création d'un emploi d'adjoint au Directeur et autorisant le versement de complément de rémunération à des personnels mis à disposition,
 Vu le procès-verbal du jury de recrutement du 6 septembre 2022,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

.../...

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- que les départs, en retraite ou mobilité, de 3 agents qui occupaient des emplois mis à disposition sont intervenus sur la période de décembre 2020 à août 2022,
- que ces missions, indispensables au fonctionnement du GIP sont assurées par du personnel recruté par le GIP, à défaut de candidatures d'agents titulaires,
- qu'après 2 ans de fonctionnement, l'Assemblée générale de « Public Labos » a décidé de faire évoluer l'organigramme en se dotant d'un adjoint au Directeur et qu'à l'issue du processus de recrutement, la candidature d'un ingénieur territorial de la Collectivité a été retenue à l'unanimité, dont l'affectation interviendra par voie de mise à disposition, contre remboursement ,
- que l'Assemblée départementale doit être informée de toute mise à disposition de personnels,
- qu'il y a lieu d'actualiser par voie d'avenant la convention spécifique de personnels mis à disposition du GIP Public Labos par le Département,

– **PREND ACTE** des modifications apportées au tableau des emplois mis à disposition du GIP PUBLIC LABOS (suppression de 3 emplois, soit 2 adjoints techniques et 1 cadre de santé paramédical),

– **APPROUVE** la mise à disposition, contre remboursement, d'un agent départemental relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, auprès du GIP PUBLIC LABOS afin d'assurer les missions d'adjoint au directeur,

– **AUTORISE** M. le Président à signer l'avenant à la convention de mise à disposition de personnels conclue avec le GIP PUBLIC LABOS pour la période allant du 1^{er} février 2020 au 31 janvier 2023 inclus.

Résultat des votes :

- n'ont pas pris part au vote : 6 (Mmes BRETAGNE, LHERM, REDO, MM. CANTALOUBE, HERIN, TESTAS)
- ont voté pour : 40

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022

Publiée le :
17 Octobre 2022

N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ac0114b451-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...



AVENANT N°1 A LA CONVENTION TRIENNALE DE MISE À DISPOSITION DE PERSONNELS

ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU TARN ET LE GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC « PUBLIC LABOS »

RÉFÉRENCE : GIP PUBLIC LABOS / DRH / 2020-2023



Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique notamment ses articles L. 512-6 à L512-17 ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 modifié relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant délégation d'attributions à la commission permanente ;

Vu la délibération de l'Assemblée générale du Groupement d'Intérêt Public « Public Labos » du 9 décembre 2021 approuvant la création d'un emploi d'adjoint au Directeur et autorisant le versement de rémunération à des personnels mis à disposition ;

Vu la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Public Labos », signée par le Président du Conseil départemental le 6 novembre 2019 et approuvée par arrêté préfectoral du 17 janvier 2020 ;

Vu la convention de mise à disposition de personnels entre le Conseil départemental et le GIP Public Labos pour la période du 1^{er} février 2020 au 31 janvier 2023 inclus ;

ENTRE

1°) Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn.

Ci-après désigné par les termes « le Département » d'une part,

ET

2°) Le Groupement d'Intérêt Public dénommé « Public Labos », représenté par sa Présidente, Marie-Line LHERM.

- dont le siège social est situé dans le département du Lot – Avenue de l'Europe, Regourd, 46005 CAHORS.

Ci-après désigné par les termes « le GIP » ou « le groupement » d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE L'AVENANT

Le Département actualise les emplois mis à disposition auprès du GIP Public Labos afin de tenir compte de la réalité de mise en œuvre des missions ou pour répondre à des nouveaux besoins.

Par le présent avenant, l'article 2 de la convention de mise à disposition de personnels 2020-2023 entre le Conseil départemental du Tarn et le GIP Public Labos est ainsi modifié :

Le Département met à disposition 30 emplois contre remboursement afin d'exercer les missions qui sont dévolues au GIP.

Le tableau qui récapitule les cadres d'emplois, fonctions et temps de travail de ces emplois est actualisé en conséquence.

Nbre	Cadre d'emplois	Catég.	Temps de travail	Nature des fonctions / Domaines d'activités
1	Ingénieur territorial	A	Temps complet	Adjoint au directeur
1	Biologiste vétérinaire et pharmacien territoriaux	A	Temps complet	Expert santé vétérinaire
3	Cadre territorial de santé paramédical	A	Temps complet	Responsable unité santé animale
				Responsable unité microbiologie hygiène
				Santé animale
14	Technicien paramédical	A	Temps complet	Responsable unité Prélèvement Collecte
			Temps complet	Prélèvement Collecte
			Temps complet	Santé animale (5 emplois)
			Temps complet	Microbiologie hygiène / Santé animale (2 emplois)
			Temps complet	2 Microbiologie hygiène (2 emplois)
			Temps complet	Suivi des processus
			Temps complet	Chimie (2 emplois)
9	Technicien territorial	B	Temps complet	Responsable unité suivi des processus
				Responsable unité chimie
				Suivi des processus
				Prélèvement Collecte / Microbiologie hygiène
				Microbiologie hygiène
				Santé animale
				Chimie (3 emplois)
2	Adjoints techniques	C	Temps complet	Agent de logistique (2 emplois)

ARTICLE 2 – DURÉE

Le présent avenant est conclu jusqu'à la date d'échéance de la convention de mise à disposition, soit le 31 janvier 2023.



Les autres termes de la convention de mise à disposition susvisée sont inchangés.

Le présent avenant est établi en deux exemplaires.

Fait à Albi, le

**Pour le Président du GIP Public Labos,
Le Directeur**

Le Président du Conseil départemental du Tarn,

Emmanuel ESPOSITO

Christophe RAMOND



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

1/06. FRAIS LIÉS À L'EXERCICE DU MANDAT DE CONSEILLER DÉPARTEMENTAL

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Florence ESTRABAUD

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , FRANQUES, GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), MME RABOU (POUVOIR À M. HOULES), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des Collectivités territoriales notamment son article L 3123-19,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 relatif aux déplacements temporaires des personnels civils de l'État notamment son article 3,

Vu l'arrêté du 11 octobre 2019 actualisant les taux des indemnités de mission,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 24 septembre 2021 précisant la nature et les modalités de prise en charge des frais de déplacement et de séjour engagés par les Conseillers départementaux à l'occasion de l'exercice de leur mandat,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

— **DÉCIDE** D'ACCORDER aux Conseillers départementaux ci-après, un mandat spécial pour représenter la collectivité hors du département :

.../...

nom	date	motif du déplacement	lieu
M. Guy MALATERRE	12, 13 et 14 Octobre 2022	91 ^{ème} Congrès de l'ADF	Agen (Lot-et-Garonne)
Mme Isabelle ESPINOSA			
Mme Élisabeth CLAVERIE			
M. Jean-Luc ALIBERT			
Mme Isabelle ESPINOSA	20 Octobre 2022	Conseil d'administration de l'UNSS	Paris

— **AUTORISE**, à titre dérogatoire, la prise en charge aux frais réels des dépenses en découlant, en application du décret du 3 juillet 2006 et de la délibération susvisée du 24 septembre 2021.

Les sommes nécessaires seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6532 (fonction 021, enveloppe 2387) du budget départemental

Résultat des votes :

- Dossier "91^{ème} congrès de l'ADF"
 - n'ont pas pris part au vote : 4 (Mmes CLAVERIE, ESPINOSA, MM. ALIBERT, MALATERRE)
 - ont voté pour : 42
- Dossier "Conseil d'administration de l'UNSS"
 - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme ESPINOSA)
 - ont voté pour : 45

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ab7114b450-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

1/07. BUDGET PARTICIPATIF DU TARN 2022 - 2023 MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Florence ESTRABAUD

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), MME RABOU (POUVOIR À M. HOULES), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE),
 Vu l'article L.3211-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) disposant que
 « Le Conseil Départemental règle par ses délibérations les affaires du Département dans
 les domaines de compétences que la loi lui attribue »,
 Vu l'article 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens
 dans leurs relations avec les administrations,
 Vu la délibération de l'Assemblée Plénière du 13 novembre 2020 approuvant le principe
 du Plan Tarn Jeunesse 2021-2025,
 Vu la délibération de la Commission permanente du 8 juillet 2022 approuvant la mise en
 place du Budget Participatif du Tarn 2022-2023 et les termes du règlement y afférant,
 Vu le rapport de M. le Président,

Après avoir délibéré,

.../...

– **APPROUVE** les modifications du règlement du budget participatif tarnais (édition 2022-2023) telles que présentées (en surligné) en annexe.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :

17 Octobre 2022

Publiée le :

17 Octobre 2022

N° AR :

081-228100012-20221014-lmc13ad4114ac04-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,

Le Directeur général des services

Signé

Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

REGLEMENT DU BUDGET PARTICIPATIF TARNAIS

DEUXIEME EDITION (2022-2023)



A travers un Budget Participatif, le Conseil départemental du Tarn renouvelle sa volonté de renforcer la démocratie locale favorisant l'engagement des Tarnaises et des Tarnais, en les associant dans le choix des projets politiques locaux et en améliorant l'information des citoyens sur les compétences départementales.

Article 1^{er} : le principe du Budget Participatif Tarnais

1.1 - Le Budget Participatif Tarnais est un processus de démocratie participative qui repose sur le principe suivant : le Département du Tarn finance mais la population tarnaise choisit sur la base de projets proposés par les Tarnais eux-mêmes.

Il permet aux Tarnaises et aux Tarnais, justifiant d'un lien de domiciliation avec le Tarn de proposer des projets mais aussi de choisir par l'intermédiaire de leurs votes, des projets d'intérêt général ou local pour le département du Tarn, ses cantons ou ses territoires.

Ainsi, toute personne physique à partir de 16 ans, groupe de personnes physiques habitant le Tarn (résidence principale ou résidence secondaire) ou toute personne morale de droit privé à but non lucratif, ayant son siège social dans le Tarn, peut déposer un projet dans le cadre du dispositif « Budget Participatif Tarnais ».

Peut prendre part aux votes, toute personne physique à partir de 16 ans résidant dans le Tarn.

1.2 - Le projet déposé dans le cadre du Budget Participatif Tarnais doit coïncider avec des considérations relevant de l'intérêt général ou local dont le Département du Tarn est le garant. Il doit également entrer dans les compétences du Département.

Ce dispositif a pas vocation à se substituer au système actuel de subventions aux collectivités ou associations mis en œuvre par le Département du Tarn dans le cadre de ses politiques publiques.

Ce dispositif ne concerne que des dépenses d'investissement.

Le projet doit concourir au développement, à la cohésion sociale et territoriale ainsi qu'à la notoriété du Tarn. Son objectif est de contribuer à l'émergence et à la pérennité d'initiatives innovantes notamment dans les champs :

- des Solidarités,
- de la Santé,
- de l'Education et de la Jeunesse,
- de la Citoyenneté,
- du Développement durable et du Cadre de vie,
- de la Culture,
- du Sport,
- du Numérique,
- des Mobilités alternatives,
- de la proximité et de l'accessibilité de tous aux services publics

1.3 - La démarche ne donne lieu à aucune indemnisation. De même, les porteurs des projets déclarés lauréats n'ont droit à aucune rémunération.

Article 2 : Porteurs de projets

2.1 - Peuvent déposer un projet auprès du Département du Tarn, dans le cadre du dispositif « Budget Participatif Tarnais » :

- Toute personne physique à partir de 16 ans justifiant d'une identité et d'une domiciliation dans le Tarn ou tout groupe de personnes physiques peuvent déposer un projet mais doivent, au moment de l'attribution de la subvention départementale correspondante, et à condition que le projet soit élu et déclaré lauréat, désigner une personne morale de droit privé à but non lucratif ou passer un partenariat avec une collectivité locale (commune, EPCI) pour recevoir ladite subvention ;
- Toute personne morale de droit privé à but non lucratif telle qu'une association loi 1901, ayant son siège social dans le Tarn.
- Les projets sont émis à titre individuel.

2.2 - Les projets collectifs issus d'associations ou de groupes d'habitants doivent être proposés par un référent unique.

2.3 - Les élus ayant un mandat local ou national, les entreprises quelle que soit leur structure juridique, les collectivités locales ou établissements publics ne peuvent pas déposer de projet au titre du Budget Participatif Tarnais.

Article 3 : Enveloppe financière

3.1 - Le montant affecté à la deuxième édition du Budget Participatif Tarnais est de 1 000 000 €. Cette somme est inscrite en section d'investissement du budget du Département du Tarn.

3.2 - Le Département ne subventionne pas au-delà :

- De 80% du montant total toutes taxes comprises (TTC) du projet déposé par des personnes morales de droit privé. Le montant maximal de la subvention qui pourra être obtenu de la part du Conseil départemental est de 36 000 € ;
- De 70 % du montant hors taxes (HT) du projet si celui-ci est porté par une collectivité ou un regroupement de collectivités. Le montant maximal de la subvention qui pourra être obtenu de la part du Conseil départemental est de 30 000€.

Il revient au porteur de projet d'assurer le financement des 20% ou 30% restants. A titre exceptionnel un financement à 100 % pour les personnes morales de droit privé pourra être examiné.

3.3 – Afin d'encourager la participation des jeunes Tarnais, le montant de 100 000 € (sur l'enveloppe d'investissement de 1 000 000 €) est réservé à la réalisation de projets pour les jeunes de 16 à 25 ans. Dans le cadre des projets Jeunes, le montant maximal de la subvention qui pourra être obtenu de la part du Conseil départemental est de 33 000 €.

Si le projet Jeune est réalisé sous maîtrise d'ouvrage d'une collectivité territoriale ou d'un regroupement de collectivités territoriales, le Département ne subventionne pas au-delà de 70% du montant hors taxes (HT) du projet.

3.4 - Le montant de la subvention est non révisable à la hausse, même si les dépenses réalisées dépassent le montant prévisionnel.

Article 4 : Dépôt du projet (29 août au 30 novembre 2022)

4.1 - Pour être recevable, le projet doit avoir pour but, notamment, de :

- Satisfaire un motif d'intérêt général ou local ;
- Être localisé dans le Tarn ;
- Être utile aux Tarnaises et aux Tarnais ;
- Entrer dans le champ de compétence du Département du Tarn ;
- Représenter une dépense d'investissement ;
- Ne pas générer de coûts induits (dépenses de fonctionnement) ;
- Ne pas être en cours de réalisation ;
- Ne pas avoir fait l'objet d'une demande de subvention en cours d'instruction auprès des services du Département ;

• Ne pas comporter des éléments de nature discriminatoire, diffamatoire ou contraire à l'ordre public ;

- Ne pas comporter d'éléments pouvant nuire à l'image de la collectivité départementale ;
- Ne pas être contraire au principe de laïcité ;
- Ne pas générer une situation de conflit d'intérêt ou de profits financiers pour le porteur de projet ;
- Ne pas être incompatible avec un projet ayant déjà fait l'objet d'une délibération d'un organe délibérant de la collectivité publique sur laquelle s'établit le projet ou de la collectivité départementale ou fait l'objet d'une procédure de marchés publics.
- Les porteurs des projets lauréats de la première édition du Budget Participatif Tarnais (2020-2022) ne peuvent pas déposer un projet dans le cadre de la seconde édition du Budget Participatif (pendant une durée de deux ans).

4.2 - Le projet est adressé au Département du Tarn uniquement de manière numérique sur le site dédié *budgetparticipatif.tarn.fr*.

Le dépôt de projet au format papier n'est pas recevable. Le service en charge du Budget Participatif Tarnais refusera systématiquement les dossiers au format papier.

Si un dossier a été déposé au préalable dans une Direction Générale Adjointe (DGA) du Département, celui-ci ne sera pas considéré comme recevable dans le cadre du Budget Participatif Tarnais.

4.3 - Le dossier doit comprendre les pièces justificatives obligatoires suivantes :

1. Le formulaire de participation sur le site *budgetparticipatif.tarn.fr* correctement rempli avec notamment le prénom, le nom et les coordonnées (mail, adresse postale, numéro de téléphone) du porteur de projet ou du référent unique ;
2. Pour les personnes morales de droit privé à but non lucratif : le numéro de SIRET, les statuts à jour, le dernier bureau déposé en Préfecture, la composition du bureau, un relevé d'identité bancaire (RIB), le budget annuel de l'association, un budget prévisionnel ;

3. Pour les personnes physiques : compléter dans le formulaire dédié avoir au moins 16 ans et résider dans le Tarn, un justificatif de domicile, une copie de la pièce d'identité, un budget prévisionnel. Si le projet est réalisé sous maîtrise d'ouvrage d'une collectivité territoriale, une lettre d'intention signée du représentant légal de la collectivité publique concernée est obligatoire (conformément aux dispositions de l'article 2-1) ;
4. Une présentation détaillée du projet rédigée sur le site dédié (minimum 30 lignes). Cette présentation doit permettre aux services instructeurs du Département de comprendre le projet et les objectifs du porteur de projet. La localisation exacte du projet doit apparaître ;
5. Des devis ;
6. Une attestation de non commencement des travaux ou de non achat du matériel ;
7. Pour les personnes morales de droit privé à but non lucratif, une attestation du représentant légal et du trésorier mentionnant le fait qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour détournement de fonds publics prévue à l'article 433-4 du Code Pénal ni d'une condamnation définitive pour abus de confiance prévue à l'article 314-1 du Code Pénal.

Le dossier peut également être complété par tout autre élément (photos, documents annexes, plan, etc.) que le porteur du projet estime nécessaire pour sa bonne compréhension.

Des pièces complémentaires peuvent être réclamées par le Département du Tarn lors de l'étude de recevabilité du projet.

Article 5 : Etude de recevabilité des projets (1^{er} décembre 2022 au 20 janvier 2023)

5.1 - La fourniture du dossier complet conditionne la recevabilité du dossier. Dans le respect de la date-limite, les demandes sont étudiées par les services compétents du Département du Tarn réunis au sein d'un Comité technique présidé par Madame la Vice-présidente en charge de la Citoyenneté, composé de la Direction Générale des Services (DGS), de la Direction Générale Adjointe des Services Techniques et de l'Environnement (DGASTE), de la Direction Générale Adjointe des Politiques Territoriales et Educatives (DGAPTE), de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité (DGAS) et de la Direction Générale Adjointe des Ressources de la Culture et du Sport (DGARCS).

Ce dernier analyse la recevabilité du projet afin de s'assurer qu'il répond bien aux critères déterminés à l'article 4.1 du présent règlement. Si nécessaire, le ou les porteurs de projet concernés peuvent être contactés par le Département du Tarn afin de mieux comprendre

l'intention et qualifier la demande. Si la mise en œuvre du ou des projets nécessite des ajustements techniques et/ou financiers, le ou les porteurs de projet concernés sont informés de ces évolutions. L'expertise des services départementaux est décisionnelle. Aucun recours n'est possible contre l'avis des services instructeurs du Département.

5.2 - Si l'étude du projet fait apparaître une absence de conformité avec l'article 4.1 susmentionné ou des projets irréalisables techniquement, juridiquement ou d'un coût supérieur à l'enveloppe mentionnée à l'article 2.2 du présent Règlement, celui-ci sera déclaré irrecevable et ne sera pas soumis au vote des Tarnaises et des Tarnais.

Le porteur de projet sera alors informé et renseigné sur les motifs de non recevabilité.

Article 6 : Informations sur les projets soumis au vote (20 janvier 2023 au 5 mars 2023)

Une campagne publique d'information multi-supports sera organisée par le Département du Tarn pour présenter aux Tarnaises et aux Tarnais les projets soumis au vote.

Durant cette période, chaque porteur de projet est libre de faire campagne pour l'élection de son projet sur tout support de son choix et suivant les moyens financiers et techniques dont il dispose.

Article 7 : Le vote et ses modalités (1^{er} février au 5 mars 2023)

7.1 - Période de vote

La période de vote est ouverte du 1^{er} février 2023 à 00h00 au 5 mars 2023 à 23h59. Le vote électronique s'interrompt automatiquement à cette date.

7.2 - Qui peut voter ?

Tout citoyen justifiant d'un domicile dans le Tarn (attestation sur l'honneur) âgé d'au moins 16 ans.

7.3 - Comment voter ?

- Le vote se déroulera uniquement de manière électronique sur la plateforme numérique dédiée : <https://budgetparticipatif.tarn.fr/>.

Chaque citoyen doit obligatoirement voter pour 5 projets minimum de son choix.
Chaque citoyen pourra voter jusqu'à 8 projets maximum de son choix, quel que soit le canton de localisation du projet ou sa thématique.

7.4 - Comment identifier les projets ?

Chaque projet soumis au vote se verra attribuer un numéro à 5 chiffres. Les projets sont identifiables par leur thématique :

Développement durable ;

Développement local et touristique ;

Solidarités humaines, jeunesse, éducation ;

Sport, culture et patrimoine ;

Projets Jeunes 16-25 ans.

Chaque projet sera identifiable par sa thématique et par sa localisation

- Dans le catalogue numérique, les projets apparaitront de façon aléatoire sur la plateforme <https://budgetparticipatif.tarn.fr/>, avec possibilité de rechercher par thématique et par canton.

7.5 - Campagne pour défendre les projets

- Les projets seront publiés sur la plateforme numérique : <https://budgetparticipatif.tarn.fr/>.
- Chaque porteur de projet mène campagne pour défendre son projet par ses propres moyens.
- Un kit de campagne sera remis à chaque porteur de projet (modèle d'affiche, de flyer, etc.)

Les porteurs de projet auront la possibilité de réaliser une image ou une vidéo pour les réseaux sociaux avec le numéro de leur projet. Les porteurs de projet pourront également utiliser la presse locale et l'ensemble des moyens qu'ils jugent nécessaire pour pouvoir faire gagner leur projet.

7.6- Validité du vote

- Un votant doit obligatoirement voter pour 5 projets différents minimum quelle que soit sa localisation et sa thématique. Il pourra voter pour 8 projets différents maximum quelle que soit sa localisation et sa thématique.
- Le vote numérique ne sera validé qu'après sélection d'au moins 5 projets différents (8 maximum).
- Pour le vote numérique, la création d'un compte utilisateur sur la plateforme numérique <https://budgetparticipatif.tarn.fr/> est obligatoire pour pouvoir voter. Les votants devront indiquer obligatoirement leur identité lors de l'inscription.
- Un citoyen ne peut voter qu'une seule fois.

7.7- Dépouillement du vote numérique

Le scrutin se déroule de manière secrète. Les résultats ne sont pas visibles par les votants. Pour le dépouillement du vote électronique, une extraction des résultats numériques par projet est effectuée afin de permettre un contrôle par la commission électorale. Le dépouillement est effectué sous le contrôle d'un huissier de justice.

7.8- Commission électorale

- Une commission électorale est constituée.
- Elle est composée de quatre élus départementaux, du service en charge du Budget Participatif, du Délégué à la protection des données, d'un représentant du Cabinet de Monsieur le Président du Conseil départemental et d'un huissier de justice. Un représentant de la société prestataire de la plateforme numérique du Budget Participatif Tarnais peut également participer à cette commission sur demande des membres de la commission électorale.

Madame la Vice-présidente en charge de la Citoyenneté est désignée par Monsieur le Président du Conseil départemental du Tarn comme Présidente de la commission électorale.

- La commission électorale s'assure du bon déroulement des opérations de dépouillement.
- Elle peut effectuer des contrôles aléatoires des votants.
- Elle vérifie les résultats définitifs avant annonce officielle des lauréats.
- Elle rédige un compte-rendu des opérations réalisées au cours de la journée.
- En cas de litige ou de réclamation concernant les votes, la commission électorale est habilitée à prendre toute décision y compris d'invalider les votes numériques concernés.

7.9- Résultats des votes

- Le scrutin se déroule de manière secrète. Les résultats ne sont pas visibles par les Tarnaises et les Tarnais.
- A la fin de la période de votation, un tableau sera édité faisant apparaître les résultats des votes électroniques pour chaque projet.
- Les résultats seront certifiés par un huissier de justice.

7.10- Détermination des lauréats

- Rappel de l'enveloppe dédiée : 1 000 000 €.
- Les projets sont classés par ordre décroissant des voix obtenues par canton.
- Le projet arrivé en tête dans chaque canton ainsi que les deux projets à portée départementale arrivés en tête seront désignés lauréats. Trois projets « Jeunes » seront désignés lauréats.

- Pour les quatre cantons d'Albi : deux projets seront désignés lauréats sur la commune même d'Albi et deux projets seront désignés lauréats pour l'ensemble des autres communes des cantons ;
 - Pour les trois cantons de Castres : deux projets seront désignés lauréats sur la commune même de Castres et un projet sera désigné lauréat pour l'ensemble des autres communes des cantons.
- Au total, 27 projets seront désignés lauréats.

7.11- En cas de projets ex-aequo

Si deux projets obtiennent le même nombre de voix et arrivent en tête dans un canton ou à l'échelon départemental : sélection des 2 projets ex-aequo.

7.12– Proclamation des résultats du vote

Les résultats sont proclamés à l'issue du dépouillement par Monsieur le Président du Conseil départemental du Tarn.

Article 8 : Décision d'attribution

8.1 - Chaque projet élu se verra attribuer une subvention d'investissement correspondante suivant la règle mentionnée à l'article 3.2 du présent Règlement. Celle-ci fera l'objet d'une délibération de la Commission permanente.

La subvention sera ensuite notifiée au bénéficiaire par courrier accompagné d'une convention, pour signature. Celle-ci précisera les modalités de mise en œuvre et de financement du projet.

8.2 - Tout projet élu devra faire l'objet d'un accord explicite de la collectivité publique concernée sous la forme d'une délibération prise par son organe délibérant.

8.3 - Toute modification quant à l'objet, au montant ou au bénéficiaire intervenant après la notification de la subvention ou en cours d'opération entraînera automatiquement la caducité de la subvention. Dans ce cas, le Département du Tarn engagera la procédure correspondante pour récupérer, auprès du bénéficiaire, ladite subvention.

Dans le cas où la réalisation du projet a pour conséquence son incorporation dans le domaine public ou privé de la collectivité publique concernée, la propriété reviendra automatiquement à cette dernière.

Article 9 : Modalités de versement de la subvention

9.1 - Le versement de la subvention ne peut pas avoir d'effet rétroactif ni être reportée sur les années suivantes. En effet, le bénéficiaire de la subvention aura jusqu'au 30 juin 2024, au plus tard, pour réaliser le projet et justifier les dépenses réalisées.

La subvention d'investissement doit être utilisée conformément à son objet.

Les modalités du versement de la subvention sont fixées par une convention.

Article 10 : Communication

10.1 - Le bénéficiaire de la subvention départementale doit faire mention de la participation du Département du Tarn sur tout support de communication et dans ses relations avec les tiers. La signalétique spécifique du Budget Participatif Tarnais doit être apposée sur la ou les réalisations soutenues financièrement dans le cadre du dispositif « Budget Participatif Tarnais ».

Le non-respect de ces dispositions donne le droit au Département du Tarn de ne pas verser ou de demander le reversement de tout ou partie de la subvention.

Les logotypes du Département à utiliser seront transmis par la Direction Générale des Services du Département du Tarn.

10.2 - Le bénéficiaire donne autorisation au Département du Tarn pour l'utilisation de son image et/ou de son logo dans le cadre de la communication du Département.

10.3 - Le Département consacrera des publications spéciales et un site internet dédié à la présentation de la mise en place du budget participatif puis des projets lauréats.

Article 14 : Contrôle - Suivi - Evaluation

11.1 - Le Département du Tarn peut procéder à un contrôle technique et financier sur pièces et sur place par toute personne mandatée par Monsieur le Président du Conseil départemental du Tarn et portant sur l'utilisation de la subvention.

11.2 - Le suivi du programme de réalisation est effectué par le Comité technique présidé par Madame la Vice-présidente en charge de la Citoyenneté et constitué de Monsieur le Président du Conseil départemental, du Directeur Général des Services et des quatre Directeurs Généraux Adjointes.

11.3 - Le processus et les modalités du Budget Participatif Tarnais sont une expérimentation qui pourra être évaluée et, le cas échéant, ajustée par le Département du Tarn pour la ou les années suivantes.

Article 12 : Modification du règlement

Le Département du Tarn se réserve la possibilité de modifier à tout moment, par délibération du Conseil départemental ou de la Commission permanente, les modalités du présent Règlement. Une information sera faite sur le site dédié au Budget Participatif Tarnais.

Article 13 : Coordination

La coordination du dispositif « Budget Participatif Tarnais » est assurée par la Direction Générale des Services du Conseil départemental.

Article 14 : Protection des données à caractère personnel

14.1 - En application du règlement sur la protection des données (RGPD) et dans le cadre de la transparence des données à caractère personnel collectées durant le Budget Participatif du Tarn, les informations légales suivantes sont dues aux personnes concernées, en application des articles correspondants du RGPD et plus particulièrement

14.2 - Le responsable de traitement est le Département du Tarn, sis Hôtel du Département – 81013 ALBI Cedex 9 représenté par le Président du Conseil départemental.

Les données sont collectées pour réaliser l'objet et l'exécution du présent règlement et des communications qui y sont associées. Les données personnelles collectées concernent

Identification complète (à titre d'exemple : prénom, nom, qualité, année de naissance, adresse, téléphones, emails) des personnes concernées en relation avec le responsable de traitement.

Le Département du Tarn ne transfère aucune donnée en dehors de l'Union Européenne.

La durée de conservation s'inscrit dans la poursuite des liens de financement définis par le présent règlement du Budget Participatif de la Tarnais. Dans son intérêt légitime et en cas d'action juridique à son encontre, le Département du Tarn conserve les données à caractère personnel pendant toute la durée du mandat. En cas de projet non retenu le Département du Tarn conserve les données à caractère personnel pendant une durée de deux ans après la clôture de l'appel à projet.

Les personnes concernées, aux fins du présent règlement, s'engagent à mettre à jour l'intégralité des données les concernant. Le Département du Tarn ne saurait être tenu responsable de toute action engagée sur la base d'une absence d'une telle mise à jour.

La personne concernée par les informations collectées peut à tout moment, demander un accès à ses données, leur rectification, effacement, s'opposer ou limiter les traitements réalisés, voire retirer son consentement aux finalités définies par le présent règlement. Ces demandes sont à réaliser simplement par l'envoi d'un mail à l'adresse suivante : dpd@tarn.fr ou par voie postale à l'adresse suivante : Conseil départemental du Tarn – à l'attention de la Délégué à la Protection des Données – 81 013 Albi Cedex 9.

La personne concernée peut également, à tout moment, retirer son consentement, sans porter atteinte à la licéité du traitement fondé sur le consentement effectué avant le retrait de celui-ci.

Il est possible de communiquer une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL <https://www.cnil.fr/fr>) en cas d'insatisfaction quant à la façon dont les données des personnes concernées ont été traitées.

14.3 - Le porteur de projet et plus particulièrement le Référent unique pour le dépôt de projets collectifs (association ou groupe d'habitants) est habilité à recueillir les consentements de toutes les personnes concernées par le dépôt du projet, quant au traitement de données à caractère personnel les concernant.

Fait à Albi, le 14 octobre 2022

Le Président du Conseil départemental,

Christophe RAMOND



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

2/01. FONDS LOCAL D'AIDE AUX JEUNES DE LA VILLE D'ALBI - FIXATION DE LA PARTICIPATION DU DÉPARTEMENT 2022

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), MME RABOU (POUVOIR À M. HOULES), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu le Code général des collectivités territoriales,
 Vu le Code de l'action sociale et des familles principalement ses articles L.263-15 et L. 263-16 relatifs aux Fonds d'Aides aux Jeunes,
 Vu la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et plus particulièrement le titre III, Solidarité et Égalité des Territoires ainsi que son article 94 - 2^{ème} alinéa précisant : «le Département est compétent pour mettre en œuvre toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, au développement social, à l'accueil des jeunes et à l'autonomie des personnes»,
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 1^{er} avril 2022 portant approbation du Budget primitif 2022,
 Vu le règlement départemental d'aide sociale,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,
 Après en avoir délibéré,

— **DECIDE** de poursuivre le cofinancement du Fonds Local d'Aide aux Jeunes de la Ville d'Albi.

— **FIXE** à ce titre la participation du Département à 12 775 €.

.../...

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer l'arrêté correspondant.

La somme de 12 775 € sera prélevée sur les crédits ouverts au chapitre 65 – article 6556 – fonction 51 - enveloppe 41887 du budget départemental.

Résultat des votes :

- n'a pas pris part au vote : 1 (Mme AT)
- ont voté pour : 45

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022
Publiée le :
18 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13a921159c50-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

2/02. FAVORISER L'INSERTION PAR ET DANS LE LOGEMENT - DEVELOPPER DU LOGEMENT SOCIAL ET TRÈS SOCIAL

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Gilles TURLAN

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), MME RABOU (POUVOIR À M. HOULES), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article l'article L1111-9,
 Vu le règlement départemental d'aide à la production de logements du 23 avril 2015 modifié le 31 mars 2017,
 Vu le schéma gérontologique départemental adopté les 30 et 31 mars 2017,
 Vu l'arrêté conjoint de Monsieur le Préfet du Tarn et de Monsieur le Président du Conseil départemental relatif au Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2020-2025 du 21 avril 2020,
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,
 Vu les demandes d'aide financière relative aux logements sociaux et très sociaux, Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE** d'accorder aux opérateurs mentionnés ci-dessous une aide départementale complémentaire à l'attribution d'un prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) pour les opérations suivantes :

LOCALISATION	NATURE DE L'OPERATION	COUT DE L'OPERATION TTC	AIDE SOLLICITEE PLAIPDALHPD	AIDE SOLLICITEE PLAIPADAPTATION	AIDE SOLLICITEE PLUS ADAPTATION	MONTANT TOTAL DE L'AIDE
PATRIMOINE 3, Rue Jules Rolland 81000 ALBI Convention 2022-11	Construction de 13 logements locatifs collectifs	1 450 134 €	13 logements 117 000 €			117 000 €
TARN HABITAT Rues Marie Curie et Joliot Curie 81000 ALBI Convention 2022-12	Construction de 7 logements locatifs individuels	1 384 687 €	5 logements 30 000 €			30 000 €
TARN HABITAT Route des Crêtes 81500 GIROUSSENS Convention 2022-13	Construction de 16 logements locatifs dont 10 individuels et 6 collectifs	2 191 648 €	4 logements 20 000 €	1 logement 8 500 €	2 logements 12 000 €	40 500 €

Les sommes nécessaires seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 204 du budget départemental (AP LOGEMT 2022-2) :

- article 2041782 pour un montant de 70 500 €,
- article 204222 pour un montant de 117 000 €.

– **AUTORISE :**

- La prise en compte, pour le paiement, de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.
- M. le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, conformément au modèle en vigueur, les conventions à intervenir avec la société PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE et TARN HABITAT.

Résultat des votes :

➤ *Dossier Tarn Habitat*

- n'ont pas pris part au vote : 5 (Mmes BELOU, BIBAL-DIOGO, GERAUD, MM. BALARDY, FABRE)
- ont voté pour : 41

➤ *Pour l'autre dossier :*

- ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022
Publiée le :
18 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13a9b1159c52-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...



Modèle type

LOGO DE LA
STRUCTURE
CONCERNÉE

Direction Générale Adjointe de la Solidarité
Direction Vie Sociale et Insertion
Service Habitat Logement

N° de dossier :

CONVENTION PLURI-ANNUELLE D'INVESTISSEMENT ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU TARN ET

RÉFÉRENCE : OPERATEUR LOGEMENT ANNEE / N°



Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990, visant à la mise en œuvre du droit au logement,
Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,
Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
Vu le Règlement départemental du 16 décembre 1996 relatif à l'attribution des aides départementales aux équipements réalisés par des collectivités territoriales ou des tiers,
Vu le Règlement départemental d'aide à la production de logements du 23 avril 2015, modifié le 31 mars 2017,
Vu l'arrêté du 21 avril 2020 portant approbation du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2020-2025),
Vu le Schéma départemental gérontologique adopté les 30 et 31 mars 2017,
Vu la délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant délégation à la Commission permanente,
Vu la délibération de la Commission permanente du du (date de la CP),
Vu la délibération de l'organe délibérant de (nom de l'opérateur),
Vu la demande de financement présentée le (date) par (nom de l'opérateur),

ENTRE

1°) Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,

ET

2°) NOM DE L'OPERATEUR,

- Enregistrée sous le Numéro SIRET,
- Dont le siège social est situé à ADRESSE DU SIEGE
- Représentée par son Président (sa Présidente) NOM, dûment mandaté(e),

ci-après désignée par les termes, le bénéficiaire, d'autre part,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE (le cas échéant)

Dans le cadre de sa politique de lutte contre les exclusions, le Département soutient :

- la production de logements à loyers modérés financés par un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAi) qui offrent un meilleur niveau thermique du bâti pour une amélioration du confort de vie visant à faciliter l'insertion des ménages les plus fragilisés. Ces aides permettent de loger ou de reloger des ménages cumulant les difficultés sociales et économiques, notamment celles relevant du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).
- la production de logements sociaux financés, soit par un prêt locatif aidé d'intégration, soit mixte prêt locatif aidé d'intégration et prêt locatif à usage social (PLUS) qui soient adaptés au vieillissement en cohérence avec la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et au schéma gérontologique et réservé aux personnes de plus de 60 ans.

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'exécution de la délibération par laquelle le Département accorde au bénéficiaire une subvention destinée à conforter le plan de financement de l'opération de construction de **xxx** logements, pour un montant total de l'opération de **xxx** €. Celle-ci est située :

« Adresse de l'opération »

Cette opération de construction est définie dans les documents joints à la demande de subvention : descriptif du projet, budget prévisionnel, plan de financement.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

2.1) Le montant de la subvention attribuée est calculé en fonction :

- du nombre de logements de l'opération,
- de la tension en logement de la zone concernée,
- du type de public : logements réservés aux ménages cumulant les difficultés sociales et économiques, notamment celles relevant du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) ou aux personnes de plus de 60 ans au titre de l'adaptation au vieillissement et à l'accessibilité des logements subventionnés,

soit :

Détails de l'opération	Nombre de logements	Montant de la subvention TTC
Classification du logement (PLAI – PLAI Adaptation – PLUS Adaptation)	xxx	Montant de la subvention votée €
TOTAL		xxx €

ARTICLE 3 : DELAI DE REALISATION

Le délai de réalisation de l'opération, correspond à la période de réalisation effective de l'opération. Il détermine les dates de prise en compte des dépenses. Il est fixé comme suit :

- Démarrage de l'opération : date de notification de la convention,
- Fin de l'opération : l'opération devra être totalement réalisée dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente convention.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

4.1) Sur demande du bénéficiaire et présentation des justificatifs prévus à l'article 5, le versement de la subvention pourra être effectué de la façon suivante :

- Un acompte de 30% sur justification du démarrage des travaux,
Celui-ci sera restitué si le bénéficiaire renonce à la réalisation du projet subventionné,
- Le solde, soit 70 %, sur production de l'attestation d'achèvement des travaux.

4.2) La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : PIECES JUSTIFICATIVES A PRODUIRE POUR LE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

5.1) La subvention est versée au vu :

- d'une demande de paiement rédigée par le bénéficiaire,
- de l'ordre de service pour le versement de l'acompte de 30 %.

Exceptionnellement, lorsque la délibération d'attribution de l'aide prise par le Conseil départemental le prévoit, les ordres de service peuvent être antérieurs à la décision d'attribution de la subvention.

Ces documents doivent être postérieurs :

- à la date de l'accusé de réception de la demande informant le bénéficiaire que son dossier est complet,
- à la date d'autorisation de commencer les travaux, le cas échéant.

5.2) Une attestation d'achèvement de travaux devra être établie et adressée au service départemental instructeur du dossier de subvention.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée et mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'opération financée.

6.1) INFORMATION DU DEPARTEMENT

Le bénéficiaire s'engage à informer le Département, sans délai, et par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout événement survenant :

- dans sa situation juridique (modification des statuts, dissolution, fusion, toute modification importante susceptible d'affecter son fonctionnement),
- dans la mise en œuvre de l'opération financée (inexécution, modification substantielle ou retard, modification des données financières et techniques).

6.2) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département (logo) et à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de l'opération financée : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet...,
- à placer un panneau d'affichage sur le(s) site(s) pendant toute la durée des travaux faisant figurer le logo du Conseil départemental. Une photographie du panneau (ou des panneaux) sera envoyée, par mail ou courrier, au service instructeur,
- à informer le Département des manifestations publiques qu'il organise (première pierre, inauguration, visite du public, ...) dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

En outre, en application du Décret n° 2020-1129 du 14 septembre 2020, à l'issue de la réalisation de toute opération d'investissement* dont le coût total est supérieur à 10 000 €, et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, le bénéficiaire s'engage (sous réserve des dispositions applicables aux projets s'inscrivant dans un programme cofinancé par l'Union européenne) à apposer une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible du public, sur lequel figure le logo du Conseil départemental. Une photographie de la plaque ou du panneau sera envoyée, par mail ou courrier, au service instructeur.

* Opération d'investissement concernant des acquisitions d'immobilisations corporelles, de travaux sur immobilisations corporelles et de frais d'études y afférents, à l'exception de celles portant uniquement sur du matériel et des outillages techniques,

6.3) AUTRES OBLIGATIONS,

Le bénéficiaire s'engage :

- Au titre des logements réservés PDALHPD : à installer dans le logement un ménage éligible aux conditions d'octroi du Fonds de Solidarité Logement, relevant des ménages prioritaires du PDALHPD pendant une période de dix ans à compter de la signature du premier bail conventionné, de façon dérogatoire et exceptionnelle, à reloger une famille présentant les mêmes caractéristiques dans un autre logement de son parc, si le logement aidé reste sans demande correspondant aux obligations découlant de la présente convention et ce, malgré les diligences réalisées par le bailleur.
- Au titre des logements « adaptation au vieillissement » à réserver ce logement adapté aux services du Département (Maison de l'Autonomie) pendant 3 mois puis à défaut de candidat à loger un ménage de plus de 60 ans et à fournir une attestation du respect du cahier des charges.

ARTICLE 7 : CONTROLES DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

7.1) Pendant la durée de réalisation de l'opération et dans un délai de trois ans suivant le paiement du solde de la subvention, le Département peut procéder à un contrôle sur pièces et/ou sur place portant sur l'utilisation de la subvention versée au titre du présent arrêté.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de suspendre le paiement dans le cadre d'un tel contrôle.

7.2) En outre, pendant toute la durée de réalisation de l'opération, le bénéficiaire s'engage à inviter le service départemental qui suit le dossier de subventionnement à toute réunion concernant le pilotage de l'opération.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT

8.1) SITUATIONS POUVANT MOTIVER UN REVERSEMENT OU UN NON VERSEMENT DE SUBVENTION

Le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (proportion correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas effectuer de versement, dans les cas suivants :

- utilisation partielle ou utilisation à des fins non conformes à l'objet de la subvention,
- opération non réalisée ou partiellement réalisée,
- trop perçu de la part du bénéficiaire,
- non-respect par le bénéficiaire des obligations auxquelles il est tenu, notamment celles prévues aux articles 5 et 6 de la présente convention.

8.2) MODALITES DE REVERSEMENT

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette.

Préalablement à l'émission du titre, le Département notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement. Cette lettre indique le délai, obligatoirement supérieur à 15 jours calendaires, dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites.

Si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification, ou si les documents transmis dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental. Celle-ci fait l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire.

ARTICLE 9 : CADUCITE - PROROGATION

9.1) CADUCITE

La subvention ou le solde de subvention sera annulé si, à compter de la date de la notification de la présente convention :

- le bénéficiaire fait connaître par courrier son intention de ne pas réaliser tout ou partie de l'opération subventionnée,
- les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution dans un délai d'un an,
- les travaux ne sont pas achevés ou si le paiement n'a pas été sollicité dans un délai de trois ans.

9.2) PROROGATION

En cas de nécessité justifiée avant l'expiration du délai initial (liée à la complexité de l'opération ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait), sur demande circonstanciée du bénéficiaire, une prorogation éventuelle du délai de caducité ou du délai de réalisation, peut être exceptionnellement accordé. Cette décision se traduira par un avenant à la présente convention.

- L'opération subventionnée devra faire l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai maximum d'un an à compter de la signature de la convention. Le Président peut, à titre exceptionnel, et sur demande dûment circonstanciée du maître d'ouvrage, accorder une prorogation d'un an.
- Les travaux devront être achevés dans un délai de trois ans maximum, suivant la date de la signature de la convention, ainsi que le versement du solde de la subvention. Passé ce délai, toute demande de paiement du solde de subvention non sollicitée sera automatiquement annulée sauf accord exceptionnel de la collectivité sur décision du Président et validé par la Commission permanente.

ARTICLE 10 : AVENANT

10.1) La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

10.2) La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 TOULOUSE), soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires.

À ALBI,

Le

**Pour nom de l'organisme
Le (La) Président(e)**

**Pour le Conseil départemental,
Le Président**

Nom du (de la) Président(e)

Christophe RAMOND



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

2/03. PROGRAMME DEPARTEMENTAL D'INSERTION STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ECONOMIQUE ATELIER CHANTIER D'INSERTION MILLE ET UNE RÉCUP

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Didier HOULES

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), MME RABOU (POUVOIR À M. HOULES), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu le Code général des collectivités territoriales,
 Vu le Code de l'action sociale et des familles plus particulièrement son article L312-1,
 Vu le Code du travail plus particulièrement ses articles L 5132-3-1 et L5132-2 et suivants,
 Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,
 Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation du Territoire de la République plus particulièrement son titre III intitulé Solidarité et Égalité des Territoires,
 Vu le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique,
 Vu la délibération du Conseil départemental du 26 juin 2009 relative au Revenu de Solidarité Active,
 Vu la délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 autorisant Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du Conseil départemental, les conventions de partenariat correspondantes,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,
 Après en avoir délibéré,

.../...

Considérant, d'une part, que les structures de l'Insertion par l'Activité Économique sont des partenaires incontournables du Département permettant le déploiement des politiques publiques et l'accompagnement des bénéficiaires dont la collectivité à la charge,

Considérant, d'autre part, que la situation économique et financière de ces structures les rend plus vulnérables que d'autres aux fluctuations d'activité.

– **DECIDE** de poursuivre la politique de lutte contre l'exclusion par l'appui et la reconnaissance des structures intervenant dans l'insertion par l'activité économique,

– **APPROUVE** le versement d'une subvention exceptionnelle à l'atelier chantier d'insertion Mille et Une Récup pour un montant de 5 000 €,

– **AUTORISE** M. le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, l'arrêté attributif correspondant.

La somme nécessaire sera prélevée sur les crédits inscrits au budget départemental : Article 6574 - chapitre 017 - fonction 564 – enveloppe 32486.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13aa6114abf6-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...



Direction Générale Adjointe de la Solidarité
Direction Vie Sociale et Insertion
Service Insertion Professionnelle

N° de dossier : 2022_01589

ARRÊTÉ

PORTANT ATTRIBUTION
D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Le Président du Conseil départemental du Tarn,

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU la réglementation applicable aux organismes bénéficiant d'une subvention (loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, arrêté du 24 mai 2005),
Vu la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant une nouvelle organisation du territoire de la République et plus particulièrement le titre III Solidarité et Egalité des Territoires,
Vu la délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,
Vu la délibération du Conseil départemental du 8 novembre 2019 relative au Pacte Territorial d'Insertion,
Vu la délibération du Conseil départemental du 1^{er} avril 2022 relative au Programme départemental d'insertion et de retour à l'emploi,
Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 14 octobre 2022 qui autorise le versement de la subvention),
Vu la demande de financement présentée le 22 juillet 2022 par ASSOC MILLE ET UNE RECUP, ci-après dénommé le bénéficiaire,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : OBJET

Le présent arrêté a pour objet de préciser les modalités d'exécution de la délibération par laquelle le Conseil départemental accorde au bénéficiaire, pour l'année 2022, une subvention destinée à la réalisation de l'action suivante :

« ACI - 1001 RECUP 2022 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE ».

Celle-ci est définie dans les documents joints à la demande de financement susvisée (descriptif du projet ou du programme d'action, budget prévisionnel, échéancier ...).

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Conseil départemental attribue une subvention de 5000,00 € pour la réalisation de l'action envisagée au regard du montant total des coûts estimés, conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) joints à la demande de subvention susvisée.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

3.1) Le bénéficiaire percevra l'intégralité du montant de la subvention mentionné à l'article 2 du présent arrêté en un seul versement.

3.2) La contribution financière est créditée sur le compte bancaire du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 4 : JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir, dans les six mois suivant la clôture de l'exercice comptable concerné par le présent arrêté, les documents ci-après :

- un compte rendu financier,
- le rapport d'activités concernant l'action subventionnée.

ARTICLE 5 : AUTRES ENGAGEMENTS

5.1) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Conseil départemental du Tarn (logo) et à faire mention de la participation du Conseil départemental sur tous les supports et documents produits dans le cadre de l'action faisant l'objet de cet arrêté : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet, événement...

Le Conseil départemental est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

5.2) ASSURANCE

Les activités du bénéficiaire sont placées sous sa responsabilité exclusive. Celui-ci s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Conseil départemental ne puisse pas être mise en cause et à remettre au service départemental instructeur, une attestation d'assurance, dans le mois suivant la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : REVERSEMENT

6.1) SITUATIONS POUVANT MOTIVER UN REVERSEMENT OU UN NON VERSEMENT DE SUBVENTION

Le Conseil départemental peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée, ajuster le montant versé ou décider de ne pas effectuer de versement, dans les cas suivants :

- utilisation partielle ou utilisation à des fins non conformes à l'objet de la subvention,
- opération non réalisée ou partiellement réalisée,
- trop perçu de la part du bénéficiaire,
- non-respect par le bénéficiaire des obligations auxquelles il est tenu, notamment celles prévues à l'article 5 du présent arrêté.

6.2) MODALITES DE REVERSEMENT

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette.

ARTICLE 7 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

7.1) TRAITEMENT DES DONNEES DES PERSONNES ACCOMPAGNEES

Afin de remplir leurs obligations respectives en vertu du présent arrêté, chacune des parties (le Département et le bénéficiaire) pourra être amenée à traiter des données à caractère personnel concernant les bénéficiaires du RSA (ci-après nommées : « Données des Personnes accompagnées ») et notamment les données d'identification et les renseignements relatifs à leur suivi social et professionnel.

A ce titre, chaque partie reconnaît expressément traiter les « Données des Personnes accompagnées » pour ses propres finalités, chacune en qualité de responsable de traitement, au sens de l'article 4(7) du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ») indépendant.

Lorsqu'une partie communique des « Données des Personnes accompagnées » à l'autre partie, la partie recevant ces données les reçoit en tant que simple destinataire et détermine les finalités et les moyens de ses propres traitements de celles-ci, en respectant les stipulations de cet article.

Par conséquent, chaque partie doit assumer la responsabilité de ses traitements de données à caractère personnel pour la conformité à la réglementation applicable. Chaque partie doit notamment procéder à l'information des personnes accompagnées pour les traitements de données à caractère personnel qu'elle effectue.

A ce titre, chaque partie qui communique des données à caractère personnel à l'autre garantit que celles-ci ont été collectées de manière conforme à la réglementation applicable.

7.2) TRANSFERT DES FICHIERS NOMINATIFS

Les échanges de fichiers et documents comprenant des données personnelles entre le Département du Tarn et le bénéficiaire se font exclusivement avec protocole sécurisé validé par le RSSI du Département.

7.3) COLLABORATION

Chaque partie s'engage à apporter toute assistance raisonnable à l'autre pour toute demande d'exercice de droits qui serait effectuée par les personnes accompagnées et pour toute formalité ou interaction avec une Autorité de Contrôle relative au traitement des « Données des personnes accompagnées »

7.4) VIOLATION DE DONNEES

En cas de destruction, perte, altération, divulgation non autorisée, de manière accidentelle ou illicite, des Données des Personnes accompagnées, le bénéficiaire s'engage à en aviser le Département immédiatement et au plus tard 24 heures après en avoir pris connaissance.

ARTICLE 8 : RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application du présent arrêté, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV,

31000 TOULOUSE), soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 9 : EXECUTION

Le Directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

À ALBI,

Le Président du Conseil départemental,

Le

Christophe RAMOND



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

2/04. SCHÉMA DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL ET D'HABITAT DES GENS DU VOYAGE (SDAHGV) 2022-2028

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Gilles TURLAN

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage,
 Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,
 Vu le schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2014-2020 approuvé par arrêté préfectoral du 11 décembre 2013,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,
 Après en avoir délibéré,
 Considérant l'avis de la commission consultative du 15 mars 2022,

.../...

– **PREND ACTE** du troisième schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage 2022-2028,

– **AUTORISE**, en conséquence, M. le Président à signer ledit schéma annexé à la présente délibération.

Résultat des votes :

– ont voté contre : 2 (Mme BUGIS, M. BOUSQUET)

– ont voté pour : 44

ADOPTÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :

19 Octobre 2022

Publiée le :

19 Octobre 2022

N° AR :

081-228100012-20221014-lmc13aab11694f4-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,

Le Directeur général des services

Signé

Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...

Télétransmis en Préfecture le : 19 oct 2022 127
N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13aab11694f4-DE

PREFECTURE DU TARN

*Liberté
Egalité
Fraternité*



Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage du TARN 2022-2028



Juillet 2022



A Bordeaux – Bât 19 – rue des Terres neuves – 33130 Bègles
A Toulouse – Bât C 510 – 23 bd des Minimes – 31200 Toulouse
E-mail : place@place-reflex.org
Tél 05 56 31 29 28 30

groupe reflex

Adéus, Marseille
Cérur, Rennes
NevaScopia, Paris
Place, Bordeaux & Toulouse
Trajectoires, Lyon
www.groupe-reflex.org

- 1- L'itinérance contenue dans le temps et dans l'espace	8
2- L'organisation de l'ancrage dans des conditions plus ou moins adaptées	16
- B - Les aires permanentes d'accueil à l'épreuve de l'ancrage	24
1- Un bilan quantitatif quasiment atteint... mais une vocation de passage largement perdue	25
2- Dès la création des aires, une ambiguïté autour de leurs « publics cibles » et de leur vocation	31
3- Des décalages de plus en plus problématiques entre la vocation initiale et l'usage actuel	35
- C - Un système tournant des aires de grand passage qui montre ses limites	40
1- Le bilan contrasté du principe d'installation tournante des aires de grand passage	41
2- Le rôle clé de l'anticipation-préparation du grand passage	44
- D - L'accompagnement social en quête d'ancrage local	46
1- L'organisation variable de l'accompagnement social dans ET autour des aires d'accueil	47
2- Face à des fragilités persistantes, le défi de l'accès à la scolarisation, à la santé et à l'emploi	52
ORIENTATIONS STRATEGIQUES	55
Orientation - I - Diversifier et renouveler les réponses...	56
1- ...En proposant des solutions d'habitat pérenne	57
2- ...En fluidifiant et en améliorant les conditions d'accueil	63
3- ...En facilitant l'organisation du grand passage	66
Orientation - II - Consolider et animer l'accompagnement social...	70
1- ...En favorisant l'accès effectif aux droits	71
2- ...En ancrant l'accompagnement au plus près des besoins	72
Orientation - III - Animer et coordonner la mise en œuvre du schéma	73
DECLINAISONS TERRITORIALES	75
CC Tarn Agout	76
CA de l'Albigeois	78
CA Castres-Mazamet	80
CA Gaillac-Graulhet	82
CC Carmausín-Ségala	84
FICHES-ACTIONS	86
n°1- Développer des solutions spécifiquement adaptées à l'ancrage des gens du voyage : - les terrains familiaux locatifs / - les opérations sociales d'habitat adapté	88
n°2- Faire levier sur les parcours d'ancrage : - L'accompagnement dans l'accès au logement - L'encadrement/régulation des installations sur des terrains privés.	91
n°3- Recourir à une MOUS pour accompagner la définition-réalisation des solutions d'ancrage	95
n°4- Réhabiliter ou (re)créer une aire permanente d'accueil	97
n°5- Mailler le territoire départemental de deux aires de grand passage	99
n°6- Consolider la fonction d'anticipation-coordination-médiation du grand passage	101
n°7- Conforter l'accès aux trois « piliers » de l'accompagnement social : - La scolarité et l'éducation / - Le soin et la santé / - L'insertion sociale et professionnelle	103
n°8- Animer et coordonner localement un accompagnement transversal	107
ANNEXES	110
-A- Installations sur des parcelles privatives : aux normes / hors norme Installations dans des logements potentiellement insalubres ou indignes	111
-B- Tableau comparatif des solutions d'accueil / d'ancrage et des aides financières possibles (2021)	117
-C- Fonction de coordination-médiation du grand passage L'exemple de la Gironde	119
-D- Synthèse des prescriptions et recommandations en nombre de places	121
GLOSSAIRE	127

PREAMBULE



Un nouveau schéma pour organiser l'accueil et l'habitat des gens du voyage

Ce schéma est le 3^{ème} réalisé dans le Tarn. Il devient le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage (SDAHGV). Cette nouvelle dénomination marque sa nouvelle ambition : il entend continuer d'améliorer les conditions d'accueil ; il franchit un pas supplémentaire dans la volonté complémentaire de développer les réponses adaptées aux besoins d'ancrage.

Cette double ambition du SDAHGV se traduit dans ses prescriptions applicables en matière d'équipements qui concernent :

- les aires permanentes d'accueil,
- les aires de grand passage,
- les terrains familiaux locatifs.

La tendance des gens du voyage à investir et à s'ancrer sur un territoire impacte aussi leurs besoins et attentes en matière d'accompagnement. Pour des ménages qui ont leurs attaches et leurs repères sur un territoire, l'enjeu est de s'assurer qu'ils connaissent et ont accès à l'ensemble des ressources et des dispositifs qui sont proposés localement pour assurer une meilleure inclusion et concourir à la pleine réalisation du principe d'égalité de droit des citoyens français.

Précision



- Le contexte législatif et réglementaire s'agissant de l'accueil et de l'habitat des gens du voyage est défini par la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage modifiée et les décrets s'y rapportant. Depuis cette loi fondatrice des schémas départementaux, de nombreuses évolutions ont eu lieu.
- Depuis la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 et à compter du 1er janvier 2017, les EPCI qui exercent la compétence obligatoire en matière de gens du voyage, sont chargés de la création, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des aires permanentes d'accueil, des aires de grand passage, et les terrains familiaux locatifs.
- Les terrains locatifs familiaux (TFL) destinés aux gens du voyage ont un caractère prescriptif depuis la publication de la loi n°2017-86 du 27 janvier relative à l'Egalité et la Citoyenneté. Le décret 2019-1478 du 26/12/2019 est venu préciser leurs principes d'aménagement et leurs modalités de fonctionnement.
- L'article 1 II 3° de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 indique que les communes de plus de 5000 habitants figurent obligatoirement au schéma départemental. Dans le Tarn, la population d'une douzaine de communes dépasse ce seuil.

Population municipale 2019 - INSEE

Albi	48 902	Carmaux	9 782
Castres	42 079	St-Sulpice-la-Pointe	9 336
Gaillac	15 265	Saint-Juéry	6 694
Graulhet	12 844	Labruguière	6 506
Lavaur	10 879	Aussillon	5 827
Mazamet	9 996	Rabastens	5 713

Pilotée par la DDT, avec l'appui de la coopérative conseil PLACE, la révision du schéma s'est inscrite dans une démarche co-construite. Elle a pris soin d'associer les parties prenantes aux différents stades de l'élaboration du nouveau schéma. Ce dernier, dans sa gouvernance comme dans ses modalités de mise en œuvre, souhaite entretenir en continu les liens étroits et les relais mutuels entre l'Etat et les territoires qu'exige le passage des intentions à leur réalisation.



Questionnaire de la DDT à destination des communes / EPCI

- Présence et localisation des gens du voyage
- Niveaux et nature des besoins :
ancrage & itinérance

Questionnaire du Service Logement du CD81 auprès des Maisons du Département

- Problématiques / réponses / partenariat en
matière d'accompagnement social



Visite des aires d'accueil

- En présence des gestionnaires et des
référénts GDV de l'EPCI
- Echanges avec les occupants
- Suivie de réunions de travail avec les EPCI

- Le niveau et la nature des équipements,
- Les modes de gestion et leur acceptabilité
- L'état de propreté et d'entretien de l'aire et de ses abords,
- La localisation, la proximité des services,
- La perception par les usagers de leur lieu de vie / séjour,
- Le « climat » / l'ambiance sociale...

Entretiens avec les acteurs-clés de l'accompagnement social

Ateliers thématiques

- « Les besoins et les conditions d'ancrage des gens du voyage. Les réponses possibles pour s'inspirer »
- « Les besoins et les réponses en matière d'accompagnement social »

Ateliers territoriaux (x 4)

Partage des constats et pistes d'amélioration en matière d'accueil et d'ancrage

Animation par la Préfecture du volet relatif au grand passage

- 1ère réunion consacrée à ce domaine en mai 2019
- Organisation par la suite de 6 temps de travail avec les territoires

Comité technique départemental (X3)

Commission consultative des gens du voyage (X2)



p. 5	DIAGNOSTIC
p. 54	ORIENTATIONS STRATEGIQUES
p. 74	DECLINAISONS TERRITORIALES
p. 85	FICHES-ACTIONS



DIAGNOSTIC

ORIENTATIONS STRATEGIQUES DECLINAISONS TERRITORIALES FICHES-ACTIONS



p. 7

A

L'ancrage au centre de la présence des gens du voyage

- 1_ L'itinérance contenue dans le temps et dans l'espace
- 2_ L'organisation de l'ancrage dans des conditions plus ou moins adaptées

p. 24

B

Les aires permanentes d'accueil à l'épreuve de l'ancrage

- 1_ Un bilan quantitatif quasiment atteint... mais une vocation de passage largement perdue
- 2_ Dès la création des aires, une ambiguïté autour de leurs « publics cibles » et de leur vocation
- 3_ Des décalages de plus en plus problématiques entre la vocation initiale et l'usage actuel

p. 40

C

Un système tournant des aires de grand passage qui montre ses limites

- 1_ Le bilan contrasté du principe d'installation tournante des aires de grand passage
- 2_ Le rôle clé de l'anticipation-préparation du grand passage

p. 46

D

L'accompagnement social en quête d'ancrage local

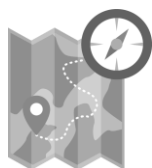
- 1_ L'organisation variable de l'accompagnement social dans ET autour des aires d'accueil
- 2_ Face à des fragilités persistantes, le défi de l'accès à la scolarisation, à la santé et à l'emploi

l'ancrage au centre de la présence des gens du voyage

Actualisée dans le cadre de l'élaboration du nouveau schéma, l'analyse des besoins confirme la tendance que pointait le précédent : les gens du voyage tendent à réduire leur itinérance, à investir et à s'ancrer sur un territoire... Même si les situations restent contrastées et même si le mode de vie peut rester lié à la caravane.

Cette tendance de fond ne signifie pas forcément l'abandon du voyage et n'évacue pas les enjeux liés à l'accompagnement de l'itinérance. Laquelle existe encore, même si elle tend à se resserrer dans l'espace et dans le temps, avec une intensification en période estivale.

En même temps que la tendance à l'ancrage s'affirme, elle prend des formes plurielles... et pas toujours adaptées, ni pour les familles, ni pour les pouvoirs publics.



Etat des lieux des besoins liés à :

- l'ancrage,
- l'itinérance.

L'actualisation des situations des gens du voyage dans le Tarn a privilégié le traitement et l'analyse de l'enquête par questionnaire réalisée par la DDT auprès des communes et des EPCI. Ceci pour une raison double :

- l'enquête cerne les besoins liés à la fois à l'itinérance et à l'ancrage,
- elle caractérise et qualifie les situations, en se basant sur un nombre important de questions, bien qu'inégalement renseignées.

Les relevés transmis par les services des forces de l'ordre ont été mobilisés pour compléter l'analyse des stationnements temporaires.

Les études locales (CA de l'Albigeois et CA Gaillac Graulhet) ont alimenté la connaissance des situations et des conditions de « sédentarisation ».

Enquête DDT auprès des communes et EPCI sur les lieux de stationnement et sites de sédentarisation (1^{er} trimestre 2020)

1. Stationnements temporaires illégaux sur la période 2017-2019

- Localisation
- Statut du terrain
- Ramassage des ordures ménagères
- Raccordements aux fluides & Assainissement
- Périodicité
- Durée moyenne des stationnements
- Nombre de personnes et de ménages
- Procédures engagées

2. Sédentarisation sur la commune en 2019

- Localisation
- Année d'installation
- Statut du lieu d'habitation
- Type d'habitat
- Ramassage des ordures ménagères
- Raccordements aux fluides & Assainissement
- Nombre de personnes et de ménages
- Zonage document d'urbanisme
- Caractère (il)légal de l'installation
- Procédures engagées

Relevés par les services de police – gendarmerie des stationnements temporaires (2017-2018-2019)

- Datée d'arrivée / départ
- Commune
- Terrain public/ privé
- Evacuation demandée/effectuée
- Nombre de caravanes

Analyse documentaire – Etudes locales

- MOUS pour le développement d'un habitat adapté aux gens du voyage (CA de l'Albigeois) _ 2020
- Mission d'appui dans le cadre de la mise en œuvre des actions en faveur de l'accueil et du logement des gens du voyage (CA Gaillac – Graulhet) _ 2017



Itinérance contenue dans le temps et dans l'espace

Polarisation et effet « faisceaux »

De 2017 à 2019, d'une quarantaine¹ à une soixantaine² de sites ont été mobilisés par les gens du voyage comme lieux illégaux de stationnement temporaire (hors aires permanentes d'accueil et de grand passage). Ce nombre plutôt limité s'inscrit dans la tendance générale de réduction de l'itinérance.

La géographie des sites de « passage » des gens du voyage est marquée par deux faits majeurs.

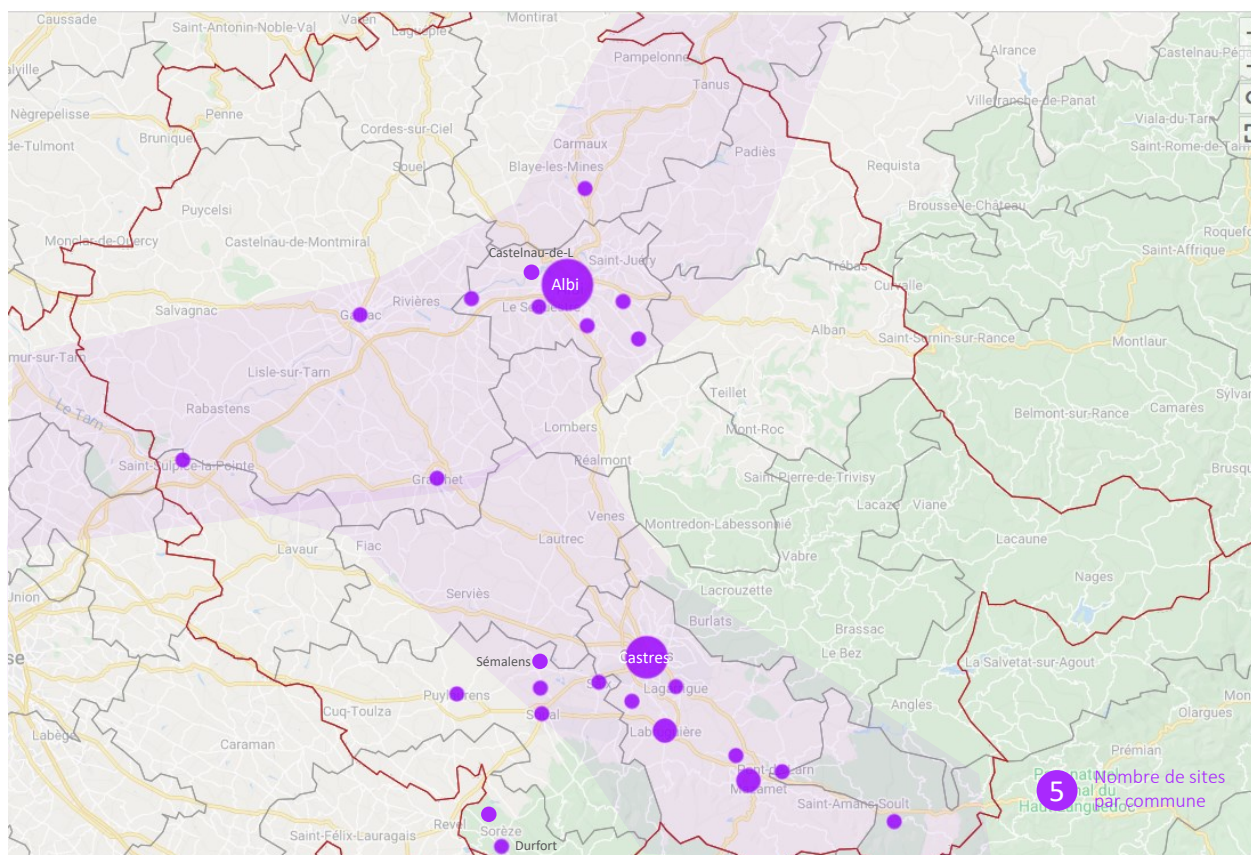
1- Le rôle polarisant d'Albi et de Castres : la préfecture et la sous-préfecture du Tarn concentrent selon les sources de 30%² à 37%¹ des lieux de stationnement (hors aires d'accueil et de grand passage). Comme pour l'ensemble des Tarnais, le rayonnement des deux principales villes du département en termes d'activités économiques, d'équipements et de services joue sur leur attractivité auprès des gens du voyage.

2- L'effet « faisceaux » induit par les principaux axes routiers qui relient le Tarn à la capitale régionale : les gens du voyage organisent leur itinérance au Nord le long de l'axe A68/RN 88 et au Sud, en suivant la RN 126.

¹ Enquête Communes – EPCI

² Relevés de Police – Gendarmerie

Sites de stationnement temporaire (2017-2018-2019 / hors aires d'accueil et de grand passage)



Sources : Enquêtes aux collectivités (DDT) et relevés de Police et Gendarmerie

La plupart des lieux illégaux de stationnement sont fréquentés ponctuellement

Trois sites de stationnement temporaire sur cinq ont été utilisés seulement une à deux fois en 3 ans. Mais des installations même exceptionnelles peuvent être restées dans les mémoires, en raison de leur caractère aussi soudain que « subi » ou des éventuelles dégradations occasionnées.

Un nombre plus limité de sites font l’objet d’une fréquentation plus régulière :

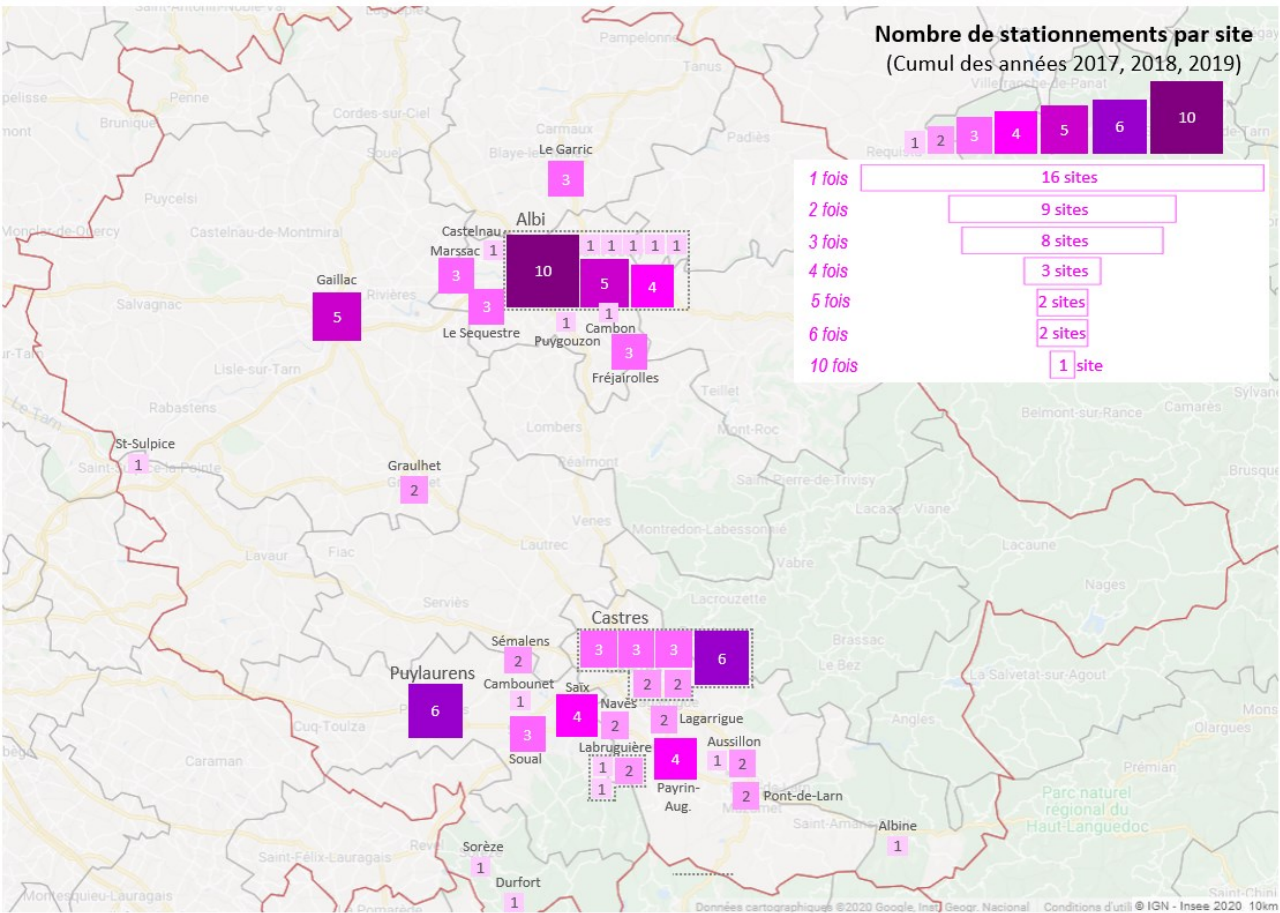
- l’aérodrome de Longueville (Gaillac)
- le parc de Gourjade (Castres)
- le site Guitardié / Plaine des sports, la base de loisirs de Cantepau (Abi)...

On trouve là les sites vers lesquels convergent différents groupes d’origines diverses, soit volontairement pour se retrouver chaque été lors de l’organisation de rassemblements, soit par opportunité pour tirer parti de l’«effet de groupe » qu’autorise l’itinérance à plusieurs.

D’autres sites sont sollicités de manière assez régulière mais avec une présence à la fois plus « locale », moins importante et moins associée aux déplacements estivaux :

- Puylaurens voit se succéder des familles qui font des allées venues tout au long de l’année,
- À Payrin Augmontel, des forains s’installent chaque été au moment de la fête du village,
- Sur le site de la foire de Jarlard, des familles viennent rendre visite tout au long de l’année à leurs proches sédentarisés sur l’aire d’accueil.

Fréquence des stationnements temporaires (2017 à 2019 – Hors aires d'accueil et de grand passage)



Sources : Enquêtes aux collectivités (DDT) et relevés de Police et Gendarmerie

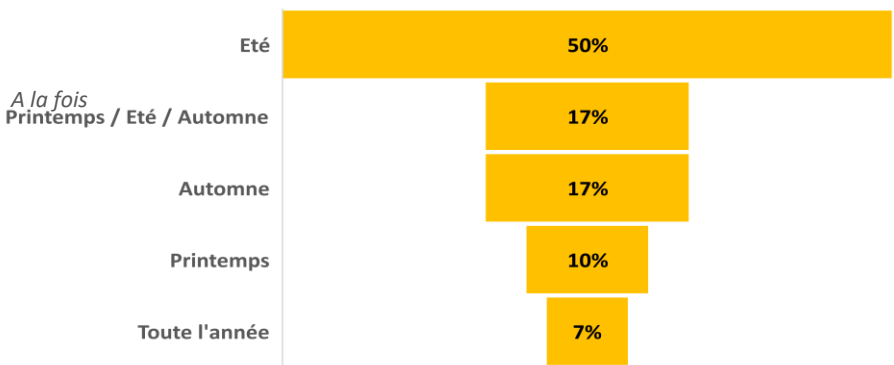
L'itinérance est de plus en plus motivée et associée à la période estivale

Plus de la moitié des lieux de stationnement situés hors des aires permanentes d'accueil ou celles de grand passage sont recensés en été. C'est le signe que l'itinérance s'intensifie pendant la période estivale. Les déplacements démarrent avec le printemps et se prolongent jusqu'à l'automne, lorsque les familles retournent vers les lieux où elles ont l'habitude de passer l'hiver.

L'itinérance tend à devenir essentiellement estivale. Les raisons de voyager sont plus nombreuses en été. Les conditions sont aussi plus propices, évidemment pour des causes climatiques mais aussi pour pouvoir parfois jouer de l'« effet de groupe » qui peut être nécessaire pour forcer l'installation sur un terrain. Ces déplacements estivaux s'alimentent et parfois superposent différentes formes d'itinérance :

- les organisations de « missions » pour des temps traditionnels ou religieux (baptêmes, mariages....),
- l'exercice d'activités professionnelles à tonalité saisonnière (commerce itinérant, fêtes, foires, tâches agricoles...),
- la reprise de l'itinérance avec la fin de l'année scolaire,
- les départs en vacance de groupes familiaux qui passent ensemble l'été à voyager ou se rassemblent pour séjourner chez l'un des leurs.

Périodes des stationnements temporaires illégaux (2017 à 2019)



Source : enquête aux communes (DDT) – 30 sites renseignés

Avec l'été, c'est aussi la taille des « groupes » en itinérance qui augmente. La corrélation est nette entre la saison et le nombre de caravanes :

- les groupes qui se déplacent tout au long de l'année sont de taille réduite,
- ceux qui rassemblent un nombre plus important de caravanes, se constituent au printemps et en été.

Tailles des groupes en stationnement temporaire illégal & Répartition selon les périodes de l'année (2017 à 2019)

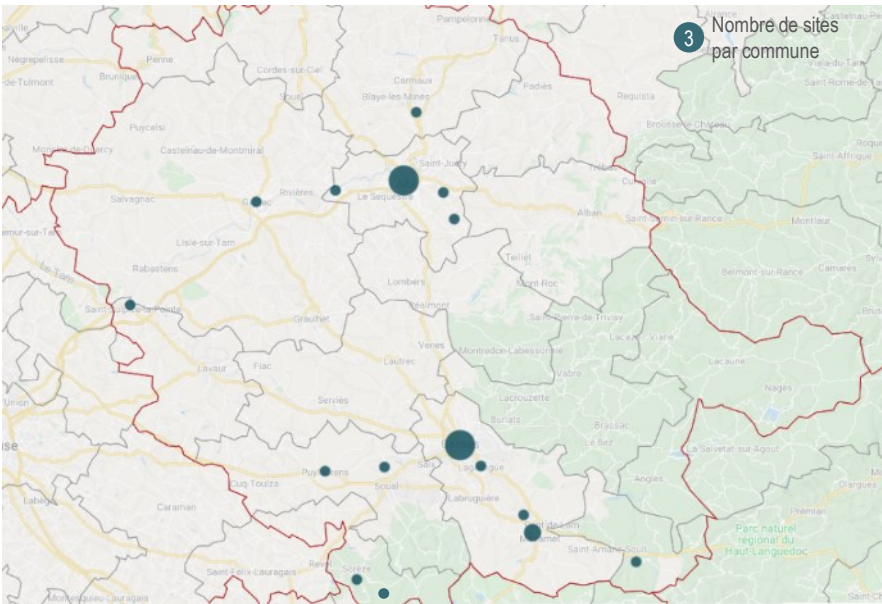
	Janvier / févr. / mars	Avril / mai / juin	Juillet / août / sept.	Oct. / nov. / déc.
< 10 caravanes	26%	17%	30%	26%
> 10 - 50 <	14%	29%	36%	21%
> 50 - 100 <	0%	40%	50%	10%
> 100 caravanes	0%	50%	50%	0%
Total	15%	28%	37%	20%

Si les déplacements s’opèrent en petits « groupes », leur taille grossit à mesure qu’ils convergent vers Albi et Castres

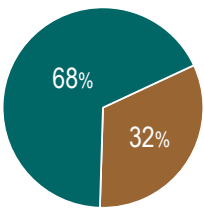
Globalement, les stationnements temporaires organisés hors des équipements dédiés concernent des « groupes » de taille plutôt réduite : plus des deux tiers comptent moins de 50 personnes (ou moins d’une douzaine de caravanes). Cette taille moyenne augmente dans les sites situés dans les agglomérations albigeoise et castraise. Ce processus confirme l’importance des déplacements estivaux dans les motivations et l’organisation de l’itinérance des gens du voyage dans le Tarn :

- dans les circuits de déplacement, les agglomérations d’Albi et de Castres ressortent comme les points de convergence des « groupes » qui sillonnent tout l’été le Grand Sud ;
- pour cheminer puis quitter ces sites de regroupement, les familles se déplacent en groupe de plus petite taille, en faisant des haltes le long des axes routiers Albi/Toulouse et Castres/Béziers.

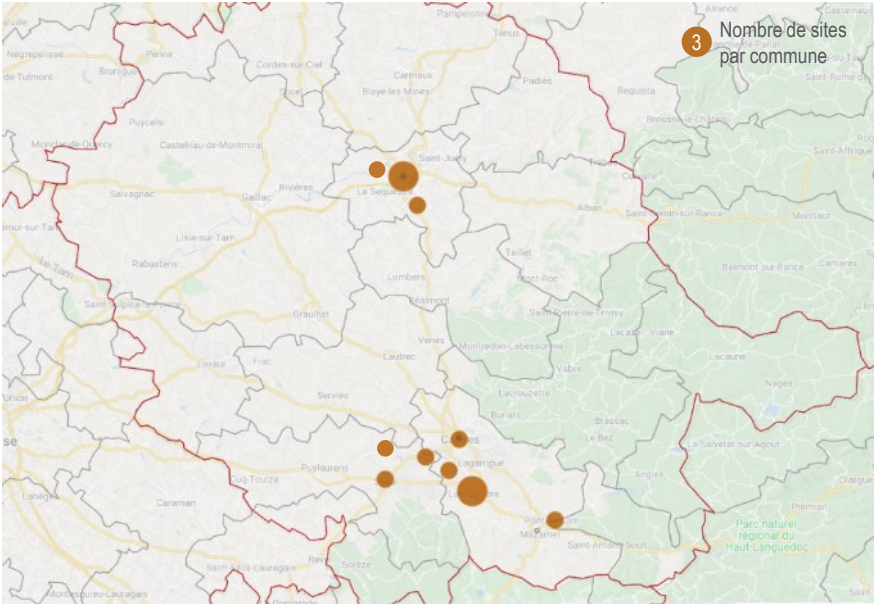
Stationnements de groupes de PETITE TAILLE
(Moins de 50 personnes et/ou de 12 caravanes – Dominante 2017-2018-2019)



« Groupes »
de PETITE taille



Stationnements de groupes de GRANDE et MOYENNE TAILLE
(Plus de 50 personnes et/ou de 12 caravanes – Dominante 2017-2018-2019)



« Groupes »
de GRANDE
et MOYENNE
taille

Les stationnements illégaux recouvrent deux catégories bien distinctes :

- l'une associée aux grands rassemblements estivaux
- l'autre liée à l'itinérance de groupes familiaux tout au long de l'année.

Les résultats de l'enquête ont été partagés dans le cadre d'ateliers territoriaux. Par rapport à l'approche globale développée à l'échelle départementale, ils ont permis d'affiner et de davantage qualifier les situations de stationnement repérées au moyen de l'enquête. Les points de vue des acteurs locaux ont convergé pour souligner la distinction à établir entre deux grandes catégories de stationnements.

1. La première tient aux rassemblements estivaux. Ces derniers occasionnent les déplacements de familles qui voyagent ensemble tout au long de l'été. Leur taille augmente au fur et à mesure que de nouvelles caravanes se greffent au groupe initial. Pour assurer le stationnement de cette itinérance estivale dans des conditions légales et adaptées, les aires de grand passage sont prévues chaque année de manière tournante. Quand elles sont proposées, toutes les familles n'acceptent pas d'y séjourner et occupent alors de manière illégale des sites inappropriés.
2. La seconde catégorie correspond à des stationnements illégaux qui se repèrent tout au long de l'année. La taille des groupes dépasse rarement la dizaine de caravanes. Les durées de séjour sont variables. Elles tendent à s'allonger pour les familles d'origine locale qui cherchent à s'« ancrer » sur le territoire et « tournent » dans un périmètre géographique réduit. Celles-ci stationnent d'un site à l'autre, au gré des opportunités et des expulsions, dans une sorte de « mal-stationnement tournant ».

A cette itinérance « locale », se superpose la venue de groupes familiaux à l'origine géographique plus large mais qui connaissent le Tarn et ont l'habitude de s'y rendre pour se saisir d'opportunités professionnelles ou encore visiter de la famille. Pour ces voyageurs de passage, seules les aires permanentes de Gaillac et de Graulhet leur permettent d'organiser leur séjour au moyen d'équipements dédiés. Ailleurs, la capacité d'accueil des aires est gelée par les familles qui s'y sont installées durablement et parfois dès l'ouverture. Ce processus d'ancrage « par défaut » alimente les stationnements opérés de manière illégale.

Précision



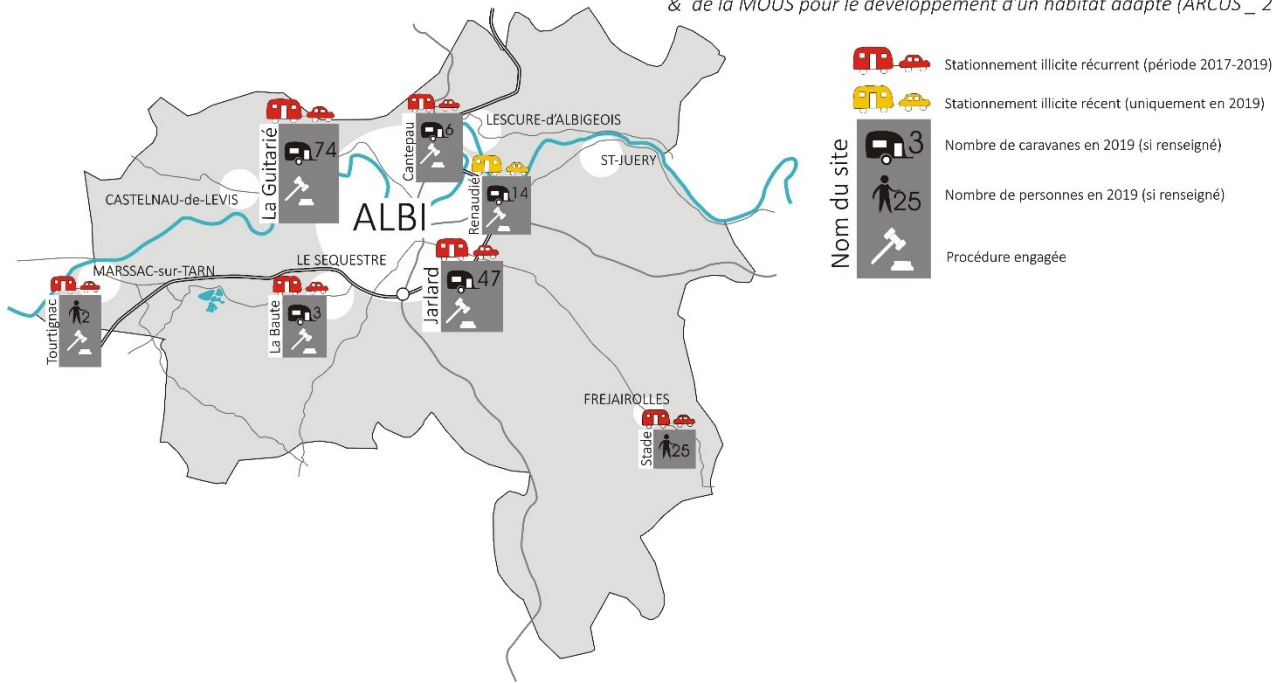
En complément de l'approche départementale, les cartographies réalisées aux échelles intercommunales permettent de mieux appréhender la distinction entre l'itinérance associée aux rassemblements estivaux, de celle liée aux stationnements de plus petite taille et dont la présence se repère toute l'année.

[Zoom sur...]
Les situations d'itinérance sur la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois
(hors équipements dédiés)

- Une attractivité du chef-lieu du département et de ses environs qui joue aussi pour les séjours des gens du voyage (7 sites de stationnement temporaire dans la CA de l'Albigeois. Laquelle rassemble un site sur cinq du département)
- Des sollicitations de courte durée mais régulières et essentiellement saisonnières (printemps/été/ automne) :
 - à rapprocher des déplacements estivaux (rassemblements, fêtes foraines...)
 - sauf pour le site de Jarlard (fréquentations étalées tout au long de l'année)
- Des stationnements de plus grand taille à Albi
- Des séjours qui se passent plus ou moins bien. La plupart du temps, ils restent perçus comme « subis » (déclenchement de procédures d'expulsion)

SITUATIONS DE STATIONNEMENTS TEMPORAIRES ILLICITES (hors aire d'accueil) _ CA de l'Albigeois

Données issues de l'enquête auprès des communes (DDT81 _ 2020)
& de la MOUS pour le développement d'un habitat adapté (ARCUS _ 2020)



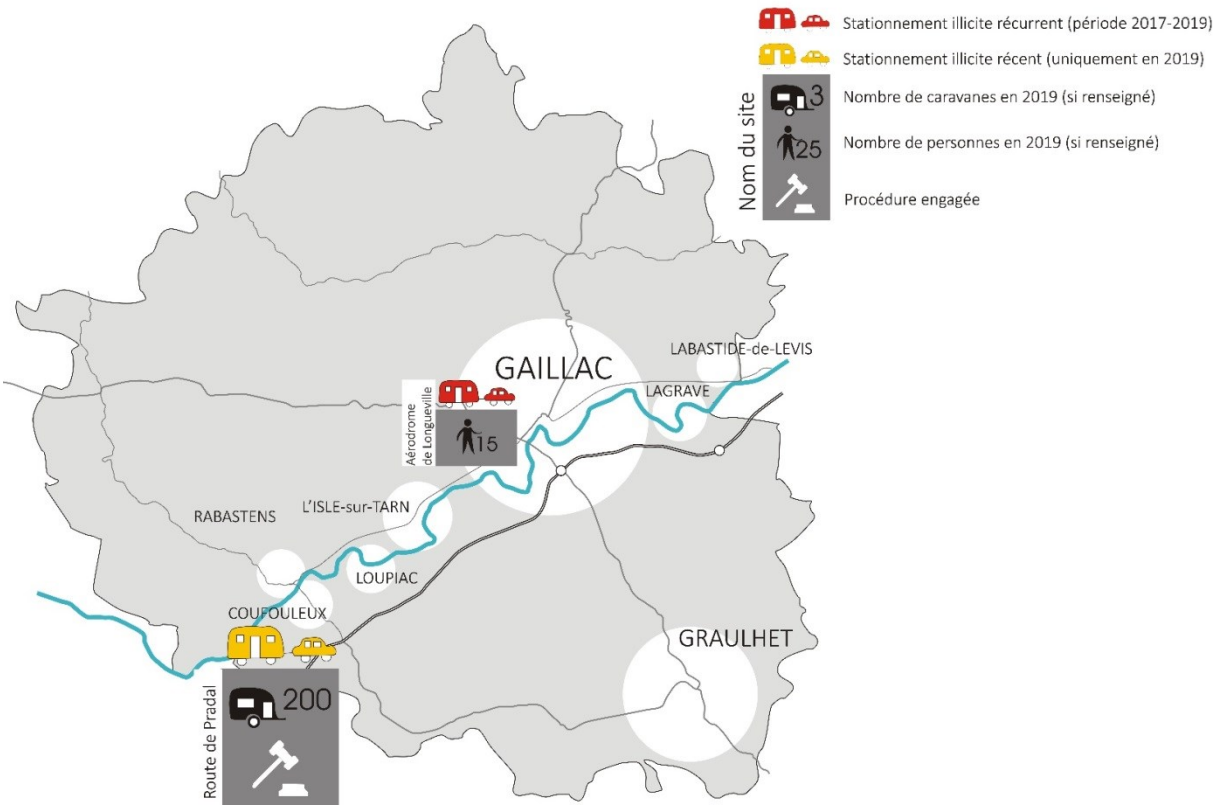
[Zoom sur...]

Les situations d’itinérance sur la Communauté d’Agglomération de Gaillac Graulhet (hors équipements dédiés)

- Des stationnements temporaires illégaux extrêmement réduits (à rapprocher du maintien de la vocation de « passage » des aires permanentes de Gaillac et de Graulhet. Lesquelles permettent d’accueillir les familles en itinérance tout au long de l’année)
 - Des difficultés à orienter les passages estivaux vers les aires de grand passage tournantes prévues à cet effet
- Des installations « subies » :
- Juillet 2018 : site de La Bousquetarié (Graulhet) – 60 à 100 caravanes
 - Septembre 2019 : route de Pradal – 200 caravanes

SITUATIONS DE STATIONNEMENTS TEMPORAIRES ILLICITES (hors aire d’accueil) _ CA Gaillac Graulhet

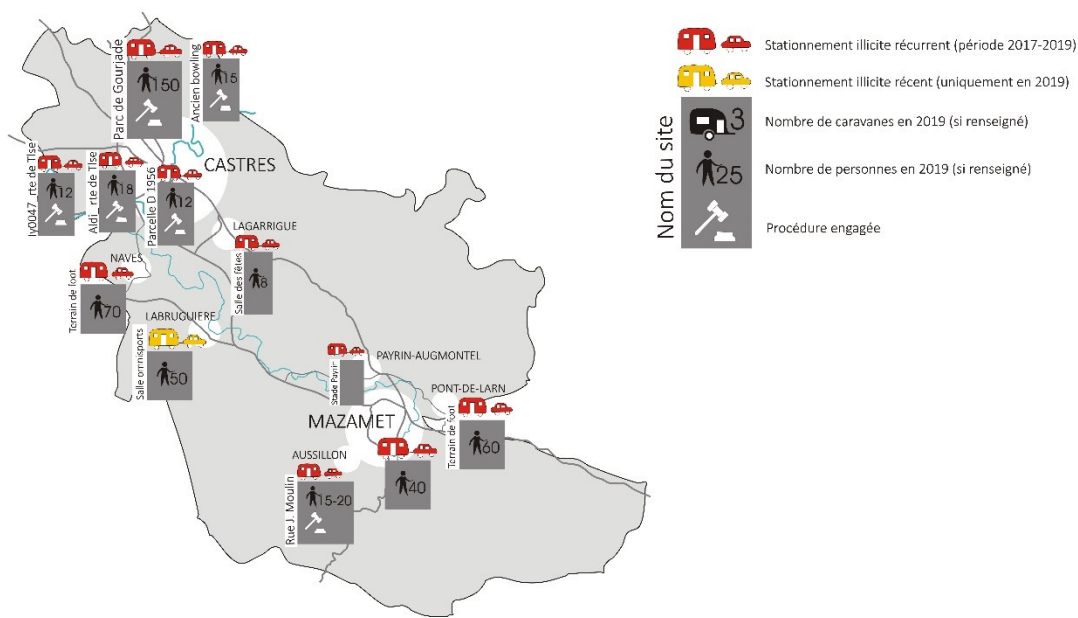
Données issues de l’enquête auprès des communes (DDT81 _ 2020)
& de la mission d’appui accueil et logement (Cadres en Mission _ 2017)



[Zoom sur...]
Les situations d’itinérance sur la Communauté d’Agglomération de Castres Mazamet
(hors équipements dédiés)

- Un nombre significatif de stationnements temporaires illégaux, dont les formes et motivations renvoient à deux grandes catégories :
 - 1- Les rassemblements estivaux auxquels les équipements mis en place pour les accueillir de manière tournante ne parviennent à répondre que partiellement
 - 2- Le « mal-stationnement tournant » de groupes plutôt locaux qui se déplacent d’un site à l’autre, au gré des expulsions

SITUATIONS DE STATIONNEMENTS TEMPORAIRES ILLICITES (hors aire d’accueil) _ CA Castres-Mazamet
Données issues de l’enquête auprès des communes (DDT81 _ 2020)

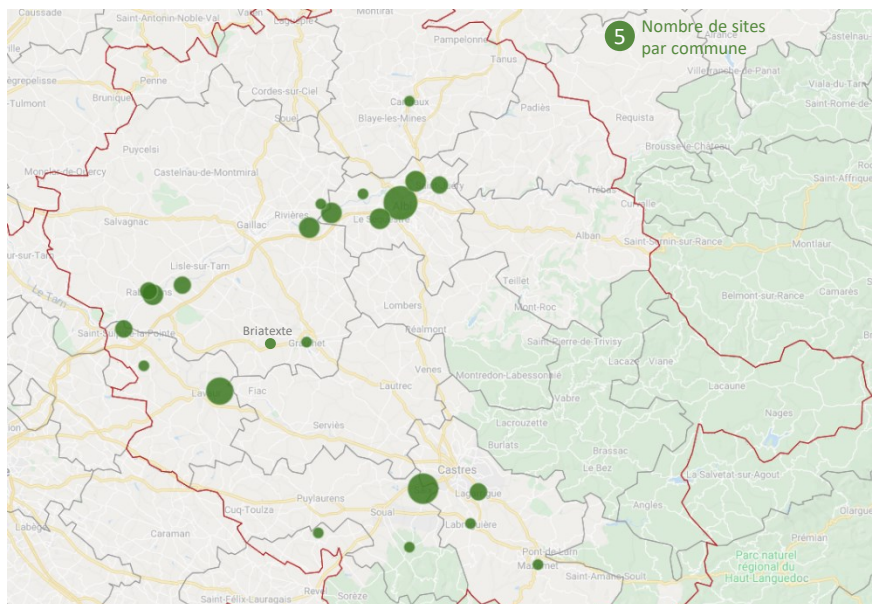


Les communes font remonter davantage de lieux de sédentarisation que de sites de stationnement temporaire (hors aires)

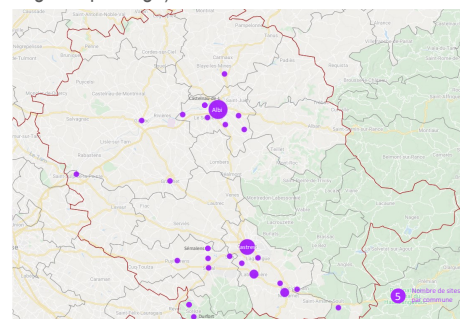
Par le biais de l'enquête-questionnaire qui leur a été adressée par la DDT, les communes ont signalé une cinquantaine de lieux qui accueillent des gens du voyage « sédentarisés ». C'est davantage que le nombre de sites de stationnement temporaire qu'elles ont communiqué (une quarantaine). Il est possible qu'un certain nombre de communes aient préféré garder sous silence des installations ponctuelles, « redoutant » leurs traduction en prescriptions dans le cadre du nouveau schéma. L'écart reste néanmoins significatif d'une présence des gens du voyage qui se manifeste davantage ou en tout cas autant dans la sédentarisation que dans l'itinérance.

Comparés aux localisations des sites illégaux de stationnement, les lieux de « sédentarisation » (hors aires d'accueil) sont disséminés géographiquement au-delà des deux principales villes : Albi et Castres accueillent seulement 13% des situations d'« ancrage ». Comme pour l'ensemble du développement résidentiel, le couloir Toulouse / Albi joue un rôle structurant dans l'organisation de l'« ancrage » des gens du voyage.

Sites de « sédentarisation » (2020 / hors aires d'accueil)



Sites de stationnement temporaire (2017-2018-2019 / hors aire d'accueil et de grand passage)



Sources : Enquête aux communes (DDT) – MOUS pour le développement d'un habitat adapté aux gens du voyage (CA de l'Albigeois) – Mission d'appui dans le cadre de la mise en œuvre des actions en faveur de l'accueil et du logement des gens du voyage (CA Gaillac - Graulhet) – Consultation sur l'approbation du schéma (Briatexte)

La remontée plus marquée des sites d'ancrage que des lieux de stationnement illégaux reflète une évolution générale. Dans leur parcours d'itinérance, les gens du voyage ont toujours eu l'habitude de fréquenter régulièrement certains lieux et certains territoires, dans lesquels ils ont leurs repères, et leurs principales activités sociales et économiques.

- Pour les familles amenés à réduire leurs déplacements voire à renoncer à voyager, ces territoires sont devenus des lieux d'installation durable. Elles s'y sont « ancrées » et y résident parfois depuis plusieurs générations. Si l'avancée dans l'ancrage est pour partie motivée par la volonté de disposer d'un « chez soi », il est aussi le résultat d'un processus davantage subi que choisi : la précarité des familles, leur incapacité à voyager et/ou le déficit d'aires d'accueil jouent aussi.
- Pour celles dont le mode de vie reste marqué par le voyage, les sites où ils ont l'habitude de stationner représentent autant de « ports d'attache » autour desquels s'organisent leurs circuits d'itinérance. Les lieux d'ancrage sécurisent et rendent possible l'itinérance.

Précision



Pourquoi parler d'« ancrage » plutôt que de « sédentarisation » ?

La notion d'ancrage territorial est souvent préférée à celle de sédentarisation pour au moins deux raisons.

1/ Une dimension historique est d'abord à prendre en compte : le terme de « sédentarisation » est rejeté car vécu comme un processus subi au regard de politiques publiques, notamment au cours de la seconde guerre mondiale, qui ont visé à sédentariser de manière contrainte les gens du voyage.

2/ La sédentarisation suggère une évolution du mode d'habitat et de vie vers la sédentarité. Celle-ci, en désignant à la fois un état en habitat fixe et un mode de vie caractérisé par la faiblesse ou l'absence de déplacements, n'est pas effective pour l'ensemble des gens du voyage ancrés sur un territoire. Bien qu'ancrés, certains d'entre eux se trouvent en situation d'itinérance / errance, « tournant » d'un stationnement illicite à l'autre pour des durées plus ou moins longues.

Précision



Les situations évoquées pour illustrer les différentes formes d'« ancrage » ont été recensées au moyen de l'enquête DDT et des éclairages apportés par les études réalisées par les CA de l'Albigeois et de Gaillac Graulhet. A partir des localisations renseignées, la plupart d'entre elles ont pu être repérées par photo satellite. Sur cette base, les sites ont été ventilés en 3 catégories d'ancrage. Cette méthode comporte forcément une marge d'erreur.

L'objectif est surtout de souligner comment les gens du voyage organisent par eux-mêmes leur ancrage, sous différentes formes, de manière plus ou moins choisie et dans des conditions plus ou moins adaptées. Pour certains, ce passage s'opère sans problème et de manière choisie. Il est plus problématique pour d'autres, en particulier ceux dont la faiblesse ou l'instabilité des ressources impactent leur capacité à disposer d'un « chez soi » dans des conditions adaptées et sécurisées.

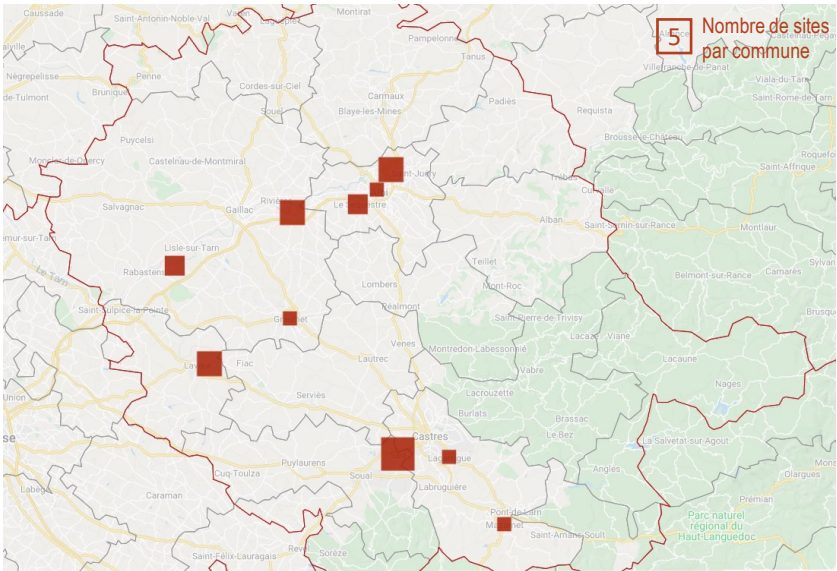
Forme d'ancrage

1 L'accès au logement « classique » [22 sites]

L'accession à la propriété de sa maison correspond à la « voie royale » pour accompagner l'ancrage. Comme pour l'ensemble de la population, devenir propriétaire de sa maison correspond à une attente forte chez les gens du voyage. Synonyme de sécurité pour soi et sa famille, le statut est recherché et valorisé.

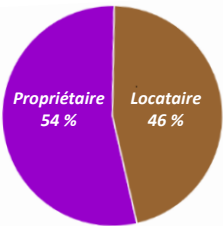
Mais l'ancrage par l'accès au logement « classique » s'opère aussi parfois de manière moins voulue et davantage contrainte. Le recours au logement se fait alors par défaut de solutions davantage adaptées à la sédentarisation. Face à des contraintes financières fortes, certaines familles n'ont pas d'autres alternatives que de mobiliser les solutions « bon marché » mais de piètre qualité qu'elles trouvent dans le parc « dénormé » ou délaissé des centres anciens ou des cœurs de bourg.

Sites d'accès au logement « classique » (2020)



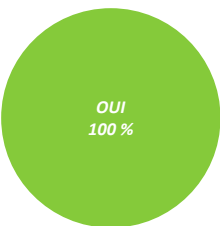
Sources : Enquête aux communes (DDT) - MOUS pour le développement d'un habitat adapté aux gens du voyage (CA de l'Albigeois) - Mission d'appui dans le cadre de la mise en œuvre des actions en faveur de l'accueil et du logement des gens du voyage (CA Gaillac – Graulhet)

Statut d'occupation



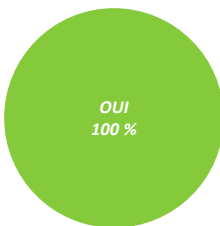
13 sites renseignés sur 22 au total

Installation licite



21 sites renseignés sur 22 au total

Assainissement



14 sites renseignés sur 22 au total

Plus de la moitié des situations renseignées rime avec le statut de propriétaire de sa maison. Derrière ce statut commun, la taille des maisons et la surface des terrains marquent des écarts.

L'accès au logement « ordinaire » est la voie de l'« ancrage » qui pose le moins de problème d'ordre juridique ou sanitaire.

L'accès au logement « classique » pour s'ancrer : entre voie royale et solution par défaut

Un choix voulu, une aspiration forte

- L'opportunité de disposer de son « chez soi » qui devient le principal lieu d'habitat (idéalement en tant que propriétaire de sa maison)
- La possibilité de conserver les liens avec la caravane (comme élément identitaire ou pour continuer à voyager en disposant d'un « point de chute » assuré)
- Des installations isolées et quasi « invisibles » (en habitat « diffus »)
Ou bien le regroupement à plusieurs familles (au sein de différentes parcelles du même lotissement) avec une visibilité plus forte
- Des situations souvent « banalisées » pour lesquelles la présence éventuelle de la caravane reste le seul signe distinctif

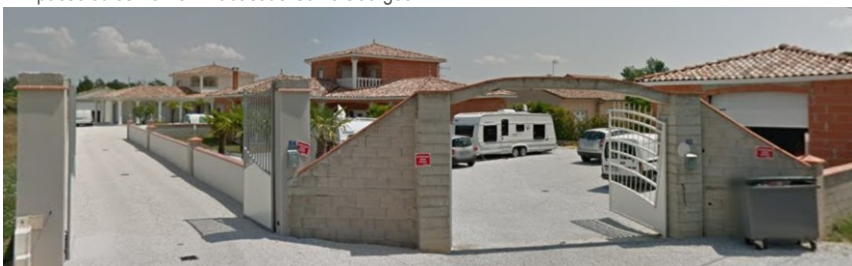
Chemin des amoureux – Saix



Chemin du Treil – Labastide-Saint-Georges



Impasse Jules Verne – Labastide-Saint-Georges



Avenue Marcel Pagnol – Le Sequestre



Plaine de Najac – Lescure d'Albigeois



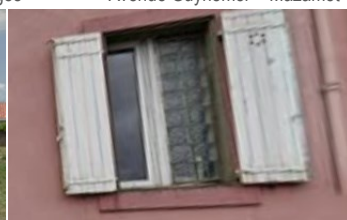
Parfois aussi, une voie d'ancrage davantage « subie » (dans le « mal logement »)

- La difficulté à mener les travaux de construction à leur terme, avec des projets « à l'arrêt » qui restent en chantier
- La mobilisation du parc locatif « délaissé » des cœurs de bourg et de village, avec exposition au « mal logement » (sur-occupation, inconfort, précarité énergétique...)
- L'introduction de ruptures par rapport au mode de vie et d'habiter antérieur (abandon de la caravane, complication dans l'exercice des activités professionnelles par manque de place...)

Rue Colette Besson – Labastide Saint Georges



Avenue Guynemer – Mazamet



Rue de la Grange – Lagarrigue



Rue des Peseignes – Graulhet

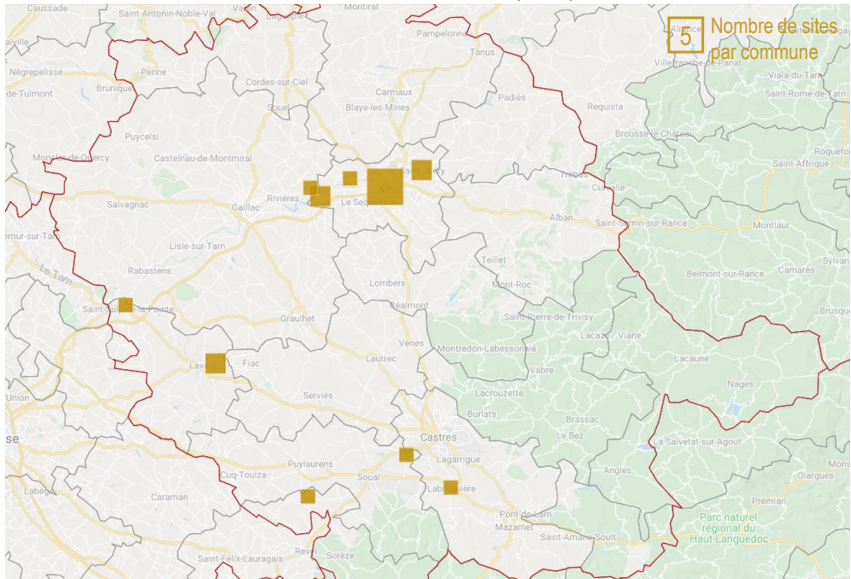


Forme d'ancrage 2 L'« entre-deux » caravane / bâti
[18 sites]

Cette autre forme d'ancrage combine le maintien de la vie en caravane avec le recours à des constructions. Lesquelles, en étant légères ou mobiles, ne peuvent pas être assimilées à du logement « classique ». Ici, la sédentarisation a souvent procédé par étapes : les familles ont au départ installé leurs caravanes sur un terrain ; pour se protéger et pour disposer de davantage de confort, elles ont édifié ensuite des structures bâties, plus ou moins légères. Ou bien elles ont réinvesti une construction existante de type hangar ou ancien corps de ferme.

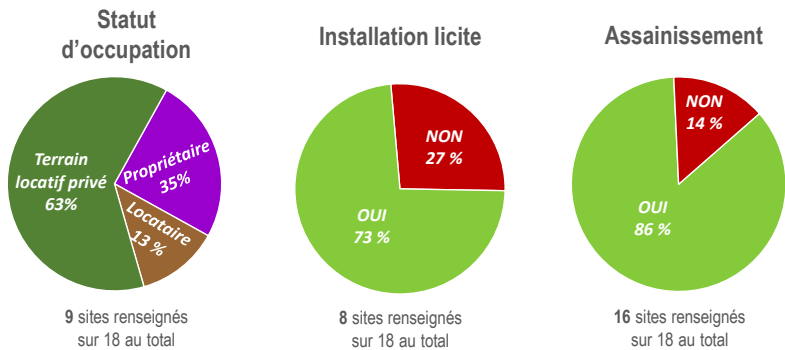
Ces modalités de « sédentarisation » s'opèrent dans un « entre-deux », entre installation durable de caravanes sur un terrain et construction d'un logement sur sa parcelle. Il en découle un statut juridique souvent flou. Ce sont aussi bien la nature des constructions que le zonage du terrain qui peuvent poser des questions de régularité au regard du droit de l'urbanisme et/ou des problèmes sanitaires.

Sites de situations d'« entre eux » caravane / bâti (2020)



Sources : Enquête aux communes (DDT) - MOUS pour le développement d'un habitat adapté aux gens du voyage (CA de l'Albigeois) - Mission d'appui dans le cadre de la mise en œuvre des actions en faveur de l'accueil et du logement des gens du voyage (CA Gaillac - Graulhet)

L'aménagement progressif du site peut entraîner des problèmes d'illégalité (à propos de la constructibilité des terrains, de la présence d'habitations légères ou de résidences mobiles de loisirs, du non raccordement aux réseaux ou encore de la nature des matériaux ayant servi à la construction du bâti).



Les situations de « entre-deux »

- Plus tout à fait des terrains de stationnement prolongé (sans équipement et sans aménagement)... et pas complètement les parcelles de construction de sa maison
- Des formes de bâti diversifiées :
 - soit préexistantes à l'installation (sous forme de maisons, granges, hangars...)
 - soit édifiées par les familles au fur et à mesure de leur ancrage sur le site, avec une graduation qui va d'habitations légères à des constructions en matériaux durs
- De l'engagement de procédures judiciaires à la gestion municipale du site (ex. Le Sequestre) : une « acceptabilité » qui varie en fonction :
 - de la taille,
 - des effets de « débordement » sur l'environnement proche
 - du niveau et de la nature des problèmes de non-conformité avec le droit du sol ou encore du raccordement (ou non) aux réseaux...

Tourtignac – Marssac / Tarn



Chemin du Pigeonnier du Pradinas – Labastide de Levis



Le Communal – Labastide-Saint-Georges



Canavières – Albi

Source : MOUS pour le développement d'un habitat adapté aux gens du voyage (C2A)

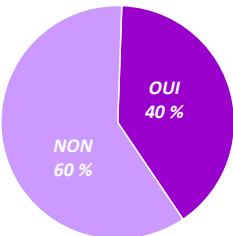


Forme d'ancrage

3 L'installation au long cours sur des terrains [12 sites]

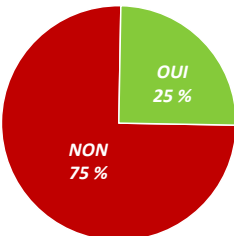
Dans cette forme d'ancrage, les familles se sont installées de manière durable sur un terrain qui leur sert de « lieu-refuge ». Leur mode d'habitat reste celui de la caravane, même si la plupart des familles ne voyagent quasiment plus. Les sites trouvés sont souvent « à l'écart ». Si les gens du voyage ont pu s'installer sur ces terrains, c'est souvent parce que ces derniers ne pouvaient pas être valorisés pour d'autres usages. Il en découle que l'occupation est rarement conforme aux règles de l'urbanisme voire expose à des risques (inondation...). Les installations « au long cours » permettent aux familles de « se poser » mais leurs situations restent globalement précaires.

Statut d'occupation
Terrain familial privé



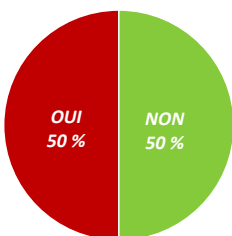
5 sites renseignés
sur 12 au total

Installation licite



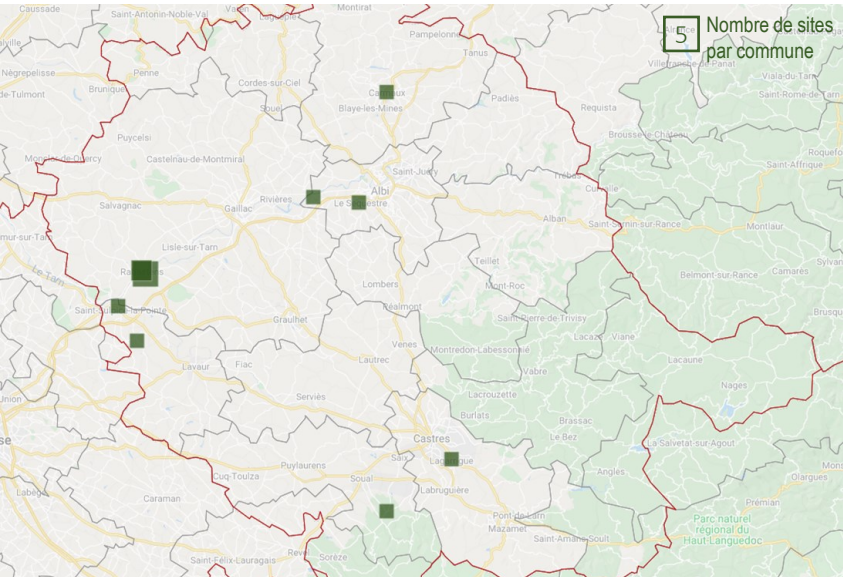
12 sites renseignés
sur 12 au total

Assainissement



6 sites renseignés
sur 12 au total

Sites d'installations « au long cours » (2020)



Sources : Enquête aux communes (DDT) - MOUS pour le développement d'un habitat adapté aux gens du voyage (CA de l'Albigeois) - Mission d'appui dans le cadre de la mise en œuvre des actions en faveur de l'accueil et du logement des gens du voyage (CA Gaillac – Graulhet)

Des terrains qui servent de socle à un « ancrage familial » mais sans être prévus à cet effet

- La caravane comme principal lieu de vie... et de moins en moins comme support à l'itinérance, pour des populations qui voyagent peu voire plus du tout
- Dans le prolongement des caravanes, l'installation d'abris en matériaux légers pour se protéger des conditions climatiques et agrandir les espaces de vie commune
- Des terrains rarement destinés réglementairement à l'installation de « résidences mobiles » et non aménagés, ni équipés à cet effet. Avec un impact sur la précarité des conditions de vie, voire l'exposition à risques sanitaires et/ou de sécurité.
- Et parfois aussi, un fonctionnement en terrain familial privé, sans difficulté particulière

Lieu dit La Favarelle – Carnaux / Saint-Benoît-de-Carnaux (en cours de RHI)



Route de Coutarié – Verdalle



Avenue des Terres noires – Saint-Sulpice

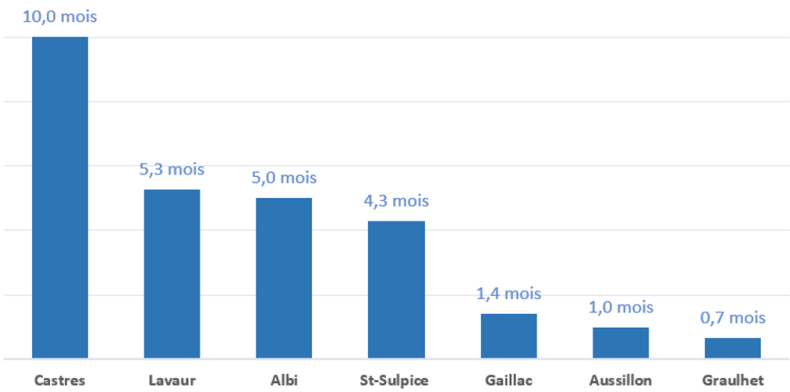


La rivière – Lugan

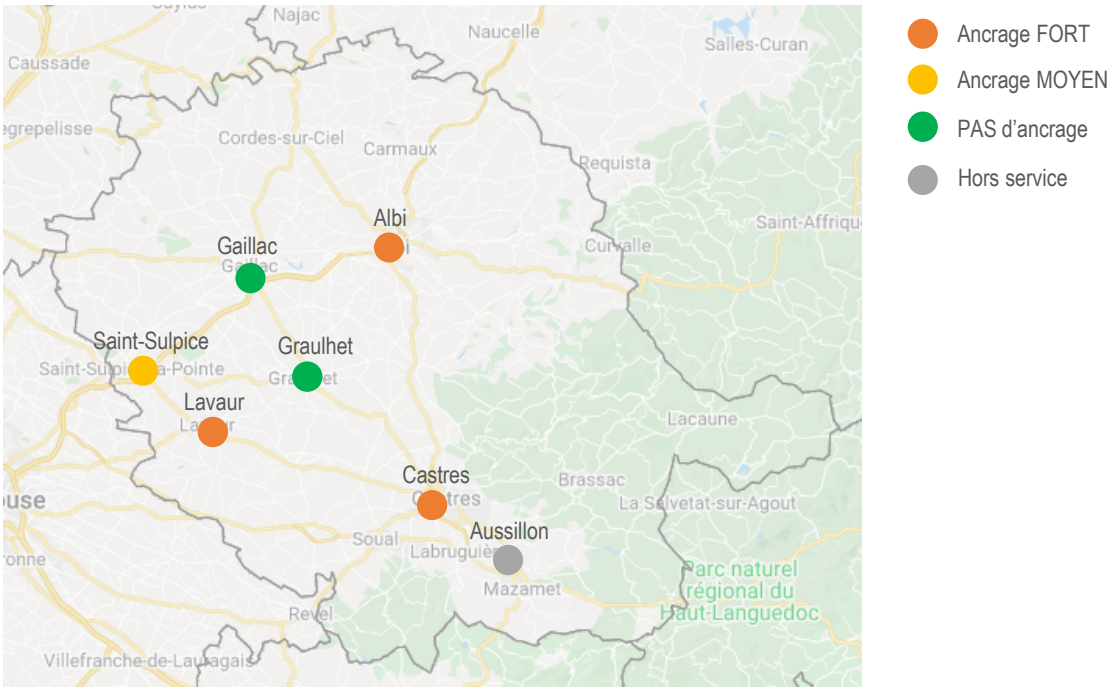


A l'exception notable de celles de Graulhet et Gaillac, les autres aires permanentes d'accueil du Tarn peuvent être considérées comme des lieux d'ancrage : leurs occupants s'y sont « résidentialisés » et les mobilisent de manière quasi-permanente, ce que reflètent les durées longues de séjour. Dans ces aires organisées autour d'un ancrage familial, l'occupation peut ne pas être complètement figée, en raison des allers-venues des mêmes membres de la famille. Ce processus se repère notamment sur l'aire de Saint-Sulpice.

Aires permanentes d'accueil – Durée moyenne de séjour en mois (Source ALT 2)



Aires permanentes d'accueil & Processus d'ancrage



Précision



L'ancrage des familles sur les aires s'est opéré par défaut de solutions davantage adaptées. Il s'organise sur des équipements dont ce n'est pas la vocation. Les décalages entre l'usage actuel et la conception / vocation des aires ont des impacts qui sont décrits dans le chapitre suivant [B – Les aires permanentes à l'épreuve de l'ancrage]

Les aires permanentes d'accueil à l'épreuve de l'ancrage

Derrière le bilan quantitatif largement positif de réalisation des aires permanentes d'accueil, l'état des lieux de leur usage et de leur confort pose davantage question. Nombre d'entre elles ont perdu leur vocation de passage et fonctionnent comme des lieux d'ancrage pour des familles qui s'y sont résidentialisées, parfois dès l'ouverture et faute de solutions davantage adaptées à leurs besoins. Ce « détournement par défaut » de la vocation initiale rejaillit sur l'état des équipements, leurs modalités de gestion ou encore le « climat social ». Cet usage actuel limite aussi la capacité de réponse aux besoins de stationnement des populations itinérantes.



Etat des lieux

7 aires permanentes d'accueil & Projet de Carmaux

2 TEMPS

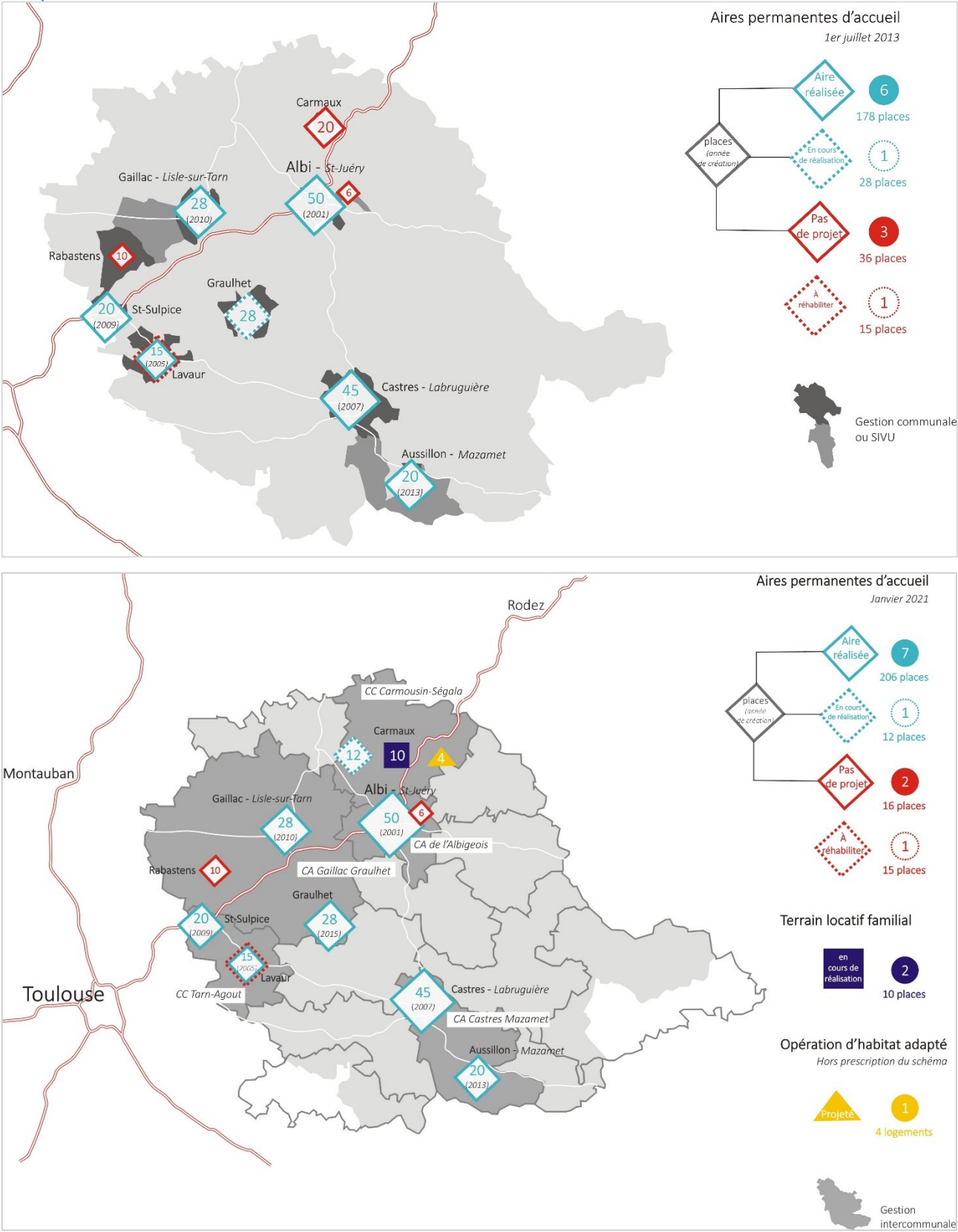
● **Matin_ VISITE des aires**

- En compagnie du gestionnaire et d'un représentant de l'EPCI responsable de l'aire
- Aux cotés d'un représentant des services de l'Etat (DDT-DDETSPP)
- Echanges avec les occupants : leurs pratiques en termes d'ancrage-itinérance, l'organisation de leur vie quotidienne (école, services, commerces, emploi...), leur avis sur les équipements et services proposés, leurs attentes et leurs besoins (couverts / non couverts), etc.

● **Après-Midi_ RÉUNION DE TRAVAIL EPCI**

- Le fonctionnement, l'occupation, la vocation des aires : recueil des avis, avantages / difficultés / marges de progrès...
- Le partenariat social et éducatif « de proximité » développé autour de l'accompagnement des occupants de l'aire
- Les projets de réhabilitation et/ou de création de nouvelles réponses

Bilan des réalisations / projets



93% des prescriptions ont été réalisées

Aux termes de deux schémas départementaux d'accueil des gens du voyage, le Tarn affiche un taux largement positif de réalisation des prescriptions relatives aux aires permanentes d'accueil. Les efforts conjugués des collectivités locales et de l'Etat ont permis d'atteindre 93% des objectifs. En comptant les 12 places en cours de réalisation à Carmaux, 218 places ont au total été créées. Elles sont réparties en 8 aires d'accueil* qui maillent le territoire départemental. Seules deux prescriptions des précédents schémas n'ont pas abouti :

- 6 places d'accueil à Saint-Juéry,
- 10 places d'accueil à Rabastens.

Les créations se sont étalées dans le temps. Entre les toutes premières aires (Albi, Lavaur) à l'équipement plutôt sommaire (sanitaires collectifs et absence de système de prépaiement notamment) et la dernière livrée (Graulhet), un modèle-type d'aire a progressivement émergé.

*8 aires en incluant celle de Carmaux en cours de construction

Graulhet – La dernière aire ouverte (2015)

La conception de l'aire de Graulhet est basée sur le modèle-type des aires récentes. Dernière réalisation – avant l'ouverture de l'aire de Carmaux –, elle tient compte des enseignements tirés des réalisations précédentes. La mise en place d'un sens de circulation entrée / sortie a notamment été imaginé pour prévenir l'effet « cul de sac ». L'aire ne dispose pas d'un local d'activités dont l'utilité est avérée sur l'autre aire gérée par la CA Gaillac Graulhet.

Après une occupation modeste au démarrage, l'aire a progressivement trouvé sa place et son « public ». Elle fonctionne en complémentarité avec sa voisine de Gaillac, toutes les deux à destination des populations itinérantes qui séjournent dans le Tarn. Les deux aires se singularisent en ayant conservé leur vocation de passage.



- > Accueil de 2 familles sur 2 emplacements de 150 m² chacun
- > Auvent avec lavabo et prise de raccordement
- > Accès aux sanitaires par l'arrière
- > Prépaiement avec système d'alerte



- > Sens de circulation entrée / sortie

◆ Au cours du schéma, la prise de compétence par les intercommunalités de la création, la gestion et la réhabilitation des aires d'accueil (2017) a introduit une nouvelle donne

Le début du schéma actuel a coïncidé avec la livraison de l'aire de Graulhet et sa fin, avec l'ouverture des terrains familiaux et de l'aire d'accueil de Carmaux. Les autres aires datent des schémas précédents. Leurs créations s'étaient faites sous maîtrise d'ouvrage communale ou par le biais de SIVU. Avec la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la réalisation et la gestion des aires permanentes d'accueil des gens du voyage ont été transférées aux intercommunalités. Ce passage de la compétence des aires à l'échelle intercommunale constitue une évolution marquante de l'actuel schéma. Les EPCI ont en quelque sorte « hérité » d'équipements dont les prestations, la conception puis l'entretien mais aussi le niveau et les modalités de gestion sont marqués de disparités. Globalement, après un temps de rodage, les intercommunalités ont trouvé leurs marques. Leur prise de compétence a même souvent eu un effet dynamisant.

S'agissant de la **gestion des aires**, le transfert aux intercommunalités s'est accompagné d'initiatives visant à harmoniser les pratiques et les modalités d'intervention des gestionnaires sur les différentes aires du même EPCI.

- Dans la CA de Castres Mazamet, la gestion en régie qui préexistait sur l'aire Castres, a été étendue à celle d'Aussillon. Des complémentarités ont été recherchées entre les deux équipements. L'aire d'Aussillon a ainsi été mobilisée un temps pour accueillir des familles installées à Castres.

- Dans la CC Tarn Agout, les aires de Saint-Sulpice et de Lavaur sont passées à une gestion en régie intercommunale (en lieu et place du CCASS pour la première et des services techniques municipaux pour la seconde). Cette nouvelle organisation a permis d'améliorer la rotation des occupants à Saint-Sulpice, tandis que des évolutions positives sont notées dans la restauration des liens et l'accompagnement social des familles installées depuis longtemps sur l'aire de Lavaur.

- Pour la CA Gaillac Graulhet, le recours au même prestataire permet de mutualiser le poste en charge de l'accompagnement social entre les deux aires. Sur le territoire, les demandes de stationnement sont réparties entre les deux équipements, en fonction de leur taux de remplissage respectif.

Les intercommunalités ont aussi pris en main le **volet « investissement »**.

- La CC de Tarn Agout vient de décider de réhabiliter l'aire de Lavaur.

- En plus de la conduite de travaux d'entretien, la CA Gaillac Graulhet et la CA de l'Albigeois ont réalisé des missions d'études visant à dresser l'état des lieux des conditions et des besoins d'accueil et d'habitat des gens du voyage présents sur leur territoire respectif, avec pour perspective d'ouvrir sur des pistes d'amélioration.

- Dans le Carmausin-Ségala, la prise de compétence de l'intercommunalité a coïncidé avec le lancement d'une procédure de résorption de l'habitat insalubre (RHI) sur le site inondable d'installation depuis plus de 40 ans de familles issues des gens du voyage. L'EPCI s'est saisi pleinement de la démarche pour rechercher des réponses à une situation restée jusque-là sans réponse. Cela en lien très étroit avec la mairie de Carmaux, notamment sur l'habitat adapté.

Carmaux – Relai actif par la CC du Carmausin Ségala de la procédure RHI



L'aire permanente d'accueil, jusque-là modèle unique de réponse, donne des signes d'essoufflement

Le récent saccage de l'aire d'Aussillon est significatif de l'essoufflement de ce type de réponse. Construite parmi les dernières, cette aire s'est d'emblée heurtée à l'hostilité des riverains. Contrairement à la plupart des autres aires du département, elle n'avait pas été imaginée pour accueillir des familles installées depuis longtemps sur la commune dans des conditions précaires. Paradoxalement, cette absence de « publics cibles » ancrés localement a pesé sur la capacité à trouver preneur. Son ouverture « à la demande », au gré des demandes formulées par quelques familles itinérantes, a aussi contribué aux difficultés de positionnement de l'équipement.

Aussillon – Le saccage d'une aire qui n'a jamais vraiment trouvé sa vocation

- Projet : contestations vives et plusieurs recours juridiques concernant la localisation dans une zone d'activité
- 2013-2016 : fonctionnement en ouverture « à la demande » pour quelques groupes de passage
- 2016 : installation des familles de l'aire de La Vivarié (Castres) le temps d'y réaliser des travaux
Difficultés vives de cohabitation avec les entreprises voisines
- 2018 : nouvelle installation de l'une des familles castraises, suite à son évacuation d'un terrain occupé sans autorisation
Nouvelles tensions avec le voisinage
- Fin 2020 : saccage et vandalisme de l'aire, à la sortie de la réalisation de travaux d'entretien



- > Bureau des gestionnaires fracturé
- > Systèmes électriques mis hors d'usage
- > Blocs sanitaires méthodiquement démolis

Pour la première fois dans le Tarn, des terrains familiaux locatifs viennent d'ouvrir à Carmaux

Par rapport à des réponses jusque-là réalisées sous la seule forme des aires d'accueil, la CC du Carmausin Ségala vient d'innover en proposant pour la 1ère fois dans le Tarn des terrains familiaux locatifs, en même temps et à côté d'une nouvelle aire permanente d'accueil.

Dans ce renouvellement des réponses, la procédure RHI a eu un effet déclencheur.

- En concluant sur la nécessité de déplacer les familles installées sur un secteur inondable dans des conditions insalubres, elle a activé la recherche de foncier.
- En s'accompagnant de la réalisation d'un diagnostic auprès des familles, elle a pointé la limite de prescriptions qui énonçaient la création d'une aire d'accueil de 20 places, seule possibilité ouverte par la législation en cours au moment de la promulgation du schéma actuel. Le recueil des attentes et des besoins a révélé que la création d'un tel équipement conservait pour partie sa pertinence, pour accueillir les populations qui séjournent dans le Carmausin (par exemple mais pas seulement les familles qui rendent visite aux familles implantées depuis des décennies sur le territoire). En revanche, sa dimension se révélait sur-calibrée pour répondre à ces besoins réduits « de passage ». Surtout, la vocation attendue de l'aire – l'accueil de populations de passage – aurait été en total décalage avec les besoins des familles de Carmaux, à savoir disposer d'un lieu où s'ancrer dans des conditions adaptées et sécurisées.

A la suite de ces constats partagés, le projet de Carmaux a été réorienté vers la proposition sur le même site de différentes solutions :

- une aire permanente d'accueil de 12 places,
- deux terrains familiaux locatifs (TFL), proposant 10 places.

En février 2019, la commission consultative départementale des gens du voyage a entériné ce choix et fait évoluer en conséquence ses prescriptions. L'aire, les TLF et l'algéco ont été livrés fin 2021. Il est prévu que 3 logements en habitat adapté (de maîtrise d'ouvrage communale) parachèvent la palette diversifiée de réponses que proposera le site.

Carmaux – La combinaison de réponses différentes sur un même site et les 1^{ers} terrains locatifs familiaux du Tarn



> Aire permanente d'accueil



> Terrain familial locatif



> Bureau d'accueil & Salle collective



> Algéco

Photos SOLIHA - HSP 81

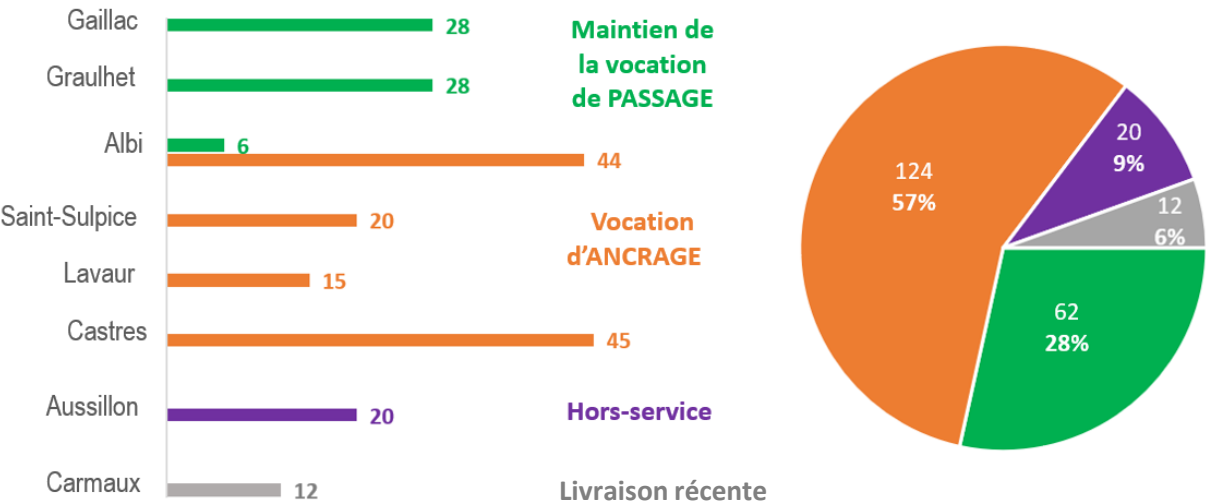
Des aires « résidentialisées » et à la vocation de passage « gelée »

Les aires permanentes d'accueil du département sont confrontées à la tendance générale qui voit un nombre croissant de ces équipements être occupés « au long cours » par les mêmes familles. La plupart du temps, ces dernières avaient déjà leurs habitudes et leurs attaches sur le territoire et se sont « résidentialisées » sur les aires, par défaut de solutions davantage adaptées à leur besoins d'« ancrage ». Avec la présence prolongée de ces familles, les aires ont progressivement perdu leur vocation initiale d'accueil des populations « de passage ». Sans constituer une exception tarnaise, le processus est accusé dans le département : seules les aires de Gaillac et de Graulhet continuent d'accueillir des populations itinérantes ; pour les autres, la vocation de passage n'est plus effective. Les équipements fonctionnent aujourd'hui comme des lieux d'ancrage... sans avoir été ni prévus, ni conçus à cet effet.

La réorientation « de fait » vers une fonction d'« ancrage » concerne 57% de la capacité totale d'accueil proposée par les aires tarnaises (en incluant celle de Carmaux qui vient d'être livrée). La mise hors service de l'aire d'Aussillon est venue réduire un peu plus le potentiel de places mobilisables pour répondre aux besoins des populations en itinérance.

- L'aire de Castres est occupée en permanence par les mêmes familles. La plupart d'entre elles ont été déplacées du camp de La Pause au moment de l'ouverture de l'aire.
- A Albi, les 6 places dont la rotation parvient à être maintenue, sont en fait utilisées par les enfants des familles « sédentarisées » sur l'aire de Jarlard. Lesquels sont eux-mêmes en attente de solutions qui leur permettraient d'organiser leur décohabitation dans des conditions davantage pérennes et adaptées.
- A Saint-Sulpice, une part importante (mais non exclusive) de l'occupation est liée à la présence d'un même groupe familial. Ses membres séjournent sur l'aire pour des périodes en général plutôt longues, même s'il leur arrive aussi de bouger. L'équipement est également fréquenté régulièrement par des familles non liées au groupe familial principal.
- A Lavar, l'aire est fréquentée par différentes familles. Son occupation est marquée notamment (mais pas seulement) par les allées et venues d'un groupe familial très élargi qui va et vient sur l'aire. L'un de ses membres au rôle structurant pour le groupe est propriétaire d'une maison située à côté de l'aire. Laquelle permet les regroupements familiaux sur certains moments de l'année. Cette situation entraîne un turn over important. La CC Tarn-Agout qui gère les deux équipements, signale que les passages sont en général plus fréquents et de plus courte durée à Lavar qu'à Saint-Sulpice.

Bilan de la vocation effective des aires permanentes d'accueil



Des la création des aires, une ambiguïté autour de leurs « publics cibles » et de leur vocation

La plupart des aires d'accueil ont été créées pour répondre à des populations ancrées localement

Pour comprendre le constat actuel de la sédentarisation de la plupart des aires tarnaises, un retour en arrière s'impose. Plusieurs d'entre elles ont été créées pour répondre à la présence de populations installées depuis de nombreuses années sur le territoire, souvent dans des conditions précaires et/ou illégales. Les aires ont été saisies pour apporter à ces populations ancrées sur le territoire un niveau de confort et des conditions de vie nettement améliorés, par rapport à leur situation antérieure. En ciblant des familles locales sédentarisées ou en voie de l'être, la vocation des équipements s'est d'emblée éloignée de l'esprit dans lequel les avait conçues la loi Besson, à savoir faciliter le voyage des populations itinérantes en leur permettant de séjourner quelque temps dans des aires dédiées à cet usage et ainsi leur éviter d'avoir à stationner illégalement sur des sites non équipés.

L'orientation locale de l'occupation a valu dès l'ouverture des aires d'Albi, de Lavaur ou encore de Castres. Le constat de leur sédentarisation actuelle est ainsi largement hérité de l'ambiguïté d'origine qui a entouré leur vocation. L'aire de Graulhet aurait pu connaître la même destinée. Sa localisation se situe juste en face du site de l'installation ancienne de familles ancrées localement. Un certain nombre de places, dites « semi-sédentaires », avaient même été prévues en leur direction au moment de la conception de l'équipement. Les familles concernées n'ont finalement jamais occupé l'aire. Elles se sont reportées vers d'autres solutions. Les motifs à l'origine de leurs choix restent assez flous. La nécessité d'avoir à acquitter les coûts de séjour sur l'aire ou encore l'encadrement et la régulation de l'occupation par un gestionnaire y auraient contribué. Ce choix, contraint ou voulu, des familles de renoncer à s'installer sur l'aire a en tout cas permis d'orienter et de maintenir son usage en direction de populations itinérantes.

Albi – Implantation informelle de familles, qui date d'au moins 40 ans

Une présence à Jarlard repérable avant même la création du contournement d'Albi

1975

1989

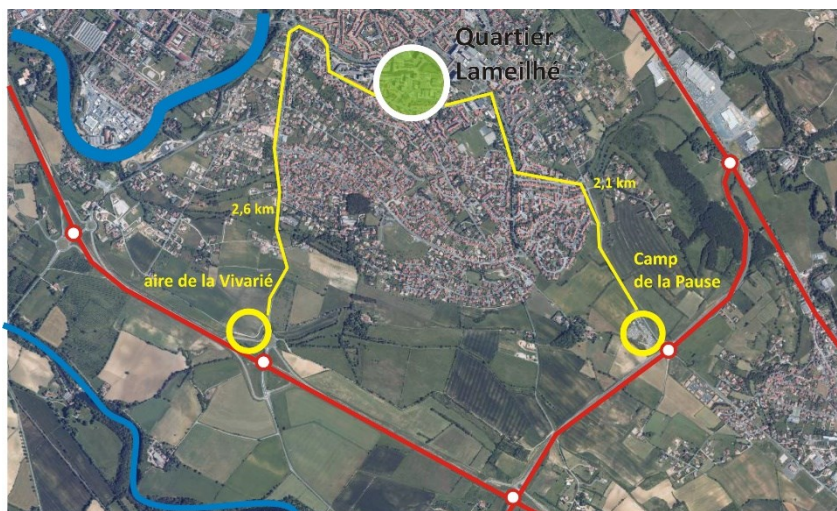
1997



Sources : Géoportail

Source : MOUS pour le développement d'un habitat adapté aux gens du voyage, CA de l'Albigeois, ARCUS Etudes sociales et urbaines, 2020

**Castres – Déplacement
des familles installées au
camp de la Pause vers
l'aire de la Vivarié**



Graulhet – Création de l'aire en face d'un site toléré d'installation ancienne des gens du voyage

Au moment de la conception de l'aire, principe de flécher 8 places comme « semi-sédentaires » (sur 28), à destination des familles installées depuis plusieurs années juste en face du site de création du nouvel équipement

Ces familles n'y ont jamais séjourné, se reportant vers d'autres solutions, peu avant l'ouverture de l'aire.

Ce qui a contribué à maintenir la vocation de « passage » de l'aire... Mais pu entraîner d'autres difficultés (report vers le parc locatif ancien délaissé, exposition au « mal logement » / sur-occupation / complication dans l'exercice des activités professionnelles...)



Rue des Peseignes – Graulhet



La répartition initiale entre populations « semi-sédentaires » et « itinérantes » a eu du mal à tenir dans le temps

A leur ouverture, les aires d'Albi et de Castres ont réparti leur capacité d'accueil en deux secteurs : l'un destiné aux populations « semi-sédentaires » et l'autre, tourné vers les populations « itinérantes ». Cette partition poursuivait l'objectif de concilier la vocation de passage des aires – posée et attendue par le législateur au niveau national –, à la préoccupation plus locale de se saisir des aires pour organiser l'ancrage de populations présentes sur le territoire depuis longtemps, dans des conditions plus décentes et aussi davantage encadrées.

Ce principe initial de répartir les places entre les populations « semi-sédentaires » et celles « itinérantes » n'a pas résisté à l'usage effectif des aires.

- A Albi, le secteur à l'origine destiné à accueillir les populations en itinérance est aujourd'hui très largement mobilisé pour assurer la décohabitation des enfants et même des petits enfants des familles installées sur la partie « semi-sédentaire ».
- A Castres, l'ensemble de l'aire a progressivement été occupé par les familles sédentaires et la séparation entre les deux secteurs n'est aujourd'hui plus effective.

Albi – Mobilisation de la partie « passage » pour gérer les décohabitations des enfants issus des familles installées depuis longtemps sur l'aire

Les enfants qui ont grandi sur l'aire de Jarlard y ont toujours vécu. Leurs possibilités de s'installer ailleurs sont contraintes



1 ^{ère} génération	2 ^{ème} génération	3 ^{ème} génération	4 ^{ème} génération
11 places « semi-sédentaires »	13 places « semi-sédentaires »	6 places « semi-sédentaires »	2 demandes « semi-sédentaires »
Répartition des places suivant les générations	15 demandes de places « semi-sédentaires »	41 demandes de places « semi-sédentaires »	> Sur-densité : + 17 500 hab. /km²... soit 2,5 fois plus que Cantepau (7200 hab. /km²) et 15 fois plus que sur Albi > Limitation de la capacité à accueillir les populations en itinérance
	Dont 10 en stationnement côté « passager »	Dont 5 en stationnement côté « passager »	

Données issues du Comité
de pilotage de l'aire de
Jarlard – SOLIHA 2020

Castres – Occupation totale de l'aire par les familles qui s'y sont sédentarisées

- Malgré la déclinaison et un système de clôture ou encore des dessertes différentes, rapide porosité entre la partie haute l'espace dédiée à l'accueil de « voyageurs » et celle, en contre-bas, destinée aux « sédentaires » déplacés du camp de la Pause.
- Jusqu'à l'occupation totale de l'aire par 4 principaux groupes familiaux qui se sont appropriés son usage, à défaut d'autres réponses

Accueil de voyageurs
(25 places - 12 emplacements)



Entre les 2 parties :
- mêmes équipements (un bloc sanitaire par emplacement)
- mode de gestion identique (prépaiement)

Installation des sédentaires et semi-sédentaires
(20 places - 10 emplacements)



Des décalages de plus en plus problématiques entre la vocation initiale et l'usage actuel

Conçues et équipées à destination des populations de passage, les aires construites en premier marquent leur usure.

Si les aires ont gagné en qualité de confort au fur et à mesure de leur développement, les premières réalisées dans le département (Albi et Lavaur) ont été conçues de façon plus sommaire, comme des équipements destinés à accueillir pour de courts séjours des populations en itinérance. Cette approche se reflète dans le recours à des sanitaires collectifs ou encore l'installation de bornes de distribution des fluides de type « camping ».

Avec le temps, ces aires apparaissent « datées ». L'effet mécanique d'usure se fait d'autant plus ressentir que les équipements ont été soumis à la présence en continu des mêmes familles.

- Les effets de cet usage « intensif » ont été maîtrisés sur l'aire d'Albi qui fait l'objet d'un entretien régulier et bénéficie d'une gestion active et investie.
- L'aire de Lavaur se trouve dans un état particulièrement dégradé et ne répond plus aux normes de salubrité. Ce constat a conduit la communauté de communes de Tarn Agout à décidé de sa réhabilitation.

Albi – Une conception « datée »... mais une aire correctement et régulièrement entretenue par la collectivité gestionnaire, autant que respectée par ses occupants qui en ont fait leur lieu de vie.
Sur fond de relai actif et de présence journalière du gestionnaire

- > Des sanitaires collectifs qui se révèlent de moins en moins adaptés au besoin de confort et d'intimité
 - Côté sédentaire : 6 personnes par douche et toilette
 - Côté passage : 8 à 10 par douche et toilette
- > Des bornes de distribution des fluides extérieures récemment équipées de coffrets électriques, pour permettre aux usagers de réarmer eux-mêmes les compteurs
- > Edification tolérée d'habitat léger qui permettent de se protéger ou de stocker



Lavaur – Une aire équipée sommairement et très peu entretenue
En voie d'être réhabilitée totalement

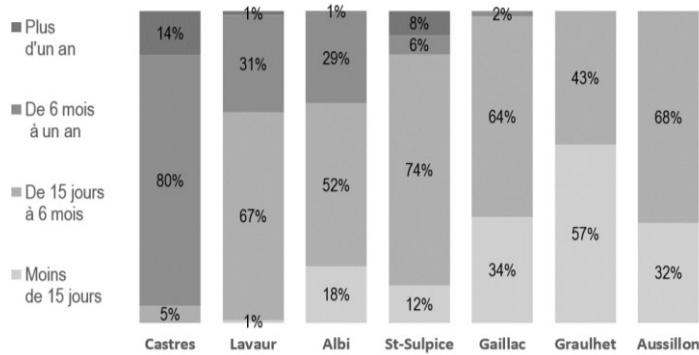
- > Une conception ancienne (1994) de type « camping » :
 - Sanitaire collectif (2 WC, 2 douches, 2X3 bacs à laver)
 - Bornes extérieures de distribution des fluides
- > Des dégradations régulières, sans remise en état systématique
 - Blocs sanitaires démolis
 - Bornes électriques éventrées et non sécurisées
- > Absence de local d'accueil pour le gestionnaire
- > Pas de système de pré-paiement
- > Emplacements et circulation mal identifiés

A des degrés divers selon les aires, leur mobilisation en tant que « lieux d’ancrage » expose à des difficultés de gestion et d’application du règlement intérieur

Occupation des aires par les mêmes familles & Gel de la capacité d’accueil

Les durées longues de présence sont significatives de la sédentarisation « de fait » dont font l’objet les aires concernées. Leur capacité à couvrir les besoins liés à l’itinérance s’en trouve gelée, ce qui alimente les stationnements illégaux sporadiques.

Répartition des durées d’occupation (2015-2019) - Source ALT 2



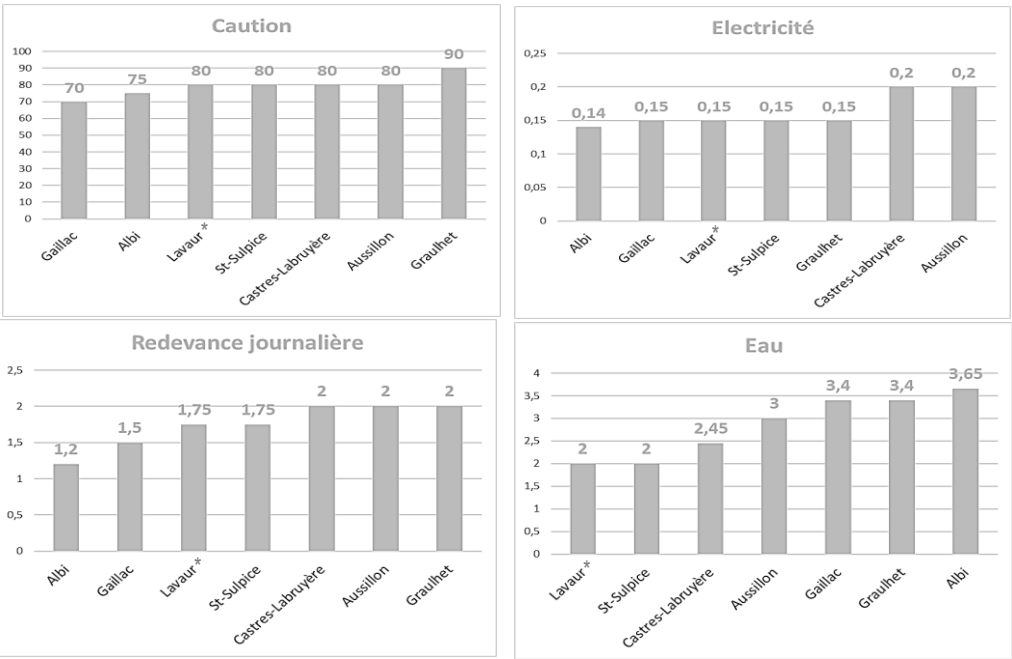
Absence de possibilité d’aide & Exposition à des difficultés de paiement

Pour les usagers, le coût d’usage de l’aire (fluides, redevances journalières...) n’est pas tout à fait le même selon sa localisation. L’écart tient notamment aux différences de tarification de l’eau et de l’électricité qui valent pour les occupants des aires comme pour n’importe quel autre habitant de la commune.

Les EPCI gestionnaires ont davantage de marge de manœuvre pour fixer le montant des redevances journalières.

- A Albi, son montant est plus bas parce que la CA de l’Albigeois a choisi de l’ajuster à un niveau de prestation de l’aire qui accuse son décalage avec les standards attendus aujourd’hui de ce type d’équipements. « Un peu comme dans le parc HLM où les programmes anciens proposent les loyers les plus bas ».

- Au sein de la CA Gaillac Graulhet, une réflexion est en cours pour harmoniser entre les deux aires les montants de la redevance journalière et de la caution.



*Le coût reste théorique pour l’aire de Lavar où l’occupation est gratuite depuis plusieurs années.

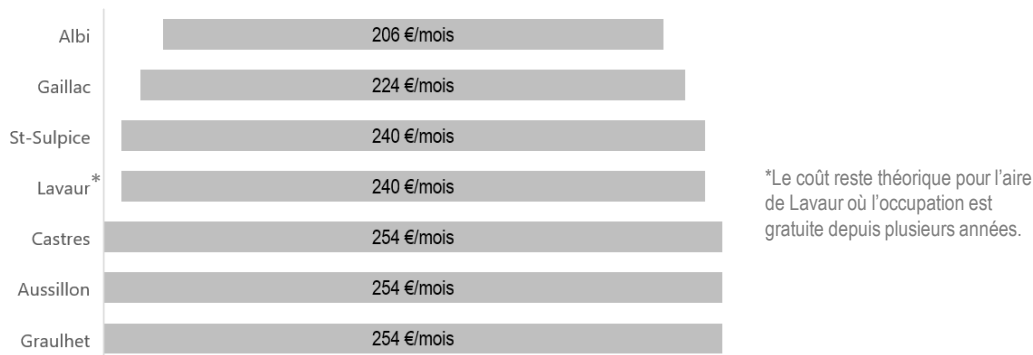
Le système de prépaiement par déclaration concerne la plupart des aires du Tarn (à l'exception d'Albi ainsi que Lavaur où sa mise en place est prévue à l'occasion de la réhabilitation). Le principe a diffusé car jugé efficace : en permettant de facturer à hauteur des consommations, il limite les litiges sur la réalité des consommations. Mais il ne suffit pas à lui seul. Le rôle du gestionnaire reste décisif pour faire comprendre aux familles que le système de pré-paiement ne fait qu'identifier jour par jour leur niveau de consommation et que c'est ce dernier qu'est établi le montant de la facturation.

Sur la base des fluides et de la redevance journalière, l'occupation de l'aire représente un coût estimé entre 200 et 260 € par mois (pour un emplacement soit 2 places). Pour la plupart des familles « résidentialisées » sur les aires, ce montant correspond à un effort financier important et les expose à des difficultés de paiement :

- elles ne voyagent pratiquement plus et ne tirent plus de ressources des activités liées à l'itinérance ;
- elles ne perçoivent pas les aides au logement qui permettent de réduire le reste à charge (allocation logement) ou de limiter les impayés (aides à l'accès et au maintien du fonds solidarité logement – FSL) ;
- sans compteur à leur nom, elles ne peuvent pas bénéficier des aides mises en place pour réduire les factures énergétiques (FSL, chèque-énergie...).

Estimation du coût mensuel moyen (pour une famille occupant un emplacement)

Coût = redevance journalière + consommations en eau & électricité



L'estimation des consommations de fluides repose sur une consommation moyenne par jour et par place établie sur la base des déclarations ALT 2. Calcul = cumul des consommations annuelles de toutes les aires (eau et électricité), rapporté au nombre de jours d'occupation

Saint-Sulpice – Pour quelques ménages, une régulation des difficultés de paiement au moyen de séjours alternés sur l'aire

Sur l'aire de Saint-Sulpice, il est constaté ces dernières années des allers-retours de certains ménages entre l'aire et un lieu de stationnement toléré (av. des Terres noires). Ces derniers s'organisent au fur et à mesure que des emplacements se libèrent. Il semble aussi que la capacité financière à acquitter le coût du stationnement joue sur les allées-venues : il arrive que le site de Terres noires soit mobilisé temporairement par des familles qui ne disposent plus de revenus suffisants pour séjourner sur l'aire. Ce système d'organisation ne vaut que pour quelques familles. D'autres fréquentent l'aire sans « détour » par les Terres Noires.



> Ancienne installation sur la zone industrielle – Avenue des Terres Noires

◆ Fermeture estivale & Travaux d’entretien courant

Les fermetures estivales* autorisent la réalisation indispensable de travaux d’entretien et de nettoyage. Elles sont aussi un moyen de réguler l’occupation des aires fortement « résidentialisées » (prévention des effets de sur-investissement, traitement des difficultés de cohabitation par redistribution des emplacements...).

Du côté des familles, la fermeture de ce qui constitue leur lieu de vie le reste de l’année, est plus ou moins acceptée et comprise. Quand une solution temporaire n’est pas proposée, les occupants « ancrés » redoutent de ne pas savoir où aller pendant la fermeture. A la réouverture, ils craignent de ne pas retrouver « leur » emplacement. Ces raisons pèsent sur l’organisation des fermetures en été.

Albi	Castres	Aussillon (avant saccage)	Gaillac Graulhet	St-Sulpice Lavaur
3 semaines Côté « Passagers »	Non fermeture	En fonction des besoins de rénovation	3 semaines (fermeture échelonné entre les 2 aires)	1 mois par an

Source EPCI

* Le décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019, relatif aux aires permanentes d’accueil précise que par principe, les aires d’accueil sont ouvertes tout au long de l’année. Les fermetures temporaires d’une durée supérieure à 1 mois doivent faire l’objet d’une autorisation préfectorale de la part du préfet ainsi que d’une publicité. Les fermetures de plusieurs aires sur une même zone doivent être échelonnées.

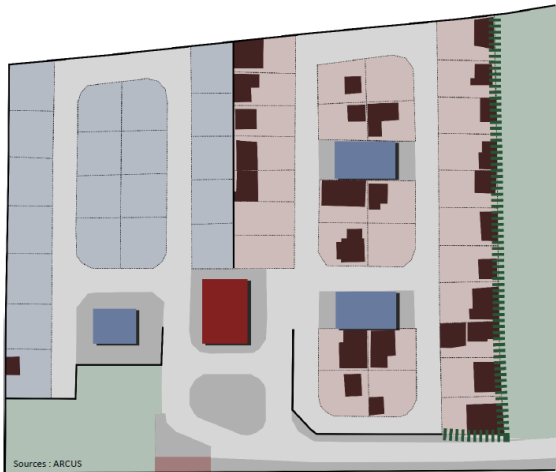
◆ Besoin de confort & Processus de « cabanisation »

L’installation durable des familles sur des équipements conçus pour de courts séjours se trouve en décalage avec leur besoin de se protéger et de s’abriter plus durablement. Lequel alimente une forme de « cabanisation » des aires, avec l’installation de petits chalets ou d’algécos qui servent à la fois de pièces à vivre ou de lieux de stockage.

Le processus est toléré sur la partie « semi-sédentaire » de l’aire d’Albi. Il y est aussi encadré par le gestionnaire, en même temps que les occupants entretiennent avec soin ce qui constitue leur lieu de vie et d’habitat.

Albi – Régulation du processus de « cabanisation » sur la partie « semi-sédentaire »

- > Installation ordonnée de petits chalets en arrière des parcelles, afin de permettre le stationnement et le déplacement des caravanes



- > Des habitations légères entretenues et investies comme pièces à vivre voire comme des chambres pour les enfants
- > Des algécos pour stocker

◆ Soumise à la pression forte exercée par sa sédentarisation, l'aire de Castres se trouve dans une situation critique et préoccupante pour son devenir

Les difficultés décrites à propos du processus de « sédentarisation de fait » des aires s'expriment à haute intensité sur celle de Castres. Elles sont amplifiées par les difficultés sociales complexes des familles. Leur isolement géographique liée à la localisation de l'aire joue aussi. Cette combinaison de facteurs a pesé sur les dysfonctionnements lourds que rencontre aujourd'hui le site.

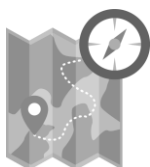
Castres – Etat dégradé de l'aire et niveau d'appropriation problématique par ses occupants

- > Privatisation / enclosure non régulées des emplacements
- > Edification anarchique et « bricolée » d'habitations légères
- > Dégradation prématurée des équipements (au-delà de la simple usure)
- > Amoncellements de déchets en tout genre
- > Dépôt de carcasses de voitures
- > Faute de fermeture estivale, non réalisation des travaux d'entretien et absence d'évacuation des encombrants



Un système tournant des aires de grand passage qui montre ses limites

L'enquête auprès des communes et EPCI ou encore les échanges des ateliers et du comité technique l'ont rappelé : l'itinérance tend à progresser en période estivale. Sans être le seul motif, le grand passage y contribue beaucoup. Ce constat partagé pointe l'enjeu d'améliorer l'organisation et l'anticipation du grand passage. Préoccupation du schéma précédent, le bilan de cet enjeu donne à voir des avancées et pointe aussi des marges de progrès.



Etat des lieux de l'anticipation-organisation du grand passage

- **Animation par la Préfecture du volet relatif au grand passage**
 - _ 1ère réunion consacrée à ce domaine en mai 2019
 - _ Organisation par la suite de 6 temps de travail avec les territoires
- **Volet « aires de grand passage » de l'enquête DDT auprès des EPCI (1er trimestre 2020)**

Le bilan contrasté du principe d'installation tournante des aires de grand passage

Malgré des avancées, l'organisation du grand passage se heurte encore à des difficultés.

Le grand passage concerne l'accueil des gens du voyage qui se déplacent collectivement à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels (article 1er de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000). Ces rassemblements se déroulent principalement d'avril à septembre, ou dans le cadre d'événements familiaux ou économiques. Les aires préconisées à cet effet sont destinées à recevoir de grands groupes de 50 à 200 résidences mobiles voyageant ensemble.

La durée de la concentration des résidences mobiles varie de quelques jours à 3 semaines en moyenne nationale.

Dans le Tarn, chaque année, quelques groupes de taille importante (plus de 50 caravanes) stationnent sur le département pour des périodes comprises entre une semaine et quinze jours. Il s'agit essentiellement de missions évangéliques en route vers de plus grands rassemblements ou de groupes laïcs. Ces déplacements sont l'occasion de retrouvailles familiales, de pratiques culturelles, de vacances estivales ou encore d'exercice d'activités commerciales ou saisonnières. Un grand déplacement organisé par Action Grand Passage regroupe chaque année en septembre une centaine de caravanes.

L'ensemble de ces groupes ne peuvent, en raison de leur taille, trouver place sur les aires d'accueil et demandent la mise à disposition de terrains suffisamment grands pour les accueillir.

La difficulté d'accueil du grand passage au niveau national repose sur les constats suivants.

- Le manque de terrains d'accueil proposés par les collectivités
- Le respect aléatoire de la programmation prévue
- Les exigences de certains groupes de gens du voyage.

Dans le Tarn, même si la question de l'accueil du grand passage avance, on retrouve la plupart de ces difficultés et on constate encore de nombreuses installations illégales. Les déplacements répétés de petits groupes familiaux demeurent également complexes à gérer.

Le schéma précédent prévoyait la réalisation dans les meilleurs délais :

- d'une aire de grand passage (AGP) d'une capacité de l'ordre de 200 caravanes (3 à 4 Ha) le long de l'axe A68/RN88,
- d'une autre d'une capacité de l'ordre de 200 caravanes (3 à 4 Ha) le long de la RN126 (partie tarnaise de l'axe Toulouse-Béziers).

Il indiquait que la réalisation de ces deux aires relevait de la responsabilité partagée des intercommunalités situées le long des axes routiers précités.

A défaut d'accord sur la réalisation d'une aire pérenne, il était prévu qu'un dispositif d'aires tournantes serait mis en place par les intercommunalités concernées selon un calendrier défini :

- pour l'axe A68/RN88 dit axe nord : CC Tarn et Dadou, CC du Carmausin Ségala, CC du Rabastinois et CA de l'Albigeois,
- pour l'axe RN126 dit axe sud : CC Sor et Agout, CA de Castres Mazamet, CC Lautrecois Pays d'Agout, CC Tarn Agout et CC Thoré Montagne Noire.

Par ailleurs, il convient de noter qu'au 1er janvier 2017, les CC du Rabastinois et de Tarn et Dadou ont fusionné pour créer la CA de Gaillac Graulhet. Cette dernière a par la suite assumé les obligations des deux anciennes communautés de communes.

Dans les faits, le principe d'installation tournante des AGP s'est appliqué de manière très inégale entre le Nord et le Sud du département.

FAISCEAU NORD

- 2014 : CC Tarn et Dadou (Brens - Couffouleux)
- 2015 : CC Carmausin Ségala (Carmaux)
- 2016 : CC Rabastinois (Parisot - Couffouleux)
- 2017 : CA de l'Albigeois (Puygouzon)
- 2018 : CA Gaillac-Graulhet (Lagrange)
- 2019 : CC Carmausin Ségala (Carmaux)
- 2020 : CA Gaillac-Graulhet (Couffouleux)
- 2021 : CA de l'Albigeois (Puygouzon)



2019 : CA Castres Mazamet (Labruguière, près de l'aéroport)

Globalement, au niveau du faisceau nord, une aire a été proposée et aménagée systématiquement par les EPCI alors que dans le sud, une seule aire a été réalisée sur les 8 dernières années. Les difficultés pour trouver un terrain plat accessible et / ou la faible attractivité du territoire pour les gens du voyage sont régulièrement avancées par les EPCI. On observe de fait, notamment dans le sud - mais pas que -, de nombreuses implantations illégales qui engendrent des dégradations d'équipements publics (stades...).

Des installations tournantes des AGP qui marquent leurs limites

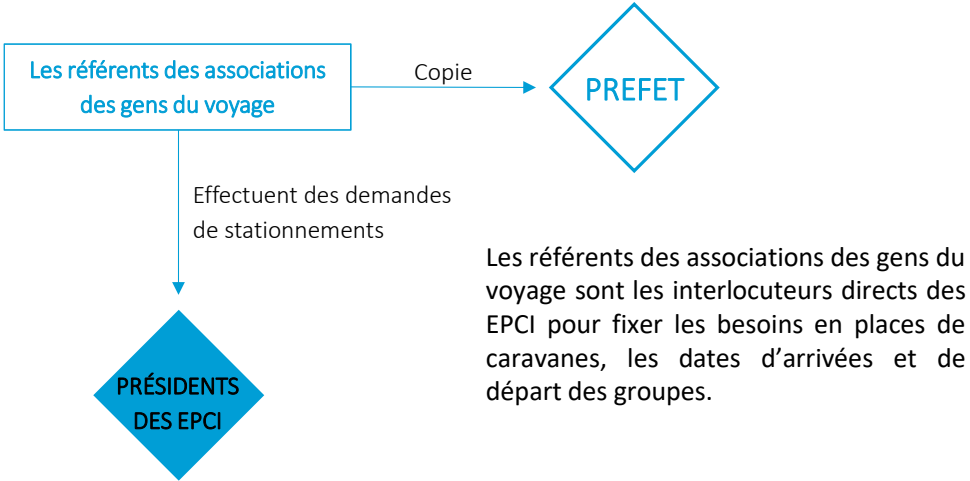
Par rapport à l'absence d'équipement qui prévalait jusqu'alors, l'installation tournante des AGP marque une avancée, en permettant d'un peu moins « subir » les passages estivaux. Ce constat vaut notamment le faisceau nord qui a proposé chaque année une aire de grand passage. Dans ce même faisceau, la présence d'un gestionnaire (Soliha depuis 2018) qui fait le lien entre les EPCI, les riverains et les gens du voyage a aussi favorisé l'amélioration du respect des aires proposées et leur acceptation locale.

Mais le recours à des installations tournantes se révèle exigeant : il oblige tous les ans à prospecter et asseoir la mise à disposition de l'assise foncière, à définir et prendre en charge les travaux d'aménagement ou encore à s'entendre avec les organisateurs et à informer et sensibiliser les riverains. Le fait d'avoir chaque année à assumer le coût d'aménagement d'un site tournant risque d'être un facteur un peu plus bloquant avec le décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage. Lequel est venu renforcer les normes d'équipement, en contrepartie du « bon usage » de l'aire.

Côté communes et EPCI...	Côté voyageurs...
<ul style="list-style-type: none">- Sol Stabilisé & Surface d'au moins 4 hectares- Accès routier & Desserte interne- Installations accessibles et sécurisées d'alimentation en eau potable et électricité & Eclairage public- Dispositif de recueil des eaux usées / toilettes & Mise à disposition de bennes OM	<ul style="list-style-type: none">- Obligation d'information préalable des autorités publiques- Utilisation de l'aire subordonnée à la signature d'une convention d'occupation temporaire- Respect du règlement intérieur (droit d'usage et tarification des prestations...)

Actuellement, la coordination-anticipation de l'organisation du grand passage repose sur un système d'allers-retours entre la Préfecture et les EPCI

Procédure relative à l'organisation du grand passage telle que prévue dans les textes

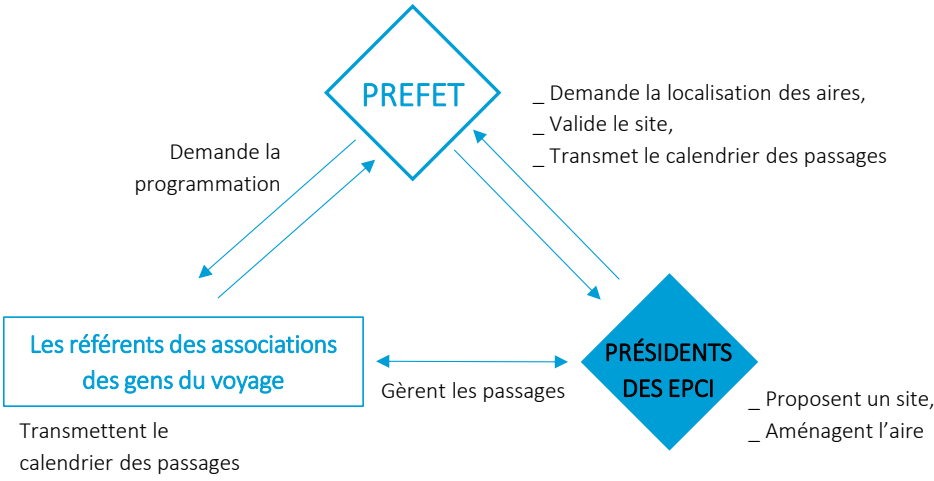


Procédure mise en place dans le Tarn

Conformément à la procédure nationale, l'Etat se place en interface des associations et des EPCI. En tout début d'année, la Préfecture demande aux représentants des associations des gens du voyage la programmation de leurs déplacements pour l'année. Elle transmet ensuite ces demandes aux responsables des EPCI afin qu'ils contactent les différents groupes pour préparer au mieux ces déplacements.

Parallèlement, la Préfecture demande aux responsables des EPCI la communication des sites des aires dévolues à ce grand passage, effectue une visite et les valide. Les EPCI assurent ensuite la gestion des différents groupes.

Une réunion annuelle entre tous les EPCI concernés, la Préfecture et le Conseil Départemental fait le bilan de l'année et trace les perspectives pour l'année suivante. Ce bilan est également présenté annuellement en commission consultative.



Par rapport au mode actuel de préparation-coordination du grand passage, la mise en place d'un médiateur pourrait permettre de renforcer les relais et interfaces entre les différentes parties prenantes (préfecture, organisateurs des groupes, gestionnaires des aires de grand passage, communes et EPCI concernés...).

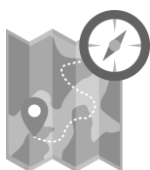
- En phase de préparation des arrivées, il permet de centraliser et surtout d'analyser les demandes pour établir un planning prévisionnel qui anticipe les difficultés (par exemple, la sollicitation de plusieurs groupes pour la même période sur le même territoire)
- Au moment des passages, il apporte la réactivité nécessaire pour faire face aux imprévus inhérents à tout déplacement de groupes (panes de véhicule ou maladies qui obligent à s'attarder, taille plus importante des groupes en raison de familles qui s'y greffent sans avoir prévenu...). La connaissance en temps du déroulé des passages qu'apporte le médiateur contribue à optimiser le « bon usage » des AGP et évite les stationnements illégaux.

l'accompagnement social en quête d'ancrage local

La tendance à la sédentarisation des gens du voyage réinterroge des modalités d'accompagnement social au départ envisagées pour accompagner l'itinérance. L'enjeu devient moins de lever les écueils et les complications dans l'accès aux droits générés par le mode de vie du voyage, que celui de valoriser les ressources et les possibilités d'accompagnement disponibles localement.

A l'image des gens du voyage qui s'ancrent localement, leur accompagnement social invite à être organisé et coordonné à proximité de leur lieu de vie, notamment dans et autour des aires permanentes d'accueil.

Face à des fragilités persistantes, l'accès au droit commun ne va pas encore complètement de soi. C'est tout particulièrement le cas des gens du voyage dont la précarité des conditions de vie et d'habitat les expose à des problématiques sociales complexes. Ces populations particulièrement paupérisées et vulnérables ne vont pas d'elles-mêmes vers les institutions et ces dernières reconnaissent avoir parfois du mal à aborder et à comprendre ces situations sans se départir de préjugés ou de représentations.



Etat des lieux de l'accompagnement social

- **Un « temps » consacré à l'accompagnement social dans le cadre des visites des aires et des échanges avec les gestionnaires**
- **Analyse documentaire**
 - _ Note et bilan sur l'instruction des élèves issus des familles itinérantes et de voyage
Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Tarn
 - _ RAPPORT D'ACTIVITE SOCIALE 2019
Aires d'accueil des gens du voyage de Gaillac & Graulhet – SOLIHA / CA Gaillac Graulhet
 - _ COMITE DE PILOTAGE 2018-2019-2020
Aire de Jarlard (Albi) – SOLIHA / CA de l'Albigeois
- **Questionnaire réalisé par le Service Logement du Conseil Départemental auprès des Maisons du Département**
- **Entretiens Acteurs clés de l'accompagnement social**
 - _ DDCSPP
 - _ Conseil Départemental
 - _ CAF
 - _ ARS
- **Animation d'un atelier de travail partenarial sur le thème de « l'accompagnement social des gens du travail : avancées et marges de progrès »**

L'organisation variable de l'accompagnement social dans ET autour des aires d'accueil

Les besoins d'accompagnement des gens du voyage se différencient selon :

- leur degré d'itinérance / ancrage
- leur niveau de fragilité / inclusion

De la même façon que pour les aires d'accueil, c'est la volonté de favoriser la liberté d'aller et venir des gens du voyage qui a motivé la mise en place d'un volet relatif à l'accompagnement social au sein des schémas départementaux. Son rôle est de s'assurer que le mode de vie itinérant n'entraîne pas des écueils et des complications dans l'accès aux droits. Cette préoccupation a encore du sens pour les usagers des aires de Gaillac et de Graulhet. Lesquelles restent les seules du département à avoir maintenu leur vocation « de passage » et à être mobilisées comme des lieux de séjour par des populations en itinérance.

1/ Pour les populations itinérantes et de passage sur les aires

Aires de **Gaillac - Graulhet**

Lever les écueils et les complications dans l'accès aux droits générés par le mode de vie du voyage

- Une relative autonomie dans les actes administratifs ainsi que dans l'usage et le fonctionnement des aires (pré-paiement...) acquise par l'habitude de voyager
- Des niveaux de vie relativement plus « confortables », grâce aux ressources tirées des activités liées à l'itinérance
- Le souhait de pouvoir séjourner quelque temps sur le territoire dans des conditions correctes
- Peu de sollicitation des gestionnaires et des services sociaux pour des demandes d'aides sociales et financières
- Des demandes et des contacts surtout d'ordre administratif, de manière ponctuelle et dans des domaines variés (passer son permis de conduire, régulariser sa situation fiscale...) souvent en lien avec des questions d'accès / interruption des droits
- Pour certaines familles, souhait de pouvoir scolariser leur(s) enfant(s) le temps du séjour (école Sainte Cécile d'Avès à Gaillac...)

Les besoins d'accompagnement des gens du voyage évoluent en même temps que se transforment leurs modes de vie et notamment que s'affirme leur volonté de s'ancrer. Pour les populations qui se sont « résidentialisées » sur les aires du département, leur insertion sociale, professionnelle ou encore scolaire s'organise dans la proximité de leurs lieux de vie que sont les aires d'accueil. Les réponses à leurs besoins d'accompagnement sont largement dépendantes des modalités d'insertion qui leur sont proposées dans et autour de l'aire. Pour des familles ancrées sur le territoire, c'est aussi leur accompagnement social qui demande à s'ancrer localement.

2/ Pour les populations
« résidentialisées » durablement
sur les équipements

Aires de Saint-Sulpice – Lavour –
Castres – Albi
Terrains locatifs familiaux de
Carmaux



Conforter (ou redynamiser)
l’ancrage territorial de
l’accompagnement social dans
une logique de mise en réseau
entre les gestionnaires et les
acteurs locaux de
l’accompagnement

- Des attaches et des repères dans l’organisation de la vie quotidienne, « dans et autour » du site d’ancrage, devenu « lieu de vie » depuis plusieurs générations
- Une précarité financière assez généralisée, à rapprocher de l’arrêt ou de l’estompement des activités liées à l’itinérance
- Un éloignement et une position relativement excentrée des aires (St-Sulpice, Castres, Lavour...) qui peuvent rendre compliqué l’accès physique aux services de droit commun*.
- Des écarts dans le « climat social » des aires et dans le rapport aux institutions, notamment :
 - à Castres : dureté et complexité des problématiques, pour une aire en situation de grande vulnérabilité, qui fonctionne entre « enfermement /repli sur soi » et « défiance / tensions »
 - à Albi : fragilités sociales et financières réelles, prises en compte et travaillées dans le cadre d’un accompagnement rapproché dans l’accès aux droits (délégation à SOLIHA du suivi des bénéficiaires du RSA de la convention CD/CA de l’Albigeois) ou encore dans le soutien à la scolarité (intervention de l’AFEV)

* Par rapport aux enjeux de mobilité, la CC Tarn-Agout a volontairement choisi d’organiser au siège de l’intercommunalité le paiement des droits d’occupation et des fluides ou encore l’enregistrement des arrivées-départ. Cela favorise la fréquentation par les occupants de l’aire d’autres services publics.

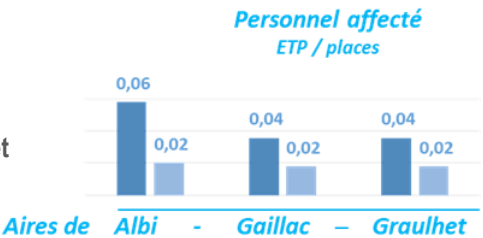
L'intégration de l'accompagnement social dans les missions de gestion des aires mobilise des approches et des moyens différents

Au même titre que l'organisation des entrées-sorties, l'entretien quotidien ou encore les petites réparations, les missions de gestion des aires incluent un volet d'accompagnement social. Lequel a pour rôle de « développer les échanges et le soutien aux familles, favoriser l'accès aux démarches administratives, à Internet, au logement, à la connaissance des droits et devoirs. Il se traduit la majorité du temps par une série d'actions individuelles et couvre de vastes champ d'intervention puisqu'il touche à l'ensemble des domaines de l'existence de la personne »¹. Ces fonctions sont décisives pour favoriser et faire lever sur l'insertion sociale, professionnelle et scolaire des usagers. Elles sont aussi un enjeu majeur pour que l'accueil et l'organisation de la vie sociale sur l'aire se passent dans les meilleures conditions.

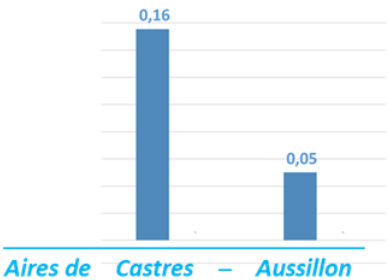
Selon les aires, la conception et l'organisation du volet « accompagnement social » renvoient à des figures différentes. Elles peuvent être ciblées sur la surveillance et la gestion (comme à Castres avec des moyens conséquents), jouer sur les deux leviers « technique ET accompagnement social » (Saint Sulpice et Lavaur) ou être dissociées entre les techniciens qui interviennent sur l'aire (compétences techniques de l'un et sociales de l'autre) comme à Albi, Gaillac, Graulhet... Ceci avec des temps de présence variables d'une aire à une autre.

¹ Rapport d'activité sociale 2019 - Aires d'accueil des gens du voyage de Gaillac & Graulhet - SOLIHA

1/ Distinction et répartition des fonctions d'« accompagnement social » et de « gestion technique et comptable »



2/ Pas de poste dédié spécifiquement à l'accompagnement
Accent mis l'accent sur les dimensions de gestion technique / comptable, de surveillance / sécurisation de l'équipement



3/ Intégration des fonctions sociales et techniques dans le poste de gestion profilé « social / médiation »



L'aménagement des aires favorise inégalement les missions d'accompagnement social

Au moment de leur conception, les aires ont plus ou moins prévu l'aménagement des espaces qui facilitent l'exercice des missions d'accompagnement social. En dehors de Lavar – en attendant sa réhabilitation annoncée –, l'ensemble des aires du département disposent d'un bureau d'accueil qui sert d'espace de travail aux gestionnaires. A Saint-Sulpice, le local n'est plus utilisé depuis que l'intercommunalité a mis à la disposition du personnel gestionnaire un autre bureau. La salle collective a été réouverte mais elle donne lieu à des dégradations. A Castres, le bureau d'accueil a fait l'objet de travaux visant à renforcer la sécurité à la fois du personnel et des installations de distribution des fluides. La salle est réservée aux seuls gestionnaires. Les relations avec les occupants de l'aire s'effectuent à travers un guichet muni d'une protection vitrée. A Aussillon, le local d'accueil a été saccagé, en même temps que l'ensemble de l'aire.

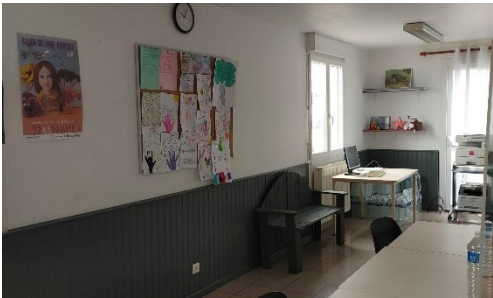
L'aire de Graulhet propose un bureau destiné spécifiquement aux gens du voyage pour rencontrer les travailleurs sociaux ou autre intervenant. A Albi et à Gaillac, le bureau d'accueil est prolongé d'une salle collective. Un tel aménagement ne suffit pas à lui seul pour asseoir l'accompagnement social. Il ne dispense pas non plus de l'intérêt d'amener les occupants des aires à fréquenter les structures de droit commun présents à proximité (par exemple pour l'aide aux devoirs à Graulhet). Mais son absence peut constituer un facteur bloquant (en ne permettant pas l'accueil plus individualisé des familles, la venue d'intervenants extérieurs ou encore la proposition d'activités communes, notamment périscolaires).

Aires	Bureau d'accueil	Salle collective
Gaillac	✓	✓
Graulhet	✓	✗
Castres	✓	✗
Aussillon	Saccagé ✗	✗
Lavar	✗ A	✗ A
St-Sulpice	Non utilisé ✓	✓
Carmaux	✓	✓
Albi	✓	✓

✓ présence
✗ absence
A en projet



Bureau d'accueil - Gaillac



Salle collective - Albi

La coordination partenariale autour de l'accompagnement social de formes et d'intensité variables selon les aires

Les agents en charge de l'accompagnement social au sein des aires sont positionnés pour orienter leurs occupants vers les acteurs de l'insertion sociale, professionnelle et éducative qui seront les plus à même de les accompagner, au regard de leurs besoins et de leurs difficultés. Ce rôle de « passerelle » vers l'environnement extérieur implique que les gestionnaires connaissent, aient des relations de confiance et puissent interpeler les acteurs qui sont mobilisables localement pour favoriser l'insertion. Lesquels ont à répondre aux sollicitations qui leur sont adressées, voire à s'y adapter.

L'énoncé de ces liens peut paraître théorique. Dans les faits, ils renvoient aux habitudes de travail et aux interconnaissances noués entre les gestionnaires des aires et les intervenants du « social » présents à proximité. Ces relations partenariales tissées autour de l'accompagnement des usagers des aires se révèlent plus ou moins régulières et structurées selon les territoires.

- Sa figure la plus aboutie concerne l'aire de Jarlard à Albi. Depuis plusieurs années, son gestionnaire s'est vu déléguer par la CA de l'Albigeois la convention de suivi des bénéficiaires du RSA conclue avec le Conseil Départemental. Doté de moyens dédiés, SOLIHA s'est investi dans cette fonction et joue pleinement le rôle d'interface entre les familles et les acteurs du médico-social, de la scolarité ou encore de l'insertion économique. Le comité de pilotage organisé chaque année avec ces acteurs alimente cette dynamique partenariale.



Albi - « La continuité et les connaissances des TS / gestionnaire depuis plusieurs années permet un repérage structurant pour ce public singulier »

Extrait Questionnaire Service Logement du CD à destination des Maisons du Département

- Dans les aires de Graulhet et de Gaillac, les relations partenariales avec l'extérieur sont moins structurées, en particulier parce que moins régulières. Elles s'établissent au gré des demandes ponctuelles qui émanent des occupants de séjour sur les équipements. Leurs besoins sont ciblés sur des questions d'ordre administratif (rupture de droits, inscription scolaire...) ou professionnel (appui à l'établissement de devis...).

- Les familles installées sur les aires de Saint-Sulpice et de Lavaur sont bien connues par le gestionnaire. Elles sont inscrites dans la vie locale, ont leurs marques et leurs repères sur le territoire. Lorsqu'ils sont nécessaires, les relais vers le droit commun s'organisent ici de manière plutôt fluide.

- A Carmaux, les familles auxquelles s'adresse le projet d'aire et de solutions d'ancrage, sont accompagnées, notamment dans le cadre du RSA, par les services sociaux du Département. Ces derniers ont été associés à l'élaboration du projet, en particulier pour apporter leur connaissance des situations dans le cadre de la MOUS. Enclenché au stade de la conception, ce cadre partenarial invite à être prolongé pour accompagner l'insertion durable et réussie des familles dans leur nouveau cadre de vie. Ce sera l'une des conditions de réussite de l'opération.

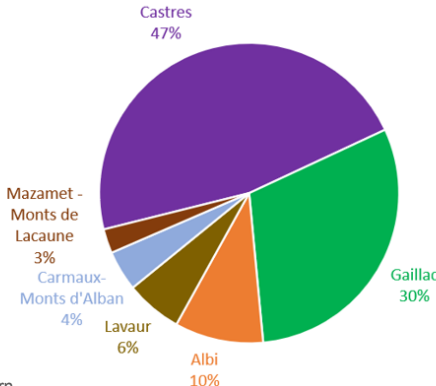
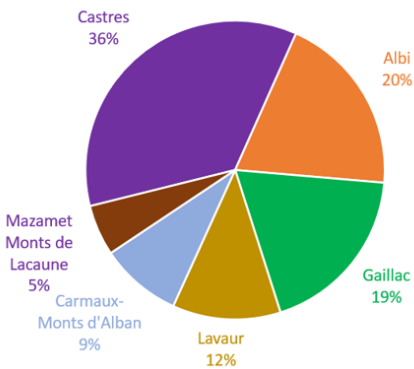
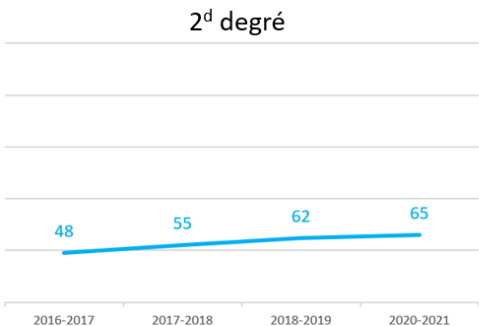
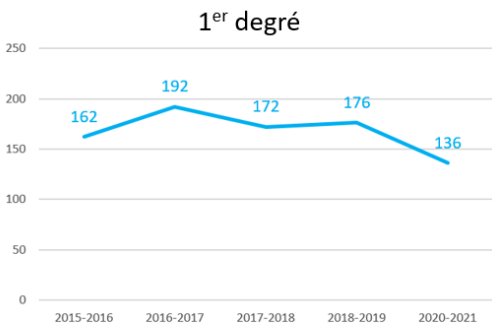
- Les familles sédentarisées sur l'aire de Castres ont des difficultés sociales aussi lourdes que complexes. Les agents en charge de la gestion y sont confrontés au quotidien, sans pouvoir les résoudre à eux seuls. Ils sont épaulés par l'intervention hebdomadaire sur l'aire d'un éducateur du Conseil départemental. Face à la gravité et à la complexité des situations, ce cadre d'organisation de l'accompagnement social marque ses limites. En 2018, la CA de Castres Mazamet avait pris l'initiative d'organiser des réunions entre acteurs locaux. Stoppée au bout d'un an, cette tentative de renforcement de la coordination partenariale invite à être réactivée, pour « faire réseau » autour des situations et rechercher collectivement des améliorations.

2 Face à des fragilités persistantes, le défi de l'accès à la scolarisation, à la santé et à l'emploi

La scolarisation : entre avancées et écueils récurrents... et aujourd'hui l'« effet COVID »

L'importance de la scolarisation des enfants issus des familles de gens du voyage n'est pas à rappeler : comme pour n'importe quel enfant, elle prépare et crée les conditions favorables à leur insertion. Les parents en sont de plus en plus conscients : leur perception et leurs relations avec l'institution scolaire s'améliorent, tandis que l'Education nationale s'attache à prendre en compte les besoins et les difficultés propres aux enfants du voyage. L'effort d'adaptation se développe aujourd'hui en référence au principe de l'École inclusive – qui ne stigmatise pas les difficultés mais accompagne tous les élèves dans leur parcours scolaire. Ces modalités de prise en charge spécifiques se déclinent dans le Tarn à travers deux postes de coordonnatrices Enfants de familles itinérantes et de voyageurs (EFIV) : l'une sur Castres, l'autre sur Albi. Des formations inter-degrés d'initiative locale ont aussi été mises en place jusqu'à fin 2018, pour sensibiliser sur les obstacles aux apprentissages (culturels, rapport au savoir, difficultés en lecture...) et mettre en avant les outils disponibles pour accompagner les élèves en fort décalage. De leur côté, les collectivités gestionnaires des aires accordent des dérogations en cas de scolarisation des enfants. Lesquelles permettent de prolonger jusqu'à la fin de l'année scolaire les durées limites d'occupation fixées par le règlement intérieur.

Ces évolutions croisées (parents / personnel enseignant /gestionnaires des aires) ont eu des effets bénéfiques. La scolarisation a globalement progressé. Stabilisée depuis plusieurs années en école élémentaire, elle a même tendance à progresser dans le second degré, passant de 48 élèves en 2016-17 à 65 pour la dernière rentrée. Les dispositifs et structures de l'ASH (Adaptation scolaire et Scolarisation des élèves Handicapés) sont fréquemment mobilisés pour asseoir l'accès au second degré, notamment les sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) qui sont proposées sur Castres, Albi, Gaillac et Blaye les Mines).

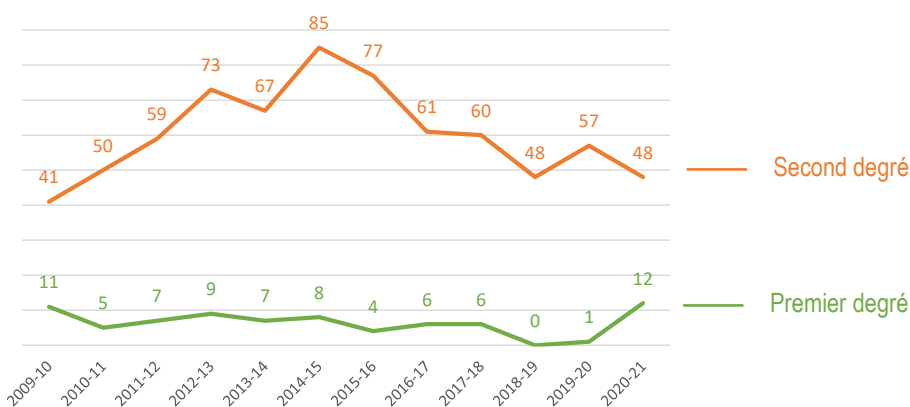


Source : DSDEN du Tarn

Année après année, davantage d'EFIV accèdent au second degré mais le décalage reste accusé entre les effectifs inscrits en école élémentaire (136 pour 2020-21) et ceux en collège (65). Le passage au secondaire continue à marquer une rupture dans la dynamique de scolarisation : l'entrée au collège peut générer des difficultés, en raison du retard dans les apprentissages en fin d'élémentaire. Contrairement aux apprentissages de l'écrit et de la lecture développés en élémentaire, le sens et l'utilité des programmes et des enseignements généraux du collège paraissent souvent décalés au regard des attentes de professionnalisation.

Ces raisons peuvent amener les familles à préférer inscrire leurs enfants au Centre National d'Enseignement à Distance (CNED). Mais cette solution nécessite un encadrement de l'apprentissage que les familles peuvent avoir du mal à assurer sans le relais d'association. Elle peut contribuer à l'isolement des enfants concernés. Attentive à ces risques, la DSDEN du Tarn a mis en place des entretiens systématiques avec toutes les familles lors de la première demande d'autorisation d'inscription au CNED. Avec cette démarche, la proportion des élèves inscrits au CNED a diminué.

EFIV – Evolution des inscriptions au CNED (DSDEN 81)



L'ensemble de ces résultats ont été obtenus sur plusieurs années. L'« effet COVID » les réinterroge. Quelle que soit la statistique, la dernière année ressort en rupture par rapport aux précédentes. Son impact est particulièrement fort sur l'assiduité scolaire. Il pose l'enjeu de renforcer le lien avec les familles, pour les rassurer et les convaincre de faire revenir les enfants à l'école par rapport au contexte sanitaire.

La domiciliation, préalable indispensable à l'accès aux droits

L'élection de domicile est le préalable sans lequel le processus d'inclusion sociale ne peut s'enclencher. Elle est aussi indispensable pour l'exercice d'un droit, l'octroi d'une prestation sociale ou l'accès à un service essentiel (assurance, banque...). Des évolutions législatives récentes ont modifié les principes et règles de la domiciliation des gens du voyage (abrogation des livrets et des carnets de circulation et des conditions spécifiques de rattachement à une commune pour l'exercice de leurs droits civils). Avec ces évolutions, les CCAS et CIAS sont désormais les acteurs principaux de l'élection de domicile des gens du voyage.

Dans le Tarn, l'association de l'aire de Jarlard est habilitée pour établir les élections de domicile pour les familles semi-sédentarisées ayant signé le protocole d'occupation semestriel d'un emplacement sur l'aire. Près de 200 personnes (300 en incluant les ayants droit) sont concernées. L'activité ne se résume pas à la fonction de « boîte aux lettres ». Le service est sollicité pour déchiffrer les correspondantes et quelque part tenir le rôle d'écrivain public. Si ces missions sont indispensables, elles sont aussi prenantes, en exigeant environ 4 heures de travail effectif par jour*.

* Comité de pilotage de l'aire de Jarlard – SOLIHA 2019

Des progrès dans l'accès aux soins, des marges de progrès en termes de suivis médicaux réguliers et préventifs

S'agissant de la santé, les retours des professionnels soulignent que la Complémentaire Santé Solidaire (CSS) a globalement permis d'améliorer l'accès aux soins. Mais des suivis médicaux plutôt irréguliers et des situations de recours tardif aux soins, via notamment la sollicitation des services d'urgence, sont toujours signalés.

Au-delà de l'aspect administratif, les questions relatives à la santé sont plus facilement abordées. Les relations de confiance nouées avec un médecin de ville ou dans le cadre de la PMI permettent progressivement d'améliorer l'expression de préoccupations longtemps marquées du sceau du « tabou » (contraception, vie sexuelle, troubles mentaux...).

Les liens sont étroits entre les conditions de vie et de santé. Pour les gens du voyage en situation de précarité, cette corrélation se traduit dans des pathologies multiples (maladies cardio-vasculaires, surpoids et déséquilibres alimentaires, surconsommations médicamenteuses notamment d'anxiolytiques...). Lesquelles appellent des démarches préventives.

L'auto-entreprise, au centre de l'insertion professionnelle

Les gens du voyage exercent souvent leur activité professionnelle en tant que travailleurs indépendants et souvent de façon polyvalente. C'est notamment pour eux un moyen de préserver une forme d'autonomie familiale. Les niches dans lesquelles ils exerçaient traditionnellement leur activité (rempaillage, vannerie, ferrailage, vendanges...) tendent à disparaître et ils se sont réorientés dans les secteurs du commerce, de la maçonnerie, de la peinture, du nettoyage de façade, de l'élagage, du ramonage... La mise en place du statut d'auto-entrepreneur a facilité la déclaration d'activités de proximité indépendantes et a fait progresser l'officialisation des activités.

Des réussites sont évoquées mais les retours sont parfois nuancés.

- Les ressources tirées des activités restent souvent précaires et instables.
- Si la création de sa propre activité fait référence chez les gens du voyage et si les démarches administratives sont facilitées par le statut d'auto-entrepreneur, la faisabilité et la viabilité des projets ne sont pas toujours suffisamment évaluées en amont. Engagés de manière hasardeuse ou insuffisamment préparés, il arrive que les projets tournent court.
- La simplification des démarches administratives va de pair avec leur digitalisation. L'usage des démarches en ligne implique une autonomie numérique et une compréhension de l'écrit. Sur ce registre, les formations qui favorisent l'accès au numérique et une autonomie dans l'usage des procédures dématérialisées, peuvent représenter des relais utiles.



DIAGNOSTIC

ORIENTATIONS STRATEGIQUES

DECLINAISONS TERRITORIALES

FICHES-ACTIONS



ORIENTATION



Diversifier et renouveler les réponses

ORIENTATION



Consolider et animer l'accompagnement social

ORIENTATION



Animer et coordonner la mise en œuvre du schéma

ORIENTATION



Diversifier et renouveler les réponses...



...En proposant des solutions d'habitat pérenne



...En fluidifiant et en améliorant les conditions d'accueil



...En facilitant l'organisation du grand passage

En même temps que leurs modes de vie évoluent, les besoins des gens du voyage se diversifient. Le nouveau schéma s'ajuste à ce constat : en devenant le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage (SDAHGV), il soutient la double ambition d'améliorer et de fluidifier les conditions d'accueil proposées aux populations itinérantes, mais aussi de développer les solutions adaptées aux besoins d'ancrage des populations à la présence durable, et souvent ancienne, sur les territoires du Tarn.

Diversifier et renouveler les réponses...

1

...En proposant des solutions d'habitat pérenne

Objectif

Favoriser l'ancrage dans des conditions adaptées

L'« ancrage » a toujours existé chez les voyageurs qui ont l'habitude de s'arrêter plus longtemps dans certains lieux et y ont développé des attaches. Le processus a eu tendance à prendre une forme davantage « subie » avec la réduction des activités professionnelles liées à l'itinérance (travail saisonnier...) ou encore le durcissement des conditions de mobilité (insuffisance et saturation des aires d'accueil...). Mais cette évolution des besoins renvoie aussi aux perspectives qu'ouvre l'« ancrage ». Lequel donne la possibilité tout à la fois de :

- disposer d'un « chez soi » tout en conservant tout ou partie de son mode de vie,
- s'installer durablement, tout en ayant un point de « chute » qui sécurise la possibilité d'aller et venir,
- habiter le bassin de vie dans lequel se sont construits des attaches, des repères et des habitudes, parfois depuis plusieurs générations,
- faciliter la domiciliation mais aussi la scolarisation et les démarches d'insertion, etc.

Entretenu par des motifs plus ou moins contraints ou voulus, l'ancrage s'organise sous des formes plurielles. Le diagnostic a pointé son organisation aussi bien « sans histoire » que dans des conditions plus problématiques. Ces dernières recouvrent 4 grandes catégories [rappelées ci-après]. Lesquelles s'expriment avec plus ou moins d'intensité selon les territoires [se référer aux cartes de synthèse du diagnostic par EPCI].

Lorsqu'il s'opère dans ces conditions inadaptées, l'ancrage tend davantage à aggraver la précarité qu'à faire levier sur l'inclusion. Les impacts sont aussi à considérer sous l'angle des politiques publiques :

- la « résidentialisation » des aires « gèle » leur capacité d'accueil et alimente les stationnements illicites,
- les situations d'installations illégales au regard du droit du sol engagent la responsabilité des maires.

Problématiques pour les familles « mal-ancrées » et insatisfaisantes pour les pouvoirs publics, ces situations sont celles que cible en priorité le schéma : il place au premier rang de ses ambitions le développement de solutions qui favorisent l'« ancrage » dans des conditions adaptées et sécurisées.

Rappel
du
diagnostic



LES PRINCIPALES FORMES DU « MAL-ANCRAGE »

1- La « résidentialisation » sur les aires d'accueil

- Décalage entre des équipements conçus à destination de courts séjours et le besoin des familles « résidentialisées » de se protéger et de s'abriter plus durablement
- Usage intensif et accélération de l'usure
- Difficultés à organiser les fermetures estivales
- Gel de la capacité à accueillir des populations itinérantes

3- La mobilisation du parc ancien « déclassé » et « délaissé » des centres-bourgs

- Exposition au « mal-logement » (sur-occupation, inconfort...)
- Rupture par rapport au mode de vie et d'habiter antérieur (abandon de la caravane, complication dans l'exercice des activités professionnelles par manque de place...)

2- Les installations illégales sur des terrains-socles à l'ancrage familial

- Volonté de disposer d'un terrain « à soi », d'un « lieu-refuge », tout en gardant tout ou partie de son mode de vie... Mais dans un jeu de contraintes fort (cherté du foncier, pratiques peu scrupuleuses de certains propriétaires fonciers...)
- Non-conformité avec le droit du sol
- Non-raccordement aux VRD
- Conditions d'habitat précaires
- Exercices d'activités professionnelles sources de dégradation de l'environnement
- Flou autour du statut d'occupation...

4- Le « mal-stationnement tournant »

- Parcours d'itinérance / « errance » des mêmes familles, souvent présentes sur le territoire depuis longtemps, au gré d'installations illégales à la durée plus ou moins longue
- Succession de stationnements « tournants » dans un périmètre géographique réduit (essentiellement les agglomérations de Castres et d'Albi)
- Instabilité « résidentielle » difficile à concilier avec la mise en œuvre de processus d'accompagnement à l'insertion qui prennent du sens dans la durée

L'introduction des solutions d'ancrage dans les obligations de création du schéma départemental... En laissant aux territoires différentes options de mise en œuvre

La priorité donnée à la création de solutions qui favorisent l'« ancrage » figure en ambition forte du SDAHGV. L'intérêt de ces solutions était déjà évoqué par le précédent schéma. Le nouveau franchit un cap supplémentaire, en introduisant dans ses prescriptions la création de terrains familiaux locatifs (TFL). Cette nouveauté est rendue possible par la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté. Pour décliner cette priorité dans les territoires du Tarn, le SDAHGV se dote de dispositions propres.

La mise en œuvre des prescriptions relatives aux terrains familiaux locatifs pourra s'organiser selon les **3 principes directeurs** suivants.

- 1 Par des formes de réponses étendues à la notion d'habitat pérenne
- 2 Dans une géographie non figée
- 3 Avec l'appui d'une ingénierie dédiée



- **De même que les prescriptions du schéma en aires permanentes d'accueil, celles relatives aux terrains locatifs familiaux concernent un nombre de places de résidence mobile*.**

L'article 11 du décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage indique qu'«*un ménage ne peut se voir attribuer qu'un seul terrain familial locatif* ». Par ailleurs, dans l'attente de pré-diagnostic détaillés des situations (compositions familiales, taille des ménages, besoins de décohabitation...), on pose dans ce schéma qu'un ménage occupe une place. Cette équivalence est étendue aux opérations sociales d'habitat adapté, en estimant en première approche qu'un ménage nécessitera un logement.

- **Le nombre de places prescrites pourra être ajusté en fonction de la consolidation de la connaissance des ménages concernés qu'apporteront notamment les MOUS, en permettant de :**
 - mieux connaître les compositions familiales, pour ajuster en fonction le nombre de places énoncé par les prescriptions,
 - tenir compte des solidarités familiales mais aussi des difficultés de cohabitation, pour définir en conséquence le nombre de TFL ou de logements locatifs adaptés à prévoir pour chaque opération.

Les propositions d'ajustement des prescriptions (types de réponses, géographie, nombre de places...) seront présentées et débattues en Commission consultative. Leur adoption prendra la forme d'une modification du schéma.

- **Selon la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage dite loi Besson, les communes ou EPCI doivent se mettre en conformité dans un délai de deux ans à compter de la publication du schéma (pour les nouvelles prescriptions).**

Ce délai est prorogé de deux ans, à compter de sa date d'expiration, lorsque la commune ou l'EPCI a manifesté, dans ce délai, la volonté de se conformer à ses obligations :

- soit par la transmission au représentant de l'Etat dans le département d'une délibération ou d'une lettre d'intention comportant la localisation de l'opération de réalisation ou de réhabilitation de l'aire permanente d'accueil, des terrains familiaux locatifs ou de l'aire de grand passage ;
- soit par l'acquisition des terrains ou le lancement d'une procédure d'acquisition des terrains sur lesquels les aménagements sont prévus ;
- soit par la réalisation d'une étude préalable.

Au-delà de ces délais, les obligations concernant la production de places en terrains familiaux locatifs seront considérées comme étant satisfaites si la réponse aux besoins des gens du voyage est constatée par le Préfet, qu'il s'agisse de production de terrains familiaux locatifs, d'habitat adapté, d'un relogement dans un logement de droit commun (privé ou public) ou de toute autre solution partagée.

* Pour les aires permanentes d'accueil comme pour les TFL, « la place de résidence mobile dispose d'une superficie minimum de 75 m², hors espaces collectifs, hors bâti, hors espace réservé au stationnement de véhicules et circulations internes de l'aire ou du terrain. L'espace réservé au stationnement est contigu à chaque place et sa capacité est d'au moins deux véhicules » (art. 2 du décret n° 2019-1478 du 26/12/2019).

Le terrain locatif familial dispose au minimum de deux places et d'un espace réservé au stationnement (art.13 du décret n° 2019-1478 du 26/12/2019)

1 Des formes de réponse étendues à la notion d'habitat pérenne

Les obligations de réalisation relatives aux solutions d'ancrage se réfèrent aux terrains familiaux locatifs. Pour répondre à ces obligations, les EPCI concernés ont la possibilité de réaliser d'autres formes d'habitat pérenne.

La première possibilité de réponse correspond aux solutions spécifiquement adaptées à l'«ancrage» que sont les terrains familiaux locatifs et les opérations sociales d'habitat adapté. Le caractère adapté de ces solutions tient autant à leur aménagement qu'à la méthode co-construite qui accompagne leur élaboration.

Fiches-action



n°1 – Développer des solutions spécifiquement adaptées à l'ancrage des gens du voyage :

- les terrains familiaux locatifs
- les opérations sociales d'habitat adapté

Plus largement, la notion d'habitat pérenne fait référence à l'ensemble des voies qui peuvent permettre de faire lever sur la réussite et le caractère durable des parcours d'«ancrage».

Fiches-action



n°2 – Faire lever sur les parcours d'ancrage :

- l'accompagnement dans l'accès au logement
- l'encadrement / régulation des installations sur des terrains privés

2 Une géographie non figée

Les prescriptions désignent les communes concernées par les obligations de réalisation. L'éventualité est donnée aux intercommunalités en charge de les réaliser de modifier la localisation des prescriptions, en retenant un terrain d'implantation situé sur le territoire d'une commune membre autre que celle citée au schéma.

3 L'appui d'une ingénierie dédiée

Le développement de réponses qui soutiennent l'«ancrage», appelle un appui en ingénierie renforcé. Les EPCI auront la possibilité de recourir à des Maîtrises d'œuvre urbaines et sociales (MOUS). Leur intérêt : permettre d'affiner la connaissance des situations et de là, ouvrir sur la recherche de solutions adaptées et concertées.

Fiches-action



n°3 – Recourir à une MOUS pour accompagner la définition-réalisation des solutions d'ancrage

Déclinaison
territoriale

Prescriptions de création de terrains familiaux locatifs -TFL
(en nombre de places de résidence mobile)

CA GAILLAC-GRAULHET

Création de 10 places de TFL,
pour répondre aux situations
d’ancrage inadaptées observées
sur le territoire et au titre des
obligations de Rabastens
*Possibilité de substitution par des
solutions d’habitat pérenne et de
répartition des réponses entre
différents sites à l’échelle de la
Communauté d’Agglomération*

CA de l’ALBIGEOIS

Création de 40 places de TFL
en direction des ménages
« résidentialisés » sur l’aire de
Jarlard (Albi)
*Possibilité de substitution par des
solutions d’habitat pérenne et de
répartition des réponses entre
différents sites à l’échelle de
l’Agglomération*

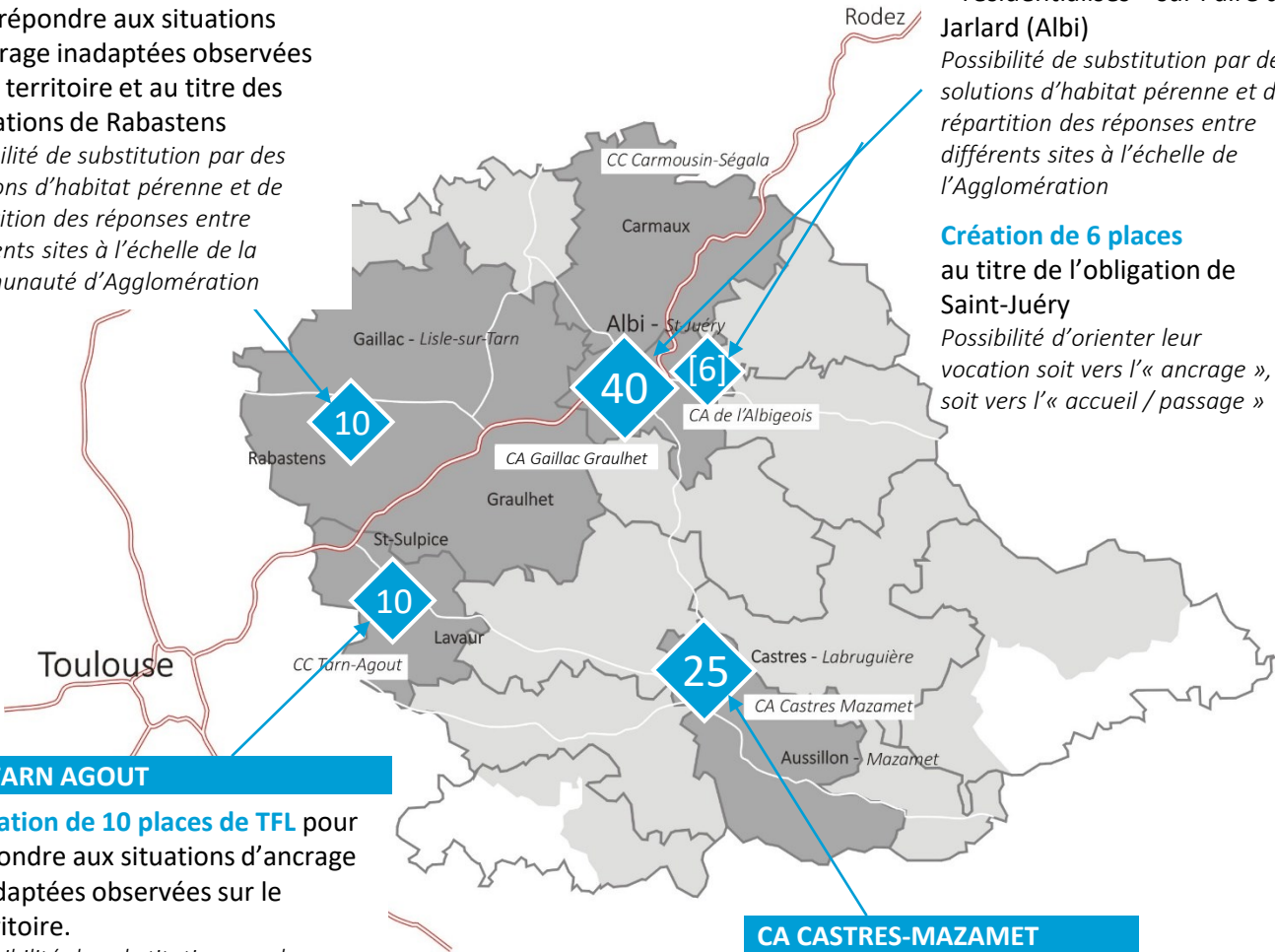
Création de 6 places
au titre de l’obligation de
Saint-Juéry
*Possibilité d’orienter leur
vocation soit vers l’« ancrage »,
soit vers l’« accueil / passage »*

CC TARN AGOUT

Création de 10 places de TFL pour
répondre aux situations d’ancrage
inadaptées observées sur le
territoire.
*Possibilité de substitution par des
solutions d’habitat pérenne et de
répartition des réponses entre
différents sites à l’échelle de la
Communauté de communes*

CA CASTRES-MAZAMET

Création de 25 places de TFL
en direction des ménages
« résidentialisés » sur l’aire de
La Vivarié (Castres)
*Possibilité de substitution par des
solutions d’habitat pérenne et de
répartition des réponses entre
différents sites à l’échelle de
l’Agglomération*



2

...En fluidifiant et en améliorant les conditions d'accueil

Objectif

Restaurer la vocation / qualité de l'accueil

Sans en constituer la seule forme, la « résidentialisation » des aires permanentes d'accueil est sans doute l'expression la plus visible de l'« ancrage » opéré dans des conditions problématiques : faute de disposer de lieux davantage adaptés, les familles s'y sont sédentarisées. Leur présence au long cours a pour conséquence de geler la capacité à répondre aux besoins des populations itinérantes. Face à ce constat, le schéma fixe l'objectif de voir les aires permanentes d'accueil les plus concernées retrouver leur vocation initiale de « passage ». Cette ambition implique de proposer des solutions alternatives adaptées aux ménages qui se sont « résidentialisés » sur les aires. Dans les sites ainsi « libérés », le retour à la vocation d'accueil et son maintien dans la durée exigeront des travaux de remise en état répondant aux normes actuelles.

Les enjeux de mises aux normes se posent aussi pour les aires dont l'état dégradé fait qu'elles ne proposent plus des conditions d'accueil décentes.

Mise en œuvre

1 La reconstitution de la capacité d'accueil des populations itinérantes qu'ont perdue les aires d'Albi et de Castres

Rappel
du
diagnostic



" Dans les aires d'Albi et de Castres, la mise à l'épreuve de la répartition de la capacité d'accueil entre partie « semi-sédentaire » et partie « itinérante » "

Dans leur conception initiale, les aires d'Albi et de Castres ont reposé sur la division de leurs emplacements en deux secteurs : l'un destiné aux populations « semi-sédentaires » et l'autre tourné vers celles itinérantes. Cette partition initiale n'a pas tenu face à l'usage effectif des aires.

- A Albi, le secteur à l'origine destiné à accueillir les populations en itinérance est aujourd'hui très largement mobilisé pour assurer la décohabitation des enfants et même des petits enfants des familles installées sur la partie « semi-sédentaire ».
- A Castres, l'ensemble de l'aire a progressivement été occupé par les familles sédentaires et la séparation entre les deux secteurs n'est aujourd'hui plus effective.

Dans les aires d'Albi et de Castres, le processus de « résidentialisation » est à la fois avancé et aux conséquences critiques, tant sur l'état dégradé des équipements que sur le climat social (fragile à Albi et même tendu à Castres). Avec la présence au long cours des mêmes familles, la fonction d'accueil de populations itinérantes n'y est plus effective, alors même que les deux agglomérations sont concernées par des stationnements illégaux récurrents.

Principes directeurs

Reconstituer la capacité à accueillir des populations itinérantes que ne proposent plus ces deux équipements passe par la proposition de solutions adaptées à l'ancrage en direction des ménages qui s'y sont « résidentialisés ». La réalisation de ces réponses est envisageable soit en totalité (ou pour partie) sur les assises foncières des aires, soit sur d'autres sites. Le choix entre ces options définira le scénario de reconstitution de la capacité d'accueil aujourd'hui perdue : il s'agira soit de réhabiliter l'aire existante (option 1), soit d'en créer une nouvelle sur un autre site (option 2).

Option

1

Réhabiliter l'aire existante,
une fois ses emplacements
« libérés » par le relogement
dans des conditions adaptées des
familles qui s'y étaient ancrées.

Option

2

Créer une nouvelle aire sur un autre site,
dans le cas où l'emprise de l'aire existante
est mobilisée pour proposer des solutions
adaptées à l'ancrage aux familles
durablement installées sur l'équipement.

Rappel
du
diagnostic

" Lavour : une aire équipée sommairement et très peu entretenue"

L'aire de Lavour (15 places) est de conception ancienne. A la fois très peu entretenue et objet de nombreuses dégradations, elle ne répond plus aux normes de salubrité. Le précédent schéma prescrivait déjà sa réhabilitation. Le nouveau la reconduit. Pour une des aires les plus anciennes du département (avec celle d'Albi), sa modernisation-réhabilitation permettra de l'amener au même niveau d'aménagement et de confort que celui des autres aires du département (et pour l'intercommunalité, que l'aire de Saint-Sulpice). La restructuration de l'équipement sera aussi l'occasion d'introduire le système de pré-paiement. La communauté de communes de Tarn-Agout qui assure désormais la gestion de l'équipement, envisage de la réhabiliter. A l'étude, le projet est en attente de bouclage financier.

" Aussillon : une aire équipée sommairement et très peu entretenue"

L'aire d'Aussillon (20 places) est plus récente mais depuis son ouverture en 2013, son usage et son fonctionnement ont été émaillé d'incidents (hostilité des riverains, ouverture à la demande en direction de quelques groupes de passage connus et acceptés, installations temporaires de familles en situation complexe déplacées de Castres...) qui font que l'équipement n'a jamais vraiment trouvé ni son « public », ni sa vocation. Après cette série de difficultés d'occupation et de tensions avec les riverains, elle a fini par être saccagée fin 2020. Sa remise en service exige une réhabilitation complète. Les conflits de voisinage posent la question de l'opportunité de maintenir l'aire sur le site actuel. Un déplacement pourrait être envisagé.

Principes directeurs

1 Réhabilitation / Mise aux normes

Des dégradations répétées ont eu lieu sur les aires d'accueil de Lavour et d'Aussillon. Cette dernière est même aujourd'hui fermée suite à son saccage récent. La réhabilitation de ces deux équipements s'impose.

2 Adaptation des modalités de gestion


En parallèle à la réhabilitation, il s'agira d'être vigilant sur la proposition de modalités de gestion qui assurent le bon usage des aires réhabilitées et y maintiennent la vocation de passage.


Fiches-action

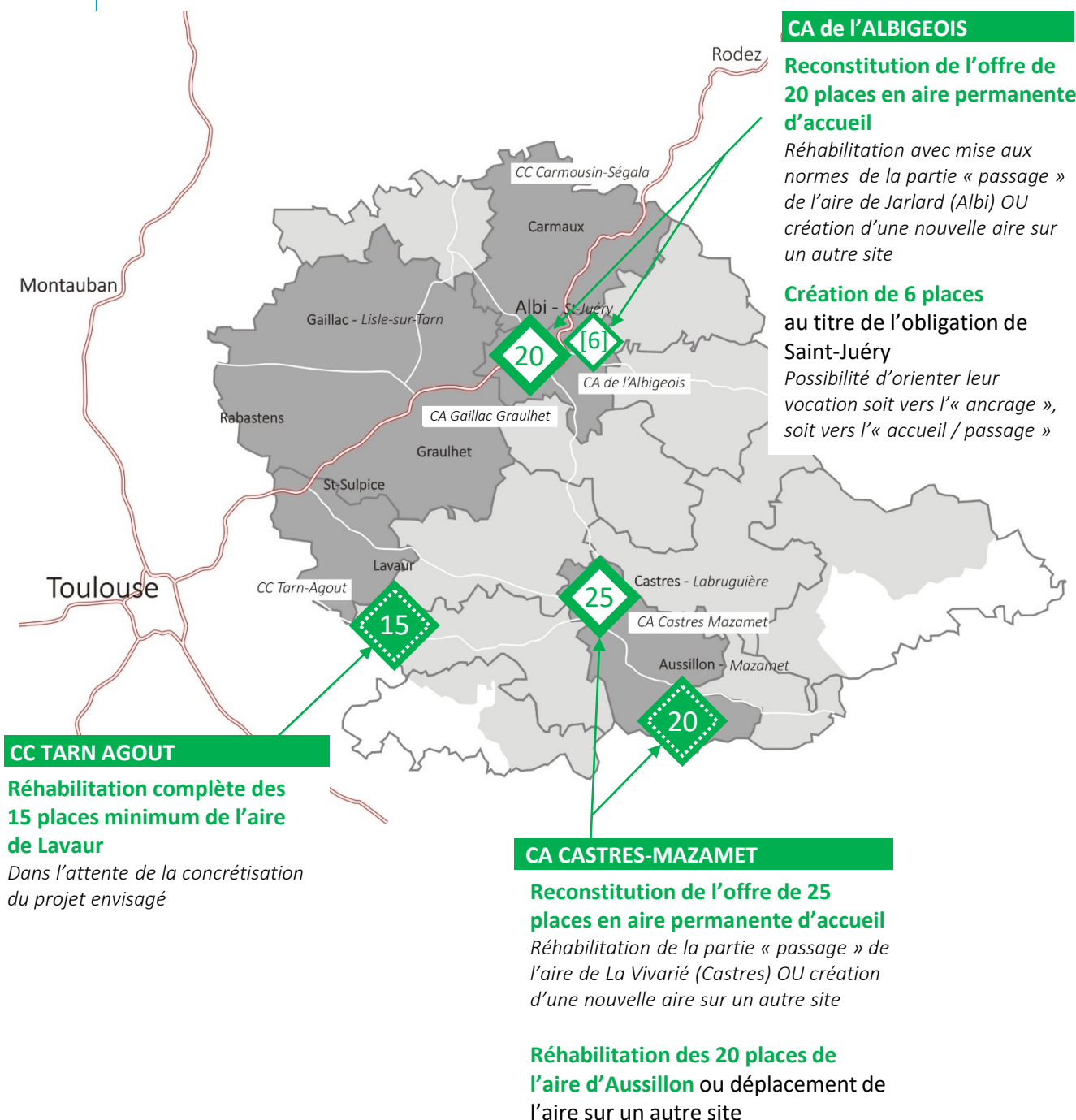


n°4 – Réhabiliter ou (re)créer une aire permanente d'accueil

Prescriptions relevant de la (re)création ou réhabilitation des aires permanentes d'accueil (en nombre de places de résidence mobile)

 Aire à (re)créer

 Aire à réhabiliter



3

...En facilitant l'organisation du grand passage

Objectif

Organiser le grand passage dans des conditions satisfaisantes, à la fois pour leurs participants et les territoires

Le grand passage s'alimente de motifs pluriels : déplacements de « missions » pour l'exercice de temps traditionnels ou religieux (baptêmes, mariages....), exercice d'activités professionnelles (commerce itinérant, fêtes, foires, tâches agricoles saisonnières...), vacances prises en commun par plusieurs familles, événements familiaux (mariages, maladies, décès...). A des degrés divers (selon les territoires et selon les groupes), l'organisation du grand passage reste marquée de difficultés et parfois de tensions (liées aux arrivées inopinées, aux exigences de certains groupes de gens du voyage et/ou à leur refus de s'orienter vers les aires aménagées pour les recevoir, à condition que celles-ci soient proposées).

Face au constat de difficultés persistantes et d'avancées encore perfectibles, le schéma affirme l'objectif d'assurer l'accueil du grand passage dans des conditions qui soient satisfaisantes aussi bien pour les familles qui participent aux déplacements, que pour les territoires qui les accueillent.

Mise en œuvre

1

La confirmation du besoin de réaliser deux aires de grand passage (axes Nord et Sud)

Les données des stationnements illicites de groupes repérés en été sont significatives et les besoins restent importants. Ces éléments confirment l'enjeu prioritaire de disposer de deux aires de grand passage (AGP) à l'échelle du Tarn :

- l'une pour l'axe A68/RN88 dit axe Nord (CC du Carmausin Ségala, CA de l'Albigeois, CA Gaillac Graulhet)
- l'autre pour l'axe RN126 dit axe Sud (CC de Tarn Agout, CC de la Haute Vallée du Thoré, CA de Castres Mazamet, CC du Sor et de l'Agout, CC du Lautrecois-Pays d'Agout).

Principes directeurs

1

Priorité à donner à la réalisation d'aires fixes de grand passage

Cette priorité est formulée en considérant que le choix d'aires fixes de grand passage évite d'avoir à réaliser chaque année :

- la prospection des sites d'installation possibles et la mise à disposition de l'assise foncière finalement désignée,
- la prise en charge des travaux d'aménagement et d'équipement de l'aire,
- l'information et l'entente avec les organisateurs sur le choix du site,
- la démarche de sensibilisation-information des riverains...

2

Possibilité de continuer à recourir à des installations tournantes (dans l'attente de réalisation des AGP fixes)

En permettant l'organisation un peu moins « subie » du grand passage, le principe d'installation tournante des AGP reste possible, le temps de réaliser l'équipement fixe.

Pour faire jouer la solidarité entre les intercommunalités, chacune à son tour aura à proposer et à aménager le site de l'AGP tournante.

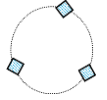
Fiches-action




n°5 – Mailler le territoire départemental de deux aires de grand passage



Création d'une aire de grand passage pérenne par faisceau



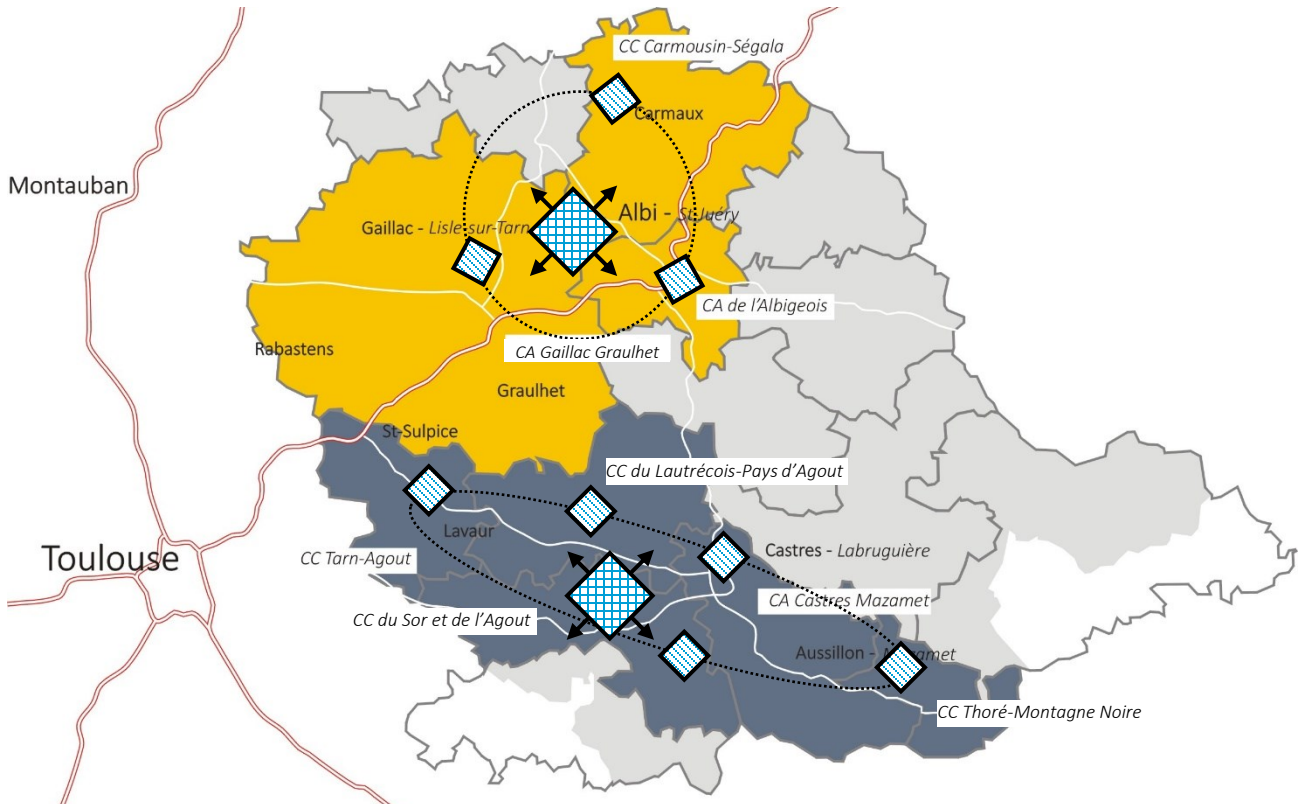
Organisation selon le principe du fonctionnement en aire tournante, prévu au schéma précédent, le temps de la réalisation et de la mise en fonction de l'aire pérenne.

Précision : les sites localisés sur la carte par des  sont donnés à titre illustratif.

FAISCEAU NORD

Pour le faisceau Nord, une aire de grand passage (AGP) pérenne devra être créée.

- Son coût de création et de fonctionnement sera répartie entre les 3 EPCI qui composent le faisceau.
- La CA de Gaillac Graulhet s'est positionnée pour proposer le site d'implantation de l'AGP au titre du faisceau Nord.
- Dans l'attente de la réalisation et de la mise en fonction de l'aire pérenne, le principe du fonctionnement en aire tournante prévu au schéma précédent restera appliqué selon l'alternance suivante :
 - 2022 : CC du Carmausin Ségala
 - 2023 : CA Gaillac Graulhet
 - 2024 : CA de l'Albigeois



FAISCEAU SUD

Pour le faisceau Sud, une aire de grand passage (AGP) pérenne devra être créée.

- Son coût de création et de fonctionnement sera répartie entre les 5 EPCI qui composent le faisceau.
- La CC du Sor et de l'Agout s'est positionnée pour proposer le site d'implantation de l'AGP au titre du faisceau Sud.
- Dans l'attente de la réalisation et de la mise en fonction de l'aire pérenne, le principe du fonctionnement en aire tournante prévu au schéma précédent restera appliqué selon l'alternance suivante :
 - 2022 : CC de Tarn Agout
 - 2023 : CC Thoré Montagne noire
 - 2024 : CA de Castres Mazamet
 - 2025 : CC du Sor et de l'Agout
 - 2026 : CC du Lautrecois-Pays d'Agout



2 Mieux préparer et coordonner le grand passage

L'organisation des passages estivaux dans de bonnes conditions tient aux équipements qui sont proposés (leur localisation, leur aménagement...). Elle passe aussi par la capacité à les préparer et les anticiper, de manière à ménager en aval les allers retours nécessaires entre l'Etat, les organisateurs et les EPCI sur la taille des passages, la période et la durée des séjours. Ce travail préparatoire permet d'éviter autant que possible les afflux imprévus de groupes supplémentaires ou les chevauchements de calendrier.

Au moment des séjours, les modalités d'admission et d'usage des aires, la mobilisation des services techniques en charge de son fonctionnement ainsi que les relations avec les usagers sont du ressort des collectivités gestionnaires. Cependant la coordination et la diffusion d'informations auprès et entre les gestionnaires, les organisateurs et la Préfecture se révèlent utiles pour optimiser la répartition des passages, faire face à des arrivées imprévues ou décalées par rapport au calendrier initialement posé.

Actuellement, ces missions de préparation / médiation / coordination sont assurées dans le cadre d'allers-retours plus ou moins formalisés entre la Préfecture et les territoires. Le schéma considère qu'il convient de consolider les fonctions d'anticipation et de coordination autour des grands passages ainsi que de mieux définir les modalités pratiques de leur mise en œuvre. Leur rôle sera particulièrement utile pour asseoir le bon usage et la mobilisation optimale des AGP qui seront créées.

Principes directeurs

1 Fonction d'anticipation

Cette fonction est mise en avant pour permettre aux demandes transmises par les organisateurs de recevoir une réponse la plus adaptée possible selon le territoire souhaité, la taille du groupe concerné ou encore les dates de séjour.

2 Fonction de coordination

Cette fonction apporte de la réactivité pour faire en sorte que les groupes se déplacent et s'installent là où il est prévu qu'ils s'installent, en optimisant la place disponible.

3 Fonction de médiation

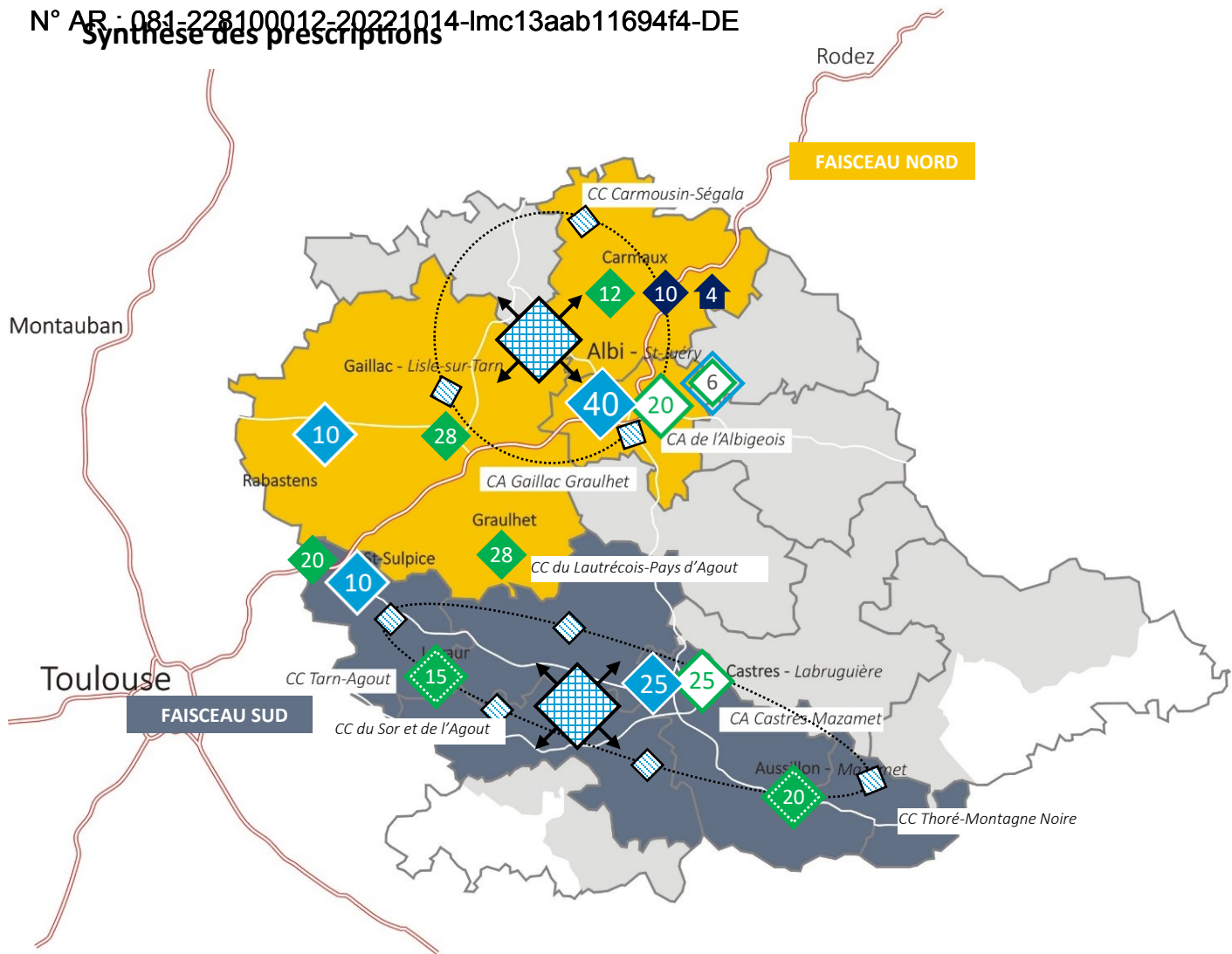
L'enjeu de médiation vise à jouer le rôle d'interface entre l'Etat, les Collectivités territoriales et les organisateurs des groupes pour prévenir les risques de conflits (chevauchements de plusieurs groupes qui risquent de mettre en tension la capacité d'accueil de l'AGP ou inversement, exposition à sa sous-utilisation au profit de stationnements en dehors de l'aire).

Fiches-action



n°6 – Consolider la fonction d'anticipation-coordination-médiation du grand passage

Synthèse des prescriptions



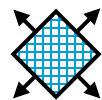
Prescriptions relevant des terrains familiaux locatifs -TFL
(en nombre de places de résidence mobile)

- TFL à créer
- TFL réalisés
- Habitats adaptés réalisés

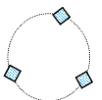
Prescriptions relevant des aires permanentes d'accueil
(en nombre de places de résidence mobile)

- Aire à (re)créer
- Aire à réhabiliter
- Aire existante à maintenir

Prescriptions révélant de l'organisation du grand passage



Création d'une aire de grand passage pérenne par faisceau



Organisation selon le principe du fonctionnement en aire tournante, prévu au schéma précédent, le temps de la réalisation et de la mise en fonction de l'aire pérenne.

Précision : les sites localisés sur la carte par des sont donnés à titre illustratif.

ORIENTATION



Consolider et animer l'accompagnement social...

1

...En favorisant l'accès effectif aux droits

2

...En ancrant l'accompagnement au plus près des besoins

Les trajectoires sociales des gens du voyage évoluent et sont plurielles. Pour certains d'entre eux, elles restent marquées du sceau de la précarité et les professionnels font remonter leurs difficultés à accompagner ces situations. Notamment à leur égard, l'accès aux droits demeure problématique. Le rendre effectif reste une priorité.

Pour y parvenir, la clé est partenariale. Cette dynamique collective invite à être animée et coordonnée localement, à travers des projets socio-éducatifs de territoire. Lesquels demandent à être relayés au niveau départemental.

1 ...En favorisant l'accès effectif aux droits

Objectif

Appuyer l'inclusion des gens du voyage en s'assurant de leur accès aux droits

Pour les gens du voyage, l'accès au droit commun ne va pas encore de soi. Le constat vaut particulièrement pour les plus fragiles, dont la précarité et les particularités de leurs conditions de vie et d'habitat les exposent à des problématiques sociales complexes. Si les gens du voyage ne vont pas toujours vers les institutions, ces dernières reconnaissent avoir du mal à aborder et à comprendre ces situations, sans se départir quelque fois de représentations. Pour ces raisons, l'appui à l'inclusion des gens du voyage peut nécessiter une attention et des efforts particuliers, non pas pour construire des réponses spécifiques en dehors du droit commun mais au contraire pour ramener vers celui-ci.

Mise en œuvre

L'instauration d'un climat de confiance, la mise en réseau des acteurs et parfois le recours à des actions « passerelles » constituent les ingrédients pour avancer vers l'accès effectif aux droits des gens du voyage. Ces approches et ces méthodes pour « raccrocher » au droit commun invitent à être travaillées pour les 3 piliers qui fondent l'inclusion : la scolarité, la santé et l'insertion sociale et professionnelle. Derrière des principes et des méthodes d'intervention proches, il s'agira de progresser plus spécifiquement pour chacun des domaines clés de l'inclusion autour des enjeux suivants.

1 Pour la scolarité :
 conforter l'assiduité (fragilisée un peu plus par le COVID) et favoriser la réussite éducative des enfants du voyage

2 Pour la santé :
 soutenir l'accès aux soins et développer la prévention pour la santé (physique et mentale)

3 Pour l'insertion professionnelle :
 renforcer le soutien aux activités indépendantes (viabilité au démarrage et fiabilité dans le temps) et élargir les possibilités d'accès à l'emploi et à la formation

Fiches-action



n°7 – Conforter l'accès aux trois « piliers » de l'accompagnement social :

- la scolarité et l'éducation,
- le soin et la santé,
- l'insertion sociale et professionnelle.

Consolider et animer l'accompagnement social des gens du voyage...

2 ...En ancrant l'accompagnement au plus près des besoins

Objectif

Conforter l'accompagnement social de proximité

Les difficultés d'accès aux droits liées au mode de vie du voyage ont motivé l'inscription dans les schémas départementaux d'un volet « accompagnement social ». Cet enjeu a encore du sens pour les populations de voyageurs qui organisent leur vie et exercent leurs activités professionnelles dans des circuits d'itinérance. C'est tout particulièrement le cas des populations qui séjournent sur les aires de Gaillac et de Graulhet.

La tendance à l'ancrage introduit une nouvelle donne : les gens du voyage installés durablement (ou une bonne partie de l'année sur un territoire) organisent leur vie quotidienne mais aussi leur insertion sociale et professionnelle à partir et autour de leur lieu d'ancrage. Pour faire levier sur l'inclusion de populations sédentarisées, la valorisation, l'accompagnement « vers » les ressources et les dispositifs d'insertion proposés localement prennent une dimension stratégique. En même temps que les gens du voyage s'ancrent sur un territoire, c'est aussi leur accompagnement qui demande à être animé et coordonné en proximité.

Mise en œuvre

Pour s'ancrer au plus près des lieux de vie des gens du voyage – et notamment des aires « résidentialisées » et progressivement des solutions adaptées à l'ancrage –, l'accompagnement social gagne à prendre appui sur la (ré)activation de projets socio-éducatifs de territoire. Ce cadre est proposé pour aborder l'accompagnement social de façon à la fois transversale et partenariale (recueil partagé des besoins d'accompagnement, recherche de relais vers les services compétents du territoire...). Si l'approche « en proximité » est mise en avant, sa réussite passe par la capacité à combiner différentes échelles d'intervention : dans l'aire, autour de l'aire et entre aires.

1 Echelle de l'aire* :
Recueil des besoins et
organisation de relais

* Echelle de l'aire mais aussi
des TFL (d'ores et déjà pour
Carmaux et au fur et à mesure
de leur développement)

2 Echelle de l'EPCI :
Animation et coordination
inter-partenaire

3 Echelle départementale
Mutualisation des pratiques
et des leviers

Fiches-action



n°8 – Animer et coordonner localement un accompagnement transversal

Objectif

Appuyer politiquement et techniquement la concrétisation des nouvelles ambitions du schéma

Les nouvelles ambitions que porte le SDAHGV du Tarn auront besoin d'être portées et orientées politiquement autant que soutenues et coordonnées techniquement. Pour voir ses objectifs se concrétiser, le nouveau schéma entend s'appuyer sur une gouvernance forte et une mobilisation partenariale active.

Mise en œuvre

Les ateliers partenariaux (thématiques et territoriaux) qui ont jalonné l'élaboration du nouveau schéma ou encore les échanges du comité technique à l'issue de chaque phase de la démarche de révision l'ont rappelé : les acteurs sont demandeurs de temps d'échange et de régulation. Le SDAHGV 2022-2028 relaie cette préoccupation en proposant les 4 instances suivantes de mobilisation et de coordination partenariales autour du suivi et de la mise en œuvre des objectifs du schéma.

- La **Commission départementale consultative des gens du voyage**, pour piloter le schéma et asseoir sa gouvernance
- Le **Comité technique départemental des gens du voyage**, pour assurer le suivi opérationnel de la réalisation du schéma
- Le **Groupe de travail départemental « Amélioration de l'accès aux droits »** pour favoriser l'inter-connaissance autour des pratiques et dispositifs de l'accompagnement social
- Les **Comités de coordination locale**, pour développer (ou conforter) l'inscription de la gestion des aires d'accueil / TFL et l'accompagnement de leurs occupants, dans une dynamique partenariale locale

Le rôle et les principes organisationnels de ces 4 instances de mise en œuvre du schéma sont développés ci-après.

Commission départementale consultative des gens du voyage

**Au moins
une fois
par an**

- assure le pilotage de la mise en œuvre du schéma,
- évalue l'avancée des objectifs du schéma, en présentant son bilan annuel,
- arbitre les besoins d'adaptation, en fonction des informations qui lui sont transmises par le comité technique départemental,
- valide les modifications de prescriptions...

Comité technique départemental des gens du voyage

**Au moins
2 fois
par an**

- est le lieu d'animation-coordination de la mise en œuvre du schéma,
- permet d'échanger sur l'état d'avancement des différents projets (avancées / limites),
- établit le bilan annuel de l'activité du schéma et prépare les réunions de la commission consultative,
- peut proposer la création de groupes de travail dont les thèmes seront définis en fonction des besoins identifiés par le comité technique (par ex., le développement des solutions d'ancrage, la structuration de la fonction de médiation du grand passage...)

Réuni à l'initiative des services de l'Etat, le Comité technique départemental des gens du voyage associe les représentants de la Préfecture, de la DDT, de la DDETSP, du Conseil départemental, de la CAF, de l'association SOLIHA Tarn et des EPCI concernés par les prescriptions et recommandations du schéma. La DSDEN et l'ARS sont également invitées en tant que personnes qualifiées sur les volets scolarisation et santé.

Comités de coordination locale

**Au moins
une fois
par an**
(Recommandation)

- consolident le rôle du gestionnaire comme « porte d'entrée » dans l'accès (ou le maintien) des droits des usagers des aires d'accueil
- favorisent la connaissance et les relais entre partenaires locaux autour des coordinations-passerelles qui peuvent être nécessaires pour accompagner l'accès des gens du voyage aux dispositifs proposés localement en faveur de l'inclusion

Groupe de travail départemental « Amélioration de l'accès aux droits »

**Une à 2 fois
par an**

- favorise les transferts de pratiques entre les différents comités de coordination locale, autour des outils-levers qui facilitent l'accès à la citoyenneté et l'inclusion des gens du voyage,
- définit des priorités à faire avancer collectivement. Avec le choix d'un sujet par an :
 - à puiser dans les objectifs stratégiques de la fiche-action [7] relative aux 3 piliers de l'accompagnement
 - autour duquel organiser par exemple des formations.

Chaque EPCI qui dispose de solutions d'accueil ou d'ancrage à destination des gens du voyage, met en place un comité de coordination locale. La vocation de cette instance est de proposer un lieu d'échanges et de concertation entre les acteurs locaux impliqués dans la gestion des équipements et l'accompagnement de leurs usagers. La composition et les modalités d'organisation des comités sont laissées au choix des intercommunalités qui en assureront l'animation. Il conviendra d'inviter la DDETSP, pilote de l'action n°8.

Piloté par l'Etat (DDETSP), en partenariat avec le Conseil départemental, cette instance nouvelle ouvre une scène « supra territoriale » pour les gestionnaires et les acteurs mobilisés dans les Comités de coordination locale.

ORIENTATIONS STRATEGIQUES

DECLINAISONS TERRITORIALES

FICHES-ACTIONS



Eléments clés de diagnostic par EPCI



Déclinaisons territoriales des orientations

Deux
registres

P PRESCRIPTIONS

- ont un caractère obligatoire,
- concernent les créations / réhabilitations des équipements publics d'accueil (aires permanentes d'accueil et aires de grand passage) et ceux à usage privé d'habitat (terrains familiaux locatifs)
- renvoient à des normes d'aménagement et des modalités de gestion établies par décret,
- bénéficient de financements dédiés de la part de l'Etat (sous conditions).

R RECOMMANDATIONS

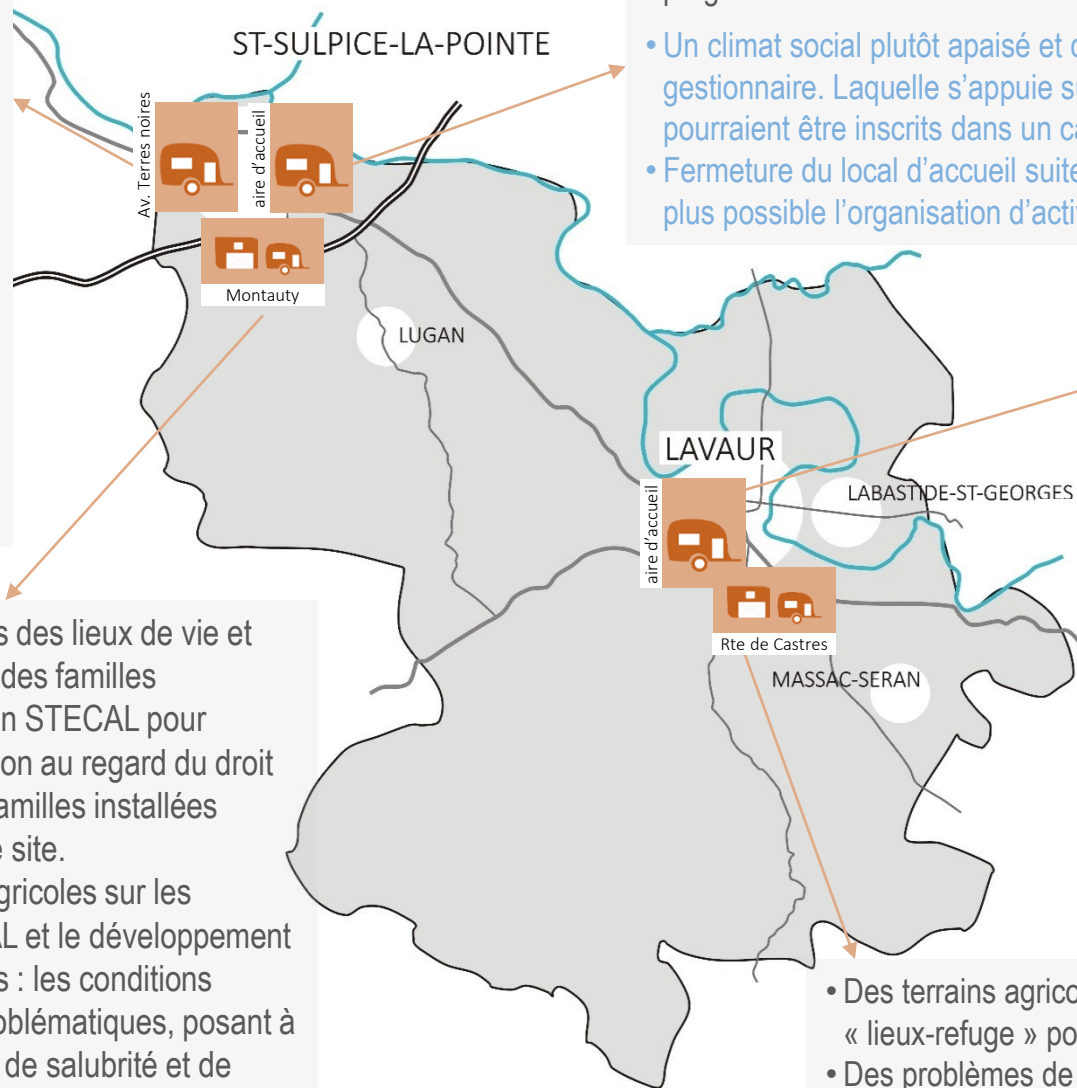
- conseillent sur la méthode à suivre pour asseoir les conditions de faisabilité / réussite des prescriptions,
- mettent en avant des pistes d'amélioration et des registres d'intervention possibles.

- Une « solution-recours » pour d'anciens occupants de l'aire des Gourgues
- Un projet en cours porté par la mairie de St-Sulpice, en direction de 10 familles (à Montauty sur un terrain acquis par la municipalité, 10 parcelles d'env. 400 m² chacune, avec une constructibilité limitée à 20 m²)

- Des terrains devenus des lieux de vie et d'habitat pour 4 grandes familles
- La mise en place d'un STECAL pour régulariser l'occupation au regard du droit de l'urbanisme des familles installées historiquement sur le site.
- L'achat de terrains agricoles sur les pourtours du STECAL et le développement d'extensions illégales : les conditions d'installation sont problématiques, posant à la fois des questions de salubrité et de respect des règles d'urbanisme.



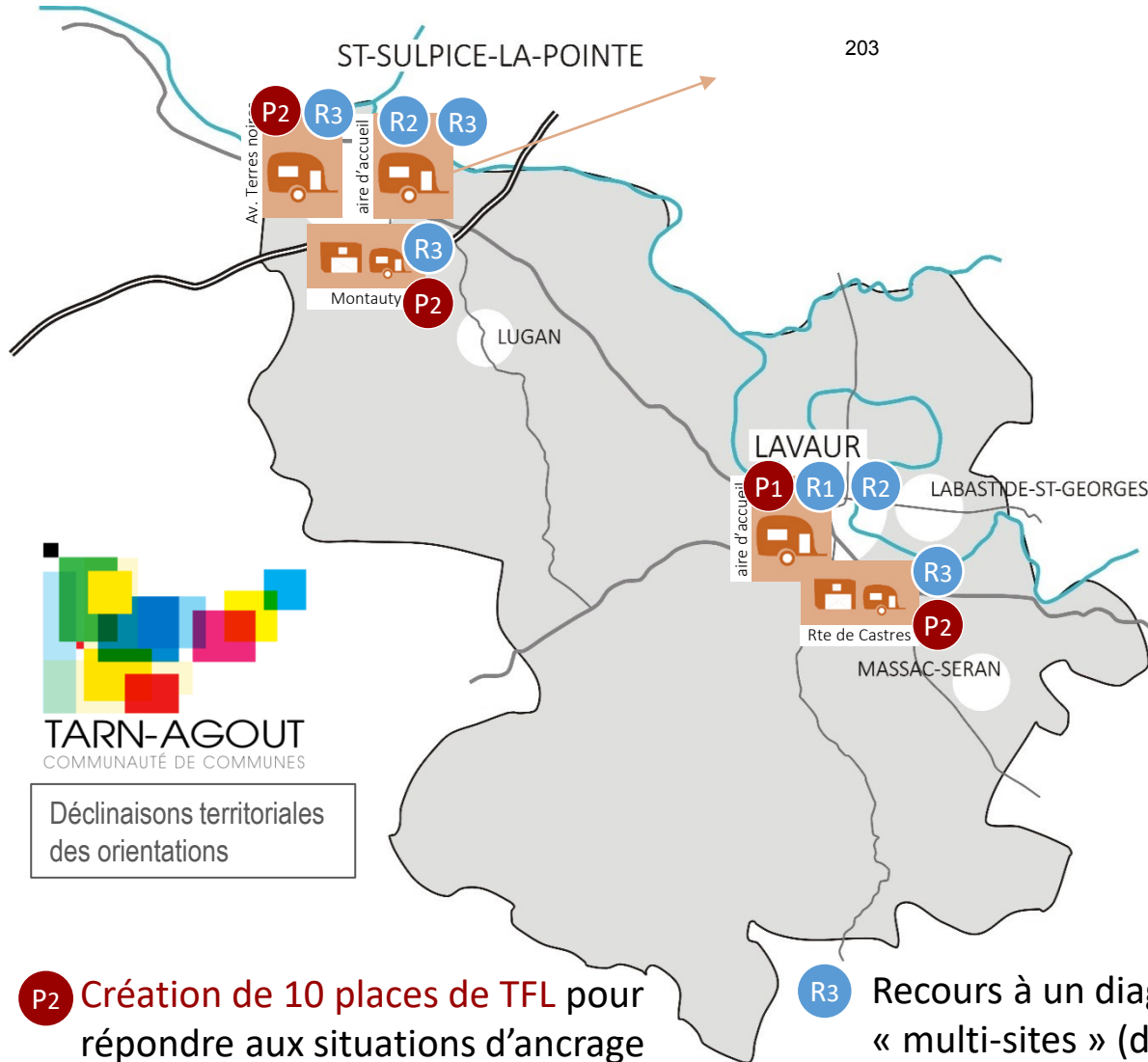
Eléments-clés de diagnostic



- 202
- Une aire à la vocation essentiellement « familiale »
 - Une occupation non « figée », marquée par les allers-venues des membres de la principale famille
 - Un entretien régulier par l'intercommunalité, avec l'établissement d'un programme de travaux de maintenance
 - Un climat social plutôt apaisé et des liens de confiance noués avec le gestionnaire. Laquelle s'appuie sur des relais partenariaux qui pourraient être inscrits dans un cadre davantage formalisé.
 - Fermeture du local d'accueil suite à des dégradations. Ce qui ne rend plus possible l'organisation d'activités socio-éducatives sur l'aire

- Une aire ancienne et fortement dégradée
- Une prescription de réhabilitation posée par le schéma 2014-2020 non réalisée
- Un projet de réhabilitation en l'étude
- Des occupants qui se sont appropriés l'usage et le fonctionnement de l'aire (occupation gratuite, « contrôle » des entrées...)
- Des relations ponctuelles avec la gestionnaire

- Des terrains agricoles mobilisés comme des « lieux-refuge » pour un ancrage familial
- Des problèmes de salubrité et de conflits avec le voisinage



Déclinaisons territoriales
des orientations

- P2** Création de 10 places de TFL pour répondre aux situations d'ancrage inadéquates observées sur le territoire. Possibilité de substitution par des solutions d'habitat pérenne et de répartition des réponses entre différents sites à l'échelle de la Communauté de communes

- R3** Recours à un diagnostic pré-opérationnel « multi-sites » (de type MOUS) pour affiner la connaissance des situations et rechercher des solutions d'habitat pérenne
- P3** L'EPCI est concerné par la prescription de réalisation d'une aire de grand passage de 200 places au titre du faisceau sud

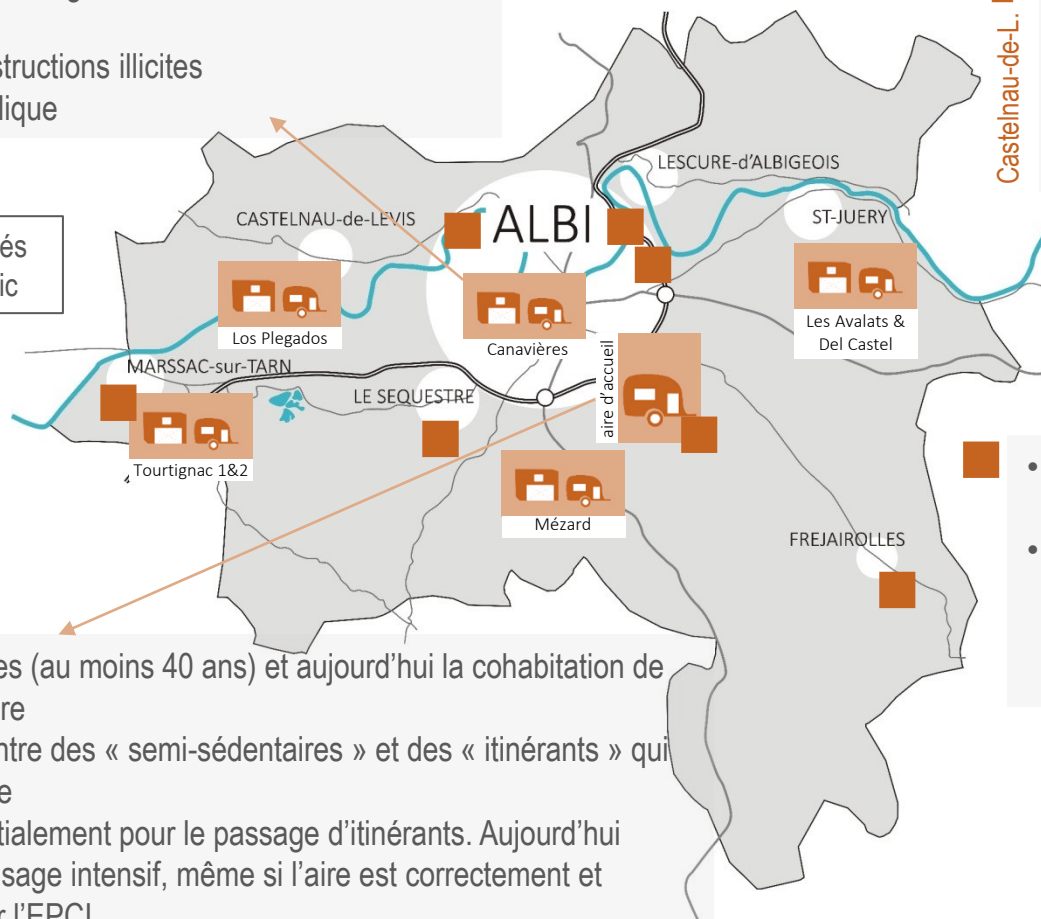
- P1** Réhabilitation complète des places minimum de l'aire de Lavour (dans l'attente de la concrétisation du projet envisagé)
- R1** Consolidation et adaptation la gestion pour accompagner le bon usage et les nouvelles règles de fonctionnement de l'aire après sa réhabilitation
- R2** Mise en place et animation partenariales d'un projet social éducatif

- 29 terrains familiaux « informels » sur 7 sites d'implantation
- Une quarantaine d'enfants scolarisés
- Terrains classés en Zone d'Aménagement Différé... et en zone rouge du PPRI
- Baux emphytéotiques et constructions illicites
- Problèmes de tranquillité publique

204



Eléments-clés
de diagnostic

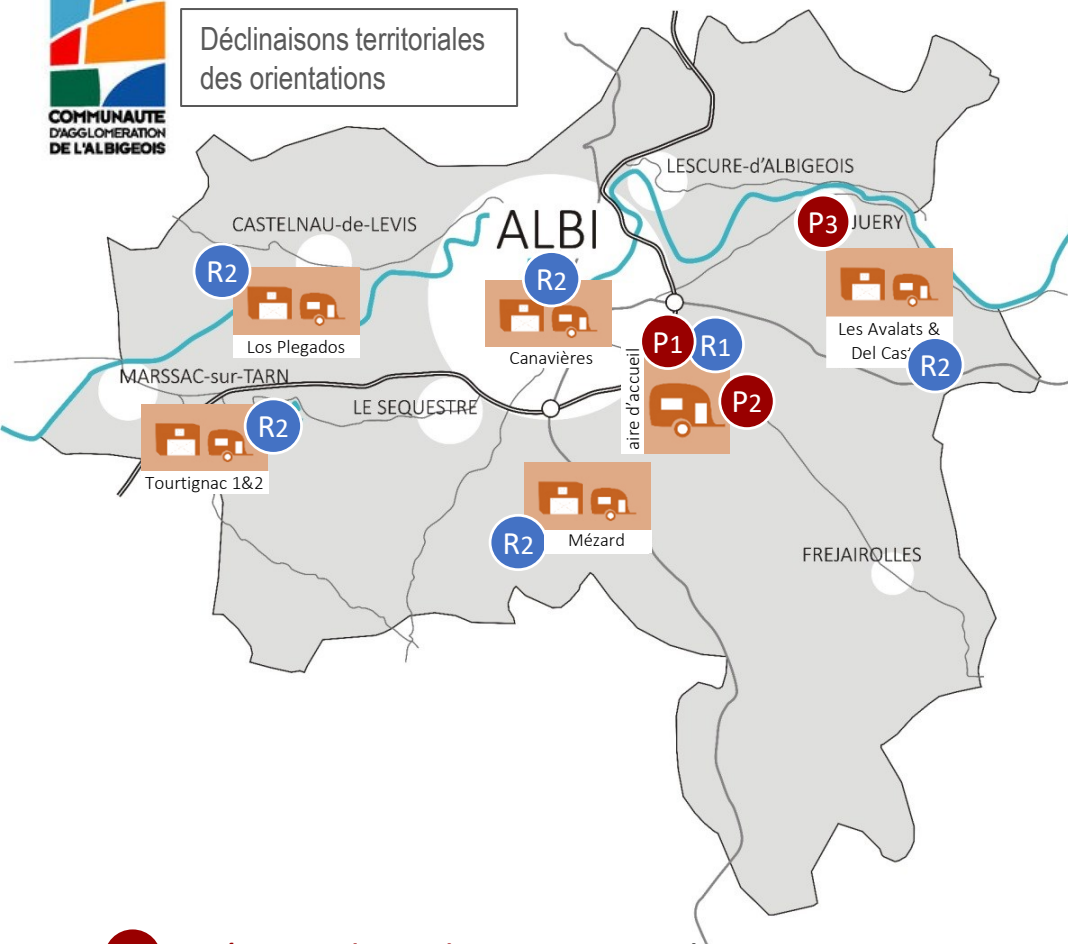


- Castelnaud-de-L. Marsac-sur-Tarn Saint-Juéry Mézard (Albi)
- Installations sur des terrains non-constructibles voire dangereux (zones rouges PPRI)
 - Enjeux de salubrité et de tranquillité publique

- Un ancrage ancien de familles (au moins 40 ans) et aujourd'hui la cohabitation de plusieurs générations sur l'aire
- À l'origine, une répartition entre des « semi-sédentaires » et des « itinérants » qui n'est quasiment plus effective
- Des équipements conçus initialement pour le passage d'itinérants. Aujourd'hui marqués par l'usure et leur usage intensif, même si l'aire est correctement et régulièrement entretenue par l'EPCI
- Un phénomène régulé de « cabanisation » pour s'abriter et prolonger le lieu de vie
- Des familles en fragilité sociale et financière, accompagnées étroitement par le gestionnaire Soliha, auquel a été déléguée la convention d'accompagnement des bénéficiaires du RSA, conclue entre le Département et la CA de l'Albigeois
- Une dynamique partenariale active, entretenue par l'organisation de comités de pilotage annuels entre les intervenants
- Un climat social en équilibre fragile, susceptible de se tendre

- Des stationnements illicites de courte durée mais réguliers
- Une fréquentation plus marquée en période estivale (à rapprocher des rassemblements estivaux, fêtes foraines...)

TÉLÉPHONE 05 62 28 61 00 12 20 22 90 04 10 23 20 15 94 14 - DE



P1 Reconstitution de l'offre de 20 places en aire permanente d'accueil

Réhabilitation avec mise aux normes de la partie « passage » de l'aire de Jarlard (Albi) et création d'une nouvelle aire sur un autre site

P2 Création de 40 places de TLF en direction des ménages « résidentialisés » sur l'aire de Jarlard (Albi)

Possibilité de substitution par des solutions d'habitat pérenne et de répartition des réponses entre différents sites à l'échelle de l'Agglomération

R1 Recours à un diagnostic pré-opérationnel (de type MOUS) permettant d'accompagner la création de solutions d'ancrage adaptées et sécurisées en direction des ménages « résidentialisés » sur l'aire de Jarlard (Albi)

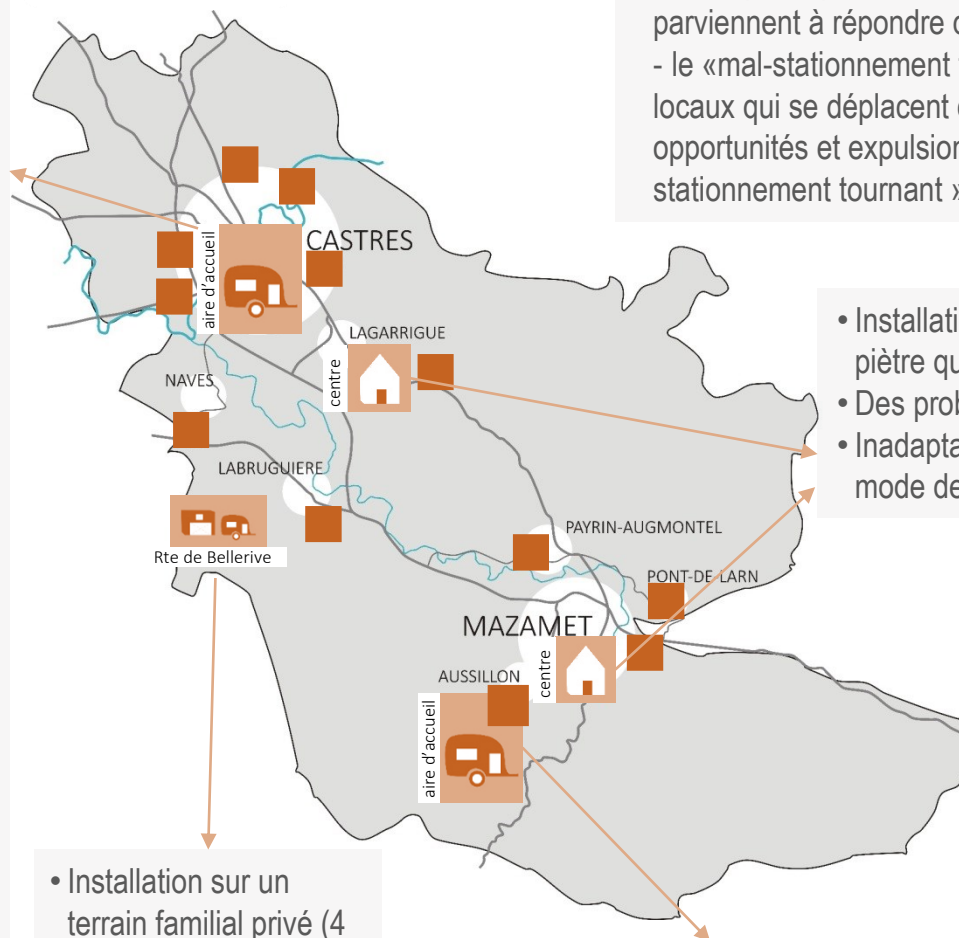
P3 Création de 6 places au titre de l'obligation de Saint-Juéry
Possibilité d'orienter leur vocation soit vers l'« ancrage », soit vers l'« accueil / passage »

P4 L'EPCI est concerné par la prescription de réalisation d'une aire de grand passage de 200 places au titre du faisceau nord

R2 Maîtrise des situations irrégulières (prioritairement sur le site des Canavières).
Possibilité de recourir à un dispositif dédié d'accompagnement opérationnel (de type MOUS)

Éléments-clés de diagnostic

- Dès sa création, une ambiguïté autour de la vocation de passage de l'aire et son public cible (anciens ménages du camp de La Pause)
- Une occupation totale de l'aire par 4 principaux groupes familiaux qui se sont appropriés son usage
- Une dégradation accusée et un climat social préoccupant, sous l'effet de la pression forte exercée par le processus avancé de « sédentarisation »
- Des problématiques sociales lourdes et complexes et des familles en situation de grande fragilité
- Une organisation sociale qui fonctionne entre « enfermement / repli sur soi » et « défiance / tensions »
- Une organisation actuelle de l'accompagnement social qui marque ses limites face à la gravité et à la complexité des situations

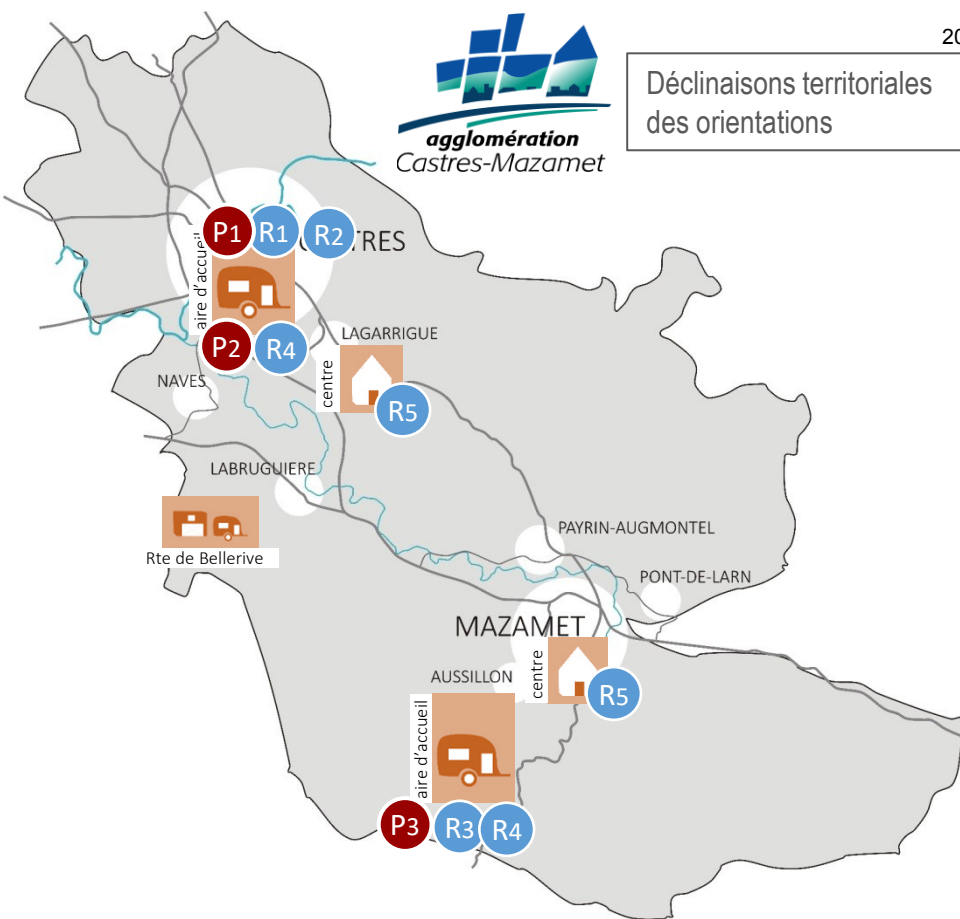


- Stationnements temporaires illégaux, dont les formes et motivations renvoient à deux grandes catégories :
 - les rassemblements estivaux auxquels les équipements mis en place pour les accueillir de manière tournante ne parviennent à répondre que partiellement
 - le « mal-stationnement tournant » de groupes plutôt locaux qui se déplacent d'un site à l'autre, au gré des opportunités et expulsions, dans une sorte de « mal-stationnement tournant »

- Installations dans le parc locatif privé de piètre qualité du centre ancien
- Des problèmes de salubrité et d'incivilité
- Inadaptations des logements par rapport mode de vie

- Installation sur un terrain familial privé (4 ménages) dans des conditions d'urbanisme non conformes

- Saccage récent de l'aire d'accueil, après des difficultés d'occupation et des tensions avec les riverains



Déclinaisons territoriales
des orientations

agglomération
Castres-Mazamet

207

R1 Remise en état de l'aire de La Vivarié de Castres (nettoyage, évacuation des encombrants, reprise des auvents...) dans l'attente de la création de solutions adaptées à l'ancrage

P1 **Création de 25 places de TFL** en direction des ménages « résidentialisés » sur l'aire de La Vivarié. Possibilité de substitution par des solutions d'habitat pérenne et de répartition des réponses entre différents sites à l'échelle de l'Agglomération

R2 Recours à un diagnostic pré-opérationnel (de type MOUS) permettant de :

- 1- accueillir sur un site provisoire les ménages « résidentialisés » sur l'aire de la Vivarié le temps des travaux de remise en état, nettoyage,
- 2- accompagner la création de solutions d'ancrage adaptées sécurisées en direction des ménages sédentarisés sur l'aire.

P2 **Reconstitution de l'offre de 25 places en aire permanente d'accueil**

Réhabilitation de la partie « passage » de l'aire de La Vivarié et création d'une nouvelle aire sur un autre site)

R5 Prise en compte des installations problématiques dans le centre ancien « déqualifié », par les dispositifs de prévention / traitement de la lutte contre le « mal logement ».

Possibilité de mobiliser une ingénierie dédiée pour accompagner le relogement des situations les plus complexes)

P4 L'EPCI est concerné par la prescription de réalisation d'une **aire de grand passage** de 200 places au titre du faisceau sud

P3 **Réhabilitation des 20 places de l'aire d'Aussillon** (ou déplacement de l'aire sur un autre site)

R3 Consolidation et adaptation de la gestion pour accompagner le bon usage et les nouvelles règles de fonctionnement de l'aire après sa réhabilitation

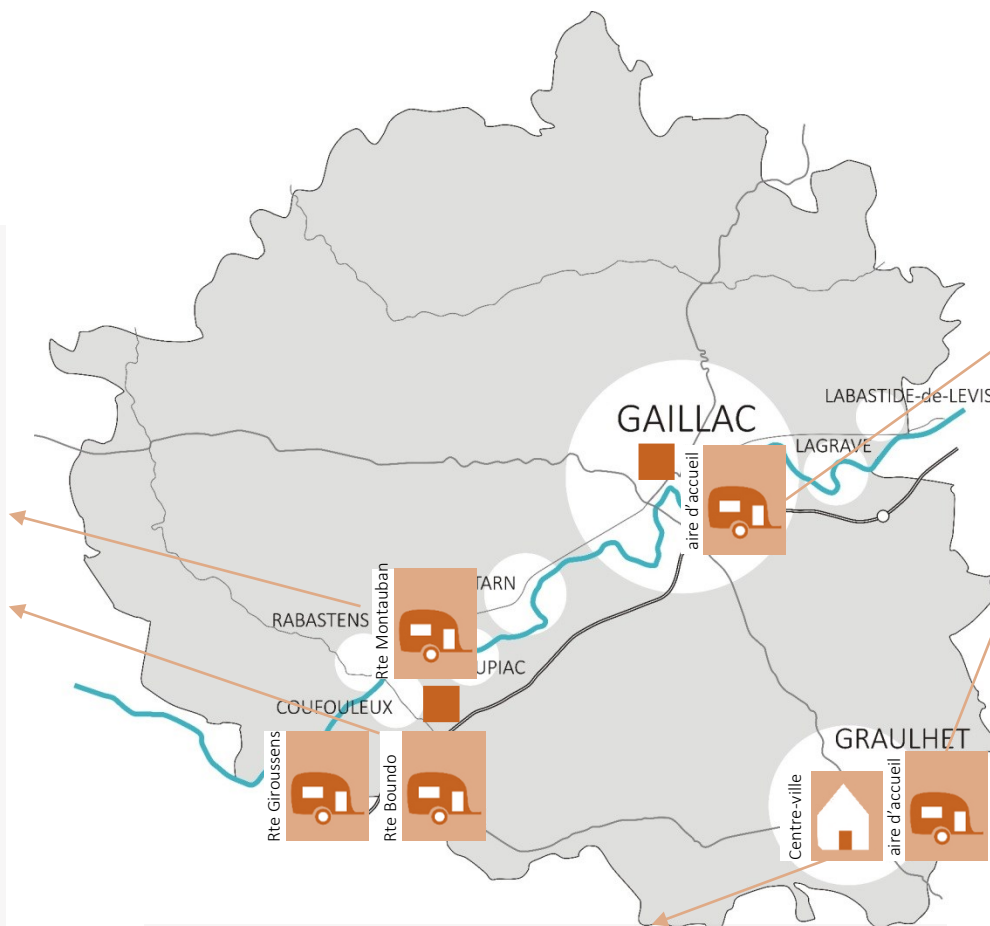
R4 Mise en place et animation partenariales d'un projet social éducatif

Éléments-clés
de diagnostic

- 4 sites d'implantation (3 sur Couffouleux et 1 sur Rabastens, en 1^{ère} approche) qui posent des problèmes de non-conformité au regard du droit de l'urbanisme (terrains non constructibles) et de salubrité (non raccordement aux réseaux)
- Des conditions de vie et d'habitat précaires
- Des besoins de décohobitation de jeunes adultes à anticiper

- Rareté des stationnements illégaux par des petits groupes de passage (à rapprocher de la fonction effective d'accueil jouée par les 2 aires de Gaillac et de Graulhet)

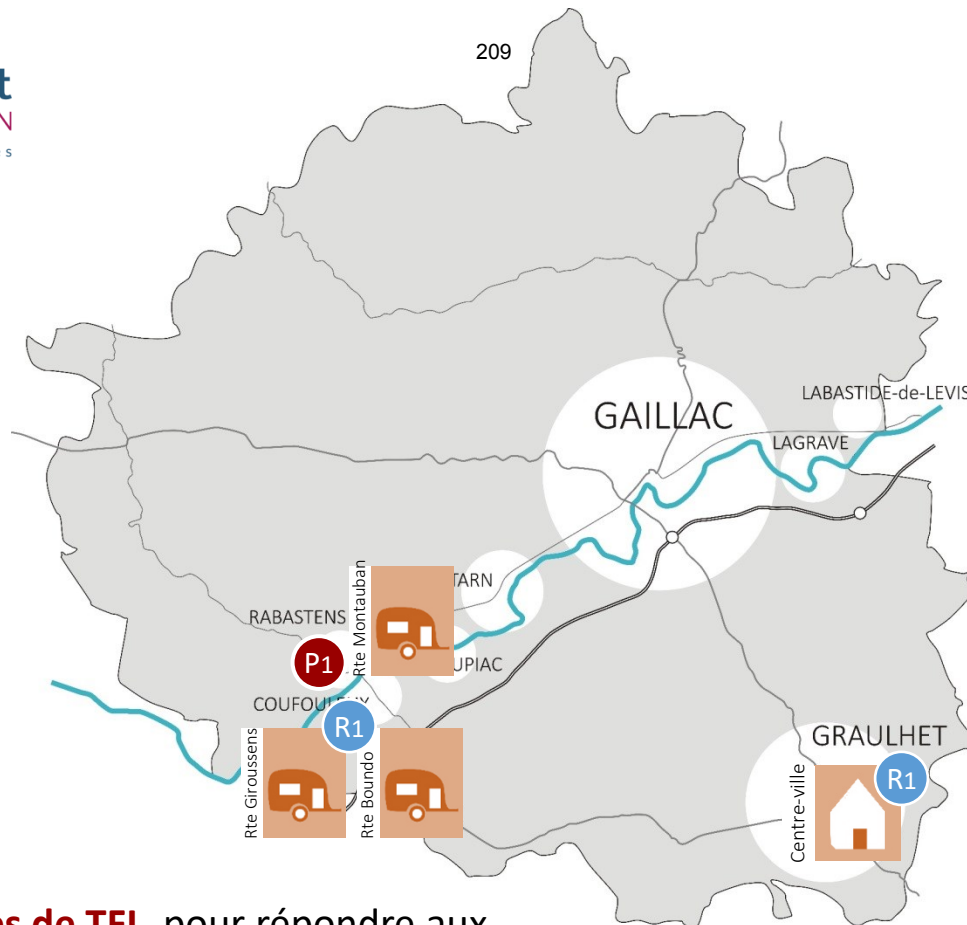
- Stationnements illégaux ponctuels, associés aux rassemblements estivaux et aux difficultés d'orienter les groupes vers les aires de grand passage proposées de manière tournante



- Des situations de « mal-logement » dans le parc privé ancien déqualifié
- Des problèmes d'incivilité et de tranquillité publique
- Des inadaptations du logement par rapport au mode de vie
- Des ménages « connus » et accompagnés

- Des aires de conception récente et maintenues en bon état (mise en place d'un plan de travaux par l'EPCI...)
- Le maintien d'une vocation de passage qui fait exception dans le Tarn
- Mutualisation du poste en charge de l'accompagnement social entre les deux aires (avec le passage à la gestion intercommunale)
- Des populations de passage relativement autonomes, dont les demandes sont ponctuelles, essentiellement d'ordre administratif et dans des domaines variés (passer son permis de conduire, régulariser sa situation fiscale...). Souvent en lien avec des questions d'accès / interruption des droits.

Déclinaisons territoriales
des orientations



P1 **Création de 10 places de TFL**, pour répondre aux situations d'ancrage inadaptées observées sur le territoire et au titre des obligations de Rabastens
Possibilité de substitution par des solutions d'habitat pérenne et de répartition des réponses entre différents sites à l'échelle de la Communauté d'Agglomération

P2 L'EPCI est concerné par la prescription de réalisation d'une **aire de grand passage** de 200 places au titre du faisceau nord

R1 Recours à un diagnostic pré-opérationnel « multi-sites » (de type MOUS) pour affiner la connaissance des situations et rechercher des solutions d'habitat pérenne



Éléments-clés de diagnostic



- Résorption en cours d'une situation d'ancrage ancienne, installée sur un secteur inondable et dans des conditions insalubres, au moyen de :
 - la création sous maîtrise d'ouvrage intercommunale d'une aire d'accueil (12 places) et de deux terrains locatifs familiaux proposant 10 places,
 - le projet de réaliser une opération d'habitat adapté de 3 ou 4 logements.
- Des familles « connues » et accompagnées, notamment dans le cadre du RSA, par les services sociaux du Département. Lesquels ont été associés à l'élaboration du projet
- Une dynamique partenariale enclenchée dans le cadre MOUS qui invite à être prolongée pour accompagner l'insertion durable et réussie des familles dans leur nouveau cadre de vie

- Situation de stationnement temporaire illicite récurrent, essentiellement sur la période estivale (juillet) et liée aux grands passages



- R1** Proposition de modalités de gestion d'accompagnement permettant de :
 - accompagner les ménages anciennement installés sur le site de la Favarelle dans l'appropriation durable et réussie de leur nouveau lieu de vie,
 - assurer sereinement la cohabitation sur le même site de réponses à la vocation différente (« ancrage » / « passage »)
- R2** Mise en place et animation partenariales d'un projet social éducatif
- R3** Réalisation de l'opération d'habitats adaptés pour les ménages anciennement installés sur le site de la Favarelle
- P1** L'EPCI est concerné par la prescription de réalisation d'une **aire de grand passage** de 200 places au titre du faisceau nord

DIAGNOSTIC

ORIENTATIONS STRATEGIQUES

DECLINAISONS TERRITORIALES

FICHES-ACTIONS



I Diversifier et renouveler les réponses...

1 ... En proposant des solutions d'habitat pérenne



Développer des **solutions spécifiquement adaptées** à l'**ancrage** des gens du voyage



Faire levier sur les **parcours d'ancrage**



Recourir à une MOUS pour accompagner la définition-réalisation des solutions d'ancrage

2 ... En améliorant et fluidifiant les conditions d'accueil



Réhabiliter ou (re)créer une **aire permanente d'accueil**

3 ... En facilitant l'organisation du grand passage



Mailler le territoire départemental de **deux aires de grand passage**



Consolider la **fonction d'anticipation-coordination-médiation du grand passage**



Consolider et animer l'accompagnement social...

1

... En favorisant l'accès effectif aux droits



Conforter l'accès aux trois « piliers » de l'accompagnement social :

- La scolarité et l'éducation,
- Le soin et la santé,
- L'insertion sociale et professionnelle

2

... En ancrant l'accompagnement au plus près des besoins



Animer et coordonner localement un **accompagnement transversal**



Développer des solutions spécifiquement adaptées à l'ancrage des gens du voyage

- Les terrains familiaux locatifs
- Les opérations sociales d'habitat adapté

Constat/Diagnostic

L'ancrage s'organise sous des formes plurielles. Le diagnostic a pointé son organisation aussi bien « sans histoire » que dans des conditions plus problématiques : résidentialisation sur les aires d'accueil, installations illégales sur des terrains, mobilisation du parc ancien « déclassé » et « délaissé » des centres-bourgs, « mal-stationnement » tournant... Pour éviter ces formes de « mal-ancrage » qui exposent à des risques et des fragilités, le schéma se donne pour priorité de favoriser l'ancrage dans des conditions adaptées et sécurisées.

Les réponses spécifiquement dédiés aux besoins d'ancrage sont à organiser au moyen des terrains familiaux locatifs et des opérations sociales d'habitat adapté. Ces deux grandes catégories de solutions poursuivent la même ambition : offrir à leurs occupants un lieu stable et privatif.

Objectifs stratégiques

Répondre aux besoins d'ancrage des gens du voyage dans un cadre adapté :

- en tenant compte du mode de vie (et notamment le rapport à la caravane),
- en étant attentif aux compositions / solidarités familiales,
- en mettant l'accent sur la co-construction des réponses avec les familles concernées,
- en organisant la définition-crédation des réponses dans une dynamique partenariale animée localement...

Restaurer la vocation de passage des aires actuellement « résidentialisées » par l'occupation au long cours des mêmes familles (en lien avec la fiche-action n°3)

Territoires concernés

CA de l'Albigeois (P2 et P3), CA Castres-Mazamet (P1), CA Gaillac-Graulhet (P1), CC Tarn Agout (P2)

Modalités opérationnelles

Crédation de Terrains Familiaux Locatifs (TFL). Ils proposeront des équipements minimums qui ont été précisés par le décret récent du 26 décembre 2019. S'il est équipé à minima, un TFL ressemble schématiquement à une « mini-aire » d'accueil classique (places de caravanes et blocs sanitaires). A la différence que les familles sont locataires de leur emplacement, ce qui sécurise leur « ancrage », tout en leur laissant la possibilité de voyager.

Certains TFL accordent davantage de surface à la pièce de séjour et sont proches visuellement d'habitations classiques, sous forme de petites maisons, même si la caravane garde généralement une place importante.

Si les terrains locatifs familiaux et les opérations sociales d'habitat adapté peuvent être proches visuellement, leur grande différence tient à leur cadre juridique :

- le décret du 26 décembre 2019 est venu préciser les règles applicables aux TFL en termes d'aménagement et d'équipement mais aussi de gestion et d'usage.
- l'habitat adapté relève lui de la réglementation du logement social.

	Terrain Familial Locatif	Habitat adapté (PLAI social)
Propriétaire	Collectivité territoriale / Bailleur social	Bailleur social public / privé – M.O.I
Gestionnaire	Propriétaire (collectivité territoriale ou bailleur social) en régie directe ou déléguée.	Bailleur social, gestion locative directe ou déléguée.
Taille recommandée	Entre 3 et 6 TFL par opération Maxi 6 places par TFL	15 habitations maximum
Accès / Attributions	Par le propriétaire suite à une commission d'attribution (art. 15 décret 2019-1478)	Attributions codifiées par le CCH
Loyer / Droits d'usage	Définis par le propriétaire Indice de Référence des Loyers	Définis par le CCH Circulaire plafond HLM Indice de Référence des Loyers
Prise en compte dans le décompte SRU	1 TFL prévu dans le SDAHGV réalisé = 1 logement social	1 habitat adapté prévu dans le SDAHGV réalisé = 1 logement social

La définition-réalisation des TFL comme des opérations sociales d'habitat adapté gagnent à s'appuyer sur l'ingénierie dédiée qu'apporte une Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) [fiche-action n°3]

Chefs de file / Maîtres d'ouvrage

EPCI concernés

Pilote au sein du schéma

DDT avec l'appui de la DDETSP

Partenaires associés

Conseil départemental, communes, représentants des voyageurs, associations intervenant pour l'accompagnement des gens du voyage, organismes HLM, services sociaux, opérateurs spécialisés dans l'habitat des gens du voyage, CAF, SIAO, EPF Occitanie...

Moyens pour la mise en œuvre

	Terrain Familial Locatif	Habitat adapté (PLAI social)
Aide à l'investissement	<p>BOP 135 : 70% des dépenses HT (plafond de 15 245 € HT) = 10 671 € par place-caravane</p> <p>Financements pouvant être étudiés (sous réserve d'éligibilité) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), - dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) <p>CAF : possibilités de financement dans le cadre de Fonds nationaux thématiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Etat : Fonds national d'aide à la pierre - CAF : possibilités de financement dans le cadre de Fonds nationaux thématiques - Autres collectivités : selon modalités de soutien au financement du logement social
Aide au coût de fonctionnement / d'occupation	<p>Possibilité de déroger au régime des aides au logement à propos de la surpopulation au m² (sur décision du conseil d'administration de la CAF et pour une durée établie qui peut être renouvelée)</p>	<p>Ouverture du droit des aides au logement</p> <p>Dispositif de gestion locative renforcée, adossé au PLAII adapté</p>

Echéancier

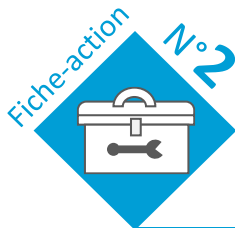
La durée du schéma

Rappel : les collectivités chargées de la mise en œuvre du schéma ont 2 ans après la publication du schéma pour remplir leurs obligations (art.2 I et III de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000).

Ce délai est prorogé de 2 ans, à compter de sa date d'expiration, lorsque l'EPCI a manifesté, au cours des 2 premières années du schéma, la volonté de se conformer à ses obligations.

Indicateurs d'évaluation/suivi

- Nombre / localisation de TFL ou d'opérations d'habitat adapté réalisés
- Restauration de la vocation de passage des aires « résidentielisées »
- Diminution des stationnements illégaux
- Réduction des situations d'ancrage opérées dans des conditions précaires, illégales ou dangereuses



Faire levier sur les parcours d'ancrage

- L'accompagnement dans l'accès au logement,
- L'encadrement/régulation des installations sur des terrains privés.

Constat/Diagnostic

Faute de solutions publiques dédiées et aussi pour asseoir l'autonomie dans un cadre « bien à soi », c'est le plus souvent par leurs propres moyens que les gens du voyage concrétisent leur souhait d'habiter dans un lieu fixe en gardant tout ou partie de leur mode de vie (habitat caravane et /ou vie en famille élargie). Pour construire par eux-mêmes leurs parcours d'ancrage, les ménages ont recours à deux possibilités :

- accéder à un logement,
- s'installer sur un terrain privé.

Bien distinctes, ces deux possibilités d'ancrage ont pour caractéristique commune d'exposer à des risques.

- D'un côté, les logements trouvés peuvent correspondre à de « mauvaises solutions » (segments déqualifiés et délaissés du parc ancien, endettement, sur-occupation...). Il arrive aussi que l'accès à un logement « classique » introduise une rupture trop brutale par rapport à l'habitat en caravane.
- De l'autre, la précarité des ressources combinée à la rareté ou cherté du foncier conduit certaines familles à acheter – parfois cher – des terrains non viabilisés ou situés en zone inconstructible ou encore dont la réglementation n'autorise pas l'installation de résidences mobiles ou d'habitation légère de loisirs. Confrontées à ces installations sur des terrains non destinés réglementairement et/ou non aménagés à cet usage, les collectivités se sentent souvent démunies.

Objectifs stratégiques

Accompagner et sécuriser l'accès au logement des gens du voyage pour en faire le cadre d'une insertion durable et réussie

Eviter en amont les installations illégales ou inappropriées sur des terrains privés et traiter également les installations existantes, dans le souci de salubrité et de sécurité des ménages concernés et en appui technique et juridique des élus.

Installations non-réglementaires sur des terrains et/ou d'inconfort-mal logement dans le parc ancien repérées notamment dans les EPCI suivants. [Se référer à l'annexe 1B – Installations sur des parcelles privatives hors normes]

CA de l'ALBIGEOIS

_ Installations non-réglementaires à Canavières et Mézard (Albi), St-Juéry, Castelnau-de-Lévis, Marssac-sur-Tarn

CA CASTRES-MAZAMET

_ Situations de mal-logement dans les centres-villes de Mazamet et Lagarrigue
_ Installations non-réglementaires à Labruguière

CC Lauragais Revel Sorezois

_ Installations non réglementaires à Blan (route du Plo de Blan)

CA GAILLAC-GRAULHET

_ Installations non-réglementaires sur Rabastens et Couffouleux
_ Situations de mal-logement dans le centre-ville de Graulhet

CC TARN AGOUT

Installations non-réglementaires :
_ Montauty (St-Sulpice, zone agricole hors STECAL)
_ Av. des Terres Noires (St-Sulpice)
_ Route de Castres (Lavaur)

Modalités opérationnelles

■ Accompagnement et sécurisation des parcours-logement

Temps 1 _ Analyse des modalités actuelles d'orientation et de prise en compte des besoins qui émanent des gens du voyage, dans les différents dispositifs qui visent à accompagner et sécuriser les parcours-logement (accès prioritaire et accompagné au parc HLM, soutien à l'accession à la propriété au coût abordable, lutte contre l'habitat indigne...).

Temps 2 _ Définition puis mise en œuvre des adaptations jugées nécessaires pour que ces dispositifs puissent bénéficier mieux ou davantage aux gens du voyage (les faire connaître, les adapter aux besoins-difficultés spécifiques de ces populations...).

NB : dans le Tarn, les personnes issues de la communauté des gens du voyage en voie de sédentarisation ou rencontrant des difficultés à se maintenir dans leur logement figurent parmi les publics qui peuvent bénéficier d'une mesure d'Accompagnement vers et dans le logement. Le dispositif AVDL est financé par l'Etat.

■ Prévention de l'installation sur des terrains privés dans des conditions dangereuses, insalubres ou non-conformes au droit du sol

Axe 1 _ Information / appui des maires dans la connaissance et le recours aux dispositions-outils du droit de l'urbanisme qui permettent d'organiser et d'encadrer la présence résidences mobiles ou d'habitation légère de loisirs sur des terrains privés.

Axe 2 _ Information / sensibilisation des gens du voyage qui souhaitent acquérir un terrain sur les possibilités et la réglementation relatives à la constructibilité, à l'installation de résidences mobiles, notamment avec le relais de l'ADIL...

■ Traitement des situations d'installation opérées dans des conditions dangereuses, insalubres ou non-conformes au droit du sol

Temps 1 _

- Qualification du niveau et de la nature du caractère illégal / insalubre des installations
- Recueil-analyse des situations sociales et des compositions familiales

Temps 2 _

- En cas de non possibilité de régularisation, recherche de solutions d'installation-relogement dans un cadre adapté

◇ **Chefs de file / Maîtres d'ouvrage**

Etat (DDETSPP) et Conseil départemental, en particulier dans le cadre du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées

◇ **Partenaires associés**

Acteurs des dispositifs qui favorisent l'accès-maintien dans un logement

◇ **Pilote au sein du schéma**

DDETSPP

- **Prévention de l'installation sur des terrains privés dans des conditions dangereuses, insalubres ou non-conformes au droit du sol**

◇ **Chef de file / Maître d'ouvrage**

Equipe technique en charge de l'animation-suivi du SDAHGV

◇ **Partenaires associés**

EPCI – Communes – Association des maires du Tarn – SAFER – Chambre des notaires – Ordre des géomètres experts – Bureaux d'études en charge de l'élaboration-révision de documents d'urbanisme – ADIL – CAUE – etc.

◇ **Pilote au sein du schéma**

DDT

- **Traitement des situations d'installation opérées dans des conditions dangereuses, insalubres ou non-conformes au droit du sol**

◇ **Chef de file / Maître d'ouvrage**

Communes concernées (ou EPCI le cas échéant)

◇ **Partenaires associés**

Conseil départemental – associations intervenant pour l'accompagnement des gens du voyage – organismes HLM – services sociaux, bureaux d'études en charge de l'élaboration-révision des documents d'urbanisme – opérateurs spécialisés dans l'habitat des gens du voyage – ARS – CAF – EPF Occitanie...

◇ **Pilote au sein du schéma**

DDT

◆ **Moyens pour la mise en œuvre**

- **Accompagnement et sécurisation des parcours-logement**

Ensemble des aides et dispositifs qui accompagnent et sécurisent les parcours-logement

> Prévoir les moyens si besoin nécessaires pour conforter la connaissance et la saisine des aides-dispositifs par les gens du voyage

- **Prévention de l'installation sur des terrains privés dans des conditions dangereuses, insalubres ou non-conformes au droit du sol**

Développement d'actions d'information-sensibilisation à destination des élus, des techniciens de l'urbanisme et des gens du voyage

> Prévoir le contenu-financement des actions (charte, guide, journées d'échanges autour de « bonnes pratiques »...)

- **Traitement des situations d'installation opérées dans des conditions dangereuses, insalubres ou non-conformes au droit du sol**

Possibilité de recourir à l'ingénierie dédiée qu'apporte une Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) [fiche-action n°3]

La durée du schéma.

En scindant dans le temps les phases qui relèvent de l'« état des lieux », de celles qui renvoient à la recherche de solutions ou à l'adaptation des dispositifs *[se référer aux modalités opérationnelles]*

Indicateurs d'évaluation/suivi

- Nombre de situations problématiques identifiées / traitées (mal-logement et installations irrégulières par rapport au droit du sol)
- Amélioration de la prise en compte des besoins émanant des gens du voyage :
 - dans les dispositifs d'accès-maintien dans un logement,
 - dans les documents d'urbanisme et les PLH



Recourir à une MOUS

pour accompagner la définition-réalisation des solutions d'ancrage

Constat/Diagnostic

Pour des réponses complexes à réaliser mais aussi pour animer le cadre partenarial nécessaire à la mise en œuvre, la conception des solutions d'ancrage gagne à prendre appui sur une ingénierie dédiée. Constituées autour d'une équipe pluridisciplinaire (technique et sociale), les Maîtrises d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) en donnent la possibilité. Leur intérêt : permettre d'affiner la connaissance des situations et de là, ouvrir sur la recherches de solutions adaptées et concertées.

Objectifs stratégiques

- Accompagner les ménages en situation d'« ancrage » précaire et/ou inadapté pour leur proposer et co-construire avec eux des solutions d'habitat pérenne
- Appuyer les EPCI et les communes dans la mise en œuvre opérationnelle de réponses adaptées à l'ancrage :
 - structuration et animation d'un collectif de projet,
 - adhésion au projet de toutes les parties prenantes (en premier lieu les familles concernées mais aussi les riverains),
 - appui au montage technique, juridique et financier des réponses...

Territoires concernés

CA de l'Albigeois (R1, R2), CA Castres-Mazamet (R2), CA Gaillac-Graulhet (R1), CC Tarn Agout (R3)

Recours possible à une MOUS par d'autres EPCI volontaires.

Modalités opérationnelles

Temps 1_ Mission préalable d'analyse des situations-formes d'ancrage précaire et/ou inadapté

A. Pré-diagnostic permettant de :

- affiner le recensement des ménages « ancrés » sur le territoire dans des conditions problématiques,
- mieux connaître leurs attentes-besoins ainsi que leurs contraintes-difficultés.
(Taille, âge et composition des ménages / Solidarités familiales et inversement difficultés de cohabitation / Niveau de ressources / Approche des besoins globaux d'accompagnement, en termes d'insertion sociale et professionnelle, de santé, de scolarité...)

B. Engagement de la prospection foncière

Temps 2_ Appui à la conception-montage des solutions adaptées d'ancrage

Appui en ingénierie, permettant de :

- asseoir la maîtrise foncière des sites pressentis et les faire découvrir aux familles (à partir de la recherche des opportunités foncières engagée préférentiellement en même temps que le lancement de la MOUS)
- ajuster la conception-aménagement de l'opération au regard des attentes-besoins des familles,
- rechercher et mobiliser les opérateurs,
- réunir le partenariat financier,
- prévoir les modalités d'accompagnement de nature à asseoir l'insertion durable et réussie des familles dans leur nouveau lieu de vie.

Chefs de file / Maitres d'ouvrage

EPCI concernés

Pilote au sein du schéma

DDETSPP

Partenaires

DDT, Conseil départemental, communes, représentants des voyageurs, associations intervenant pour l'accompagnement des gens du voyage, organismes HLM, services sociaux, opérateurs spécialisés dans l'habitat des gens du voyage, CAF, EPF Occitanie...

Moyens pour la mise en œuvre

Possibilité de co-financement par l'Etat à hauteur de 50% (montant plafonné en Occitanie) (Selon les règlements d'intervention en vigueur et en fonction des dotations budgétaires)

Echéancier

Dès l'approbation du Schéma

Indicateurs d'évaluation/suivi

- Nombre de MOUS effectivement mises en place
- Nombre de ménages accompagnés et relogés dans le cadre d'une MOUS
- Restauration de la vocation de « passage » des aires d'accueil résidentielisées



Réhabiliter ou (re)créer une aire permanente d'accueil

Constat/Diagnostic

La présence au long cours des mêmes familles a pour conséquence de geler la capacité à répondre aux besoins des populations itinérantes. Dans les aires concernées (Albi et Castres), il s'agit de retrouver une fonction de « passage » qui n'est plus assurée.

Deux autres aires (Lavaur et Aussillon) ne proposent plus des conditions d'accueil correctes et demandent à être réhabilitées.

Objectifs stratégiques

- **RECRÉER**
 - Redonner aux aires permanentes d'accueil leur vocation de « passage »
 - Proposer des solutions alternatives adaptées aux ménages qui se sont « résidentialisés » sur ces aires
- **RÉHABILITER**
 - Remettre en état et aux normes les aires dont l'état dégradé fait qu'elles ne proposent plus des conditions d'accueil décentes.
- **GARANTIR LA PÉRENNITÉ** de la fonction d'accueil dans les aires (re)créées / réhabilitées

Territoires concernés

CA de l'Albigeois (P1 et P3), CA Castres-Mazamet (P2 et P3), CC Tarn Agout (P1)

Modalités opérationnelles

- 1/ Développer des solutions « d'ancrage » dédiées aux ménages sédentarisés « de fait » sur les aires (en lien avec la [fiche-action n°1])
- 2/ Réaliser les travaux de remise en état dans les aires dont le confort et les prestations ne sont pas (ou plus) compatibles à l'accueil de populations itinérantes (se référer aux dispositions du décret n°2019-1478 portant sur les caractéristiques des aires permanentes d'accueil)
- 3/ Définir et mettre en œuvre des modes de gestion qui confortent la capacité à prévenir de nouvelles installations durables

Chefs de file / Maîtres d'ouvrage

EPCI concernés

Pilote au sein du schéma

DDT, avec l'appui de la DDETSPP

Partenaires

Conseil départemental, communes, représentants des gens du voyage...

Moyens pour la mise en œuvre

Aire permanente d'accueil		
Aide à la CREATION	Etat : 70% des dépenses HT (plafond de 15 245 € HT et délai de 2 ans) = 10 671 € par place-caravane	CAF 81 : 40% du coût du projet dans la limite de 35 000 € Aide mobilisable pour à la fois : - la création (25% en subvention – 75% sous forme de prêt) - la réhabilitation (40% en subvention – 60% sous forme de prêt)
	Aide au coût de fonctionnement / d'occupation	Aide au Logement Temporaire (ALT2) de l'Etat délivrée par la CNAF au gestionnaire

Echéancier

La durée du schéma

Rappel : Les collectivités chargées de la mise en œuvre du schéma ont 2 ans après la publication du schéma pour remplir leurs obligations (art.2 I et III de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000).

Ce délai est prorogé de 2 ans, à compter de sa date d'expiration, lorsque l'EPCI a manifesté, au cours des 2 premières années du schéma, la volonté de se conformer à ses obligations.

Les possibilités de financement de l'Etat sont mobilisables pour les obligations de création nouvellement inscrites au schéma.

Indicateurs d'évaluation/suivi

- Nombre et capacité d'accueil en places des aires réhabilitées ou re-crées
- Maintien dans la durée de la vocation d'accueil



Mailler le territoire départemental de deux aires de grand passage

Constat/Diagnostic

Le besoin de 2 aires de grand passage (AGP) est confirmé au nord et au sud du département. Le retour d'expérience du précédent schéma qui permettait la mise en place d'aires tournantes de grand passage a montré ses limites et a conduit les EPCI à recherché la mise en place d'une aire pérenne moyennant la création d'un syndicat mixte par faisceau. Lequel aura pour fonction de créer et d'assurer la gestion du nouvel équipement.

Objectifs stratégiques

- Répondre aux besoins de grand passage dans un cadre adapté :
 - Création de 2 aires de grand passage fixes pouvant accueillir environ 200 caravanes chacune
 - Période d'ouverture de ces aires étalée de mai à octobre
- Réduire les implantations illégales liées au grand passage

Territoires concernés

- Pour l'axe A68/RN88 dit axe nord : CA de Gaillac Graulhet, CA de l'Albigeois et CC du Carmausin Ségala
- Pour l'axe RN126 dit axe sud : CC Sor et Agout, CA de Castres Mazamet, CC Lautrecois Pays d'Agout, CC Tarn Agout et CC Thoré Montagne Noire.

Modalités opérationnelles

Création de 2 aires de grand passage. Elles proposeront des équipements minimums qui ont été précisés par le récent décret du 5 mars 2019. D'une surface minimale de 4ha, ils doivent disposer d'un sol stabilisé restant porteur et carrossable en cas d'intempérie, avec à l'entrée de l'aire la présence des réseaux et services essentiels (électricité, eau potable, eaux usées et ramassage des ordures ménagères). Une attention particulière sera portée sur l'intégration paysagère et environnementale de l'aire, ainsi que sur la concertation des élus et des riverains.

Par ailleurs, le séjour du groupe sur l'aire est subordonné à la signature d'une convention d'occupation temporaire entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et les preneurs ou leurs représentants. Un règlement intérieur de l'aire de grand passage est établi conformément à l'annexe du décret et adapté en fonction de la ou des collectivités territoriales compétentes pour la réalisation et la gestion de l'aire et des caractéristiques de cette dernière.

	AGP du nord	AGP du sud
Collectivité responsable	Recommandation de créer un syndicat mixte regroupant la CA de Gaillac Graulhet, la CA de l'Albigeois et la CC du Carmausin Ségala	Recommandation de créer un syndicat mixte regroupant la CA de Castres Mazamet, la CC Tarn Agout, la CC Sor et Agout, la CC Lautrecois Pays d'Agout et la CC Thoré Montagne Noire
Maîtrise d'ouvrage des travaux et d'entretien	Syndicat mixte à créer	Syndicat mixte à créer
Gestionnaire	La gestion de l'aire sera assurée par le syndicat mixte qui pourra la déléguer à un prestataire externe.	La gestion de l'aire sera assurée par le syndicat mixte qui pourra la déléguer à un prestataire externe.
Terrain	La CA de Gaillac Graulhet s'est positionnée pour proposer le site d'implantation de l'AGP au titre du faisceau Nord.	La CC du Sor et de l'Agout s'est positionnée pour proposer le site d'implantation de l'AGP au titre du faisceau Sud.

Chefs de file / Maîtres d'ouvrage

Syndicats mixtes à créer

Pilote au sein du schéma

Préfecture, avec l'appui de la DDT

Partenaires

Conseil départemental, EPCI et communes concernés, représentants des voyageurs, associations intervenant pour l'accompagnement des gens du voyages, etc.

Moyens pour la mise en œuvre

Aide à l'investissement

Financements pouvant être étudiés (sous réserve d'éligibilité) :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR),
- dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)

Echéancier

Les 2 aires de grand passage devront être créées dans un délai de deux ans après l'approbation du schéma.

Rappel : Les collectivités chargées de la mise en œuvre du schéma ont 2 ans après la publication du schéma pour remplir leurs obligations (art.2 I et III de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000). Ce délai est prorogé de 2 ans, à compter de sa date d'expiration, lorsque la collectivité a manifesté, au cours des 2 premières années du schéma, la volonté de se conformer à ses obligations.

Indicateurs d'évaluation/suivi

- Création des 2 aires de grand passage
- Nombre de passages annuels sur chaque AGP, nombre de caravanes, période d'utilisation...
- Nombre de recours à la force publique pour des implantations illégales liées au grand passage



Consolider la fonction d'anticipation-coordination-médiation du grand passage

Constat/Diagnostic

L'organisation du grand passage dans de bonnes conditions tient aux équipements qui sont proposés (leur localisation, leur aménagement...). Elle passe aussi par la capacité à préparer et à anticiper les séjours. Le recensement des demandes adressées par les organisateurs permet de planifier les arrivées / départs et d'éviter autant que possible les afflux imprévus de groupes supplémentaires ou les chevauchements de calendrier.

Au moment des séjours, deux fonctions sont jugées utiles pour contribuer au déroulé du grand passage de manière satisfaisante, aussi bien pour l'Etat et les collectivités territoriales, que pour les groupes.

- 1) Une fonction de coordination des groupes et d'information aux partenaires offre l'avantage de connaître en temps réel les déplacements (dates d'arrivée- départ, taille des groupes...) et de pouvoir ainsi gérer au mieux les imprévus inhérents aux passages (arrivée de familles qui se « greffent » un temps au groupe puis en repartent, durée de séjour plus longue ou plus courte que prévu...).
- 2) Une fonction de médiation peut se révéler nécessaire pour prévenir des conflits éventuels (autour de la présence sur le même site au même moment de plusieurs groupes, du refus ou de l'hésitation de certains groupes de s'orienter vers les AGP prévues...).

Objectifs stratégiques

- Bien organiser les mouvements pour « apaiser », pour éviter que la demande dépasse la capacité d'accueil ou inversement que cette dernière soit sous-utilisée au profit de stationnements « sauvages ».
- Faire en sorte que les groupes se déplacent et s'installent là où de la place est disponible et selon le calendrier annoncé, tout en s'efforçant de tenir compte des désirs et des contraintes.
- Comprendre et anticiper les changements de dernière minute, inhérents à tout déplacement de groupes (maladie, panne de voiture...)

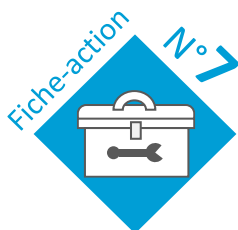
Territoires concernés

- **Faisceau « Nord »** : CC du Carmausin Ségala, CA de l'Albigeois, CA Gaillac Graulhet.
- **Faisceau « Sud »** : CC de Tarn Agout, CC Thoré Montagne Noire, CA de Castres Mazamet, CC du Sor et de l'Agout, CC du Lautrecois-Pays d'Agout.

Modalités opérationnelles

Temps 1_ La préparation en amont de l'arrivée des groupes (janvier-avril)

Analyse des demandes de stationnement reçues pour la période estivale à venir et établissement d'un planning prévisionnel afin d'anticiper les difficultés (solicitation de plusieurs groupes pour la même période sur le même territoire, notamment)



Conforter l'accès aux trois « piliers » de l'accompagnement social :

- La scolarité et l'éducation,
- Le soin et la santé,
- L'insertion sociale et professionnelle

Constat/Diagnostic

SCOLARITE EDUCATION

Il s'agit ici de donner « du sens » et susciter de « l'envie » pour l'école. C'est un enjeu majeur pour l'insertion sociale des voyageurs, tant il permet de développer :

- leur autonomie (savoir lire, écrire, compter),
- de renforcer leur citoyenneté (accéder aux droits),
- et de découvrir d'autres horizons (aller vers l'autre, orientations professionnelles).

Si le rapport à l'école s'améliore (inscription, assiduité), le **passage au collège** reste problématique (rupture, distinction filles garçons) alors qu'il est fondamental pour l'insertion sociale et professionnelle. Avec aujourd'hui, un accès limité à l'enseignement à distance... qui laisse les familles et les acteurs sans alternative.

SOIN SANTE

L'accès aux médecins, aux spécialistes et aux infirmiers est devenu quasi impossible pour les voyageurs, tant l'offre générale de santé tend à saturer. Aussi, les professionnels de santé ne viennent plus dans les aires. Le recours aux urgences devient la norme et la notion de parcours de soins est malheureusement purement théorique. Et pourtant, l'enjeu est majeur pour améliorer l'**espérance de vie** des voyageurs, proche d'un retard de 15 ans par rapport à la moyenne nationale. Avec l'espoir de se raccrocher à ce qui fonctionne, comme le suivi des grossesses et des enfants. Et une vigilance forte partagée par l'ensemble des acteurs : au-delà des besoins « classiques » concernant l'orthophonie, l'ophtalmologie, la santé buccodentaire, le sommeil et l'alimentation, les effets de la crise sanitaire et sociale liée au COVID ont vu émerger des situations de dépression « nouvelles » ... au sens où les gens du voyages osent aujourd'hui les révéler, en dépassant un sujet jusque-là tabou.

INSERTION SOCIALE et PROFESSIONNELLE

Si la domiciliation est une obligation depuis la fin du livret de voyage, elle est aussi la clé. Pour ouvrir la porte d'entrée vers les services et les prestations sociales, comme pour tous les citoyens français. Si pendant longtemps le revenu des familles provenait du voyage, au sens où les familles se déplaçaient pour accéder à un travail (marchés, travaux, élagage, fête foraine...), de plus en plus installent leur activité sur un site, comme tout entrepreneur qui consolide et fidélise sa clientèle sur un territoire. Le soutien à la création d'entreprise individuelle (statut auto-entrepreneur) prend aujourd'hui le pas sur les questions de **formation professionnelle**, toujours peu présente chez les 16-25 ans. La sensibilisation et l'orientation représentent ici un enjeu majeur, tant pour les garçons que pour les filles. L'accès aux savoirs se fait essentiellement pour les jeunes hommes, par transmission dans des secteurs d'activités maîtrisés par les familles. Quant aux jeunes filles, elles ne sont pas assez présentes dans les cursus scolaires et les formations, au delà du collège.

SCOLARITE EDUCATION

- L'aide aux devoirs dans et en dehors des aires
- Le mentorat (type accompagnement AFEV)
- Le ramassage scolaire
- Les actions de soutien aux enfants en situation de handicaps
- Les actions pour les décrocheurs (obligation de suivi de l'Education nationale)
- Les actions « parentalité » dans et en dehors des aires
- L'éveil culturel

SOINS SANTE

- Les liens avec la médecine de ville, les Maisons de Santé Pluriprofessionnelles
- L'accès à la C2S¹ (si besoin)
- Les actions d'éducation et de prévention de risques avec les partenaire associatifs, notamment dans le cadre du PRAPS (alimentation, pratiques sportives, contraception, accident du travail, maladies cardio vasculaires, diabète ...)
- L'accompagnement à la souffrance psycho-sociale (« Post Covid ») en collaboration avec les CATTP², les CMP³ et les associations compétentes

¹C2S : Complémentaire santé solidaire (ex CMU)

²CATTP : centre d'aide thérapeutique à temps partiel

³CMP : centre médico-psychologique

INSERTION SOCIALE et PROFESSIONNELLE

- L'obligation de domiciliation (si besoin)
- L'accès au RSA (si besoin)
- Le soutien aux travailleurs indépendants (administration, gestion)
- L'accès à la Garantie jeune pour les moins de 25 ans
- L'orientation et la formation professionnelle (PRF, 1 jeune, 1 solution)
- L'accès à la citoyenneté (sensibilisation au droit de vote et à l'engagement associatif.
- Le développement du Mentorat (personne référente pour accompagner un parcours)

Territoires concernés

Aires permanentes d'accueil et TFL (Carmaux) déjà existants et ceux qui seront créés.

Modalités opérationnelles

Elles reposent sur la capacité de l'éco système local à :

- **Tisser une relation de confiance avec les familles.** C'est à dire « faire avec » les personnes, pas « à la place de » (dans une logique d'autonomisation), mais aussi « faire ensemble » en initiant des actions concrètes et utiles (visibles), en articulant le temps des habitants et le temps des institutions, en favorisant l'oralité et les échanges directs, en sachant se saisir des accroches (domiciliation, écrivain public, accès aux droits ...) pour développer des projets communs autour de l'éducatif
- **Identifier et sensibiliser des référents « médiateurs »** chez les voyageurs (patriarche, pasteurs...) qui sont en capacité de fédérer, dans la durée, autour de projets communs
- **Repérer les dispositifs de droit commun** qui répondent aux besoins en inscrivant les gens du voyage comme public prioritaire, notamment pour les familles ancrées sur le territoire (RASED³, Equipes éducatives, Programme de réussite éducative sur les politiques de la ville...)
- **Initier des actions spécifiques nouvelles**, dites « passerelles » vers le droit commun, quand le partenariat local constate des formes de barrières à l'accès au droit commun

³RASED : réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté

Mixer le « aller vers » et le « faire venir », avec des actions sur place pour donner confiance (dans le local de l'aire) et des actions à l'extérieur dans une logique de mobilité

- **Alterner des actions individuelles et collectives** : les premières créent au départ une indispensable confiance en réassurant les enfants et les familles qui participent ensemble à une action ; les secondes permettent de mettre en place des projets individualisés dans une logique de responsabilisation et d'autonomisation
- **Porter une attention particulière au processus d'exclusion par le numérique**, lié à une dématérialisation croissante des services publics. Ce qui passe par l'organisation d'une nécessaire médiation pour lutter contre l'illectronisme, dont peuvent souffrir certains gens du voyage, avec des impacts sur leur difficulté ou leur incapacité à valoriser leurs droits sur internet.

Moyens pour la mise en œuvre

- La mise en œuvre opérationnelle des enjeux en termes d'accès à l'éducation, à la santé, à l'insertion sociale et professionnelle repose sur l'organisation du **partenariat local / départemental** associé à la fonction – essentielle – de médiation sociale assurée par le Gestionnaire de l'aire [cf. Fiche-action 8]
- **Un local dans l'aire** pour installer une relation de confiance et de confidentialité au plus près des gens du voyage avec des permanences, des entretiens individuels, des ateliers en collectif, des réunions avec le gestionnaire, imprimer des documents (dématérialisation)
- Des moyens pour permettre la **mobilité** et l'accompagnement des personnes vers des services (publics) à l'extérieur de l'aire (avec des solutions de mobilité anticipées)

Chefs de file / Maitres d'ouvrage

EPCI concernés, avec le gestionnaire de l'aire et, selon les domaines, les partenaires suivants.

SCOLARITE EDUCATION

- DSDEN
- Services communaux et intercommunaux compétents en matière d'Education, Jeunesse, Petite enfance
- Etablissements scolaires
- CAF 81
- Associations intervenant dans le péri et l'extra scolaire
- Etc.

SOIN SANTE

- ARS-DDETSPP
- Conseil départemental 81 (MDS, CMS, MDPH...)
- CPAM (mission accompagnement santé)
- Maisons de Santé Pluriprofessionnelles (MSP)
- Associations intervenant dans l'accès aux soins et à la santé des publics précaires
- Etablissements hospitaliers (service d'Urgences...)
- Collectivités territoriales engagées dans un contrat local de santé (CLS)
- Etc.

INSERTION SOCIALE et PROFESSIONNELLE

- DDETSPP
- Conseil départemental (Programme Départemental d'Insertion)
- Antennes de Pole Emploi
- Missions Locales
- Centre d'Information et d'Orientation (CIO)
- Chambres consulaires (offres de formations professionnelles)
- Points information jeunesse
- Etc.

Pilote au sein du schéma

DDETSPP

Echéancier

La durée du schéma.

Le choix des indicateurs les plus adaptés ainsi que leurs modalités de collecte, de suivi et d'analyse des indicateurs seront travaillés collectivement dans le cadre du groupe de travail départemental [Fiche-action 8]. Ceci pour s'assurer de disposer d'un référentiel commun à tous les sites.

SCOLARITE EDUCATION

- Nombre d'enfants inscrits à l'école et au collège (garçons / filles)
- Assiduité
- Evaluation scolaire (passage en classe supérieure)
- Part des élèves inscrits à la restauration scolaire et niveau de fréquentation
- Nombre d'enfants inscrits dans des activités extra et péri scolaires
- Nombre d'actions spécifiques mises en place
- Etc.

SOIN SANTE

- Nombre de temps d'information sur le système de soin auprès des familles
- Nombre de familles accompagnées
- Nombre de formations interculturelles mises en place, nombre de participants
- Etc.

INSERTION SOCIALE et PROFESSIONNELLE

- Nombre de jeunes ayant accès à la Garantie jeune
- Nombre de personnes inscrites au RSA
- Nbre de participants à des formations du PRF* (pour les familles « ancrées »)
- Etc.

* PRF : Programme Régional de Formation



Animer et coordonner localement un **accompagnement transversal**

Constat/Diagnostic

La tendance à la sédentarisation des gens du voyage réinterroge des modalités d'accompagnement social au départ envisagées pour accompagner l'itinérance. L'enjeu devient moins de lever les écueils et les complications dans l'accès aux droits générés par le mode de vie du voyage, que celui de valoriser les ressources et les possibilités d'accompagnement disponibles localement. En ce sens l'accompagnement social repose sur la mise en place de **modalités de coopération** entre le gestionnaire, l'EPCI et les acteurs du territoire et de l'échelle départementale pour tendre vers un projet socio-éducatif de territoire.

Il s'agit d'avancer collectivement pour concevoir, installer et animer **des projets socio-éducatifs de territoire** à destination des gens du voyage, qui combinent :

- Interventions de proximité (échelle de l'aire /TFL)
- Coordination inter-partenaire (à l'échelle de l'EPCI)
- Mutualisation des pratiques et des leviers (à l'échelle départementale)

Objectifs stratégiques

Progressivement, il s'agira d'animer un partenariat local / départemental, à différentes échelles territoriales (aire, EPCI et Département),

- dans la durée
- de façon transversale (éducation, santé, insertion professionnelle)
- en coordination avec les acteurs et les gens du voyage
- pour atteindre des objectifs raisonnables et partagés

Territoires concernés

Aires permanentes d'accueil et TFL (Carmaux) déjà existants et ceux qui seront créés.

Trois niveaux, articulés les uns aux autres, structurent la coordination opérationnelle des projets socio-éducatifs de territoire

1^{er} niveau : à l'échelle de l'aire,

en consolidant la fonction essentielle de « médiation sociale » du gestionnaire

- Recueil des besoins en terme d'accompagnement
- Orientation vers les services compétents du territoire pour la domiciliation, l'accès aux droits, la scolarisation, l'aide sociale, la protection et la prévention de l'enfance, les soins, la création d'activité, l'accès à un logement...
- Rôle d'écrivain public (lecture et écriture des courriers administratifs face aux situations d'illettrisme et/ou d'illectronisme, sous réserve des règles de confidentialité)

2^{ème} niveau : à l'échelle de l'EPCI,

en installant (ou confortant) un « Comité de coordination locale »

Piloté par l'EPCI, avec le gestionnaire et l'ensemble des partenaires intervenant (Etat, associations et institutions au niveau technique) pour faire un point au moins une fois par an, sur :

- Les modalités de gestion des aires
- Les actions d'accompagnement social mises en œuvre et la capacité des partenaires à mobiliser le droit commun
- L'inter-connaissance entre les acteurs et la vitalité du réseau d'acteurs

3^{ème} niveau : à l'échelle du Tarn,

en installant un « Groupe de travail départemental : amélioration de l'accès aux droits »

Piloté par l'Etat (DDETSPP), en partenariat avec le Conseil départemental, cette instance nouvelle (à réunir au moins une fois par an) ouvre une scène « supra territoriale » pour les gestionnaires et les acteurs mobilisés dans les Comités de coordination locale, afin de :

- Favoriser les transferts de pratiques et échanger sur les outils et pratiques développés en matière de gestion des aires et d'accompagnement de leurs occupants,
- Définir des priorités à faire avancer collectivement, avec 1 sujet par an à travailler pour améliorer l'accès au droit commun des gens du voyage (sujet à puiser dans les objectifs stratégiques de la fiche 7 relative aux 3 piliers de l'accompagnement)
- Organiser des formations en lien avec le sujet retenu pour l'année

Moyens pour la mise en œuvre

- (Ré)inscrire dans la convention avec le gestionnaire ses missions de « médiation sociale »
- Rechercher des crédits pour financer une formation départementale par an

Chefs de file / Maitres d'ouvrage

- **Niveau 1 : Gestionnaire**
- **Niveau 2 : EPCI**
- **Niveau 3 : Etat (DDETSPP)**

Pilote au sein du schéma

DDETSPP

Partenaires

Acteurs institutionnels et associatifs présents, niveau par niveau

La durée du schéma

Indicateurs d'évaluation/suivi

- Nombre de Comités de coordination locale
- Nombre de personnes accompagnées dans chaque aire / TFL (notion de parcours)
- Nombre de formations et nombre de participants
- Nombre de gens du voyage présents dans les dispositifs de droit commun « ciblés » par le sujet annuel retenu par le Groupe de travail départemental

ANNEXES



A

- Installations sur des parcelles privatives :
 - aux normes
 - hors norme
- Installations dans des logements potentiellement insalubres ou indignes

B

Tableau comparatif des solutions et des aides financières possibles (2021)

C

Fonction de coordination-médiation du grand passage
L'exemple de la Gironde

D

Synthèse des prescriptions et recommandations en nombre de places

A

- **Installations sur des parcelles privatives :**
 - aux normes
 - hors norme
- **Installations dans des logements potentiellement insalubres ou indignes**

Sont ici répertoriées les formes d'installation des gens du voyage opérées dans un CADRE PRIVÉ. Deux catégories sont mises en avant.

1- Les installations sur des PARCELLES PRIVATIVES de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs ou de résidences mobiles au sens de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000. Sont distinguées les installations estimées aux normes (en termes de conditions d'habitat et de respect des règles d'urbanisme – 1A) de celles qui le sont pas (1B).

2- Les installations dans des LOGEMENTS POTENTIELLEMENT INDIGNES OU INSALUBRES.

Ce recensement ne prétend pas à être exhaustif. Sa vocation est de repérer les situations qui apportent un complément utile aux réponses publiques mais dans des conditions qui peuvent être problématiques et appellent alors une attention particulière de la part des pouvoirs publics.



Sources : Enquête aux communes (DDT) - MOUS pour le développement d'un habitat adapté aux gens du voyage (CA de l'Albigeois) - Mission d'appui dans le cadre de la mise en œuvre des actions en faveur de l'accueil et du logement des gens du voyage (CA Gaillac – Graulhet) – Ateliers thématiques et territoriaux

EPCI	COMMUNE	SITE d'implantation	nombre de MÉNAGES
CA DE L'ALBIGEOIS	Marssac-sur-Tarn	Avenue d'Albi	NR
	Le Séquestre	Chemin de Taillefer (terrain municipal)	2
CA GAILLAC GRAULHET	Labastide-de-Levis	Pigeonnier de Pradinas	2
CC du SOR et de l'AGOUT	Saix	Rue du Vieux Pesquier	2
	Verdalle	Rue Coutarié	2
CC TARN AGOUT	Labastide-St-Georges	Impasse J. Verne	NR
		Le Communal	NR
	Lugan	La rivière	1
	St-Sulpice-la-Pointe	Montauty Haut	4

* Sont classées « aux normes », les parcelles dotées de conditions d'habitat correctes (ramassage des ordures ménagères, accès fluides et réseaux), situées sur des zones appropriées au regard du PLU et qui ne font pas l'objet de procédures en cours (PV d'urbanisme, expulsion, médiation...).

1B

Installations sur des parcelles privatives hors normes*

Sources : Enquête aux communes (DDT) - MOUS pour le développement d'un habitat adapté aux gens du voyage (CA de l'Albigeois) - Mission d'appui dans le cadre de la mise en œuvre des actions en faveur de l'accueil et du logement des gens du voyage (CA Gaillac – Graulhet) – Ateliers thématiques et territoriaux

CA de l'Albigeois

COMMUNE	SITE d'implantation	nombre de MÉNAGES	zones du PLU	Problèmes de raccordement aux réseaux (eau, électricité, assainissement)
Albi	Mézard	NR	Zone naturelle + Zone rouge PPRI	Non
	Canavières	30aine	Zone agricole + Zone rouge PPRI	Oui
Castelnau-de-Levis	Los Plegados	4	Zone naturelle	Oui
Marssac-sur-Tarn	Tourtignac 1&2	4	Zone agricole	Non
Saint-Juéry	Les Avalats	2	Zone rouge PPRI	Oui
	Côte del Castel	NR	Zones naturelles et agricoles	Oui

* Sont classées « hors normes », les parcelles qui ne sont pas dotées de conditions d'habitat correctes (ramassage des ordures ménagères, accès fluides et réseaux) et/ou situées sur des zones non-appropriées au regard du PLU et/ou qui font l'objet de procédures en cours (PV d'urbanisme, expulsion, médiation...).

COMMUNE	SITE d'implantation	nombre de MÉNAGES	zones du PLU	Problèmes de raccordement aux réseaux (eau, électricité, assainissement)
Couffouleux	Route de la Bondo	3*	Zone agricole	Oui
	Route de Giroussens	1	Zone agricole	Oui
Rabastens	Route de Montauban	2	Zone agricole + Zone naturelle	Oui
Briatexte	La Gerbié	1	Zone agricole	Oui

*Ce site tend à se développer depuis l'étude réalisée par la CA de Gaillac-Graulhet (observation mars 2022)

CA Castres Mazamet

COMMUNE	SITE d'implantation	nombre de MÉNAGES	zones du PLU	Problèmes de raccordement aux réseaux (eau, électricité, assainissement)
Labruguière	Route de Bellerive	4	Zone AU	Oui

CC Lauragais Revel Sorezois

COMMUNE	SITE d'implantation	nombre de MÉNAGES	zones du PLU	Problèmes de raccordement aux réseaux (eau, électricité, assainissement)
Blan	Route du Plo de Blan	2	Zone naturelle + Zone rouge PPRI	Non

CC Carmausin Segala

COMMUNE	SITE d'implantation	nombre de MÉNAGES	zones du PLU	Problèmes de raccordement aux réseaux (eau, électricité, assainissement)
Carmaux	La Favarelle (<u>en voie de résorption</u>)	NR	NR	Oui

CC Tarn Agout

COMMUNE	SITE d'implantation	nombre de MÉNAGES	zones du PLU	Problèmes de raccordement aux réseaux (eau, électricité, assainissement)
Saint-Sulpice	Montauty	NR	Zone agricole (hors STECAL)	Oui
Lavaur	Route de Castres	NR	Zone agricole	Oui

2 Installations dans des logements potentiellement insalubres ou indignes*

Sources : Enquête aux communes (DDT) - MOUS pour le développement d'un habitat adapté aux gens du voyage (CA de l'Albigeois) - Mission d'appui dans le cadre de la mise en œuvre des actions en faveur de l'accueil et du logement des gens du voyage (CA Gaillac – Graulhet) – Ateliers thématiques et territoriaux

EPCI	COMMUNE	SITE d'implantation	nombre de MÉNAGES
CA CASTRES MAZAMET	Lagarrigue	Rue du centre Rue de la grange	NR
	Mazamet	Av. Georges Guynemer	NR
CA GAILLAC GRAULHET	Graulhet	Rue Matteoti	1
		Rue des Peseignes	NR

* Sont ici classées les installations dans des logements pour lesquels est pointé un déficit de qualité et/ou qui donnent à voir des signes de désordre (sur-occupation...).

B

Tableau comparatif des solutions d'accueil / d'ancrage et des aides financières possibles (2021)

	Aire permanente d'accueil	Terrain Familial Locatif	Habitat Adapté (PLAI)
Propriété	Collectivité territoriale	Collectivité territoriale / Bailleur social	Bailleur social public / privé – M.O.I
Aide à l'investissement	Etat (<i>Aires nouvellement inscrites au SDAHGV</i>) : 70% des dépenses HT (plafond de 15 245 € HT) = 10 671 € par place-caravane Financements pouvant être étudiés (sous réserve d'éligibilité) : - dotation d'équipement des territoires ruraux, - dotation de soutien à l'investissement local CAF 81 : 40% du coût du projet dans la limite de 35 000 € - Aide mobilisable pour à la fois : - la création (25% en subvention – 75% sous forme de prêt) - la réhabilitation (40% en subvention – 60% sous forme de prêt) Dispositif de gestion et entretien de l'équipement à la charge du propriétaire	Etat : 70% des dépenses HT (plafond de 15 245 € HT) = 10 671 € par place-caravane Financements pouvant être étudiés (sous réserve d'éligibilité) : - dotation d'équipement des territoires ruraux - dotation de soutien à l'investissement local CAF : possibilités de financement dans le cadre de Fonds nationaux thématiques	Etat : Fonds national d'aide à la pierre Autres collectivités : selon modalités de soutien au financement du logement social CAF : possibilités de financement dans le cadre de Fonds nationaux thématiques
Coût de fonctionnement		Gestion locative rapprochée et attentive Entretien courant des logements	Gestion locative rapprochée et attentive Entretien courant des logements
Aide au coût de fonctionnement / d'occupation	Aide au logement temporaire (ALT2) de l'Etat délivrée par la CNAF au gestionnaire Non ouverture du droit des aides au logement pour les occupants	Possibilité de déroger au régime des aides au logement à propos de la surpopulation au m ² (sur décision du conseil d'administration de la CAF et pour une durée établie qui peut être renouvelée)	Ouverture du droit des aides au logement Dispositif de gestion locative renforcée adapté au PLAI adapté
Loyer/Droits d'usage	Droits d'usage définis dans la convention de gestion entre l'Etat et de gestionnaire et retranscrit dans le règlement intérieur	Loyers définis par le propriétaire Index de Référence des Loyers	Code de construction et de l'habitat Circulaire plafond HLM Index de Référence des Loyers
Accès / Attributions	Conditions d'accès définies par le gestionnaire, en fonction des entrées / sorties	Par le propriétaire suite à une commission d'attribution (art. 15 décret 2019-1478)	Attributions codifiées par le CCH
Charges	Eau : tarif normal Electricité : tarif jaune	Fluides en individuel Taxe d'enlèvement des ordures ménagères Charges d'entretien des espaces communs	Fluides en individuel Taxe d'enlèvement des ordures ménagères Charges d'entretien des espaces communs.
Durée des baux / convention d'occupation	Durée maximum de séjour fixée à 3 mois consécutifs (avec possibilité de dérogations dans la limite de 7 mois supplémentaires)	Bail de 3 ans renouvelables sur décision du propriétaire	Bail classique d'une durée de 3 ans renouvelable
Gestionnaire	Gestion par les EPCI en régie directe ou en délégation à un prestataire	Gestion par propriétaire (collectivité locale, bailleur social...) en régie directe ou en délégation à un prestataire	Gestion locative par le bailleur social, directe ou déléguée
Taille recommandée	15 à 50 places	Entre 3 et 6TFL par opération	Maximum 15 habitations
Prise en compte dans le décompte SRU	Non	1 TFL prévu dans le SDAHGV réalisé = 1 logement social	1 habitat adapté prévu dans le SDAHGV réalisé = 1 logement social

Projet de coordination médiation du grand passage

L'exemple de la Gironde

« COORDINATION »

> LES PRINCIPES

Bien organiser les mouvements pour « apaiser », pour éviter que la demande dépasse la capacité d'accueil et ainsi prévenir des tensions.

Faire en sorte que les groupes se déplacent et s'installent là où de la place est disponible, tout en s'efforçant de tenir compte des désirs et des contraintes

Comprendre et à anticiper les changements de dernière minute, propres à ces communautés (décès, panne de véhicule...)

> L'ORGANISATION

Démarrage de la coordination dès le mois de mai

- Centralisation de l'ensemble des demandes transmises par les organisateurs des rassemblements (entre 50 et 200 caravanes)
- Mise en place d'un 1er planning qui pointe les risques de chevauchement

Tout au long de l'été

- D'un côté, recueil hebdomadaire par mail des disponibilités des aires (de grand passage et d'accueil) auprès de leur gestionnaire, avec un point le vendredi
- De l'autre, contacts téléphoniques avec les responsables des rassemblements pour vérifier les destinations annoncées, avoir connaissance d'éventuels retards ou au contraire d'arrivées plus précoces
- Transmission chaque semaine du planning ajusté aux partenaires (EPCI, Gendarmerie, Département, Préfecture...) pour que l'info soit disponible en temps réel auprès des parties prenantes.

Accord autour de règles d'accueil simultanées des rassemblements

- 3 sur Bordeaux
- 1 seul groupe par EPCI

« MÉDIATION »

> LES PRINCIPES

Jouer un rôle d'interface et de relais entre les voyageurs, les EPCI, les gestionnaires et la Préfecture

Sensibiliser et apprendre aux acteurs institutionnels le « mode de faire » et le « mode de dire » des gens du voyage... pour savoir quand leur faire confiance

> Les médiateurs sont « bilingues »

Ne pas intervenir en situation de crise quand les forces de l'ordre sont là... C'est trop tard pour la médiation. Les interventions se situent en amont pour éviter ces situations.

Être à la bonne distance pour ne pas se faire instrumentaliser et rester crédible

> Les médiateurs sont « ni pour, ni contre »

> L'ORGANISATION

Disponibilité des médiateurs 24h/24h et 7j/7j

- Système d'astreinte

Formation au dialogue et à la médiation culturelle

**> Un marché public porté par l'Etat
avec le département et les EPCI concernés**

- Lancement tous les 3 ans d'un appel d'offre pour la coordination des Grands Passages (de mai à aout) sur le département de la Gironde.
- Portage du marché par l'Etat (DDTM) pour le Département et les 10 EPCI concernés par les obligations en termes de grands passages fixées par le SDAHGV
- Au démarrage financement intégral de l'expérimentation par l'Etat et le CD
- Aujourd'hui, participation de chaque EPCI au prorata de son nombre d'habitants (en plus des financements de l'Etat et du CD à hauteur de 5000 € chacun)

Montant 35 000 €

Recours au même prestataire depuis 2010

Continuité, relation de confiance, habitudes de travail...

« Retour sur investissement »

- Quasiment aucun conflit majeur, y compris sur des territoires réputés « dur », en tension avec l'accueil des GDV lors des grands passages
- Médiation moins coûteuse que le recours aux forces de l'ordre



Synthèse des prescriptions et recommandations en nombre de places

Cette annexe reprend sommairement les obligations et recommandations par intercommunalité figurant dans le présent schéma, à des fins informatives.

Les communes ou EPCI doivent se mettre en conformité dans un délai de deux ans à compter de la publication du schéma pour les nouvelles prescriptions. Les prescriptions figurant déjà dans le deuxième schéma d'accueil des gens du voyage sont d'application immédiate. Elles figurent en grisé dans les tableaux qui suivent.

CC TARN AGOUT			
	Ancrage	Aires permanente d'accueil	Aires de grand passage
Existant sans prescription		Maintien de l'aire de Saint-Sulpice : 20 places	
Prescriptions	Création de 10 places* de terrains familiaux locatifs pour répondre aux situations d'ancrage inadaptées observées sur le territoire	Réhabilitation complète des 15 places minimum de l'aire de Lavour (dans l'attente de la concrétisation du projet envisagé)	Solidarité à la création de l'aire de grand passage de 200 places au titre du faisceau sud
Recommandations	Recours à un diagnostic pré-opérationnel « multi-sites » (de type MOUS) pour affiner la connaissance des situations et rechercher des solutions d'habitat pérenne	Consolidation et adaptation de la gestion pour accompagner le bon usage et les nouvelles règles de fonctionnement de l'aire de Lavour après sa réhabilitation Mise en place et animation partenariales d'un projet social éducatif sur l'aire de Lavour	
Mesures transitoires			Création d'une aire tournante selon le calendrier défini
Total de places à l'issue du schéma	10	35	

* Possibilité de substitution par des solutions d'habitat pérenne et de répartition des réponses entre différents sites à l'échelle du territoire

CA DE L'ALBIGEOIS			
	Terrains familiaux locatifs	Aires permanente d'accueil	Aires de grand passage
Existant sans prescription			
Prescriptions	<p>Création de 40 places* de terrains familiaux locatifs en direction des ménages «résidentialisés» sur l'aire de Jarlard (Albi)</p> <p>Création de 6 places* de terrains familiaux locatifs au titre de l'obligation de Saint-Juéry - Possibilité d'orienter leur vocation soit vers l'«ancrage», soit vers l'«accueil / passage»</p>	<p>Reconstitution de l'offre de 20 places en aire permanente d'accueil</p> <p>Réhabilitation avec mise aux normes de la partie « passage » de l'aire de Jarlard OU création d'une nouvelle aire sur un autre site</p>	<p>Solidarité à la création de l'aire de grand passage de 200 places au titre du faisceau nord</p>
Recommandations	<p>Maîtrise des situations irrégulières (prioritairement sur le site des Canavières).</p> <p>Possibilité de recourir à un dispositif dédié d'accompagnement opérationnel (de type MOUS)</p>	<p>Recours à un diagnostic pré-opérationnel (de type MOUS) permettant d'accompagner la création de solutions d'ancrage adaptées et sécurisées en direction des ménages «résidentialisés» sur l'aire de Jarlard</p>	
Mesures transitoires		<p>Maintien de l'aire existante à Albi-Jarlard de 50 places jusqu'à la reconstitution de l'offre de passage et la création des places de terrains familiaux locatifs</p>	<p>Création d'une aire tournante selon le calendrier défini</p>
Total de places à l'issue du schéma	46	20	

* Possibilité de substitution par des solutions d'habitat pérenne et de répartition des réponses entre différents sites à l'échelle du territoire

	Ancrage	Aires permanente d'accueil	Aires de grand passage
Existant sans prescription			
Prescriptions	Création de 25 places* de terrains familiaux locatifs en direction des ménages «résidentialisés» sur l'aire de La Vivarié	Reconstitution de l'offre de 25 places en aire permanente d'accueil Régénération de la partie « passage » de l'aire de La Vivarié OU création d'une nouvelle aire sur un autre site Réhabilitation des 20 places de l'aire d'Aussillon (ou déplacement de l'aire sur un autre site)	Solidarité à la création de l'aire de grand passage de 200 places au titre du faisceau sud
Recommandations	Prise en compte des installations problématiques dans le centre ancien « déqualifié », par les dispositifs de prévention / traitement de la lutte contre le « mal logement » Possibilité de mobiliser une ingénierie dédiée pour accompagner le relogement des situations les plus complexes)	Remise en état de l'aire de La Vivarié de Castres (nettoyage, évacuation des encombrants, reprise des auvents...) dans l'attente de la création de solutions adaptées à l'ancrage Recours à un diagnostic pré-opérationnel (de type MOUS) permettant de : 1- accueillir sur un site provisoire les ménages « résidentialisés » sur l'aire de la Vivarié le temps des travaux de remise en état / nettoyage, 2- accompagner la création de solutions d'ancrage adaptées et sécurisées en direction des ménages sédentarisés sur l'aire Consolidation et adaptation de la gestion pour accompagner le bon usage et les nouvelles règles de fonctionnement de l'aire d'Aussillon après sa réhabilitation Mise en place et animation partenariales d'un projet social éducatif sur les 2 aires	
Mesures transitoires		Maintien de l'aire existante à Castres-La Vivarié de 45 places jusqu'à la création de terrains familiaux locatifs et reconstitution d'offre de places de passage	Création d'une aire tournante selon le calendrier défini
Total de places à l'issue du schéma	25	45	

* Possibilité de substitution par des solutions d'habitat pérenne et de répartition des réponses entre différents sites à l'échelle du territoire

CA GAILLAC-GRAULHET

Télétransmis en Préfecture le : 19 oct 2022

251

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13aab16944-DE

		Aires permanente d'accueil	Aires de grand passage
Existant sans prescription		Maintien de l'aire de Gaillac : 28 places Maintien de l'aire de Graulhet : 28 places	
Prescriptions	Création de 10 places* de terrains familiaux locatifs pour répondre aux situations d'ancrage inadaptées observées sur le territoire et au titre des obligations de Rabastens		Solidarité à la création de l'aire de grand passage de 200 places au titre du faisceau nord Proposition d'un site d'implantation
Recommandations	Recours à un diagnostic pré-opérationnel multi- sites (MOUS) pour affiner la connaissance des situations et rechercher des solutions d'habitat pérenne		
Mesures transitoires			<i>Création d'une aire tournante selon le calendrier défini</i>
Total de places à l'issue du schéma	10	56	

CC CARMAUSIN SÉGALA

	Ancrage	Aires permanente d'accueil	Aires de grand passage
Existant sans prescription	Maintien de 10 places de terrains familiaux locatifs à Carmaux	Maintien de l'aire de Carmaux : 12 places	
Prescriptions			Solidarité à la création de l'aire de grand passage de 200 places au titre du faisceau nord
Recommandations	Mise en place et animation partenariales d'un projet social éducatif Réalisation de l'opération d'habitats adaptés pour les ménages anciennement installés sur le site de La Favarelle	Proposition de modalité de gestion et d'accompagnement permettant de : - accompagner les ménages anciennement installés sur le site de La Favarelle dans l'appropriation durable et réussie de leur nouveau lieu de vie - assurer sereinement la cohabitation sur le même site de réponses à vocation différente (« ancrage » / « passage »)	
Mesures transitoires			<i>Création d'une aire tournante selon le calendrier défini</i>
Total de places à l'issue du schéma	10	12	

* Possibilité de substitution par des solutions d'habitat pérenne et de répartition des réponses entre différents sites à l'échelle du territoire

CC SOR ET AGOUT

	Ancrage	Aires permanente d'accueil	Aires de grand passage
Prescriptions			Solidarité à la création de l'aire de grand passage de 200 places au titre du faisceau sud Proposition d'un site d'implantation
Mesures transitoires			<i>Création d'une aire tournante selon le calendrier défini</i>

CC THORÉ MONTAGNE NOIRE

	Ancrage	Aires permanente d'accueil	Aires de grand passage
Prescriptions			Solidarité à la création de l'aire de grand passage de 200 places au titre du faisceau sud
Mesures transitoires			<i>Création d'une aire tournante selon le calendrier défini</i>

CC LAUTRÉCOIS PAYS D'AGOUT

	Ancrage	Aires permanente d'accueil	Aires de grand passage
Prescriptions			Solidarité à la création de l'aire de grand passage de 200 places au titre du faisceau sud
Mesures transitoires			<i>Création d'une aire tournante selon le calendrier défini</i>

Total des places qui seront mises en service dans le Tarn au terme du schéma

	Ancrage	Aires permanente d'accueil	Aires de grand passage
TOTAL	91 places de terrains familiaux locatifs*	8 aires pour un total de 168 places	2 aires pour un total de 400 places

* Possibilité de substitution par des solutions d'habitat pérenne et de répartition des réponses entre différents sites à l'échelle du territoire



GLOSSAIRE



AFEV	Association de la Fondation Etudiante pour la Ville
AGP	Aire de Grand Passage
ALT	Allocation Logement Temporaire
ARS	Agence Régionale de Santé
AVDL	Accompagnement Vers et Dans le Logement
BOP	Budget Opérationnel de Programme
C2S - CSS	Complémentaire Santé Solidaire
CA	Communauté d'Agglomération
CATTPP	Centre d'Accueil Thérapeutique à Temps Partiel
CC	Communauté de communes
CC (I)AS	Centre Communal (Intercommunal) d'Action Sociale
CCH	Code de la construction et de l'habitation
CD	Conseil Départemental
CMP	Centre Médico-Psychologique
CNAF	Caisse (Nationale) des Allocations Familiales
CNED	Centre national d'enseignement à distance
DDETSPP	Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations
DDT	Direction Départementale des Territoires
DETR	Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux
DSIL	Dotation de Soutien à l'investissement Local
EPF	Etablissement Public Foncier
MOI	Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion
MOUS	Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale
PDALHPD	Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées
PLAi	Prêt locatif aidé d'intégration
PLAi A	Prêt Locatif Aidé d'Intégration Adapté
PLH	Programme Local de l'Habitat
SDAHGV	Schéma Département d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage
SIAO	Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation
TFL	Terrain Familial Locatif



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

2/05. MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DES SERVICES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE - CONSOLIDATION DES MONTANTS DE COMPENSATION AUX SAAD, AVENANT 43, ANNÉE 2022

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Elisabeth CLAVERIE

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu le Code général des collectivités territoriales,
 Vu le Code de l'action sociale et des familles,
 Vu la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie,
 Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement (ASV),
 Vu l'article 47 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) pour 2021 visant à accompagner les départements finançant un dispositif de soutien aux professionnels des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD),
 Vu le décret n° 2021-1155 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie en application de l'article 47 de la Loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de Financement de la Sécurité Sociale pour 2021,
 Vu l'avenant 43 à la convention collective de la Branche Aide à Domicile, l'arrêté du 21 juin 2021 publié au Journal officiel de la République française du 2 juillet et l'agrément correspondant aux dispositions de l'article L314-6 du Code de l'action sociale et des familles,

.../...

Vu la circulaire de la Caisse Nationale et Assurance Vieillesse (CNAV) du 24 août 2021 faisant état des paramètres financiers des prestations d'action sociale : montant de participation horaire de l'aide humaine à domicile à compter du 1er octobre 2021,

Vu les délibérations de l'Assemblée Plénière, dans sa séance du 8 novembre 2021 portant mise en œuvre du dispositif de soutien aux professionnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile et de la Commission permanente, dans ses séances du 14 janvier 2022 et 8 avril 2022 portant mise en œuvre du dispositif de soutien aux professionnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile – soutien prévisionnel par anticipation,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- Le rôle du Conseil départemental auprès des bénéficiaires de l'Aide Personnalisée à l'Autonomie et de la Prestation de Compensation du Handicap,
- L'obligation légale de soutenir le dispositif de soutien aux professionnels des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile concernant les SAAD habilités à l'aide sociale,
- La nécessité d'accompagner et soutenir l'ensemble des opérateurs de l'aide à domicile.

– **APPROUVE** la mise en application du dispositif de soutien aux professionnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile pour la période complémentaire de novembre à décembre 2022, via des dotations complémentaires ad hoc pour les SAAD habilités à l'aide sociale concernés et par l'application du tarif CNAV de référence pour les autres SAAD, n'entrant pas dans le champ d'application du dispositif, ayant mis en place un accord d'entreprise équivalent aux dispositions de la convention collective de la branche aide à domicile

– **AUTORISE** M. le Président :

- à mettre en place les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de cette mesure,
- à engager et liquider les sommes correspondantes, par structure concernée, sur les crédits ouverts au chapitre 016 (Allocation Personnalisée d'Autonomie) du Budget départemental et telles que figurant en annexe de la présente délibération.

Résultat des votes :

- ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022

Publiée le :
17 Octobre 2022

N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ac1114ac02-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...

Montant de la dotation ad'hoc avenant 43 par SAAD - Consolidation du dispositif pour l'année 2022

	Montant de la dotation Ad'hoc 2022 par SAAD	Montants versés en anticipation de Janvier à avril 2022					Montants versés en anticipation de mai à octobre 2022							Montants à verser de novembre à décembre 2022		
	Dotation Départementale annuelle	Janvier	Février	Mars	Avril	Total janvier / avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Total mai/octobre	Novembre	Décembre	Total nov / dec
ADAR DOURGNE	146 990,60 €	4 386,85 €	4 386,85 €	4 386,85 €	4 386,85 €	17 547,40 €	16 180,39 €	16 180,39 €	16 180,39 €	16 180,39 €	16 180,39 €	16 180,39 €	97 082,34 €	16 180,43 €	16 180,43 €	32 360,86 €
ADMR DU TARN	2 571 116,08 €	62 498,05 €	62 498,05 €	62 498,05 €	62 498,05 €	249 992,20 €	332 832,33 €	332 832,33 €	332 832,33 €	332 832,33 €	332 832,33 €	332 832,33 €	1 996 993,98 €	162 064,95 €	162 064,95 €	324 129,90 €
AIDE ET ASSISTANCE A DOMICILE PAYS RABASTINOIS	108 274,32 €	2 788,83 €	2 788,83 €	2 788,83 €	2 788,83 €	11 155,32 €	12 750,37 €	12 750,37 €	12 750,37 €	12 750,37 €	12 750,37 €	12 750,37 €	76 502,22 €	10 308,39 €	10 308,39 €	20 616,78 €
AIDE ET INTERVENTION A DOMICILE 81	125 021,16 €	3 323,04 €	3 323,04 €	3 323,04 €	3 323,04 €	13 292,16 €	13 966,12 €	13 966,12 €	13 966,12 €	13 966,12 €	13 966,12 €	13 966,12 €	83 796,72 €	13 966,14 €	13 966,14 €	27 932,28 €
AIDE FAMILIALE POPULAIRE	451 983,12 €	11 471,62 €	11 471,62 €	11 471,62 €	11 471,62 €	45 886,48 €	50 762,08 €	50 762,08 €	50 762,08 €	50 762,08 €	50 762,08 €	50 762,08 €	304 572,48 €	50 762,08 €	50 762,08 €	101 524,16 €
ASAD BLAYE LES MINES	538 616,40 €	8 174,35 €	8 174,35 €	8 174,35 €	8 174,35 €	32 697,40 €	65 032,07 €	65 032,07 €	65 032,07 €	65 032,07 €	65 032,07 €	65 032,07 €	390 192,42 €	57 863,29 €	57 863,29 €	115 726,58 €
FAMILL' SERVICES 81	105 813,84 €	3 070,80 €	3 070,80 €	3 070,80 €	3 070,80 €	12 283,20 €	11 691,33 €	11 691,33 €	11 691,33 €	11 691,33 €	11 691,33 €	11 691,33 €	70 147,98 €	11 691,33 €	11 691,33 €	23 382,66 €
SERENITARN	1 062 122,40 €	23 831,57 €	23 831,57 €	23 831,57 €	23 831,57 €	95 326,28 €	120 849,51 €	120 849,51 €	120 849,51 €	120 849,51 €	120 849,51 €	120 849,51 €	725 097,06 €	120 849,53 €	120 849,53 €	241 699,06 €
SERVICE AIDE DOMICILE VERE GRESIGNE	102 382,12 €	3 124,97 €	3 124,97 €	3 124,97 €	3 124,97 €	12 499,88 €	11 235,28 €	11 235,28 €	11 235,28 €	11 235,28 €	11 235,28 €	11 235,28 €	67 411,68 €	11 235,28 €	11 235,28 €	22 470,56 €
UMT - MUTUALITE TERRES D'OC	371 503,56 €	7 704,41 €	7 704,41 €	7 704,41 €	7 704,41 €	30 817,64 €	41 684,84 €	41 684,84 €	41 684,84 €	41 684,84 €	41 684,84 €	41 684,84 €	250 109,04 €	45 288,44 €	45 288,44 €	90 576,88 €
TOTAL	5 583 823,60 €	130 374,49 €	130 374,49 €	130 374,49 €	130 374,49 €	521 497,96 €	676 984,32 €	676 984,32 €	676 984,32 €	676 984,32 €	676 984,32 €	676 984,32 €	4 061 905,92 €	500 209,86 €	500 209,86 €	1 000 419,72 €



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

2/06. CONFÉRENCE DES FINANCEURS DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE DES PERSONNES ÂGÉES - 4^{ÈME} PROGRAMMATION 2022 D'AIDES TECHNIQUES POUR LES PERSONNES AGÉES EN GIR 5-6

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Elisabeth CLAVERIE

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu la validation de la liste des bénéficiaires par la Commission «Aides techniques» du 23 juin 2022,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

– **APPROUVE** la liste des bénéficiaires GIR 5 – 6 (en annexe de la présente délibération) pour lesquels la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie des Personnes Âgées pourra aider à l'acquisition d'une aide technique.

– **DÉCIDE** d'attribuer les subventions correspondantes sur présentation de justificatifs (factures acquittées) et dans la limite des crédits disponibles au budget.

.../...

Les sommes nécessaires seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65113, fonction 532 du Budget départemental.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022

Publiée le :
17 Octobre 2022

N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ab4114abfd-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services

Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

ANNEXE

Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie des personnes âgées (CFPPA)

Validation de la 4ème programmation 2022 d'aides techniques pour les personnes âgées en GIR 5 - 6

Nom	Prénom	Commune de résidence	Caisse de retraite	Type d'aide demandée	Aide départementale* maximale
C	S	SAINT-SULPICE	CARSAT	BARRE LATÉRALE REDRESSEMENT LIT	50 €
				POIGNÉE DE TRANSFERT VÉHICULE	40 €
C	H	CASTRES	CARSAT	TELEPHONE A GROSSES TOUCHES	60 €
F	P	AMBRES	MSA	SUR-ELEVATEUR DE WC	50 €
M	J	LACAUNE	CARSAT	FAUTEUIL RELEVEUR	500 €
P	D	MONSTANS	CARSAT	FAUTEUIL RELEVEUR	500 €
G	M-H	LAVAU	SMSEA	FAUTEUIL RELEVEUR	500 €
D	A	LAVAU	CARSAT	FAUTEUIL RELEVEUR	500 €
S	A	PONT DE LARN	CARSAT	FAUTEUIL RELEVEUR	500 €
TOTAL					2 700 €

* financée par les crédits de la CNSA versés annuellement au Département



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

2/07. AIDE À L'EQUIPEMENT DES CLUBS DU 3ÈME AGE

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Gilles TURLAN

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 1612-1 1^{er} alinéa et L. 3211-1,

Vu le règlement départemental d'aide à l'équipement des clubs du 3^{ème} âge,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

— **DECIDE** d'accorder aux associations ci-après, dans le cadre du règlement susvisé, une subvention départementale pour l'aide à l'équipement des clubs du 3^{ème} âge :

ASSOCIATION	NATURE DE L'OPÉRATION	DEVIS	DEPENSE SUBVENTIONNABLE	SUBVENTION ANTERIEURE	SUBVENTION PROPOSÉE
AMICALE DES AINES DE ST SULPICE	Acquisition de matériel	1 457 €	583 €	428 €	472 €
GENERATION MOUVEMENT - CLUB LEZERT - DADOU DE ST ANTONIN DE LACALM	Acquisition de matériel	934 €	934 €	0 €	374 €

.../...

– **AUTORISE** la prise en compte des justificatifs de dépenses antérieures à la date de la présente décision

Les crédits nécessaires seront prélevés à l'article 6574, fonction 58 du budget départemental.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :

17 Octobre 2022

Publiée le :

17 Octobre 2022

N° AR :

081-228100012-20221014-lmc13aa9114abf7-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,

Le Directeur général des services

Signé

Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

2/08. MODIFICATION DES REGLES DE GESTION DE L'ACCUEIL FAMILIAL : REVALORISATION DE SALAIRE DES ASSISTANTS FAMILIAUX À HAUTEUR DU SMIC DÈS L'ACCUEIL D'UN ENFANT

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente

Vu le Code de l'action sociale et des familles notamment son article L 423.30 relatif à la rémunération,

Vu la loi n°2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants notamment son article 28,

Vu le décret n° 2022-1198 du 31 août 2022 relatif à la rémunération des assistants familiaux,

Vu la délibération du 12 décembre 2014 de la Commission permanente portant nouvelles rémunérations des assistants familiaux,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant le besoin de revalorisation de la rémunération des assistants familiaux conformément à la loi,

— **DECIDE** d'appliquer, conformément à la Loi du 7 février 2022, les nouveaux taux de rémunération des assistants familiaux, avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2022, pour les 1^{ers} et 2^{èmes} accueils.

.../...

La mise en application de ces nouveaux taux va entraîner pour le Département un surcoût de 390 624 euros pour les accueils d'1 enfant et de 152 760 euros pour les accueils de 2 enfants.

Accueil permanent continu dont FGA 50 SMIC		Accueil intermittent
1 enfant	2 enfants	5, 06 SMIC/jour/enfant
151,67 SMIC	221,67 SMIC	

— **DECIDE** de maintenir les taux de rémunération des assistants familiaux pour les 3^{èmes} et 4^{èmes} accueils, cela représente près de 20% des effectifs. Ces taux décidés par le Département de façon volontariste, appliqués depuis 2014 sont supérieurs aux taux énoncés par la Loi du 7 février 2022, démontrant l'engagement fort du Département dans la valorisation du métier d'assistant familial.

Accueil permanent continu dont FGA 50 SMIC		Accueil intermittent
3 enfants	4 enfants	5, 06 SMIC/jour/enfant
294,5 SMIC	376 SMIC	

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ac7114ac03-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/01. OPÉRATION DE TRAVAUX À FOUROGUE

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe TESTAS

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L 1111-10,

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 27 juin 2019 relative à l'élaboration d'un plan départemental des aires multimodales et d'un plan vélo départemental,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 03 juillet 2020 relative à l'adoption du plan « le Tarn à vélo »,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 décidant d'élaborer un programme pluriannuel des aménagements cyclables à mettre en place en application du plan vélo sur la période 2022-2027 et d'autoriser la Commission permanente à examiner et à statuer sur l'adoption de ce programme, Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

Considérant :

- le projet de création d'une passerelle sur le plan d'eau et de ses aménagements connexes,
- la mise en place d'un cheminement piéton et des accès en rive gauche du plan d'eau,
- que les plantations d'arbres sur terrains départementaux feront l'objet d'une opération à venir,
- les plantations d'arbres sur terrains privés à proximité seront financés sur la ligne chapitre 011, article 6068, fonction 71,

— **DÉCIDE** d'affecter sur l'AP EAU 2022/2 le montant nécessaire à la réalisation de l'opération « aménagements de Fourogue », soit 160 000 €,

— **AUTORISE** Monsieur le Président :

- à solliciter le financement de cette opération auprès de la Région Occitanie et d'autres partenaires potentiels,
- à accomplir toutes les démarches administratives afférentes à cette opération,
- à signer avec le propriétaire des terrains concernés par l'opération placé en annexe, les documents autorisant la plantation et l'entretien des haies et arbres le long de la voie verte rive droite de Fourogue.

Résultat des votes :

— ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13aa3114abf5-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services

Signé
Joël NEYEN

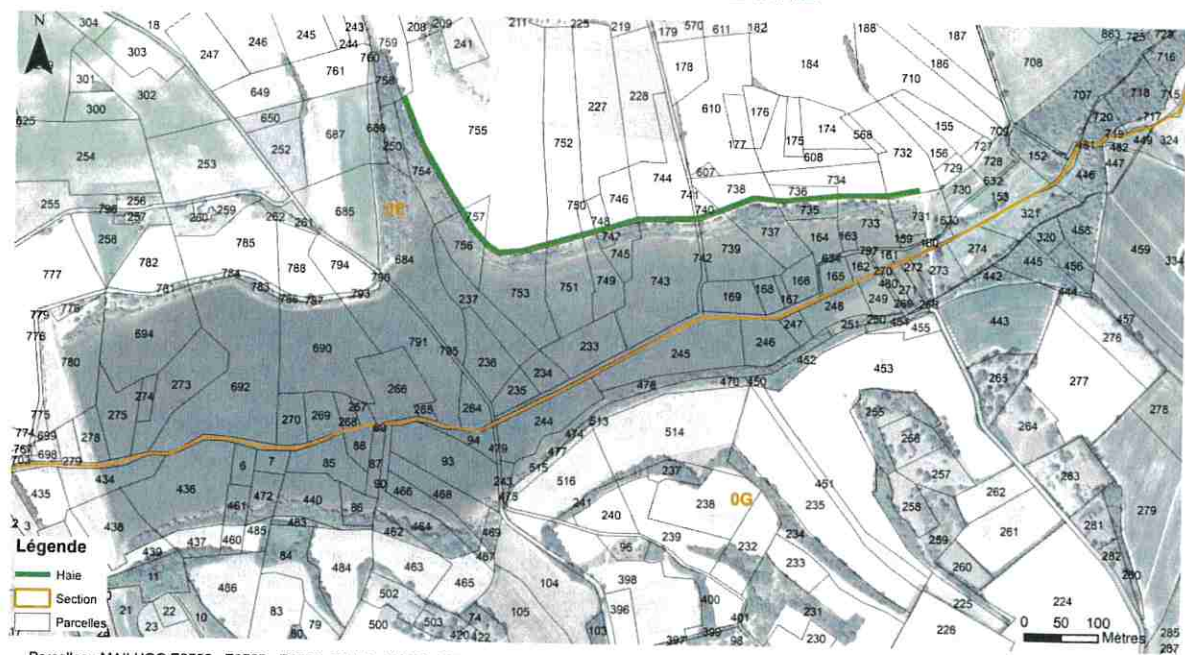
Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

Télétransmis en Préfecture le : 17 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-lmc13aa3114abf5-DE

PLAN D'IMPLANTATION DE LA HAIE



TARN

Source : EDIGEO - TIGEO / Réalisation : Direction de l'eau et de l'environnement / Département du Tarn - 15 09 2022



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/02. ADDUCTION EN EAU POTABLE

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe TESTAS

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-5, L1111-10, L3211-1, L3232-1, L2224-7 et L2224-8,

Vu la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

Vu la loi n° 2006-1772 rectifiée du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des :

- 20 juin 2002 portant sur la détermination des communes éligibles aux aides départementales,
- 03 juillet 2020 relative à la modification du règlement concernant l'attribution des aides départementales en matière d'Alimentation en Eau Potable en milieu rural,
- 11 décembre 2020 relative à la modification du règlement départemental d'attribution des aides en matière d'alimentation en eau potable en milieu rural,
- 25 mars 2022 accordant les autorisations de programme et les crédits de paiements correspondants en matière d'eau potable pour l'exercice 2022,

.../...

Vu les délibérations communales et intercommunales sollicitant l'aide financière du Département,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,
 Après en avoir délibéré,

— **APPROUVE**, conformément au règlement départemental susvisé, l'attribution des aides départementales aux collectivités concernées conformément au tableau ci-après récapitulant le plan de financement des opérations suivantes :

Collectivités	Nature des travaux	Date de délibération de la collectivité	Date de demande de subvention	Plan de financement	
MILHARS	Mise en conformité des périmètres de protection des captages de Combesourbié, à Milhars - Tranche 1 : études préalables	05/05/21	11/05/21	Coût :	3 730,00 €
				Montant subventionnable :	3 730,00 €
				Département du Tarn :	1 119,00 €
				Agence de l'Eau Adour-Garonne :	1 865,00 €
				Autofinancement :	746,00 €
LACABARÈDE	Etudes de recherche d'eau pour l'unité de distribution de Sales - Tranche 2	12/05/22	24/06/22	Coût :	9 875,00 €
				Montant subventionnable :	9 875,00 €
				Département du Tarn :	2 963,00 €
				Agence de l'Eau Adour-Garonne :	4 937,00 €
				Autofinancement :	1 975,00 €
LACABARÈDE	Forage hameau de Sales - Tranche 1	12/05/22	24/06/22	Coût :	45 639,00 €
				Montant subventionnable :	20 708,00 €
				Département du Tarn :	6 212,00 €
				Agence de l'Eau Adour-Garonne :	22 819,00 €
				Autofinancement :	16 608,00 €
SIAEP DE VIELMUR SAINT-PAUL	Travaux de remplacement de réseau d'eau potable sur les communes de Fréjeville et Jonquières, secteurs L'Ourtalarié, St André, La Fontésié, Braconnac	13/12/21	28/02/22	Coût :	200 626,00 €
				Montant subventionnable :	42 858,00 €
				Département du Tarn :	30 000,00 €
				Agence de l'Eau Adour-Garonne :	0,00 €
				Autofinancement :	170 626,00 €
SIAEP de VIELMUR SAINT-PAUL	Sécurisation des ouvrages du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Vielmur Saint Paul - Tranche 2	13/12/21	28/02/22	Coût :	31 225,00 €
				Montant subventionnable :	31 225,00 €
				Département du Tarn :	9 368,00 €
				Agence de l'Eau Adour-Garonne :	9 367,00 €
				Autofinancement :	12 490,00 €

Collectivités	Nature des travaux	Date de délibération de la collectivité	Date de demande de subvention	Plan de financement	
SMAH DU DADOU	Extension du réseau d'eau potable vers le lieu-dit L'Estivigné, commune de Roquecourbe	08/04/22	25/04/22	Coût :	31 343,00 €
				Montant subventionnable :	12 000,00 €
				Département du Tarn :	3 600,00 €
				Agence de l'Eau Adour-Garonne :	0,00 €
				Autofinancement :	27 743,00 €
SMAH DU DADOU	Elaboration du Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE)	30/11/19	16/06/22	Coût :	16 774,00 €
				Montant subventionnable :	16 774,00 €
				Département du Tarn :	5 032,00 €
				Agence de l'Eau Adour-Garonne :	8 387,00 €
				Autofinancement :	3 355,00 €
7 dossiers	Total CP du 14 octobre 2022			Coût :	339 212,00 €
				Montant subventionnable :	137 169,50 €
				Département du Tarn :	58 294,00 €
				Fonds de Solidarité Urbain-Rural	0,00 €
				Agence de l'Eau Adour-Garonne :	47 375,00 €
				Autofinancement :	233 543,00 €

Total des aides du Département du Tarn :

58 294,00 €

Reliquat sur Autorisation de Programme :

1 106 705,00 €

Les sommes nécessaires seront prélevées sur les crédits inscrits sur l'AP EAU 2022/3, Fonction 61.

Résultat des votes :

- *Dossier SIAEP de Vielmur Saint-Paul*
 - n'a pas pris part au vote : 1 (M. VANDENDRIESSCHE)
 - ont voté pour : 45
- *Pour les autres dossiers :*
 - ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022
Publiée le :
18 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13aa51159c56-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/03. GESTION INTÉGRÉE DE L'EAU - CONTRAT DE RIVIÈRE CÉROU-VÈRE - APPROBATION DU RAPPORT DÉFINITIF

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe TESTAS

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) n° 2014-58 du 27 janvier 2014,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

Vu l'approbation par le comité de bassin Adour-Garonne du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) pour la période 2022-2027 le 10 mars 2022,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2011 relatif à la constitution du comité de rivière Cérou-Vère,

Vu la délibération de la Commission permanente du 12 juin 2020,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- que ce contrat est destiné à mettre en place une approche intégrée de la gestion de l'eau dans un contexte d'adaptation au changement climatique sur le territoire hydrographique Cérou-Vère,
- que l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et la Région Occitanie ont conjointement décidé d'accompagner financièrement ce programme,

.../...

— **AUTORISE** Monsieur le Président à signer le contrat de rivière du Syndicat de bassin Cérrou-Vère.

Résultat des votes :

- n'a pas pris part au vote : 1 (Mme REDO)
- ont voté pour : 45

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022

Publiée le :
18 Octobre 2022

N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13aa11159c53-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services

Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/04. MILIEUX NATURELS TARNAIS - PRÉSERVATION DE ZONES HUMIDES AGRICOLES - SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE L'AGOUT

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe TESTAS

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L1111-10,
 Vu le Code de l'urbanisme notamment ses articles L113-8 et L331-3,
 Vu le règlement d'aides départemental en faveur des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et de la Biodiversité,
 Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 03 juillet et 13 novembre 2020 portant adoption du Schéma Départemental des Espaces Naturels du Tarn,
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif et arrêtant les axes de sa politique en matière d'environnement,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- que le Syndicat de Bassins de l'Agout a été retenu dans le cadre de l'appel à projet « restauration des zones humides » porté par l'Entente sur l'eau,
- que le Syndicat Mixte du Bassin de l'Agout est reconnu comme Établissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (EPAGE) et à ce titre est compétent dans la Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI),
- que ces travaux cumulés ont une incidence sur la gestion quantitative de l'eau au regard des effets du changement climatique,

.../...

– **DÉCIDE**, dans le cadre du règlement départemental susvisé, d'accorder au Syndicat Mixte du bassin de l'Agout une subvention départementale pour la réalisation de l'action ci-après :

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Coût des travaux (plafonné à 30% de 30 000 € HT)	Taux *	Montant de la subvention
Syndicat Mixte de Bassin de l'Agout	Restauration et préservations des zones humides du Gijou	30 000 € HT	30 %	9 000 €

La somme nécessaire sera prélevée sur les crédits inscrits sur l'AP ENVIRO 2022/1, chapitre 204, article 2041781, fonction 738.

Résultat des votes :

- n'ont pas pris part au vote : 4 (Mme ESTRABAUD, MM. BOUSQUET, JOULIÉ, TESTAS).
- ont voté pour : 42

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022
Publiée le :
18 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13a9d1159c52-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/05. ASSAINISSEMENT

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe TESTAS

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-9, L1111-10, L3211-1, L3232-1, L2224-7 et L2224-8,
 Vu la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
 Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des :
 • 20 juin 2002, portant sur la détermination des communes éligibles aux aides départementales,
 • 30 mars 2017 portant sur le règlement départemental d'attribution des aides en matière d'assainissement et le schéma départemental d'assainissement,
 • 25 mars 2022 accordant l'autorisation de programme et les crédits de paiements correspondants en matière d'assainissement pour l'exercice 2022,
 Vu les délibérations communales et intercommunales sollicitant l'aide financière du Département,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,
 Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE**, conformément au règlement susvisé, d'attribuer les aides départementales aux collectivités telles que proposées ci-après :

Collectivités	Nature des travaux	Date délibération de la collectivité	Plan de financement	
VIVIERS LES MONTAGNES	Réhabilitation de la station de traitement des eaux usées	17/12/2020	Coût :	930 589€
			Montant subventionnable :	844 236€
			Agence de l'Eau Adour-Garonne :	651 412€
			Département du Tarn :	84 424€
			Autofinancement :	194 753€
VIVIERS LES MONTAGNES	Réhabilitation de réseaux	17/12/2020	Coût :	135 704€
			Montant subventionnable :	135 704€
			Agence de l'Eau Adour-Garonne :	94 992€
			Département du Tarn :	13 570€
			Autofinancement :	27 142€
VIVIERS LES MONTAGNES	Extension de réseaux séparatifs	17/12/2020	Coût :	1 099 862€
			Montant subventionnable :	547 645€
			Agence de l'Eau Adour-Garonne :	769 903€
			Département du Tarn :	109 529€
			Autofinancement :	220 430€
BRASSAC	Mise en séparatif chemin de Luzertet, Paroulès et cerisiers	19/7/2022	Coût :	656 096€
			Montant subventionnable :	175 886€
			Département du Tarn :	35 177€
			Agence de l'Eau Adour-Garonne :	52 765€
			Autofinancement :	568 154€
Total CP du 14 octobre 2022			Coût :	2 822 251€
			Montant subventionnable :	1 703 471€
			Département du Tarn :	242 700€
			Agence de l'Eau Adour-Garonne :	1 569 072€
			Autofinancement :	1 010 479€

Les sommes nécessaires seront prélevées sur les crédits inscrits sur l'AP EAU 2022/4, fonction 61 du budget départemental.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13aa2114abf5-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/06. TRANSFERT DE DOMANIALITÉ - COMMUNE DE LABRUGUIÈRE

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 3213-1 à L 3213-2,
 Vu le Code général de la propriété des personnes publiques notamment son article L 3112-1,
 Vu le Code de la voirie notamment ses articles L 131-1 à L 131-4,
 Vu la demande formulée par la commune de LABRUGUIERE,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- que la commune de LABRUGUIERE a sollicité par courrier un transfert de domanialité à son profit du domaine public départemental d'une emprise de 30 m²,
- que sa conservation dans le patrimoine départemental ne présente pas d'intérêt,

– **APPROUVE** le transfert de domanialité à la date de la présente délibération, qui consiste à classer, sans formalité de déclassement préalable conformément à l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, dans le domaine public de la commune de LABRUGUIERE, une emprise de 30 m² située avenue Général de Gaulle (plan présenté en annexe), étant précisé que les frais de géomètre seront pris en charge par l'acquéreur.

.../...

– **AUTORISE**, en conséquence, M. le Président ou son représentant à signer l'acte notarié à intervenir.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13a93114abf1-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services

Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

ANNEXE

Commune de LABRUGUIÈRE (81)

Avenue Général de Gaulle

**Cession du Domaine Public Départemental et Communal
au droit de la parcelle AH n°250**

Plan de Division

LEGENDE

-Parties cédées au droit de la parcelle AH n°250 :-

Section AH - Domaine Public Départemental : superficie mesurée = 30 m²

Section AH - Domaine Public Communal : superficie mesurée = 50 m²

Limite divisoire

Application figurative du plan cadastral
(limites de propriétés non définies juridiquement)

TABLEAU DE COORDONNÉES DES POINTS

MATRICULE	X	Y	NATURE
b.1	1640977.74	3149451.99	Angle mur
b.2	1640976.84	3149449.20	Angle mur
b.3	1640965.77	3149452.90	Angle bâtiment
b.4	1640959.41	3149451.69	Non matérialisé
b.5	1640954.87	3149448.09	Non matérialisé
b.6	1640952.08	3149448.95	Non matérialisé
b.7	1640959.30	3149454.83	Non matérialisé
b.8	1640965.07	3149456.18	Non matérialisé
b.9	1640967.60	3149455.54	Non matérialisé
b.10	1640962.61	3149443.41	Angle bâtiment
b.11	1640974.00	3149439.56	Angle bâtiment
b.12	1640941.70	3149440.53	Angle bâtiment
b.13	1640971.90	3149433.12	Angle bâtiment

GéoSudOuest
SÉLAS de Géomètres-Experts
www.geo-sud-ouest.fr

28 Avenue Colonel Teysier
81000 ALBI
Tel : 05 63 54 09 54
albi@geo-sud-ouest.fr

2 Rue Bertalot
81200 MAZAMET
Tel : 05 63 61 38 36
mazamet@geo-sud-ouest.fr

Rue Salvade Allende - Bât. 102
31320 CASTANET TOLOSAN
Tel : 05 61 81 38 70
tolosan@geo-sud-ouest.fr

Géomètre Expert : Christophe DUHEM (N°OGE : 04632)

CASTRES le 07/12/2021

Dossier : CAC21332

Echelle 1/200

Siège Social : ZAC de Causse - 81100 CASTRES - 05 63 59 17 60 - castres@geo-sud-ouest.fr
4 Rue Jacqueline Mailhan
31320 LÉZIGNAN COBIÈRES
Tel : 04 68 27 16 15
lezignan@geo-sud-ouest.fr

NOTA :

- Les coordonnées des points sont rattachées au système RGF 93, Contigue Conforme 44 : origine TERNA.
- Ce document ne traite pas des servitudes pouvant exister ou à créer sur la propriété objet du présent document.
- La limite entre les points b.6-b.5-b.4-b.3-b.2-b.1 est issue du plan parcellaire dressé le 27/10/1984.



Avenue Jean Moulin

Avenue Général de Gaulle

Centre-Ville

AH n° 250
M. Daniel BRU

AH n° 251

AH n° 284

AH n° 285

AH n° 236



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/07. TRANSFERT DE DOMANIALITÉ D'UN DÉLAISSÉ ROUTIER - RD 622 - COMMUNE DE FONTRIEU

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 3213-1 à L 3212-2,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques notamment son article 3112-1,
Vu le Code de la voirie notamment ses articles L 131-1 à L 131-4,
Vu la demande formulée par la commune de FONTRIEU,
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- que la commune de FONTRIEU a sollicité par courrier un transfert de domanialité à son profit du domaine public départemental d'une emprise d'environ 650 m²,
- que sa conservation dans le patrimoine départemental ne présente pas d'intérêt,

.../...

– **APPROUVE** le transfert de domanialité à la date de la présente délibération, qui consiste à classer, sans formalité de déclassement préalable conformément à l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, dans le domaine public de la commune de FONTRIEU, d'un délaissé de la RD 622 d'une superficie d'environ 650 m² (plan présenté en annexe de la présente délibération),

– **AUTORISE**, en conséquence, M. le Président ou son représentant à signer les documents afférents.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13a97114abf4-DE

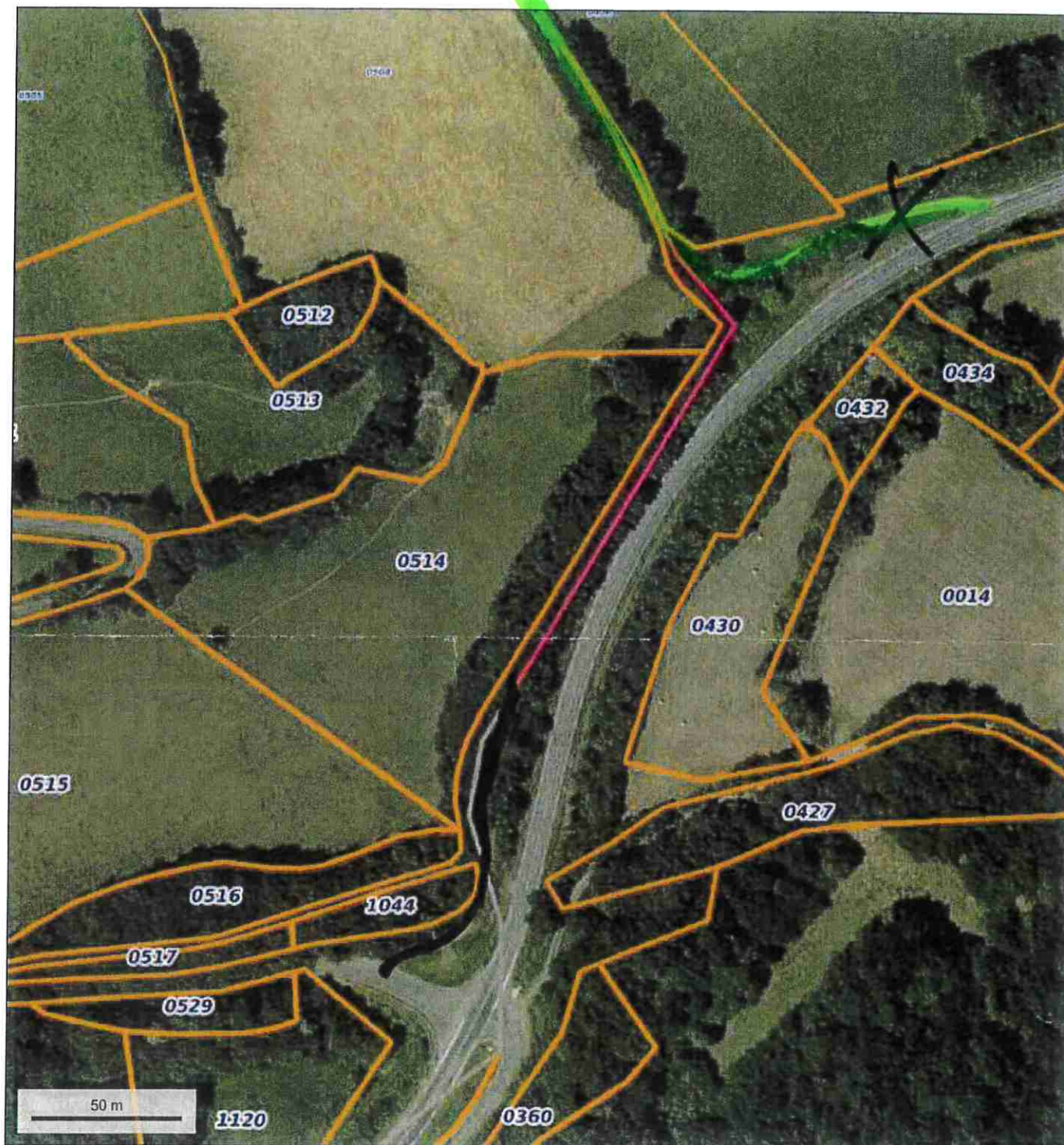
Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

géoportail




cambous

© IGN 2021 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 2° 34' 03" E

Latitude : 43° 40' 29" N

Projet

-  chemin communal actuel - à condamner
-  délaissé du département - à céder à titre gratuit
-  chemin communal - à ouvrir



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/08. ÉCHANGE FONCIER APRÈS DÉCLASSEMENT D'UN DÉLAISSÉ DE LA RD 988 - COMMUNE DE LESCURE D'ALBIGEOIS

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 1311-5, L 1311-13 et L 3213-1 à 4,

Vu la délibération de la Commission permanente du 10 septembre 2021 approuvant l'échange foncier après déclassement concernant un délaissé de la RD 988 sur la commune de LESCURE D'ALBIGEOIS,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant la nécessité de régulariser la situation foncière par un acte notarié,

—**APPROUVE** la prise en charge des frais de géomètre et notariés par la collectivité départementale pour cette transaction foncière,

.../...

—**ANNULE**, par voie de conséquence, pour partie susvisée la délibération de la commission permanente du 10 septembre 2021.

Résultat des votes :

- n'a pas pris part au vote : 1 (Mme CLAVERIE)
- ont voté pour : 45

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :

18 Octobre 2022

Publiée le :

18 Octobre 2022

N° AR :

081-228100012-20221014-lmc13a961159c51-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,

Le Directeur général des services

Signé

Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

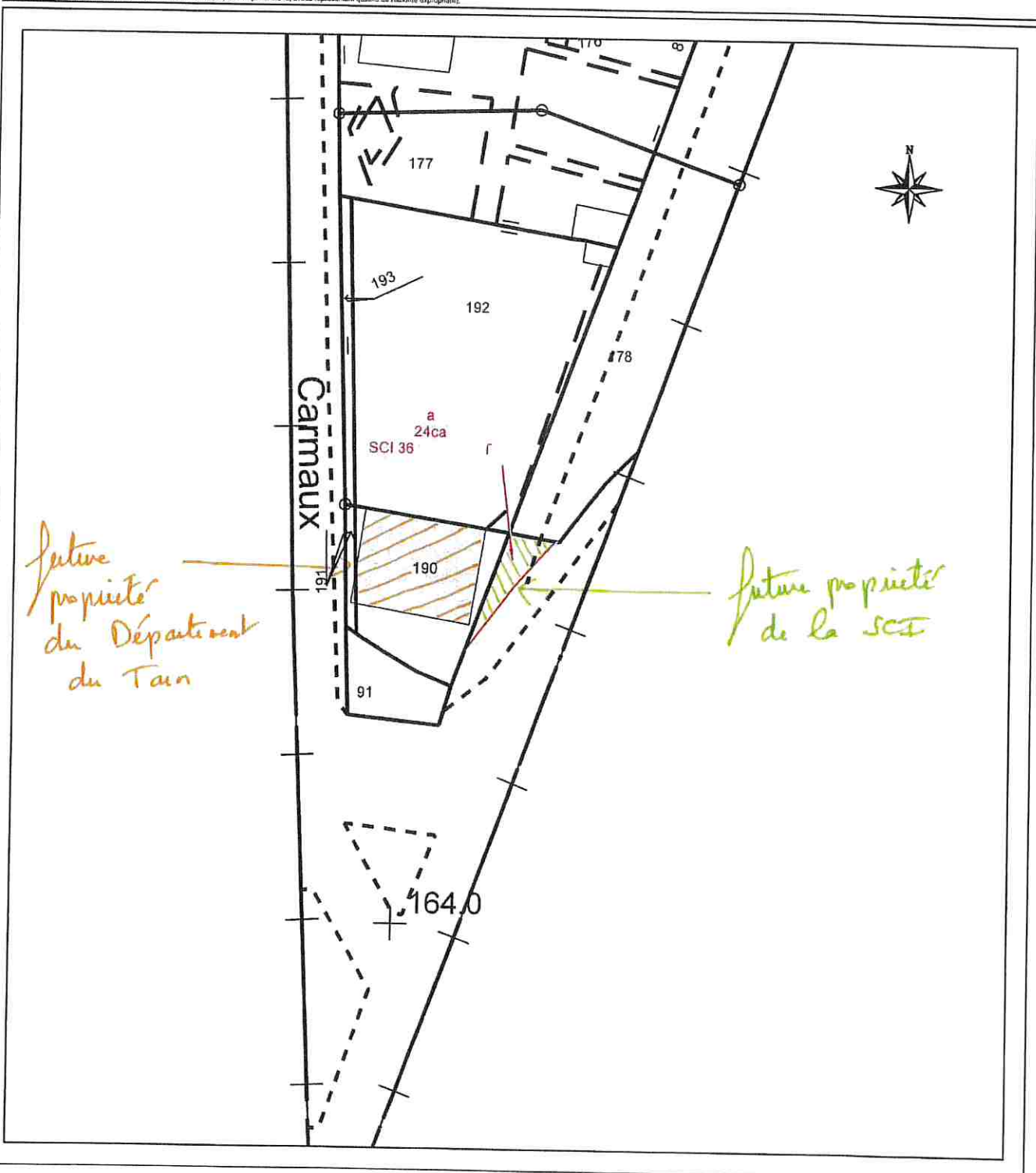
.../...

Télétransmis en Préfecture le : 18 oct 2022

N° AR : 081-228100012-20221014-Imo13a961150051-DE

Commune : 06144 Lescure-d'Albigeois		D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFIP)		Cachet du rédacteur du document :
Numéro d'ordre du document d'arpentage		CERTIFICATION (Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)		Document dressé par à NIMES Date 16/03/2021 Signature :
Document vérifié et numéroté le A Par		Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) : A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ; B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ; C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le par M géomètre à Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463. A , le		
Section : BE Feuille(s) : 01 Qualité du plan : P4 Echelle d'origine : 1/1000 Echelle d'édition : 1/500 Date de l'édition : 18102007				

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une coupure (plan révisé par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien relevé du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat représentant qualité de l'autorité exerçante).





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/09.ACQUISITION D'UN TERRAIN DE VOIRIE - RD 18 - COMMUNE DE GAILLAC

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 1311-13 et L 3213-1 à L 3213-4,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré,

Considérant que, pour exécuter les programmes d'aménagement des routes départementales, des acquisitions foncières sont nécessaires,

—**APPROUVE** l'acquisition présentée en annexe de la présente délibération pour l'aménagement d'un giratoire à la zone d'activités Mas de Rest, sur la RD 18, commune de GAILLAC.

Le montant de la transaction soit 1 € sera prélevé sur les crédits du budget départemental inscrits au chapitre 21, article 2111, ligne de crédit 27505 intitulée « Acquisitions de terrains de voirie ».

—**AUTORISE**, en conséquence, Monsieur le Président ou son représentant à signer l'acte notarié à intervenir et les documents afférents.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022
Publiée le :
18 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13a951159d63-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

ACQUISITION FONCIERE RD 18

Zone d'activités Mas de Rest // Commune de GAILLAC

Propriétaire	Références cadastrales	Surface en m²	Indemnité globale de dépossession
<u>Propriétaire :</u> SCEA Monsieur H M	Commune de GAILLAC « Issards » AX n°463p	565 m²	1 €



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/10. VOIRIE DÉPARTEMENTALE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ASSOCIATION ARBRES ET PAYSAGES TARNAIS ET LE DÉPARTEMENT DU TARN EN FAVEUR DE LA VALORISATION DES REMANENTS DE COUPES ISSUS DES DÉPENDANCES VERTES DU DÉPARTEMENT

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code de la voirie routière notamment ses articles L131-1 à L131-3 relatifs aux compétences octroyées au Département en matière de voirie,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des :

- 26 janvier 1999 approuvant le schéma routier départemental 1995-2010 et notamment la politique départementale d'entretien et de rénovation du patrimoine routier,
- 24 janvier 2005 approuvant la mise à jour du livret d'entretien et de rénovation du patrimoine routier,
- 22 mars 2012 approuvant la mise à jour de la tâche fauchage débroussaillage du livret d'entretien et de rénovation du patrimoine routier,
- 24 septembre 2021 approuvant la diffusion du document final du Schéma Départemental des Espaces Naturels,
- 01 juillet 2022 approuvant le guide d'entretien durable des routes du département du Tarn,
- 02 décembre 2021 approuvant le programme "1 arbre, 1 collégien" 2021-2025,
- 01 juillet 2022 approuvant le Guide d'Entretien Durable des routes départementales du Tarn,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

.../...

Après en avoir délibéré,

Considérant :

- que la mise en place progressive de cette filière de valorisation des déchets verts s'intègre dans une pratique de gestion durable et vertueuse des dépendances vertes des routes du département,
- que la mise en place de cette filière est une action concrète en faveur du développement durable,
- qu'un bilan des volumes valorisés pourra être mis en place avec l'association Arbres et Paysages,

— **APPROUVE** la convention de partenariat entre l'association Arbres et Paysages Tarnais et le Département du Tarn relative à la valorisation des déchets verts issus des dépendances vertes des routes du Département telle qu'annexée à la présente délibération.

— **AUTORISE** le Président à signer ladite convention et à engager toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Résultat des votes :

— ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13aa4114acf6-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...



Direction Générale Adjointe des Services Techniques et de l'Environnement
Direction des Routes
Service Entretien et Circulation Routière

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET L'ASSOCIATION ARBRES ET PAYSAGES TARNAIS EN FAVEUR DE LA VALORISATION DES REMANENTS DE COUPE ISSUS DES DEPENDANCES VERTES DU DEPARTEMENT

REFERENCE : ASS ARBRES ET PAYSAGES TARNAIS / DIRECTION DES ROUTES SECR
2022

◇ ◇ ◇

Vu la délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Tarn du

ENTRE

1°) Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,

ET

2°) L'Association Arbres et Paysages Tarnais, association régie par la loi du 1er juillet 1901,

- enregistrée sous le numéro SIRET 390 651 875 00010,

- dont le siège social est situé au 96 rue des agriculteurs, La Milliassolle BP 89 ALBI 81003 ALBI CEDEX,

- représentée par son Président VAZZOLER Bernard, dûment mandaté,

ci-après désignée par les termes, APT81, d'autre part,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

CONSIDERANT QUE :

Depuis plusieurs années déjà, APT81 a engagé une réflexion sur la valorisation de résidus de tailles en un paillage naturel : le broyat. Le broyat est un apport organique composé de résidus de broyage de bois frais de rameaux et de jeunes branches. Aujourd'hui, APT81 cherche à développer des partenariats actifs sur le département pour "pailler" les plantations.

Or, les résidus de coupes issues de l'entretien des routes départementales s'avèrent être une importante source d'approvisionnement en broyat.

La signature d'une convention de partenariat permettrait la mise en place d'un système de valorisation des déchets verts du Département, sur certains secteurs. Démarche qui s'insère dans la logique du Département sur la thématique de la biodiversité.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- De définir les conditions de partenariat entre le Département - Service SECR et APT81 ;
- De préciser entre la collectivité et l'organisme les modalités de valorisation des rémanents de coupe issue des dépendances vertes du Département

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 4 ans. Elle prendra fin le 14/10/2026.

ARTICLE 3 – OBJECTIFS DE L'ACTIVITE PROPOSEE DANS LE CADRE DU PARTENARIAT

L'activité proposée dans le cadre du partenariat vise plusieurs objectifs :

- Valoriser les déchets verts issus de l'entretien des routes départementales.
- Développer la filière broyat sur le Département.

ARTICLE 4 – MODALITES DE FONCTIONNEMENT

L'activité proposée dans le cadre du partenariat se déroulera :

- Sur un territoire prédéfini qui servira de zone d'expérimentation au développement d'une filière de valorisation des rémanents de coupe. La zone d'expérimentation correspond aux secteurs de Carmaux et Gaillac du Service Routier Départemental. Ces zones seront ensuite développées progressivement sur tout ou partie du territoire.
- Fréquence : Le broyat sera disponible toute l'année suivant les différents chantiers d'approvisionnement.
- Intervenants : Les agents des routes du Département – Les techniciens d'APT81.
- Public concerné : Les adhérents/planteurs de l'association APT81.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTENAIRES

Le Département, Direction des routes s'engage à :

- Mettre à disposition de APT81 les résidus de coupe – en particulier les branchages non utilisables en bois de chauffage – issus de l'entretien des routes départementales afin d'être valorisés en paillage broyat. Ces résidus pourront être déposés sous forme de broyat (préalablement broyés) ou sous forme de branchages. Le Département s'engage, dans la limite du raisonnable ou dès que possible à déposer les branchages et les rémanents de coupe dans les zones de stockages prédéfinies.
- Le Département s'engage à tenir informé APT81 de la quantité de paillage disponible par secteur (sans obligation à fournir une quantité minimale de paillage).
- Le Département accepte d'apparaître dans la liste des fournisseurs de « paillage broyat » de APT81. Cette opération pourra faire l'objet d'une communication de la part de l'association ou du département pour développer la filière sur d'autres territoires.

L'association APT81 s'engage à :

- Mettre à disposition des agents du Département, des plateformes de dépôt pour stocker les produits. Une plateforme sera disponible par secteur, accessible régulièrement aux agents du Département et aux adhérents-planteurs de APT81.

ARTICLE 6 – AUTRES ENGAGEMENTS

6.1) INFORMATION DU DEPARTEMENT

Le(s) signataire(s) de cette convention, informe(nt) sans délai l'administration départementale (et les autres partenaires) :

- de tout changement concernant ses statuts,
- de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations (RNA)

6.2) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le(s) signataire(s) de cette convention, s'engage(nt) :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département et à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet, ...
- à informer le Département des manifestations publiques qu'elle organise dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

ARTICLE 7 – MODALITES D'ANNULATION EXCEPTIONNELLE DE L'ACTIVITE

Chacun de(s) signataires de la présente convention s'engage à informer les autres signataires de toute remise en cause des actions menées dans le cadre du partenariat (des partenariats) faisant l'objet de cette convention, dans les plus brefs délais,

Les parties conviennent qu'aucune indemnité ne sera due en cas d'annulation.

ARTICLE 8 – MODALITES D'EVALUATION

La présente action fera l'objet d'un bilan d'activité annuel qui sera communiqué aux deux partenaires, rédigé par la Direction des Routes.

Le compte rendu sera notamment adressé par voie électronique via le courriel secr@tarn.fr ou par courrier à l'adresse suivante pour Service SECR Direction des routes, Hôtel du Département, 81013 ALBI Cedex 09.

ARTICLE 8 – CONDITIONS FINANCIERES

La présente convention est sans contrepartie financière.

ARTICLE 9 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Chaque cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, durant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

10.1) Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant précisant les éléments modifiés. Cet avenant sera signé par le Département et par le bénéficiaire.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble es dispositions non contraires qui la régissent.

10.2) La demande de modification de la présente convention par le Département ou par le bénéficiaire est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle entraîne.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

ARTICLE 12 : RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 TOULOUSE) soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires originaux.

À ALBI,

Le

Pour l'association Arbres et Paysages Tarnais
Le Président

Pour le Conseil départemental
Le Président

Bernard VAZZOLER

Christophe RAMOND

Notifié à l'intéressé le



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/11. VOIRIE DÉPARTEMENTALE TRAVAUX SUR ROUTE DÉPARTEMENTALE

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,
Vu le Code de la voirie routière notamment ses articles L131-1 à L131-3 relatifs aux compétences octroyées au Département en matière de voirie,
Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 d'approbation des autorisations de programme inscrites au Budget primitif pour 2022,
Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 arrêtant le programme 2022 d'aménagement des routes départementales et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
Vu le rapport de M. le Président,
Après en avoir délibéré,

— **APPROUVE** la réalisation des opérations d'investissement suivantes :

CATEG RD	N° RD	PR	COMMUNE	CANTON	NATURE DES TRAVAUX	ESTIMATION
1	65	6 +500	PONT-DE-L'ARN	MAZAMET-2 Vallée du Thoré	Réalisation d'un soutènement de la RD 65 par clouage	200 000 €
1	118	48 + 602	MAZAMET	MAZAMET-1	Confortement d'un mur par clouage	140 000 €
3	25	22 +600	NOAILLES	CARMAUX -2 Vallée du Cérou	Reconstruction d'un mur	50 000 €

.../...

La somme nécessaire, pour un montant de 390 000 €, sera prélevée sur les crédits inscrits à l'article 23151 – fonction 621 – AP Voirie 2022/6 – enveloppe 47620 du budget départemental.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022

Publiée le :
17 Octobre 2022

N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13aa7114abf7-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services

Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/12. VOIRIE DÉPARTEMENTALE TRAVAUX SUR ROUTE DÉPARTEMENTALE

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
Vu le Code de la voirie routière notamment ses articles L131-1 à L131-3 relatifs aux compétences octroyées au Département en matière de voirie,
Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 d'approbation des autorisations de programme inscrites au Budget primitif pour 2022,
Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 arrêtant le programme 2022 d'aménagement des routes départementales et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
Vu le rapport de M. le Président,
Après en avoir délibéré,

— **APPROUVE** la réalisation de l'opération d'investissement suivante :

CATEG RD	N° RD	PR	COMMUNE	CANTON	NATURE DES TRAVAUX	ESTIMATION
1	612	PR 39 + 763	CASTRES	CASTRES -2	Réparation de l'ouvrage d'Art	125 000 €

La somme nécessaire, pour un montant de 125 000 €, sera prélevée sur les crédits inscrits à l'article 23151 – fonction 621 – AP Voirie 2022/5 – enveloppe 47619 du budget départemental.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022

Publiée le :
17 Octobre 2022

N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13aa8114acfb-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services

Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/13. FDT - DÉGATS SUR LES VOIES COMMUNALES À LA SUITE D'INTEMPÉRIES

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2,

Vu l'arrêté du 7 décembre 2021 portant attribution à la commune de SALLES-SUR-CEROU de la dotation de solidarité en faveur des collectivités territoriales et de leurs groupements sinistrés lors des intempéries du 30 et 31 janvier et 1^{er} février 2021,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale du 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,

Vu le Règlement du fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE** d'attribuer l'aide départementale dans les conditions exposées ci-dessous :

Imputation : chapitre 204, article 204142, fonction 628, A.P. VOICOM 2022-1

Maître d'ouvrage	Opération	Plan de financement	
		Coût H.T.	30 409,00 € HT
Commune de SALLES-SUR-CEROU	Travaux de réparation des voiries communales suite aux intempéries du 1 ^{er} et 2 février 2021	Dépense éligible	26 797,00 € HT
		État	9 122,00 €
		Département	5 359,40 €
		Autofinancement	15 927,60 €

– **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ab5114abfd-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/14. FDT : AIDE À LA VOIRIE D'INTÉRÊT LOCAL 2022

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 1111-10, L 3211-1, L 3211-2 et L 3232-1,
 Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 arrêtant la programmation cantonale de la dotation 2022 et inscrivant au Budget primitif les crédits nécessaires,
 Vu le règlement du fonds départemental d'aide à la voirie d'intérêt local,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

— **DÉCIDE** d'accorder à chaque collectivité concernée la subvention départementale figurant sur le tableau en annexe de la présente délibération au titre du programme d'aide à la voirie d'intérêt local des communes de moins de 2 000 habitants et groupements intercommunaux ayant la compétence voirie pour les travaux réalisés dans les communes de moins de 2 000 habitants (FDT - Axe 1 - Mesure 2 et Axe 2 - Mesure 1).

— **DÉCIDE** d'intégrer une clause d'antériorité destinée à permettre la prise en compte des factures à une date antérieure à celle de la présente délibération.

.../...

La somme nécessaire, pour un montant total de 247 704,99 €, sera prélevée sur les crédits inscrits à l'article 204142, enveloppe 46442, fonction 628 (AP VOICOM 2021-1) du budget départemental.

Résultat des votes :

- *Dossier FDT - Communauté de Communes Gaillac-Graulhet*
 - n'ont pas pris part au vote : 8 (Mmes BELOU, CORBIÈRE-FAUVEL, LHERM, MM. GLADE, HERIN, RUFFEL, SALVADOR, TURLAN)
 - ont voté pour : 38
- *Dossier FDT - Commune de Virac*
 - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme REDO)
 - ont voté pour : 45
- *Pour les autres dossiers*
 - ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022
Publiée le :
18 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13abd1159d56-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...

AIDE A LA VOIRIE D'INTERET LOCAL (Communes de moins de 2 000 habitants) Commission permanente du 14 octobre 2022			
Canton	Montant des travaux subventionnables HT	Subvention Article 20 4142	Subvention Article 20 41782
Carmaux 2	587 216,37 €	247 704,99 €	

Canton de Carmaux 2				
Maître d'ouvrage	Travaux	Montant subventionnable HT	Taux	Subvention Article 204142
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CORDAIS ET DU CAUSSE	Bournazel : route de Panamenque, Mas del Rey, la Peyrade	15 722,22 €	45 %	7 075,00 €
	Cordes : Lestar	12 055,56 €	45 %	5 425,00 €
	Labarthe-Bleys : la Treyne, château de Maraval	16 470,00 €	40 %	6 588,00 €
	Lacapelle-Ségalar : la Dairié, la Croix Haute	21 855,00 €	40 %	8 742,00 €
	Le Riols : route de Calvet	15 617,78 €	45 %	7 028,00 €
	Les Cabannes : chemin des Jurats, impasse de la Varsane, chemin Sainte-Luce, chemin de la Croix Petite, accotement route Saint-Jean	17 777,78 €	45 %	8 000,00 €
	Livers-Cazelles : VC 11, chemin de la Bonetie, VC 1, VC 6, VC 19, VC 20, VC 15	20 000,00 €	45 %	9 000,00 €
	Marnaves : VC 6, VC 2, VC 3, VC 4, VC 5	1 440,00 €	40 %	576,00 €
	Milhars : chemin de Grezelle, réfection de la route du château	16 706,64 €	45 %	7 517,99 €
	Mouzieys-Panens : route du Catas et de Puech Malan, chemins de Roquecourbe, de grèze	22 222,22 €	45 %	10 000,00 €
	Penne : la Contre Allée, chemins Ormano/Moulis et de Pepenut	17 777,78 €	45 %	8 000,00 €
	Laparrouquial : VC 7, CR 11	22 320,00 €	40 %	8 928,00 €
	Saint-Marcel-Campes : mairie, parking Saint-Amans, chemin de Gazelle, route de la salle de rencontre	26 666,67 €	45 %	12 000,00 €
	Saint-Martin-Laguépie : chemins les Bordes, du Forgeron, des Carrières, de la Gasquié, de la Dayrié, du Battut, route de Saint-Pierre, village	22 222,22 €	45 %	10 000,00 €
	Saint-Michel-de-Vax : Noyer Vert, Banquefort	10 000,00 €	40 %	4 000,00 €
	Vaour : chemins le Ribatou, Catalanié, Aymès, route du Lac, route de Liberté, de las Touzes, dd'Azam, d'Alic, d'Al Bretou, Magne Aymes, Caquiole, village, route d'Itzac	20 711,11 €	45 %	9 320,00 €
	Souel : Prathau	13 870,00 €	40 %	5 548,00 €

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CORDAIS ET DU CAUSSE	Vindrac-Alayrac : la Verrière, chemins Obscur, Riou Blanc, de Curade	11 111,11 €	45 %	5 000,00 €
	Roussayrolles : chemin Catanié, route de la Jouanada	15 422,50 €	40 %	6 169,00 €
	Loubers : route des Chênes	5 677,50 €	40 %	2 271,00 €
	Noailles : place du village, Sarniac, la Favarié	12 500,00 €	40 %	5 000,00 €
	Salles-sur-Cérou : la Calle, la Boujassié, chemin école, Camp Marc, le Pit, chemin Pourcel, cour Pourcel	8 888,89 €	45 %	4 000,00 €
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GAILLAC GRAULHET (*)	Amarens : VC 103, VC 3, VC 104, VC 1	17 865,00 €	40 %	7 146,00 €
	Donnazac : VC 1, VC 2022	5 912,50 €	40 %	2 365,00 €
	Frausseilles : VC 3, VC 7	6 805,00 €	40 %	2 722,00 €
	Tonnac : VC 102, VC 3, VC 2022, VC 103, VC 105, VC 107, VC 101, VC 104	12 620,00 €	40 %	5 048,00 €
	Itzac : VC 1	12 405,00 €	40 %	4 962,00 €
COMBEFA	Le Garric	12 500,00 €	40 %	5 000,00 €
LABASTIDE-GABAUSSE	Chemins de la Boujassié, du Peyrou, du Dévez, de la Pergade, de Cluzel	36 250,00 €	40 %	14 500,00 €
LE SEGUR	Prat del Mas	15 700,00 €	40 %	6 280,00 €
MONESTIES	Canitrot	13 333,33 €	45 %	6 000,00 €
MONTIRAT	Chemin de la Bessède, le Mur, Fond Roucas, Combecave	37 500,00 €	40 %	15 000,00 €
SAINT-CHRISTOPHE	La Maurelié, Brésil, chemin de Montirat	25 000,00 €	40 %	10 000,00 €
TAÏX	La Vigarié, rue du Brugayras	15 555,56 €	45 %	7 000,00 €
VIRAC	Placette devant l'école, chemin l'Albrespic, routes de la Carayrie et de la Lande	28 735,00 €	40 %	11 494,00 €
Total		587 216,37 €		247 704,99 €

(*) sous réserve de la production d'une délibération conforme



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/15. FDT : REPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE 2ÈME PROGRAMMATION 2022

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales fixant les modalités d'attribution du produit des amendes de police aux collectivités bénéficiaires notamment ses articles L 3211-1, L 3211-2 et R 2334-10 à R 2334-12,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 précisant le règlement départemental de la répartition du produit des amendes de police en matière de circulation routière,

Vu le règlement départemental du 6 novembre 1981, modifié les 1er décembre 1988, 6 février 2003, 24 janvier 2005, 15 avril 2011 et 23 mars 2012,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

.../...

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

– **APPROUVE** le versement des subventions proposées dans la liste jointe en annexe de la présente délibération, établie conformément au règlement départemental et correspondant à une attribution globale de 135 198,81 € soit 18 opérations pour la deuxième programmation 2022.

– **PRECISE** que cette liste sera transmise aux services de l'État qui assureront la notification et le versement aux collectivités bénéficiaires.

A l'issue de cette programmation, il reste un reliquat de 62,12 €.

Résultat des votes :

- *Dossier FDT - Commune de Brens*
 - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme BRETAGNE)
 - ont voté pour : 45
- *Dossier FDT - Commune de Saint-Sulpice*
 - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme OULD-AMER)
 - ont voté pour : 45
- *Pour les autres dossiers :*
 - ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022
Publiée le :
18 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13abb1159c58-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...

REPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE

MAITRE D'OUVRAGE	NATURE DES TRAVAUX	MONTANT TRAVAUX SUBV. 70 000 € HT	TAUX	MONTANT SUBVENTION
ALBAN	Adressage	6 530,66 €	30%	1 959,20 €
BANNIERES	Réalisation d'une zone à 30km/h dans la traversée du village avec ralentisseur	7 854,00 €	30%	2 356,20 €
BOISSEZON	Adressage	5 071,18 €	30%	1 521,35 €
BRENS	Aménagement du parking à proximité du cimetière	56 960,00 €	30%	17 088,00 €
BROUSSE	Création d'un chemin piétonnier le long du chemin de Millet	70 000,00 €	30%	21 000,00 €
LACABAREDE	Adressage	4 585,35 €	30%	1 375,61 €
LOMBERS	Réalisation d'une voie douce à Saint-Pierre-de-Conils vers "Gayo" le long de la RD 96	29 142,90 €	30%	8 742,87 €
MONTANS	Aménagement du cœur du village (tranche 2)	43 504,63 €	30%	13 051,39 €
MONTIRAT	Adressage	12 755,16 €	30%	3 826,55 €
PUYCELSI	Signalisation dans le village	2 736,06 €	30%	820,82 €
RABASTENS	Mise en place de 3 plateaux surélevés sur la RD 988 : promenade des Lices et rue de la Croix Blanche	60 502,72 €	30%	18 150,82 €
RAYSSAC	Sécurisation des entrées du village	17 401,06 €	30%	5 220,32 €
ROSIERES	Marquage au sol et adressage	11 991,94 €	30%	3 597,58 €
SAINT-AGNAN	Sécurisation et adressage du carrefour VC 3/ impasse de la vieille église	10 218,43 €	30%	3 065,53 €
SAINT-SULPICE	Plateau traversant sur la RD 630	19 499,00 €	30%	5 849,70 €
SALVAGNAC	Sécurisation de la traversée du village	34 180,00 €	30%	10 254,00 €
TERRE-DE-BANCALIE	Adressage	20 487,40 €	30%	6 146,22 €
VIVIERS-LES-MONTAGNES	Adressage	37 242,15 €	30%	11 172,65 €
	TOTAL	450 662,64 €		135 198,81 €



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/16. FDT -ANTICIPATION CONTRAT ATOUTS TARN 2021/2023 COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SOR ET AGOUT PROGRAMMATION D'OPÉRATIONS

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1er et 2 avril 2021 :

- décidant la reconduction du dispositif des contrats Atouts Tarn pour la période 2021-2023,
- approuvant la charte départementale des territoires 2021-2023,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,

Vu les délibérations de la Commission permanente :

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale entre le Département et la Région Occitanie,
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,

Vu le Règlement du fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

.../...

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

– **DÉCIDE** d'attribuer les aides départementales dans les conditions exposées ci-dessous :

Imputation SOLTER 2021-1 chapitre 204, article 204142, fonction 74.

Rénovation de la place de la vierge

Maître d'ouvrage : Commune de PUYLAURENS

Coût de l'opération : 107 887,40 € HT

Dépense éligible : 93 119,35 € HT

(Hors dépenses liées aux travaux de réseau pluvial).

Plan de financement prévisionnel :

Région (acquis)..... 21 893,00 € (20,29%)

Conseil départemental 9 600,00 € (8,89%)

Soit 10,30% de la dépense éligible : 93 119,35 € HT

CC Sor et Agout..... 33 797,00 € (31,32%)

Autofinancement..... 42 597,40 € (39,48%)

Rénovation du parvis, du mur et de la porte du cimetière

Maître d'ouvrage : Commune de PUYLAURENS

Coût de l'opération : 157 337,25 € HT

Dépense éligible : 146 340,25 € HT

(Hors dépenses liées aux réseaux).

Plan de financement prévisionnel :

Région (à l'instruction)..... 53 837,00 € (34,22%)

Conseil départemental 21 951,00 € (13,95%)

Soit 15% de la dépense éligible : 146 340,25 € HT

CC Sor et Agout..... 35 028,00 € (22,26%)

Autofinancement..... 46 521,25 € (29,56%)

Imputation : chapitre 65, article 65 734, fonction 74

Collecte de pneus usagés

Maître d'ouvrage : COMMUNAUTE DE COMMUNES SOR ET AGOUT

Coût de l'opération : 361 200,00 € T.T.C

Plan de financement prévisionnel :

Europe (LEADER à l'instruction)..... 144 480,00 € (40,00%)

Conseil départemental 144 480,00 € (40,00%)

Soit 40% de la dépense éligible : 361 200 € TTC

Autofinancement..... 72 240,00 € (20,00%)

– **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente délibération.

Résultat des votes :

- *Dossiers FDT – Commune de Puylaurens*
 - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme ROUANET-ASTRUC)
 - ont voté pour : 45
- *Dossier FDT – Communauté de communes Sor et Agout*
 - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme ROUANET-ASTRUC)
 - ont voté pour : 45

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022
Publiée le :
18 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ab91159c58-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/17. FDT - ANTICIPATION CONTRAT ATOUT TARN 2021 - 2023 - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU LAURAGUAIS REVEL SOREZOIS

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1^{er} et 2 avril 2021 :

- décidant la reconduction du dispositif des contrats Atouts Tarn pour la période 2021-2023,
- approuvant la charte départementale des territoires 2021-2023,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,

Vu les délibérations de la Commission permanente :

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale entre le Département et la Région Occitanie,
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,

Vu le Règlement du fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

– **DÉCIDE** d'attribuer les aides départementales dans les conditions exposées ci-dessous :

Imputation AP SOLTER 2021-1 chapitre 204, article 204142, fonction 74.

Aménagement du parc de l'abbaye école

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE SOREZE

Coût de l'opération : 60 126,35 € HT

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR 2021 acquis)..... 24 050,00 € (40%)

Région (acquis)..... 15 032,00 € (25%)

Conseil départemental 9 019,00 € (15%)

Soit 15% de la dépense éligible : 60 126,35 € HT

Autofinancement..... 12 025,35 € (20%)

Création de jardins partagés

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE SOREZE

Coût de l'opération : 31 584,86 € HT

Plan de financement prévisionnel :

État (Plan de relance acquis)..... 15 000,00 € (47,49%)

Région (à l'instruction)..... 4 730,00 € (14,97%)

Conseil départemental 4 737,73 € (15%)

Soit 15% de la dépense éligible : 31 584,86 € HT

Autofinancement..... 7 117,13 € (22,53%)

Remplacement de trois vitraux à l'église

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE SOREZE

Coût de l'opération : 20 491,16 € HT

Plan de financement prévisionnel :

Conseil départemental 4 098,23 € (20%)

Soit 20% de la dépense éligible : 20 491,16 € HT

Autofinancement..... 16 392,93 € (80%)

Aménagement de la cour du groupe scolaire

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE SOREZE

Coût de l'opération : 73 795,00 € HT

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR 2022 acquis)..... 21 007,00 € (28,47%)

Conseil départemental 14 759,00 € (20%)

Soit 20% de la dépense éligible : 73 795 € HT

Autofinancement..... 38 029,00 € (51,53%)

Réfection de la peinture extérieure de l'ensemble des façades du groupe scolaire

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE SOREZE

Coût de l'opération : 29 535,00 € HT

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR à l'instruction)..... 14 768,00 € (50,00%)

Conseil départemental 5 907,00 € (20,00%)

Soit 20% de la dépense éligible : 29 535 € HT

Autofinancement..... 8 860,00 € (30,00%)

Réfection de la peinture intérieure de l'église

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE SOREZE

Coût de l'opération : 25 898,00 € HT

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR 2022 acquis)..... 10 359,00 € (40,00%)

Conseil départemental 5 180,00 € (20,00%)

Soit 20% de la dépense éligible : 25 898 € HT

Autofinancement..... 10 359,00 € (40,00%)

— **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

— ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13aba114ac01-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/18. FDT : CONTRAT ATOUTS TARN 2021-2023 COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ALBIGEOIS PROGRAMME D'OPÉRATIONS

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1^{er} et 2 avril 2021 :

- décidant la reconduction du dispositif des contrats Atouts Tarn pour la période 2021-2023,
- approuvant la charte départementale des territoires 2021-2023,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,

Vu les délibérations de la Commission permanente :

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale entre le Département et la Région Occitanie;
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,

Vu le Règlement du fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE** d'attribuer l'aide départementale dans les conditions exposées ci-dessous.

Imputation SOLTER 2021-1 chapitre 204, article 204142, fonction 74.

Aménagement de la rue Alphonse Pacifique et de la rue du Saut du Sabo à SAINT-JUERY

Maître d'ouvrage : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ALBIGEOIS

Coût global de l'opération : 1 957 083,00 € H.T.

Dépense éligible : 333 402,35 € H.T.

(Hors dépenses liées à la voirie et aux réseaux)

Plan de financement prévisionnel :

Conseil départemental **538 010,35 € (27,49%)**

Dont participation au titre de la voirie départementale (à l'instruction)... **488 000,00 € (24,93%)**

Dont au titre du FDT **50 010,35 € (2,55%)**

Soit 15% de la dépense éligible : 333 402,35 € HT

Autofinancement..... 1 419 072,65 € (72,51%)

– **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

– n'a pas pris part au vote : 1 (Mme CLAVERIE)

– ont voté pour : 45

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :

18 Octobre 2022

Publiée le :

18 Octobre 2022

N° AR :

081-228100012-20221014-lmc13ac51159d58-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,

Le Directeur général des services

Signé

Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/19. FDT : CONTRAT ATOUTS TARN 2021/2023 COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION CASTRES MAZAMET PROGRAMMATION D'UNE OPÉRATION

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1^{er} et 2 avril 2021 :

- décidant la reconduction du dispositif des contrats Atouts Tarn pour la période 2021-2023,
- approuvant la charte départementale des territoires 2021-2023,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,

Vu les délibérations de la Commission permanente :

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale entre le Département et la Région Occitanie,
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,

Vu le Règlement du fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE** d'attribuer l'aide départementale dans les conditions exposées ci-dessous :

Imputation AP SOLTER 2021-1, chapitre 204, article 204142, fonction 74.

Aménagement d'un espace de vie sociale

Maître d'ouvrage : Commune d'AUSSILLON

Coût de l'opération : 133 924,00 € H.T.

Dépense éligible : 102 700,00 € H.T.

(Hors dépenses liées à l'acquisition de mobiliers)

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR 2021 acquis) 33 380,00 € (24,92%)

Conseil départemental 20 088,00 € (14,99%)

Soit 15% de la dépense éligible : 102 700,00 € HT

CAF acquis 53 569,60 € (40,00%)

Autofinancement 26 886,40 € (20,07%)

– **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

- n'a pas pris part au vote : 1 (M. HOULÈS)
- ont voté pour : 45

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022

Publiée le :
18 Octobre 2022

N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13abc1159c59-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/20. FDT : CONTRAT ATOUTS TARN 2021-2023 COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GAILLAC GRAULHET PROGRAMMATION D'UNE OPÉRATION

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1^{er} et 2 avril 2021 :

- décidant la reconduction du dispositif des contrats Atouts Tarn pour la période 2021-2023,
- approuvant la charte départementale des territoires 2021-2023,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,

Vu les délibérations de la Commission permanente :

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale entre le Département et la Région Occitanie,
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,

Vu le Règlement du fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE** d'attribuer l'aide départementale dans les conditions exposées ci-dessous :

Imputation : chapitre 65, article 65 734, fonction 74

Collecte de pneus usagés

Maître d'ouvrage : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GAILLAC GRAULHET

Coût de l'opération : 383 061,60 € T.T.C

Plan de financement prévisionnel :

Europe (LEADER à l'instruction) 130 240,94 € (34,00%)

Conseil départemental 76 612,32 € (20,00%)

Soit 20% de la dépense éligible : 383 061,60 € TTC

Participation des agriculteurs 76 612,32 € (20,00%)

Autofinancement 99 596,02 € (26,00%)

– **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

- n'ont pas pris part au vote : 8 (Mmes BELOU, CORBIERE-FAUVEL, LHERM, MM. GLADE, HERIN, RUFFEL, SALVADOR, TURLAN)
- ont voté pour : 38

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :

18 Octobre 2022

Publiée le :

18 Octobre 2022

N° AR :

081-228100012-20221014-lmc13ac41159d57-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,

Le Directeur général des services

Signé

Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/21. FDT : CONTRAT ATOUTS TARN 2021-2023 - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CARMAUSIN SÉGALA - PROGRAMMATION D'OPÉRATIONS

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1^{er} et 2 avril 2021 :

- décidant la reconduction du dispositif des contrats Atouts Tarn pour la période 2021-2023,
- approuvant la charte départementale des territoires 2021-2023,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,

Vu les délibérations de la Commission permanente :

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale entre le Département et la Région Occitanie;
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,

Vu le Règlement du fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE** d'attribuer les aides départementales dans les conditions exposées ci-dessous :

Imputation : AP SOLTER 2021-1, chapitre 204, article 204142, fonction 74.

Rénovation de l'éclairage du mur à gauche de la salle des sports J.François BLANC

Maître d'ouvrage : Commune de CAGNAC-LES-MINES

Coût de l'opération : 18 361,10 € HT

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR 2021 acquis)..... 5 236,00 € (28,51%)

Région (à l'instruction)..... 3 490,51 € (19,01%)

Conseil départemental 5 508,33 € (30%)

Soit 30% de la dépense éligible : 18 361,10 € HT

Autofinancement..... 4 126,26 € (22,47%)

Réfection du pigeonnier et de l'ancienne école de Saint-Sernin-les-Mailhoc

Maître d'ouvrage : Commune de CAGNAC-LES-MINES

Coût de l'opération : 30 320,00 € HT

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR 2021 acquis)..... 8 910,00 € (29%)

Région (à l'instruction)..... 6 064,00 € (20%)

Conseil départemental 4 548,00 € (15%)

Soit 15% de la dépense éligible : 30 320,00 € HT

Autofinancement..... 10 798,00 € (35,61%)

Réfection de la toiture d'un bâtiment communal « ancienne piscine »

Maître d'ouvrage : Commune de CAGNAC-LES-MINES

Coût de l'opération : 43 188,20 € HT

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR 2021 acquis)..... 11 272,00 € (26%)

Région (à l'instruction)..... 10 797,05 € (25%)

Conseil départemental 6 478,23 € (15%)

Soit 15% de la dépense éligible : 43 188,20 € HT

Autofinancement..... 14 640,92 € (33,90%)

Rénovation de l'éclairage d'un terrain de foot

Maître d'ouvrage : Commune de CAGNAC-LES-MINES

Coût de l'opération : 34 550,00 € HT

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR 2021 acquis)..... 9 573,00 € (27,70%)

Région (à l'instruction)..... 6 382,00 € (18,47%)

Conseil départemental 8 637,50 € (25%)

Soit 25% de la dépense éligible : 34 550 € HT

Autofinancement..... 9 957,50 € (28,82%)

Rénovation de l'accueil de la mairie pour l'aménagement d'une agence postale

Maître d'ouvrage : Commune de CAGNAC-LES-MINES

Coût de l'opération : 97 241,00 € HT

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR 2022 acquis)..... 24 310,00 € (25,00%)

Région (à l'instruction)..... 14 687,14 € (15,10%)

Conseil départemental 24 310,25 € (25,00%)

Soit 25% de la dépense éligible : 97 241 € HT

Autofinancement..... 33 933,61 € (34,89%)

– **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13abe114ac01-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services

Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/22. FDT : CONTRAT ATOUTS TARN 2021/2023 - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES TARN AGOUT PROGRAMMATION D'OPÉRATIONS

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1^{er} et 2 avril 2021 :

- décidant la reconduction du dispositif des contrats Atouts Tarn pour la période 2021-2023,
- approuvant la charte départementale des territoires 2021-2023,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,

Vu les délibérations de la Commission permanente :

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale entre le Département et la Région Occitani,
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,

Vu le Règlement du fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE** d'attribuer l'aide départementale dans les conditions exposées ci-dessous :

Imputation AP SOLTER 2021-1 chapitre 204, article 204142, fonction 74.

Création et réhabilitation de locaux associatifs : Tranche 1 – phase 1 – Gros œuvre

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE SAINT-LIEUX-LES-LAVAU

Coût global de l'opération : 618 410,00 € HT

Coût de la tranche 1 : 337 060,08 € HT

Plan de financement prévisionnel :

État (DETR 2022 acquis)..... 100 680,03 € (29,87%)

Région (à l'instruction)..... 54 505,72 € (16,17%)

Conseil départemental 50 559,01 € (15,00%)

Soit 15% de la dépense éligible : 337 060,08 € HT

Autofinancement..... 131 315,32 € (38,96%)

– **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :

17 Octobre 2022

Publiée le :

17 Octobre 2022

N° AR :

081-228100012-20221014-lmc13ac2114ac02-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,

Le Directeur général des services

Signé

Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/23. FDT : CONTRAT ATOUT TARN 2021-2023 COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CENTRE TARN PROGRAMMATION D'OPÉRATIONS

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1^{er} et 2 avril 2021 :

- décidant la reconduction du dispositif des contrats Atouts Tarn pour la période 2021-2023,
- approuvant la charte départementale des territoires 2021-2023,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,

Vu les délibérations de la Commission permanente :

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale entre le Département et la Région Occitanie,
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,

Vu le Règlement du fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

.../...

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

– **DÉCIDE** d'attribuer les aides départementales dans les conditions exposées ci-dessous :

Imputation : SOLTER 2021-1 chapitre 74, article 204142, fonction 74.

Rénovation énergétique du centre de loisirs à REALMONT

Maître d'ouvrage : COMMUNAUTE DE COMMUNES CENTRE TARN

Coût de l'opération : 7 347,50 € H.T.

Plan de financement prévisionnel :

Etat (DETR 2022 acquis)..... 2 571,00 € (35,00%)

Région (à l'instruction)..... 2 204,00 € (30,00%)

Conseil départemental 1 102,00 € (15,00%)

Soit 15% de la dépense éligible : 7 347,50 € HT

Autofinancement..... 1 470,50 € (20,00%)

Opération de vidéoprotection et sécurité urbaine

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE REALMONT

Coût de l'opération : 140 342,00 € H.T.

Dépense éligible : 108 951,00 € H.T.

(Hors dépenses liées à l'installation de caméras sur la voie publique et l'acquisition de matériels de sonorisation).

Plan de financement prévisionnel :

Etat (DETR 2021 acquis)..... 62 200,00 € (44,32%)

Conseil départemental 40 000,00 € (28,50%)

Soit 36,71% de la dépense éligible : 108 951 € HT

Autofinancement..... 38 142,00 € (27,18%)

Isolation phonique de la nouvelle classe de l'école de la Sigourre

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE MONTREDON LABESSONNIE

Coût de l'opération : 5 010,48 € H.T.

Plan de financement prévisionnel :

Conseil départemental 1 503,00 € (30,00%)

Soit 30% de la dépense éligible : 5 010,48 € HT

Autofinancement..... 3 507,48 € (70,00%)

Imperméabilisation de la coupole de l'observatoire du planétarium

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE MONTREDON LABESSONNIE

Coût de l'opération : 4 517,00 € H.T.

Plan de financement prévisionnel :

Conseil départemental 1 355,00 € (30,00%)

Soit 30% de la dépense éligible : 4 517 € HT

Autofinancement..... 3 162,00 € (70,00%)

Equipements sportifs sur le complexe de Lourtal

Maître d'ouvrage : COMMUNE DE MONTREDON LABESSONNIE

Coût de l'opération : 131 626,92 € H.T.

Plan de financement prévisionnel :

Etat (DETR 2022 acquis)..... 39 488,00 € (30,00%)

Région (à l'instruction)..... 19 744,04 € (15,00%)

Conseil départemental 26 325,38 € (20,00%)

Soit 20% de la dépense éligible : 131 626,92 € HT

Autofinancement..... 46 069,50 € (35,00%)

Imputation : chapitre 65, article 65 734, fonction 74

Collecte de pneus usagés

Maître d'ouvrage : COMMUNAUTE DE COMMUNES CENTRE TARN

Coût de l'opération : 159 000,00 € T.T.C

Plan de financement prévisionnel :

Europe (LEADER à l'instruction) 63 600,00 € (40,00%)

Conseil départemental 63 600,00 € (40,00%)**Soit 40% de la dépense éligible : 159 000 € TTC**

Autofinancement 31 800,00 € (20,00%)

— **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

— ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délégation télétransmise en Préfecture le :

18 Octobre 2022

Publiée le :

18 Octobre 2022

N° AR :

081-228100012-20221014-lmc13ac61159d58-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,

Le Directeur général des services

Signé

Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/24. PATRIMOINE IMMOBILIER COMMUNAL ETUDES PRÉALABLES AUX PROJETS D'INVESTISSEMENTS FDT AXE 1 - MESURE 3 ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 1111-4, L 1111-9, L 1111-10, L 1611-8, L 3211-1, L 3211-2 et L 3232-1,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 24 et 25 mars 2022 arrêtant les axes de sa politique de solidarité territoriale et inscrivant au Budget primitif 2022 les crédits nécessaires,

Vu la délibération de la Commission permanente du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale,

Vu la délibération de la Commission permanente du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,

Vu le règlement du Fonds de développement territorial,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

.../...

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

– **DÉCIDE** d'allouer à la commune concernée la subvention départementale figurant sur le tableau en annexe de la présente délibération au titre du programme des études préalables aux projets d'investissements sur le patrimoine immobilier communal (FDT – Axe 1 – Mesure 3).

– **AUTORISE** pour le paiement la prise en compte des justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

La somme nécessaire, pour un montant total de 3 162,50 €, sera prélevée sur les crédits inscrits à l'article 204141, fonction 74, AP FDT/ETUDES 2022-1 du budget départemental.

Résultat des votes :

- n' a pas pris part au vote : 1 (Mme OULD-AMER)
- ont voté pour : 45

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022
Publiée le :
18 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ac31159d56-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...

Patrimoine immobilier communal - Etudes préalables

aux projets d'investissements FDT Axe 1 - Mesure 3

Attribution de subvention

Canton	Commune	Objet	Date de délibération de la collectivité	Plan de financement	
LES-PORTES-DU-TARN	SAINT-SULPICE	Etude de faisabilité pour la réalisation d'un bâtiment modulaire évolutif à vocation socio-culturelle (pôle musical)	Décision du Maire du 15/10/2021	Coût global HT	6 325,00 €
				Montant subventionnable HT	6 325,00 €
				Département du Tarn	3 162,50 €
				Autofinancement	3 162,50 €

1 dossier	Total CP du 14/10/2022	Coût global HT	6 325,00 €
		Montant subventionnable HT	6 325,00 €
		Département du tarn	3 162,50 €
		Total subvention hors Département	0,00 €
		Autofinancement	3 162,50 €

Total des aides du Département du Tarn :	3 162,50 €
--	------------



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/25. FDT : AIDES À L'EFFORT D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES DE MOINS DE 2000 HABITANTS ET PRNP ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Christophe HERIN

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 1111-4, L 1111-9, L 1111-10, L 1611-8, L 3211-1, L 3211-2 et L 3232-1,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales posant le principe de la départementalisation des crédits destinés à la conservation du Patrimoine Rural Non Protégé notamment son article 99-IV,

Vu le décret n°2005-837 du 20 juillet 2005 définissant le Patrimoine Rural Non Protégé notamment son article 8,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale des 1^{er} et 2 avril 2021 décidant la reconduction des dispositifs FDT, Axe 1 – Mesure 1 et PRNP pour la période 2021-2023 et celles des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au budget primitif les crédits nécessaires,

Vu les délibérations de la Commission permanente :

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale,
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,
- du 12 janvier 2018 attribuant à la commune de ROUFFIAC, pour le projet de Construction d'une terrasse béton à côté de la salle des fêtes, une aide de 11 358,91 € sur une dépense subventionnable de 45 435,65 € HT,

.../...

Vu les règlements du fonds de développement territorial,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le
 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,
 Après en avoir délibéré,

– **DÉCIDE** d'accorder :

I) Au titre du FDT – Axe 1 – Mesure 1 :

- Aux collectivités concernées les subventions départementales figurant sur le tableau en annexe I de la présente délibération au titre du programme d'aide à l'effort d'investissement des communes de moins de 2 000 habitants).

- **DÉCIDE** de reprogrammer pour la commune de ROUFFIAC, le reste à percevoir de subvention départementale dans les conditions suivantes :

Maitre d'ouvrage	Intitulé de l'opération	Montant HT	Subvention
ROUFFIAC	Construction d'une terrasse béton à côté de la salle des fêtes	45 435,65 €	7 951,24 €

Le montant total des crédits nécessaires s'élève à 256 584,14 € à prélever sur l'Article 204142 - Fonction 7 - AP FDT/FAPIC 2021/1.

II) Au titre du Patrimoine Rural Non Protégé (FDT – Axe 4 – Mesure 4) à la collectivité concernée la subvention départementale figurant sur le tableau en annexe II de la présente délibération.

Le montant total des crédits nécessaires s'élève à 1 500 € à prélever sur l'Article 204142 - Fonction 7 - AP FDT/FAPIC 2021/1.

– **AUTORISE** pour le paiement la prise en compte des justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

– **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention (Annexe III) au nom du Département.

Résultat des votes :

- *Dossier commune de Lasfaillades*
 - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme PAILHE-FERNANDEZ)
 - ont voté pour : 45
- *Dossier commune de Castelnau-de-Montmiral*
 - n'a pas pris part au vote : 1 (M. SALVADOR)
 - ont voté pour : 45
- *Pour les autres dossiers :*
 - ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
 18 Octobre 2022
 Publiée le :
 18 Octobre 2022
 N° AR :
 081-228100012-20221014-lmc13ac81159d59-DE

Pour extrait conforme,
 Pour le Président,
 Le Directeur général des services
 Signé
 Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

**FDT : Aides à l'effort d'investissement
communes de moins de 2 000 habitants (FDT, Axe 1 - Mesure 1)
Attribution de subventions**

Canton	Communes	Objet	Date de délibération de la collectivité	Plan de financement	
CARMAUX 1 - LE-SEGALA	ALMAYRAC	Extension de l'office et mise aux normes sanitaires de la salle polyvalente	06/07/2021	Coût global HT	30 000,00 €
				Montant subventionnable HT (*)	27 600,00 €
				Département du Tarn	6 000,00 €
				Etat (DETR 2021 acquise)	10 500,00 €
				Région (acquise)	1 251,00 €
				Autofinancement	12 249,00 €
CARMAUX 1 - LE-SEGALA	ROSIERES	Travaux d'isolation d'un mur d'une salle de l'école communale (RPI)	08/02/2021	Coût global HT	16 662,99 €
				Montant subventionnable HT	16 662,99 €
				Département du Tarn	4 998,90 €
				Etat (DETR 2021 acquise)	6 665,00 €
				Autofinancement	4 999,09 €
CARMAUX 1 - LE-SEGALA	ROSIERES	Réfection des chéneaux de l'église	27/10/2021	Coût global HT	5 919,50 €
				Montant subventionnable HT	5 919,50 €
				Département du Tarn	1 775,85 €
				Etat (DETR 2022 acquise)	1 155,00 €
				Autofinancement	2 988,65 €
CARMAUX 1 - LE-SEGALA	SAUSSENAC	Réhabilitation et mise aux normes PMR de l'école primaire (RPI)	12/01/2022	Coût global HT	131 878,30 €
				Montant subventionnable HT	131 878,30 €
				Département du Tarn	52 751,32 €
				Etat (DETR 2022 acquise)	39 563,00 €
				Autofinancement	39 563,98 €
CARMAUX 2 - VALLEE-DU-CEROU	AMARENS	Restauration des vitraux de l'église Saint-André	25/01/2022	Coût global HT	11 370,00 €
				Montant subventionnable HT	11 370,00 €
				Département du Tarn	3 979,50 €
				Etat (DETR 2022 acquise)	2 843,00 €
				Autofinancement	4 547,50 €
CARMAUX 2 - VALLEE-DU-CEROU	DONNAZAC	Travaux de restauration de l'église	16/09/2021	Coût global HT	24 674,00 €
				Montant subventionnable HT	24 674,00 €
				Département du Tarn	9 869,60 €
				Etat (DETR)	6 169,00 €
				Autofinancement	8 635,40 €
CARMAUX 2 - VALLEE-DU-CEROU	MOUZIEYS-PANENS	Travaux de rénovation de la salle des fêtes (réfection des joints des murs et de la voute et rénovation de l'installation électrique)	09/04/2021	Coût global HT	14 260,50 €
				Montant subventionnable HT	14 260,50 €
				Département du Tarn	2 852,10 €
				Etat (DETR 2021 acquise)	3 565,00 €
				Région-FRI (acquis)	2 800,00 €
				Autofinancement	5 043,40 €
LE-HAUT-DADOU	MOUZIEYS-TEULET	Travaux à l'école (création du bureau de la directrice et réhabilitation dans la cour)	03/01/2022	Coût global HT	21 370,47 €
				Montant subventionnable HT	21 370,47 €
				Département du Tarn	6 411,14 €
				Etat (DETR 2022 acquise)	4 307,00 €
				Autofinancement	10 652,33 €
LES-HAUTES-TERRES-D'OC	LASFAILLADES	Aménagement du local poubelle et remise en forme du mur du cimetière de Bouisset	05/04/2022	Coût global HT	13 963,29 €
				Montant subventionnable HT	13 963,29 €
				Département du Tarn	5 585,32 €
				Autofinancement	8 377,97 €

Canton	Communes	Objet	Date de délibération de la collectivité	Plan de financement	
LAVAU-COCAGNE	ALGANS-LASTENS	Rénovation des façades de l'église	15/11/2021	Coût global HT	170 200,00 €
				Montant subventionnable HT	170 200,00 €
				Département du Tarn	35 000,00 €
				Etat (DETR 2022 acquise)	41 800,00 €
				Région (acquise)	10 000,00 €
				Autofinancement	83 400,00 €
MAZAMET-1	CAUCALIERES	Réfection de la salle du Conseil municipal	09/02/2022	Coût global HT	88 249,09 €
				Montant subventionnable HT (**)	88 067,34 €
				Département du Tarn	17 639,89 €
				Etat (DETR 2022 acquise)	30 887,00 €
				Fonds de concours	8 824,91 €
				Région (acquise)	8 800,00 €
LA-MONTAGNE-NOIRE	VERDALLE	Travaux d'aménagement de la traverse du village (tranche 1)	15/10/2021	Coût global HT	613 180,00 €
				Montant subventionnable HT	195 899,82 €
				Département du Tarn (FDT)	42 749,45 €
				Participation départementale au titre de la Voirie / Traverses (cette intervention sera proposée dans un rapport spécifique lors de la CP du 18/11/2022)	132 154 € TTC
				Département du Tarn : Assainissement (acquis CP du 08/04/2022)	9 200,00 €
				Répartition du Produit des Amendes de police (acquis CP du 09/09/2022)	16 873,80 €
				Etat (DSIL 2022 acquise)	127 050,00 €
				Région (acquise)	37 419,00 €
				Agence Adour Garonne	19 298,00 €
				Autofinancement	228 435,75 €
LA-MONTAGNE-NOIRE	VERDALLE	Rénovation logement locatif situé place de la Combélarié (menuiseries)	14/04/2022	Coût global HT	7 501,81 €
				Montant subventionnable HT	7 501,81 €
				Département du Tarn	2 250,54 €
				Autofinancement	5 251,27 €
LE-PASTEL	BERTRE	Travaux de restauration et de mise aux normes de l'église	26/01/2021	Coût global HT	21 548,44 €
				Montant subventionnable HT	21 548,44 €
				Département du Tarn	6 464,53 €
				Etat (DETR 2021 acquise)	6 464,00 €
				Autofinancement	8 619,91 €
LES-PORTES-DU-TARN	LUGAN	Réfection de la toiture de l'école (RPI)	25/11/2021	Coût global HT	16 179,55 €
				Montant subventionnable HT	16 179,55 €
				Département du Tarn	4 853,87 €
				Etat (DETR 2022 acquise)	6 472,00 €
LES-PORTES-DU-TARN	LUGAN	Réfection de l'arche avant du chœur de l'église	19/04/2022	Coût global HT	12 449,90 €
				Montant subventionnable HT	12 449,90 €
				Département du Tarn	4 979,96 €
				Autofinancement	7 469,94 €

Canton	Communes	Objet	Date de délibération de la collectivité	Plan de financement	
LES-PORTES-DU-TARN	SAINT-AGNAN	Travaux de remise en état de la toiture de l'école (RPI)	09/04/2021	Coût global HT	42 028,77 €
				Montant subventionnable HT	42 028,77 €
				Département du Tarn	14 710,07 €
				Etat (DETR 2022 acquise)	14 710,00 €
				Autofinancement	12 608,70 €
VIGNOBLES-ET-BASTIDES	CASTELNAU-DE-MONTMIRAL	Création de liaisons douces	17/12/2020	Coût global HT	152 295,00 €
				Montant subventionnable HT	80 362,50 €
				Département du Tarn	7 674,62 €
				Répartition du Produit des Amendes de police (acquis CP du 09/09/2022)	21 000,00 €
				Etat (DSIL 2021 acquise)	45 688,00 €
				Région (acquise)	32 989,00 €
				Autofinancement	44 943,38 €
VIGNOBLES-ET-BASTIDES	MEZENS	Aménagement des espaces publics au coeur du village (Tranche 2 : aménagement du city stade et du boulodrome)	26/11/2020 et 23/03/2021	Coût global HT	73 394,45 €
				Montant subventionnable HT	73 394,45 €
				Département du Tarn	11 354,12 €
				Etat (DETR 2021 acquise et proratisée)	22 018,34 €
				Région (acquise)	18 000,00 €
VIGNOBLES-ET-BASTIDES	SAINTE-CECILE-DU-CAYROU	Travaux de crépissage du mur du clocher de l'église, rejointement de la façade sud et du porche, réparation du mur d'enceinte et voûte du clocher	10/09/2022	Coût global HT	21 037,86 €
				Montant subventionnable HT	21 037,86 €
				Département du Tarn	6 732,12 €
				LEADER (à l'instruction)	10 098,17 €
				Autofinancement	4 207,57 €

(*) : Hors mobilier

(**) : Hors écran de vidéo projection

20 dossiers	Total CP du 14/10/2022	Coût global HT	1 488 163,00 €
		Montant subventionnable HT	996 369,49 €
		Département du Tarn	248 632,90 €
		Total subvention hors Département (FDT) et participation départementale	698 564,22 €
		Autofinancement	540 965,88 €

Total des aides du Département du Tarn :**248 632,90 €**

ANNEXE II

**Patrimoine Rural Non Protégé
(FDT, Axe 4 - Mesure 4)
Attribution de subvention**

Canton	Commune	Objet	Date de délibération de la collectivité	Plan de financement	
LES-DEUX-RIVES	SENOUILLAC	Restauration de 2 cadrans solaires et décrepissage de l'église de Mauriac	15/03/2022	Coût global HT	65 615,00 €
				Montant subventionnable HT	65 515,85 €
				Département du Tarn	1 500,00 €
				Région (acquise)	9 300,00 €
				LEADER (à l'instruction)	30 839,05 €
				Autofinancement	23 975,95 €

1 dossier	Total CP du 14/10/2022	Coût global HT	65 615,00 €
		Montant subventionnable HT	65 515,85 €
		Département du tarn	1 500,00 €
		Total subvention hors Département	40 139,05 €
		Autofinancement	23 975,95 €

Total des aides du Département du Tarn :	1 500,00 €
---	-------------------



Direction Générale Adjointe des Politiques Territoriales et Educatives
Service Politiques Territoriales

N° de dossier : 2022_00997

CONVENTION D'INVESTISSEMENT ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET LA COMMUNE DE VERDALLE



« Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1111-4, L 1111-9, L 1111-10, L 1611-8, L 3211-1, L 3211-2,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 1^{er} juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale des 1^{er} et 2 avril 2021 décidant la reconduction du dispositif FDT, Axe 1 Mesure 1 pour la période 2021-2023 et celle des 24 et 25 mars 2022 approuvant la politique départementale en matière de solidarité territoriale et inscrivant au budget primitif les crédits nécessaires,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Conseil départemental et la Région Occitanie,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 14 octobre 2022,

Vu le règlement du Fonds de développement territorial,

Vu la demande de financement présentée le 3 mai 2022 par la commune de VERDALLE,

ENTRE

1°) Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,

ET

2°) La commune de VERDALLE,

Représentée par son Maire, Philippe HERLIN

ci-après désignée par les termes, le bénéficiaire d'autre part.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE :

L'Assemblée départementale a adopté lors du vote du budget primitif des 24 et 25 mars 2022 le règlement d'intervention « Actions en faveur de la production d'habitats solidaires et innovants » visant à :

- Encourager le développement d'habitats innovants en tenant compte de la nécessité d'associer un projet social au projet habitat
- Développer une offre de logements adaptés à l'âge (seniors), jeunes adultes (1er logement), au handicap, aux publics vulnérables.
- Favoriser la création de logements pour professionnels de santé (internes et stagiaires)
- Améliorer l'offre des locations et réduire la vacance des logements dans les centres de village
- Favoriser l'amélioration de la qualité de l'hébergement touristique (Cf. fiche règlement spécifique)

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'exécution de la délibération par laquelle le Département accorde au bénéficiaire une subvention d'investissement destinée à la réalisation de l'opération d'investissement suivante :

« Rénovation du logement locatif situé place de la Combélarié (menuiseries) »

Celle-ci est définie dans les documents joints à la demande de subvention susvisée (dossier technique complet : descriptif du projet, budget prévisionnel, plan de financement, échéancier de réalisation, plans de l'équipement projeté...).

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total de l'opération est 7 501,81 € HT. Le montant de la subvention attribuée est calculé sur la base d'une dépense éligible fixée à 7 501,81 € HT.

Nom de l'opération	Coût de l'opération HT	Dépense éligible HT	Taux de la subvention	Montant de la subvention
Rénovation du logement locatif situé place de la Combélarié (menuiseries)	7 501,81 €	7 501,81 €	30 %	2 250,54 €

ARTICLE 3 : DELAI DE REALISATION

Le délai de réalisation de l'opération, correspond à la période de réalisation effective de l'opération. Il détermine les dates de prise en compte des dépenses.

L'opération devra être totalement réalisée dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

4.1) Sur demande du bénéficiaire et présentation des justificatifs prévus à l'article 5, le versement de la subvention pourra être effectué de la façon suivante :

- Un acompte de 30 % de l'aide sur justification du démarrage de l'opération.
Celui-ci sera restitué si le bénéficiaire renonce à la réalisation du projet subventionné.
- Le reliquat, par acomptes au fur et à mesure de l'avancement de l'opération ou en un seul versement à l'achèvement des travaux, sur production de l'attestation d'achèvement des travaux.

4.2) La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : PIECES JUSTIFICATIVES A PRODUIRE POUR LE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

5.1) La subvention est versée au vu :

- d'une demande de paiement rédigée par le bénéficiaire,
- de l'attestation de démarrage des travaux accompagnée d'un ordre de service ou de factures pour le versement de l'acompte de 30 %,
- de la production d'un tableau récapitulatif réalisé par le bénéficiaire selon le modèle ci-joint. Ce document sera accompagné des pièces justificatives des dépenses (factures acquittées, acomptes mensuels des travaux réalisés dans le cadre d'un marché public, décompte général définitif, etc...). Ces pièces sont destinées au service instructeur du dossier de subvention à des fins de contrôle interne.

Exceptionnellement, lorsque la délibération d'attribution de l'aide prise par le Conseil départemental le prévoit, les justificatifs de dépenses peuvent être antérieurs à la décision d'attribution de la subvention.

Ces documents doivent être postérieurs à la date de l'accusé de réception de la demande informant le bénéficiaire que son dossier est complet.

5.2) Les dépenses relatives aux études préalables pourront être subventionnées même si la date est antérieure à celle de l'autorisation de commencer les travaux ou à la date du présent arrêté.

5.3) Une attestation d'achèvement de travaux devra être établie et adressée au service départemental instructeur du dossier de subvention.

Si le montant des travaux réalisés s'avère inférieur à l'estimation de base ayant déterminé le montant de la subvention, l'aide départementale est réglée au prorata des dépenses effectivement justifiées.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée et mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'opération financée.

Par ailleurs, conformément au dispositif cité en préambule, le bénéficiaire s'engage, dans le cadre de cette convention d'une durée de 5 ans, à louer ce logement subventionné à un public fragilisé et vulnérable tels que des seniors, de jeunes adultes, des personnes en situation de handicap.

6.1) INFORMATION DU DEPARTEMENT

Le bénéficiaire s'engage à informer le Département, sans délai, et par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout événement survenant :

- dans sa situation juridique (modification des statuts, dissolution, fusion, etc, toute modification importante susceptible d'affecter son fonctionnement),
- dans la mise en œuvre de l'opération financée (inexécution, modification substantielle ou retard, modification des données financières et techniques).

6.2) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

Le bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département (logo) et à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de l'opération financée : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet...),
- à placer un panneau d'affichage sur le(s) site(s) pendant toute la durée des travaux faisant figurer le logo du Conseil départemental. Une photographie du panneau (ou des panneaux) sera envoyée, par mail ou courrier, au service instructeur,
- à informer le Département des manifestations publiques qu'il organise (première pierre, inauguration, visite du public, ...) dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

En outre, en application du Décret n° 2020-1129 du 14 septembre 2020, à l'issue de la réalisation de toute opération d'investissement* dont le coût total est supérieur à 10 000 €, et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, le bénéficiaire s'engage (sous réserve des dispositions applicables aux projets s'inscrivant dans un programme cofinancé par l'Union européenne) à apposer une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible du public, sur lequel figure le logo du Conseil départemental. Une photographie de la plaque ou du panneau sera envoyée, par mail ou courrier, au service instructeur.

* Opération d'investissement concernant des acquisitions d'immobilisations corporelles, de travaux sur immobilisations corporelles et de frais d'études y afférents, à l'exception de celles portant uniquement sur du matériel et des outillages techniques,

ARTICLE 7 : CONTROLES DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

7.1) Pendant la durée de réalisation de l'opération et dans un délai de trois ans suivant le paiement du solde de la subvention, le Département peut procéder à un contrôle sur pièces et/ou sur place portant sur l'utilisation de la subvention versée au titre du présent arrêté.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le Département se réserve le droit de suspendre le paiement dans le cadre d'un tel contrôle.

7.2) En outre, pendant toute la durée de réalisation de l'opération, le bénéficiaire s'engage à inviter le service départemental qui suit le dossier de subventionnement à toute réunion concernant le pilotage de l'opération.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT

8.1) SITUATIONS POUVANT MOTIVER UN REVERSEMENT OU UN NON VERSEMENT DE SUBVENTION

Le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (proportion correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas effectuer de versement, dans les cas suivants :

- utilisation partielle ou utilisation à des fins non conformes à l'objet de la subvention,
- opération non réalisée ou partiellement réalisée,
- trop perçu de la part du bénéficiaire,
- non-respect par le bénéficiaire des obligations auxquelles il est tenu, notamment celles prévues aux articles 5 et 6 de la présente convention,
- vente du bien subventionné dans les dix ans suivant la date d'attribution de l'aide.

8.2) MODALITES DE REVERSEMENT

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette.

Préalablement à l'émission du titre, le Département notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement. Cette lettre indique le délai, obligatoirement supérieur à 15 jours calendaires, dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites.

Si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification, ou si les documents transmis dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental. Celle-ci fait l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire.

ARTICLE 9 : CADUCITE - PROROGATION

9.1) CADUCITE

La subvention ou le solde de subvention sera annulé si, à compter de la date de notification du présent arrêté :

- le bénéficiaire fait connaître par courrier son intention de ne pas réaliser tout ou partie de l'opération subventionnée,
- les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution dans un délai d'un an,
- les travaux ne sont pas achevés ou si le paiement n'a pas été sollicité dans un délai de trois ans.

9.2) PROROGATION

En cas de nécessité justifiée avant l'expiration du délai initial (liée à la complexité de l'opération ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait), sur demande circonstanciée du

bénéficiaire, une prorogation éventuelle du délai de caducité ou du délai de réalisation, peut être exceptionnellement accordé. Cette décision se traduira par un arrêté modificatif.

ARTICLE 10 : MODIFICATION

10.1) La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Les avenants successifs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

10.2) La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application du présent arrêté, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 TOULOUSE), soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires.

À ALBI,

Le

**Pour la commune,
Le Maire**

**Pour le Conseil départemental,
Le Président,**

Philippe HERLIN

Christophe RAMOND



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

3/26. AIDE POUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DÉPARTEMENTAL TARN À VÉLO

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Emmanuel JOULIE

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, BUGIS, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L1111-4, L1111-9, L1111-10, L 1611-8, L3211-1 et L3211-2,

Vu l'article L142-1 et 2 du Code de l'urbanisme,

Vu les délibérations de l'Assemblée départementale :

- du 27 juin 2019 décidant de promouvoir les nouvelles mobilités,
- du 3 juillet 2020 approuvant le Plan départemental Tarn à Vélo,
- du 1^{er} avril 2021 décidant la reconduction du dispositif des contrats Atouts Tarn pour la période 2021-2023 et inscrivant au budget primitif les crédits nécessaires,
- du 25 mars 2022, modifiant le Plan départemental Tarn à Vélo,

Vu les délibérations de la Commission permanente :

- du 9 septembre 2016 approuvant les termes de la convention territoriale d'exercice concerté en matière de solidarité territoriale entre le Département et la Région Occitanie,
- du 13 avril 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention territoriale d'exercice concerté entre le Département et la Région Occitanie,

Vu le règlement du Plan départemental Tarn à Vélo,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

.../...

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

– **DÉCIDE** d'attribuer l'aide départementale dans les conditions exposées ci-dessous :

Imputation AP ENVIRO 2020-1 chapitre 204, article 204142, fonction 738.

Création liaisons douces – pistes cyclables – avenue François Mitterrand :

Maître d'ouvrage : Commune de LABRUGUIERE

Coût de l'opération : 242 000 € H.T.

Plan de financement prévisionnel :

Communauté d'agglomération Castres - Mazamet (à l'instruction)

.....48 400 € (20%)

Département72 600 € (30%)

Soit 30% de la dépense éligible : 242 000 € H.T

Autofinancement.....121 000 € (50%)

– **AUTORISE** la prise en compte de justificatifs de dépenses antérieurs à la date de la présente décision.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :

17 Octobre 2022

Publiée le :

17 Octobre 2022

N° AR :

081-228100012-20221014-lmc13ac9114ac03-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,

Le Directeur général des services

Signé

Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

4/01. DOTATION DE FONCTIONNEMENT 2023 COLLÈGES PUBLICS TARNAIS

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Guy MALATERRE

- Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, ESTRABAUD, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.
- Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME BUGIS (POUVOIR À M. BOUSQUET), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À MME ESTRABAUD).
- Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code de l'éducation notamment son article L 421-11,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

- **FIXE** le montant prévisionnel de la participation départementale globale aux dépenses de fonctionnement des collèges pour l'exercice 2023 à **4 478 552 €**
- **DECIDE** conformément au tableau ci-annexé dans la présente délibération :
 - du montant des dotations 2023 individualisées par collège,
 - du versement d'un 1^{er} acompte aux établissements pour un montant de **777 330 €**
- **PRÉCISE** qu'elle se réserve la possibilité de réviser ces dotations en fonction de l'évolution du prix de l'énergie.

.../...

– **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 65, article 655111, fonction 221, dans le cadre du vote du budget primitif 2023.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ab6114abfe-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

**DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT DES COLLÈGES PUBLICS TARNAIS
EXERCICE 2023**

COLLÈGES	DOTATIONS 2023 en euros	1ER ACOMPTÉ 2023 en euros
Alain-Fournier ALBAN	118 349	20 336
Honoré de Balzac ALBI	178 325	28 718
Bellevue ALBI	186 026	33 841
Aristide Bruant ALBI	152 805	21 725
Jean Jaurès ALBI	163 986	37 026
Augustin Malroux BLAYE-LES-MINES	155 155	24 778
BRASSAC	110 684	18 400
Victor Hugo CARMAUX	91 905	14 864
Thomas Pesquet CASTRES	176 878	25 104
Jean Jaurès CASTRES	165 746	25 892
Jean Monnet CASTRES	194 082	45 781
Val Cérou CORDES	110 872	17 343
Madeleine Cros DOURGNE	106 487	17 127
Albert Camus GAILLAC	218 581	30 324
Renée Taillefer GAILLAC	163 102	37 702
Louisa Pasteur GRAULHET	223 908	49 599
Vallée du Thoré LABASTIDE- ROUAIROUX	78 625	19 903
Montagne Noire LABRUGUIÈRE	142 743	19 984
Montalet LACAUNE	147 247	25 602
Les Portanelles LAUTREC	69 594	12 149
Les Clauzades LAVAU	236 253	33 993
Jean-Marie Le Clézio LISLE-SUR-TARN	131 378	18 781
Jean-Louis Étienne MAZAMET	136 083	23 347
Marcel Pagnol MAZAMET	131 307	23 927
Jacques Durand PUYLAURENS	112 178	28 131
Léon Gambetta RABASTENS	151 066	24 410
Louisa Paulin RÉALMONT	122 891	19 171
Saut de Sabo SAINT-JUÉRY	173 756	26 281
Pierre Suc SAINT-SULPICE	145 306	22 619
Eustache de Beaumarchais VALENCE d'ALBIGE	73 707	12 535
René Cassin VIELMUR-SUR-AGOÛT	109 529	17 937
TOTAL	4 478 552	777 330



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

4/02. UTILISATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES COLLÈGES PUBLICS DU TARN ANNÉE SCOLAIRE 2021-2022

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : M. Guy MALATERRE

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BALARDY, BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), MME BUGIS (POUVOIR À M. BOUSQUET), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME ESTRABAUD (POUVOIR À MME REDO), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À M. FABRE).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
 Vu le Code de l'éducation notamment son article L214-4,
 Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L1311-15,
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 novembre 2004 relative aux modalités d'intervention du Conseil général en matière de financement des installations sportives nécessaires à l'enseignement de l'éducation physique et sportive (EPS) dans les collèges publics,
 Vu les conventions pluriannuelles consenties à compter du 1er septembre 2020 pour une durée de 4 ans, relatives aux modalités d'intervention du Conseil départemental pour la mise à disposition des installations sportives dans le cadre de l'enseignement de l'EPS dans les collèges publics,
 Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif,
 Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
 Vu le rapport de M. le Président,
 Après en avoir délibéré,

.../...

– **DÉCIDE** d'accorder aux collectivités propriétaires des installations sportives une subvention de fonctionnement pour l'utilisation des stades, gymnases et piscines par les collèges publics tarnais au titre de l'année scolaire 2021-2022 selon le tableau ci-dessous :

COLLECTIVITÉ	MONTANT ALLOUÉ
COMMUNE d'ALBI	41 410,20 €
COMMUNE de CASTRES	48 174,00 €
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION CASTRES-MAZAMET	37 887.12 €
TOTAL	127 471.32 €

– **AUTORISE** M. le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, les avenants aux conventions susvisées à intervenir entre les collèges et les collectivités propriétaires des installations sportives dans le cadre des inscriptions budgétaires.

Les sommes nécessaires seront prélevées sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 65734, fonction 221, (enveloppe 27582) du budget départemental.

Résultat des votes :

- *Dossier commune d'Albi*
 - n'a pas pris part au vote : 1 (Mme AT)
 - ont voté pour : 45
- *Dossier commune de Castres*
 - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme MASSOUTIE-GIRARDET, M. BOUSQUET)
 - ont voté pour : 44
- *Dossier Communauté d'agglomération Castres-Mazamet*
 - n'ont pas pris part au vote : 2 (Mme MASSOUTIE-GIRARDET, M. BOUSQUET)
 - ont voté pour : 44

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022
Publiée le :
18 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ab81159c57-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

4/03. ASSOCIATIONS SPORTIVES OCTROI DE SUBVENTIONS 4ÈME RÉPARTITION

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Isabelle ESPINOSA

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MALATERRE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. BALARDY (POUVOIR À MME LAPEYRE), MME BUGIS (POUVOIR À M. BOUSQUET), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME ESTRABAUD (POUVOIR À MME REDO), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À M. MALATERRE), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À M. FABRE).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L 1111-4,

Vu le Code du sport notamment ses articles L 100-1, L 100-2 et L 113-2 (soutien aux associations sportives),

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions notamment son article 140,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 mars 2019 relative à la rénovation de la politique sportive intitulée : « Promouvoir les pratiques sportives et mettre le sport au service de notre territoire »,

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif 2022,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

— **DECIDE** d'attribuer une subvention à l'ensemble des associations sportives mentionnées sur les tableaux figurant en annexe 1 de la présente délibération.

— **AUTORISE** m. le président à signer la convention de soutien avec Albi Marssac Tarn Football ASPTT jointe en annexe 2 de la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à cette fin.

.../...

— **ANNULE** la décision de la commission permanente du 8 juillet 2022 attribuant à l'association Villemoustaussou Trapel Vélo une subvention de 10 000 € pour l'organisation du Tour d'Occitanie féminin.

Les sommes nécessaires seront prélevées comme suit sur les crédits inscrits au budget départemental :

EN FONCTIONNEMENT :

Domaine d'intervention : Aide au développement de la vie sportive – octroi de subventions à des associations sportives

Imputation : Chapitre 65 - Article 6574 - Fonction 32 - Enveloppe 11974 **58 800 €**

EN INVESTISSEMENT :

Domaine d'intervention : Acquisition de matériel pour les associations sportives

Imputation : Chapitre 204 - Article 20421 - Fonction 32 - Enveloppe 35964.... **11 138 €**

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13aaf114abfb-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...

ANNEXE 1

FONCTIONNEMENT

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	SUBVENTION SOLLICITEE	PROPOSITION
ALBI MARSSAC TARN FOOTBALL ASPTT 26 avenue de Saint Juéry 81000 ALBI	Soutien à la saison sportive 2022/2023 <ul style="list-style-type: none"> Equipe 1^{ère} féminine qui évolue en D2 Organisation de manifestations sportives Aide 2021 : 31 000 € + 1 500 € de prestations communication	33 000 €	33 000 €
BOWLING CLUB ALBI LE SEQUESTRE Chemin des Taillades 81990 LE SEQUESTRE	Soutien à l'équipe 1ère masculine qui évoluera cette saison en Nationale 1	6 528 €	2 000 €
WAGGA CLUB PARAPENTE 1 boulevard Jean-Baptiste Heral 81400 BLAYE LES MINES	Aide au développement de la vie sportive - Soutien à l'activité vol libre	3 000 €	2 000 €
CAVALIERS DE CASTRES MONTAGNE NOIRE Maison des associations Place du 1 ^{er} mai 81100 CASTRES	Soutien exceptionnel au fonctionnement 2022 de l'association Aide 2019 : 5 000 €	7 000 €	5 000 €
COMITE DU TARN DE SPORT ADAPTE 148 avenue Dembourg 81000 ALBI	Avenant à la convention 2022 : soutien à l'athlète Alexandre SOL pour sa participation à des compétitions nationales et internationales en tennis de table sport adapté Aide 2021 : 800 €	800 €	800 €
FEDERATION DU TARN POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE 3-5 rue des jardins neufs 81100 CASTRES	Soutien aux manifestations sportives 2022 suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Challenge interdépartemental Henri Hermet, les 3 et 4 septembre 2022 à Aiguelèze Fête de la pêche Fish in Tarn, le 12 juin 2022 à Lautrec Aide 2020 : 2 000 €	5 000 €	3 000 €

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE	SUBVENTION SOLLICITEE	PROPOSITION
UNION SPORTIVE DE CARMAUX SECTION VOILE Stade Jean Vareille Avenue de Neckarsulm 81400 CARMAUX	Aide au développement de la vie sportive - Soutien à l'activité voile	4 000 €	2 000 €
ECURIE DES 2 RIVES Mairie de Coufouleux 81800 COUFOULEUX	Organisation du 36ème rallye National des Côtes du Tarn, du 4 au 6 novembre 2022 autour de Rabastens <u>Aide 2021</u> : 9 000 €	11 000 €	11 000 €
TOTAL			58 800 €

INVESTISSEMENT

BENEFICIAIRE	NATURE DE L'OPERATION	MONTANT TTC	DEPENSE TTC SUBVENTIONNABLE	SUBVENTION (50 %)
ASSOCIATION TARNAISE DE VOL A VOILE Aérodrome de Sales 81300 GRAULHET	Acquisition de matériel nécessaire pour la sécurité (parachutes), les formations (Algeco et hélice) et les compétitions (variomètres électriques et enregistreurs nano) <u>Sollicité</u> : 8 000 €	19 248,14 €	16 000 €	8 000 €
COMITE DEPARTEMENTAL D'EQUITATION DU TARN 148 avenue Dembourg 81000 ALBI	Acquisition de 2 défibrillateurs à destination des clubs (un pour le Nord et un pour le Sud du Département) <u>Sollicité</u> : 1 258,80 €	2 517,60 €	2 517,60 €	1 259 €
COMITE DEPARTEMENTAL DU JUDO DU TARN 148 avenue Dembourg 81000 ALBI	Acquisition d'une auto laveuse permettant l'entretien des Tatamis du Dojo Départemental <u>Sollicité</u> : 1 677 €	3 354,74 €	3 354,74 €	1 677 €

BENEFICIAIRE	NATURE DE L'OPERATION	MONTANT TTC	DEPENSE TTC SUBVENTIONNABLE	SUBVENTION (40 %)
LACROUZETTE SIDOBRE BASKET Rue de la Mairie 81210 LACROUZETTE	Acquisition d'un ordinateur <u>Sollicité</u> : Non précisé	504 €	504 €	202 €
TOTAL				11 138 €



Direction Générale Adjointe des Ressources, de la Culture
et du Sport
Service de la Jeunesse et des Sports
N° de dossier : 2022_01585

CONVENTION ANNUELLE DE SOUTIEN ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU TARN ET ALBI MARSSAC TARN FOOTBALL ASPTT

REFERENCE : ALBI MARSSAC TARN FOOTBALL ASPTT – SJS - 2022



Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 1111-4,

Vu le Code du sport, notamment les articles L 100-1, L 100-2 et L 113-2 (soutien aux associations sportives),

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, notamment l'article 140,

Vu la réglementation applicable aux organismes bénéficiant d'une subvention (loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, arrêté du 24 mai 2005),

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 mars 2019 relative à la rénovation de la politique sportive : « Promouvoir les pratiques sportives et mettre le sport au service de notre territoire »,

Vu la délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu la délibération du Conseil départemental du 22 mars 2022, approuvant le Budget primitif départemental,

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 14 octobre 2022,

Vu la demande de financement présentée par Albi Marssac Tarn Football ASPTT,

ENTRE

1°) Le Conseil départemental du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, agissant au nom et pour le compte du Conseil départemental du Tarn,

ci-après désigné par les termes, le Département, d'une part,

ET

2°) L'association ALBI MARSSAC TARN FOOTBALL ASPTT, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901,

- Enregistrée sous le Numéro SIRET 90210013000019,
- Dont le siège social est situé 26 avenue de Saint Juéry à ALBI,
- représentée par ses Co-Présidents, Messieurs Bernard ESPIE et François ENGUILABERT, dûment mandatés,

ci-après désignée par les termes, le bénéficiaire, d'autre part.

PREAMBULE

Considérant

- les bienfaits sanitaires et sociaux des activités physiques, le Département mène une politique de soutien aux associations sportives départementales et locales, pour poursuivre le développement des pratiques sportives « pour tous, partout, tout au long de la vie » ;

Albi Marssac Tarn football ASPTT, dont l'objet est l'initiation, la formation et le développement de la pratique du football, constitue l'un des acteurs majeurs de cette discipline sur le territoire tarnais. Par le rayonnement de son équipe féminine – fer de lance du club, qui évolue en 2^{ème} division, l'association participe en outre à l'animation et la promotion du Tarn.

- que le projet a été initié et conçu par l'Association et qu'il est conforme à son objet statutaire,

- que ce projet s'inscrit dans le cadre des compétences de l'action départementale et notamment de la politique départementale en matière de soutien aux clubs engagés dans les championnats nationaux,

- qu'il participe à cette politique publique,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

1.1) Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à assurer le fonctionnement et le développement de son équipe 1^{ère} féminine qui évolue en 2^{ème} division pour la saison 2022-2023.

1.2) Considérant le niveau de l'équipe 1^{ère} féminine du club, les retombées en termes d'animation et de promotion du territoire Tarnais et la vocation du club en terme de formation, le Département décide de contribuer financièrement :

- au soutien à l'équipe 1^{ère} féminine qui évolue en D2 pour la saison 2022/2023
- au parrainage de 2 rencontres aux couleurs du département
- à l'organisation de manifestations à vocation départementale sur le territoire

1.3) Le Département n'attend aucune contrepartie directe à cette subvention.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la saison sportive 2022-2023.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

3.1) Par délibération du 14 octobre 2022 le Département a décidé de verser au bénéficiaire une subvention d'un montant de 33 000 €.

3.2) Cette subvention est acquise sous réserve :

- du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 5 et 6 de la présente convention,
- des décisions du Département prises en application des articles 7 et 8 et en prenant en compte d'éventuelles modifications apportées par avenant (article 10).

3.3) Le financement public doit être inférieur aux coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en Annexe I. Cependant, il est admis que le financement public puisse être légèrement supérieur aux coûts constatés dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5 de la présente convention. Il est alors accepté un excédent raisonnable.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

4.1) Dès la réception de la convention signée par les deux parties, le Département verse un montant de 33 000 € correspondant à l'intégralité du montant de la subvention mentionné à l'article 3 de la présente convention.

4.2) La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice comptable, les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (voir modèle en Annexe III), qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activités.

ARTICLE 6 : AUTRES ENGAGEMENTS

6.1) INFORMATION DU DEPARTEMENT

Le bénéficiaire informe sans délai l'administration départementale :

- de tout changement concernant ses statuts,
- de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations (RNA),
- de toute modification concernant la composition de son Bureau ou de son Conseil d'administration,
- de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe l'administration départementale sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.2) INFORMATION SUR LA PARTICIPATION DEPARTEMENT

Le bénéficiaire s'engage :

- à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle du Département et à faire mention de la participation du Département sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention : supports papier, parutions presse, annonces médias, page d'accueil du site internet, ...
- à informer le Département des manifestations publiques qu'il organise dès leur conception de façon à permettre au Département d'y participer s'il le souhaite.

Le Département est autorisé à communiquer sur les opérations organisées par le bénéficiaire.

6.3) ASSURANCE

Les activités du bénéficiaire sont placées sous sa responsabilité exclusive. Le bénéficiaire s'engage à souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse pas être mise en cause. Il devra remettre au service départemental instructeur une attestation établie par sa compagnie d'assurance, faisant état de l'ensemble des risques couverts, dans le mois suivant la notification de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

7.1) Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

7.2) A l'issue de la convention, le Département contrôle que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département peut soit :

- exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet, augmentés éventuellement d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.3,
- à titre exceptionnel, en cas de difficultés de trésorerie, sur la base d'un argumentaire motivé du bénéficiaire, assorti des pièces justificatives, la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT

8.1) SITUATIONS POUVANT MOTIVER UN REVERSEMENT OU UN NON VERSEMENT DE SUBVENTION

Le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (proportion correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas effectuer de versement, dans les cas suivants :

- utilisation partielle ou utilisation à des fins non conformes à l'objet de la subvention,
- opération non réalisée ou partiellement réalisée,
- trop perçu de la part du bénéficiaire,
- non-respect par le bénéficiaire des obligations auxquelles il est tenu, notamment celles prévues aux articles 5 et 6 de la présente convention.

8.2) MODALITES DE REVERSEMENT

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette.

Préalablement à l'émission du titre, le Département notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement. Cette lettre indique le délai,

obligatoirement supérieur à 15 jours calendaires, dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites.

Si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification, ou si les documents transmis dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental. Celle-ci fait l'objet d'un courrier adressé au bénéficiaire.

ARTICLE 9 : RENOUELEMENT – EVALUATION

9.1) La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 de la présente convention.

9.2) Le renouvellement de la convention est également subordonné à la réalisation d'une évaluation contradictoire entre le Département et le bénéficiaire portant sur les conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en Annexe IV.

ARTICLE 10 : MODIFICATION

10.1) La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant.

Les avenants successifs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

10.2) La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : ANNEXES

Font partie intégrante de la présente convention, les documents suivants :

- Annexe I : budget prévisionnel de l'association

ARTICLE 12 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

ARTICLE 13 : RESOLUTION DES LITIGES - RECOURS

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours pourra être effectué soit par voie postale (Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, 31000 TOULOUSE), soit par dépôt en ligne sur l'application Télérecours, accessible à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.

La présente convention est réalisée en deux exemplaires.

À ALBI,

Le

**Pour Albi Marssac Tarn football ASPTT,
Les Co-Présidents**

**Pour le Conseil départemental,
Le Président**

**Bernard ESPIE
et François ENGUILABERT**

Christophe RAMOND

BUDGET PREVISIONNEL SAISON 2022/2023

(en k€)

PRODUITS D'EXPLOITATION	
Recettes de matches Champ. Dom (comptes 706)	3
Recettes autres matchs (amicaux, coupe...) (comptes 706)	0
Sponsors - Publicité (Compte 708)	45
Mécénat (Compte 754)	215
Subventions collectivités (comptes 741)	210
- <i>Subventions Ville</i>	146
- <i>Subventions Conseil Départemental</i>	33
- <i>Subventions Conseil Régional</i>	14
- <i>Subventions Agglomération</i>	0
- <i>Subventions Autres</i>	17
Subventions FFF/LFP/Ligues/Districts (compte 7583)	32
Indemnités Transferts/ Formation (comptes 757)	0
Transfert de charges (comptes 78/79)	66
Cotisations licences (comptes 756)	75
Autres produits (comptes 707 et 75)	38
TOTAL PRODUITS	684

CHARGES D'EXPLOITATION	
Achats Mar., Mat., +/- Var stocks (60)	90
Services Extérieurs (61)	13
Frais de Déplacement (625)	158
Frais d'organisation de matches (628)	55
Autres services extérieurs (comptes 621,622,623,624,626 et 627)	20
Impôts et Taxes (63)	2
Rémunérations de personnel (641)	287
Charges sociales (645 et 647)	48
Autres Charges (65)	3
Dotations aux amortissements et Prov. (68)	0
TOTAL CHARGES	676

RESULTAT D'EXPLOITATION	7
--------------------------------	----------



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

4/04. ASSOCIATIONS SPORTIVES AYANT PARTICIPÉ À LA SECONDE ÉDITION DE LA "CARAVANE DU SPORT TARNAIS"

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Isabelle ESPINOSA

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, MASSOUTIE-GIRARDET, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. BALARDY (POUVOIR À MME LAPEYRE), MME BUGIS (POUVOIR À M. BOUSQUET), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME ESTRABAUD (POUVOIR À MME REDO), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À MME CABANIS), M. MALATERRE (POUVOIR À MME BIBAL-DIOGO), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À M. FABRE).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L 1111-4,

Vu le Code du sport notamment ses articles L 100-1, L 100-2 et L 113-2 (soutien aux associations sportives),

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions notamment son article 140,

Vu la délibération du Conseil départemental du 28 mars 2019 relative à la rénovation de la politique sportive : « Promouvoir les pratiques sportives et mettre le sport au service de notre territoire »,

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 relative au soutien aux associations engagées dans la Caravane du sport tarnais,

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif 2022,

Vu la délibération de la Commission permanente du 8 novembre 2019 relative à la candidature du Département du Tarn au Label Terre de Jeux 2024,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré.

– **DECIDE** d'attribuer une subvention à l'ensemble des associations sportives mentionnées sur le tableau en annexe de la présente délibération.

.../...

La somme nécessaire sera prélevée comme suit sur les crédits inscrits au budget départemental :

EN FONCTIONNEMENT :

Domaine d'intervention : Favoriser l'animation et l'attractivité du territoire – faire vivre le Label Terre de Jeux - octroi de subventions à des associations sportives

Imputation : chapitre 65 - article 6574 - fonction 32 - enveloppe 48614 **43 200 €**

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022

Publiée le :
17 Octobre 2022

N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ab1114abfc-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services

Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

364
CARAVANE DU SPORT TARNAIS 2022

Annexe

Date	Lieu	Discipline	Association	Subvention proposée
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	GOLF	A.S DU GOLF D'ALBI LASBORDES	400 €
02/08/2022	Blaye Les Mines -L'Endrevié	GOLF	A.S DU GOLF D'ALBI LASBORDES	
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	BASKET	ALBI BASKET 81	200 €
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	CYCLOTOURISME	ALBI CYCLOTOURISME	400 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	CYCLOTOURISME	ALBI CYCLOTOURISME	
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	FOOTBALL	ALBI MARSSAC TARN FOOTBALL ASPTT	200 €
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	COURSE D'ORIENTATION	ALBI RESSORT	200 €
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	CYCLISME	ALBI VELO SPORT	200 €
21/07/2022	Lacaune - Complexe de la Balmette	PETANQUE	AMICALE BOULISTE LACAUNAISE	200 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	RUGBY XV	AMICALE SPORTIVE LISLOISE	200 €
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	TIR A L'ARC	ARCHERS DE LA MONTAGNE NOIRE	400 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	TIR A L'ARC	ARCHERS DE LA MONTAGNE NOIRE	
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	GOLF	AS DU GOLF D'AIGUELEZE	400 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	GOLF	AS DU GOLF D'AIGUELEZE	
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	GOLF	AS GOLF LA BAROUGE	400 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	GOLF	AS GOLF LA BAROUGE	
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	SPORT ADAPTE	ASSOCIATION SPORTS ET LOISIRS PASSIONS	400 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	SPORT ADAPTE	ASSOCIATION SPORTS ET LOISIRS PASSIONS	
21/07/2022	Lacaune - Complexe de la Balmette	SPORT ADAPTE	ASSOCIATION SPORTS ET LOISIRS PASSIONS	
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	SPORT ADAPTE	ASSOCIATION SPORTS ET LOISIRS PASSIONS	
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	GOLF	ASPTT ALBI section GOLF	400 €
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	GOLF	ASPTT ALBI section GOLF	
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	TENNIS DE TABLE	ASPTT ALBI SECTION TENNIS DE TABLE	400 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	TENNIS DE TABLE	ASPTT ALBI SECTION TENNIS DE TABLE	
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	TENNIS DE TABLE	ASPTT ALBI SECTION TENNIS DE TABLE	
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	BADMINTON	ASPTT CASTRES	200 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	CYCLOTOURISME	ASPTT GAILLAC CYCLOTOURISME	200 €
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	DANSE	ASSOCIATION JEUNES DANSEURS DE RUE	200 €
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	GOLF	ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF CASTRES-GOURJADE	400 €
14/07/2022	Labruguière - Domaine d'en Laure	GOLF	ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF CASTRES-GOURJADE	
28/07/2022	Saix - Base des Etangs	GOLF	ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF CASTRES-GOURJADE	
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	GOLF	ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE FIAC	400 €
09/08/2022	St Lieux les Lavour - Ludolac	GOLF	ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE FIAC	

TÉLÉPHONER AU 02 20 86 10 00 ou au 02 20 86 10 01 pour plus d'informations

365
CARAVANE DU SPORT TARNAIS 2022

Annexe

Date	Lieu	Discipline	Association	Subvention proposée
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	GOLF	ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE FIAC	
09/08/2022	St Lieux les Lavour - Ludolac	RUGBY XV	ASV LAVOUR	200 €
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	ATHLETISME	ATHLETIC CLUB SOREZIEN	200 €
21/07/2022	Lacaune - Complexe de la Balmette	ATHLETISME	ATHLETIQUE CLUB LACAUNAIS	400 €
11/08/2022	Brassac - Stade de la Lande	ATHLETISME	ATHLETIQUE CLUB LACAUNAIS	
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	CAPOEIRA	ATUAL CAPOEIRA CARMAUX	400 €
02/08/2022	Blaye Les Mines -L'Endrevié	CAPOEIRA	ATUAL CAPOEIRA CARMAUX	
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	CAPOEIRA	ATUAL CAPOEIRA CARMAUX	
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	GYMNASTIQUE ARTISTIQUE	AVANT GARDE GRAULHETOISE	400 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	GYMNASTIQUE ARTISTIQUE	AVANT GARDE GRAULHETOISE	
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	AVIRON	AVIRON CLUB ALBIGEOIS	400 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	AVIRON	AVIRON CLUB ALBIGEOIS	
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	COURSE D'ORIENTATION	AZIMUT ORIENTATION CASTRES	400 €
11/08/2022	Brassac - Stade de la Lande	COURSE D'ORIENTATION	AZIMUT ORIENTATION CASTRES	
09/08/2022	St Lieux les Lavour - Ludolac	COURSE D'ORIENTATION	BALISE ORIENTATION ALBIGEOIS	400 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	COURSE D'ORIENTATION	BALISE ORIENTATION ALBIGEOIS	
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	BASKET	BASKET CLUB CUNAC LESCURE	200 €
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	BASKET	BASKET CLUB MAZAMET AUSSILLON	400 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	BASKET	BASKET CLUB MAZAMET AUSSILLON	
21/07/2022	Lacaune - Complexe de la Balmette	BASKET	BASKET DES MONTS DE LACAUNE	200 €
11/08/2022	Brassac - Stade de la Lande	SPORTS DE COMBAT	BRASSAC SPORT DEFENSE	200 €
09/08/2022	St Lieux les Lavour - Ludolac	BASKET	BRIATEXTE BASKET CLUB	200 €
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	PLONGEE (si piscine)	CAP PLONGEE 81	400 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	PLONGEE (si piscine)	CAP PLONGEE 81	
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	ATHLETISME	CASTRES ATHLETISME	200 €
14/07/2022	Labruguière - Domaine d'en Laure	BADMINTON	CASTRES BADMINTON CLUB	200 €
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	BASKET	CASTRES BASKET CLUB	400 €
14/07/2022	Labruguière - Domaine d'en Laure	BASKET	CASTRES BASKET CLUB	
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	HANDBALL	CASTRES HANDBALL	400 €
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	HANDBALL	CASTRES HANDBALL	
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	HOCKEY SUR GLACE	CASTRES HOCKEY CLUB	400 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	HOCKEY SUR GLACE	CASTRES HOCKEY CLUB	
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	VOLLEY-BALL	CASTRES MASSAGUEL VOLLEY BALL	200 €

TÉLÉPHONER AU 02 28 68 00 12 ou 22 70 64 10 23 ab 1 14 bfc-DE

366
CARAVANE DU SPORT TARNAIS 2022

Annexe

Date	Lieu	Discipline	Association	Subvention proposée
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	RUGBY XV	CASTRES OLYMPIQUE	200 €
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	EQUITATION	CASTRES SPORTS-EQUESTRES	200 €
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	AVIRON	CASTRES SPORTS NAUTIQUES	400 €
14/07/2022	Labruguière - Domaine d'en Laure	OMNISPORTS	CASTRES SPORTS NAUTIQUES	
21/07/2022	Lacaune - Complexe de la Balmette	SPORTS NAUTIQUES	CASTRES SPORTS NAUTIQUES	
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	SAUVETAGE - SECURITE	CASTRES SPORTS NAUTIQUES	
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	SAUVETAGE - SECURITE	CASTRES SPORTS NAUTIQUES	
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	SAUVETAGE - SECURITE	CASTRES SPORTS NAUTIQUES	400 €
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	TENNIS DE TABLE	CASTRES TARN SUD TENNIS DE TABLE	200 €
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	ESCRIME	CERCLE D'ESCRIME D'ALBI	400 €
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	ESCRIME	CERCLE D'ESCRIME D'ALBI	
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	ESCRIME	CERCLE D'ESCRIME DE CASTRES	400 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	ESCRIME	CERCLE D'ESCRIME DE CASTRES	
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	ESCRIME	CERCLE D'ESCRIME DE LAVAU	400 €
09/08/2022	St Lieux les Lavar - Ludolac	ESCRIME	CERCLE D'ESCRIME DE LAVAU	
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	CYCLOTOURISME	CLUB CYCLOTOURISME DE CASTRES	200 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	SPORT CANIN	CLUB GRAULHETOIS DU CHIEN D'UTILITE	200 €
09/08/2022	St Lieux les Lavar - Ludolac	CYCLOTOURISME	CLUB SAINT-SULPICIEEN DE CYCLOTOURISME	200 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	CYCLOTOURISME	DADOU CYCLOTOURISME	400 €
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	CYCLOTOURISME	DADOU CYCLOTOURISME	
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	DANSE	DANCE CLUB 81	200 €
09/08/2022	St Lieux les Lavar - Ludolac	JUDO	DOJO CULTUREL SAINT SULPICIEEN	200 €
14/07/2022	Labruguière - Domaine d'en Laure	ECHECS	ECHQUIER MONTAGNE NOIRE	400 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	ECHECS	ECHQUIER MONTAGNE NOIRE	
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	ATHLETISME	ECLA ALBI	200 €
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	RUGBY XIII	ECOLE DE RUGBY CANTON VILLEFRANCHE ALBI	200 €
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	RUGBY XV	ECOLE DE RUGBY SOR AGOUT XV	200 €
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	JUDO	EIDOKAN	200 €
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	BASKET	ESPERANCE SPORTIVE REALMONT BASKET	400 €
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	BASKET	ESPERANCE SPORTIVE REALMONT BASKET	
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	ATHLETISME	ETOILE SPORTIVE AUSSILLON	200 €
14/07/2022	Labruguière - Domaine d'en Laure	FOOTBALL	ÉTOILE SPORTIVE MONTAGNE NOIRE	200 €
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	PETANQUE	FANNY PETANQ'CLUB	200 €

TÉLÉPHONER AU 02 28 68 00 12 ou 22 70 04 10 23 ab 1 14 bfc-DE

367
CARAVANE DU SPORT TARNAIS 2022

Annexe

Date	Lieu	Discipline	Association	Subvention proposée
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	FOOTBALL	FOOTBAL CLUB PAYS MAZAMETAIN	400 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	FOOTBALL	FOOTBALL CLUB PAYS MAZAMETAIN	
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	ATHLETISME	FLORENTIN ATHLE	200 €
11/08/2022	Brassac - Stade de la Lande	FOOTBALL	FOOTBALL CLUB BRASSAC	200 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	FOOTBALL	FOOTBALL CLUB GRAULHETOIS	200 €
21/07/2022	Lacaune - Complexe de la Balmette	FOOTBALL	FOOTBALL CLUB LACAUNE	200 €
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	VOLLEY-BALL	FOYER RURAL (CAMBOUNET SUR SOR)	200 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	JUDO	FUJI KAI GAILLAC	200 €
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	JUDO	FUJ-IKAI CARMAUX	200 €
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	RANDONNEE ET MARCHE NORDIQUE	GROUPE EVASION MONTAGNE RANDONNEE	400 €
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	RANDONNEE ET MARCHE NORDIQUE	GROUPE EVASION MONTAGNE RANDONNEE	
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	GYMNASTIQUE VOLONTAIRE	GYMNASTIQUE TERSSACOISE	200 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	GYMNASTIQUE VOLONTAIRE	GYMNASTIQUE VOLONTAIRE GAILLACOISE	200 €
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	HANDBALL	HANDBALL CLUB ALBIGEOIS	400 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	HANDBALL	HANDBALL CLUB ALBIGEOIS	
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	HANDBALL	HANDBALL CLUB ALBIGEOIS	
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	FOOTBALL AMERICAIN	HURRICANE ALBI	
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	FOOTBALL AMERICAIN	HURRICANE ALBI	400 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	FOOTBALL AMERICAIN	HURRICANE ALBI	
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	FOOTBALL AMERICAIN	HURRICANE ALBI	
02/08/2022	Blaye Les Mines -L'Endrevié	FOOTBALL AMERICAIN	HURRICANE ALBI	
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	FOOTBALL AMERICAIN	HURRICANE ALBI	
09/08/2022	St Lieux les Lavour - Ludolac	FOOTBALL AMERICAIN	HURRICANE ALBI	
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	FOOTBALL AMERICAIN	HURRICANE ALBI	
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	WUSHU	INSTITUT WUDANG PAI	400 €
09/08/2022	St Lieux les Lavour - Ludolac	WUSHU	INSTITUT WUDANG PAI	
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	PETANQUE	JOYEUSE PÉTANQUE SOUALAISE	200 €
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	JUDO	JUDO CLUB SAINT-JUERY	200 €
09/08/2022	St Lieux les Lavour - Ludolac	KARATÉ	KARATÉ CLUB VAURÉEN	200 €
14/07/2022	Labruguière - Domaine d'en Laure	ATHLETISME	LABRUGUIERE ATHLETIC CLUB	200 €
14/07/2022	Labruguière - Domaine d'en Laure	TENNIS DE TABLE	LABRUGUIERE FUN PING	200 €
21/07/2022	Lacaune - Complexe de la Balmette	ESCALADE	LACAUNE ESCALADE EVASION	200 €
09/08/2022	St Lieux les Lavour - Ludolac	ATHLETISME	LAVOUR ATHLÉTISME	200 €

TÉLÉPHONER AU 02 28 68 00 12 JOUÉ-ROZAB114abfc-DE

368
CARAVANE DU SPORT TARNAIS 2022

Annexe

Date	Lieu	Discipline	Association	Subvention proposée
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	BASKET	LE SEQUESTRE BASKET CLUB	200 €
02/08/2022	Blaye Les Mines -L'Endrevié	MAJORETTES	LES AMIS DES MAJORETTES DE BLAYE LES MINES	200 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	TIR A L'ARC	LES ARCHERS DU DADOU	200 €
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	TIR A L'ARC	LES ARCHERS DU SIDOBRE	400 €
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	TIR A L'ARC	LES ARCHERS DU SIDOBRE	
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	PETANQUE	PETANQUE DES BRUYÈRES	400 €
02/08/2022	Blaye Les Mines -L'Endrevié	PETANQUE	PETANQUE DES BRUYÈRES	
21/07/2022	Lacaune - Complexe de la Balmette	SPELEOLOGIE	LES CADETS DE BRASSAC SECTION SPELEOLOGIE	400 €
11/08/2022	Brassac - Stade de la Lande	SPELEOLOGIE	LES CADETS DE BRASSAC SECTION SPELEOLOGIE	
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	MAJORETTES	LES ETOILES EMERAUDE DE SAINT JUERY CAGNAC	200 €
21/07/2022	Lacaune - Complexe de la Balmette	RANDONNEE ET MARCHE NORDIQUE	LOS PASSEJAIRE - RANDONNEURS DES MONTS DE LACAUNE	200 €
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	ATHLETISME	MAISON D'ANIMATION LO CAPIAL - SECTION ATHLETISME	200 €
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	CANOE KAYAK	MAISON D'ANIMATION LO CAPIAL	200 €
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	MARCHE NORDIQUE	MARCHE NORDIQUE ALBIGEOISE	200 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	BASKET	MARSSAC BASKET CLUB	400 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	BASKET	MARSSAC BASKET CLUB	
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	E-SPORT	M E-SPORTS	400 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	E-SPORT	M E-SPORTS	
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	E-SPORT	M E-SPORTS	
14/07/2022	Labruguière - Domaine d'en Laure	VOLLEY-BALL	MJC LABRUGUIERE VLAN	200 €
11/08/2022	Brassac - Stade de la Lande	BADMINTON	MJC PAYS BRASSAGAIS	200 €
11/08/2022	Brassac - Stade de la Lande	RANDONNEE	MJC PAYS BRASSAGAIS	
11/08/2022	Brassac - Stade de la Lande	TENNIS DE TABLE	MJC PAYS BRASSAGAIS	
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	EQUITATION	NATURELLEMENT CHEVAL	200 €
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	SPÉLÉOLOGIE ET ESCALADE	OBSCURS UNIVERS ROCHERS ET SENTIERS OURS	200 €
09/08/2022	St Lieux les Lavaur - Ludolac	BOXE	OLYMPIC BOXING TARN	200 €
21/07/2022	Lacaune - Complexe de la Balmette	RUGBY XV	OLYMPIQUE DES MONTS DE LACAUNE ET PLATEAUX DES LACS	200 €
14/07/2022	Labruguière - Domaine d'en Laure	RUGBY XV	OLYMPIQUE LABRUGUIERE XV	200 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	HANDBALL	OUEST TARN HANDBALL	400 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	HANDBALL	OUEST TARN HANDBALL	
09/08/2022	St Lieux les Lavaur - Ludolac	PETANQUE	PETANQUE DU GRAND ROND	200 €
14/07/2022	Labruguière - Domaine d'en Laure	PETANQUE	PETANQUE LABRUGUIEROISE	200 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	PELOTE BASQUE	PILOTARIAK	400 €

TÉLÉPHONER AU 02 28 68 00 12 20 22 70 04 - 00 23 ab 1 14 bfc-DE

369
CARAVANE DU SPORT TARNAIS 2022

Annexe

Date	Lieu	Discipline	Association	Subvention proposée
02/08/2022	Blaye Les Mines -L'Endrevié	PELOTE BASQUE	PILOTARIAK	
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	TENNIS DE TABLE	PING SAINT PAULAIS	400 €
09/08/2022	St Lieux les Lavour - Ludolac	TENNIS DE TABLE	PING SAINT PAULAIS	
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	TENNIS DE TABLE	PING SAINT PAULAIS	
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	VOLLEY-BALL	PUYLAURENS VOLLEY-BALL	200 €
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	RUGBY XIII	RACING CLUB AUSSILLON MAZAMET XIII	400 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	RUGBY XIII	RACING CLUB AUSSILLON MAZAMET XIII	
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	RUGBY XIII	RACING CLUB LESCURE ARTHES XIII	200 €
09/08/2022	St Lieux les Lavour - Ludolac	RUGBY XV	RCS XV RUGBY CLUB SAINT-SULPICE LA POINTE XV	
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	RUGBY XV	SAINT JUERY ARTHES OLYMPIQUE XV	200 €
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	FOOTBALL	SAINT JUERY OLYMPIQUE FOOTBALL CLUB	200 €
04/08/2022	St Juéry - Les Avalats	TENNIS	SAINT JUERY OLYMPIQUE TENNIS	200 €
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	GYMNASTIQUE	SALTO ALBIGEOIS	200 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	ATHLETISME	SPORTING CLUB GRAULHETOIS ATHLÉTISME	200 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	TENNIS DE TABLE	TENNIS DE TABLE GRAULHET	200 €
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	KARATÉ	SEIKEN KARATÉ	200 €
11/08/2022	Brassac - Stade de la Lande	RUGBY XV	SIDOBRE MONTAGNE XV	200 €
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	ROLLER & SKATEBOARD	SKATE CLUB ALBI	400 €
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	ROLLER & SKATEBOARD	SKATE CLUB ALBI	
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	SPELEOLOGIE	SOCIETE DE RECHERCHES SPELEO ARCHEOLOGIQUES DU SOREZOIS ET DU REVELOIS (S.R.S.A.S.R)	200 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	FFBSQ	SPORT QUILLES SENOUILAC	400 €
02/08/2022	Blaye Les Mines -L'Endrevié	FFBSQ	SPORT QUILLES SENOUILAC	
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	FFBSQ	SPORT QUILLES SENOUILAC	
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	RUGBY XV	SPORTING CLUB ALBIGEOIS	
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	RUGBY XV	SPORTING CLUB ALBIGEOIS	400 €
19/07/2022	Terressac - Complexe du Pastel	RUGBY XV	SPORTING CLUB ALBIGEOIS	
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	BASKET	SPORTING CLUB GRAULHETOIS CLUB OMNISPORT - SECTION BASKET	200 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	RUGBY XV	SPORTING CLUB GRAULHETOIS CLUB OMNISPORT	200 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Pélissou	NATATION - SAUVETAGE	SPORTING CLUB GRAULHETOIS CLUB OMNISPORT - SECTION NATATION	200 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	RUGBY XV	SPORTING CLUB MAZAMETAIN	200 €
21/07/2022	Lacaune - Complexe de la Balmette	ACTIVITES DE PLEINE NATURE	SUR NOS SENTIERS	400 €
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	ACTIVITES DE PLEINE NATURE	SUR NOS SENTIERS	
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	TAEKWONDO	TAEKWONDO ALBIGEOIS	200 €

TÉLÉPHONER AU 02 28 68 00 01 le 20 22 70 04 - 00 23 ab 1 14 bfc-DE

370
CARAVANE DU SPORT TARNAIS 2022

Annexe

Date	Lieu	Discipline	Association	Subvention proposée
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	TAEKWONDO	TAEKWONDO SPIRIT	200 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	YOSEIKAN BUDO	TARN & DADOU YOSEIKAN	400 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	DANSE	TEMPS DANSE	200 €
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	TENNIS	TENNIS CLUB APM (Association Pays Mazamétain)	200 €
11/08/2022	Brassac - Stade de la Lande	TENNIS	TENNIS CLUB BRASSAC	200 €
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	TENNIS	TENNIS CLUB DU TRAVET	200 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	TENNIS	TENNIS CLUB GAILLAC	200 €
12/07/2022	Graulhet - Stade Péliissou	TENNIS	TENNIS CLUB GRAULHETOIS	200 €
09/08/2022	St Lieux les Lavaur - Ludolac	TENNIS	TENNIS CLUB LAVAUUR	200 €
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	TENNIS	TENNIS CLUB VIELMUROIS	200 €
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	TENNIS DE TABLE	TENNIS DE TABLE PAYS GAILLACOIS	200 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	RANDONNEE ET MARCHE NORDIQUE	TERSSAC A DOS RANDO	200 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	FOOTBALL	TERSSAC ALBI FOOTBALL CLUB	200 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	PETANQUE	TERSSAC PETANCLUB	200 €
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	TIR SPORTIF	TIR LOMBERS REALMONT	200 €
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	TENNIS DE TABLE	UNION PONGISTE MAZAMETAINE	400 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	TENNIS DE TABLE	UNION PONGISTE MAZAMETAINE	
16/08/2022	Gaillac - Parc de Pichery	VOLLEY-BALL	UNION SPORTIVE CADALENOISE VOLLEY-BALL	200 €
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	TENNIS DE TABLE	UNION SPORTIVE CARMAUX TENNIS DE TABLE	400 €
02/08/2022	Blaye Les Mines -L'Endrevié	TENNIS DE TABLE	UNION SPORTIVE CARMAUX TENNIS DE TABLE	
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	RUGBY XV	UNION SPORTIVE VIELMUROISE	200 €
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	RUGBY XV	US AUSSILLON MAZAMET XV	200 €
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	FOOTBALL	US AUTAN	200 €
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	RUGBY XV	US CARMAUX RUGBY	400 €
02/08/2022	Blaye Les Mines -L'Endrevié	RUGBY XV	US CARMAUX RUGBY	
06/07/2022	Castres - Parc de Gourjade	FOOTBALL	US CASTRES FOOTBALL	200 €
02/08/2022	Blaye Les Mines -L'Endrevié	ATHLETISME	USCA ALBI	200 €
26/06/2022	Le Garric - Cap Découverte	ATHLETISME	USCA LESCURE	200 €
04/07/2022	Albi - Base de loisirs Cantepau	TENNIS	USSPA	200 €
26/07/2022	Aussillon - Complexe René Carayol	HANDBALL	VALLEE DU THORE - HANDBALL CLUB	400 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	HANDBALL	VALLEE DU THORE - HANDBALL CLUB	
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	CYCLOCROSS	VELO SPORT LEO LAGRANGE CASTRES	200 €
28/07/2022	Saïx - Base des Etangs	VOILE	VOILE HANDI VALIDE	200 €

TÉLÉPHONER AU 02 20 86 10 0012 le 20/22 7004-10023ab1114abfc-DE

371
CARAVANE DU SPORT TARNAIS 2022

Annexe

Date	Lieu	Discipline	Association	Subvention proposée
09/08/2022	St Lieux les Lavaur - Ludolac	VOLLEY-BALL	VOLLEY CLUB BASTIDIEN	200 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	VTT	VTT CLUB MAZAMET MONTAGNE NOIRE	200 €
02/08/2022	Blaye Les Mines -L'Endrevié	VOL LIBRE	WAGGA CLUB PARAPENTE	200 €
19/07/2022	Terssac - Complexe du Pastel	WA-JUTSU	WA-JUTSU CLUB TERSSAC	200 €
18/08/2022	Lautrec - Aquaval	RUGBY XIII	XIII REALMONTAIS	200 €
21/08/2022	Mazamet - Lac des Montagnès	CIRQUE	ZMAM ÉCOLE DE CIRQUE	200 €

164

43 200 €

TÉLÉPHONER AU 02 20 66 10 01 Le 22 70 66 10 23 ab 1 1 4 abfc-DE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

4/05. SPORTS DE NATURE MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA CDESI

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Isabelle ESPINOSA

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. BALARDY (POUVOIR À MME LAPEYRE), MME BUGIS (POUVOIR À M. BOUSQUET), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME ESTRABAUD (POUVOIR À MME REDO), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À MME CABANIS), M. MALATERRE (POUVOIR À MME BIBAL-DIOGO), MME MASSOUTIE-GIRARDET (POUVOIR À M. SERIEYS), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À M. FABRE).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,

Vu le Code du sport notamment ses articles L311-3, L 311-6 et R311-2 relatifs à la CDESI et au PDESI,

Vu la loi n°2000-627 du 6 juillet 2000 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives confiant aux Départements la compétence du développement maîtrisé des sports de nature,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 2 février 2007 instituant la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires relatifs aux sports de nature (CDESI),

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 3 juillet 2007 arrêtant la composition, approuvant le mode de fonctionnement et donnant délégation à la Commission permanente pour valider son règlement intérieur après approbation par la CDESI en séance plénière,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 28 mars 2019 relative à la politique sportive renouvelée,

Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,

Vu le rapport de M. le Président,

Après en avoir délibéré,

.../...

— **APPROUVE** les modifications apportées au règlement intérieur de la commission départementale des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature (CDESI) concernant sa composition telles que présentées en annexe de la présente délibération.

Résultat des votes :

- n'ont pas pris part au vote : 3 (Mme ESPINOSA, MM. TESTAS, SALVADOR)
- ont voté pour : 43

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022

Publiée le :
18 Octobre 2022

N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ab21159c57-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

.../...

REGLEMENT INTERIEUR DE LA CDESI DU TARN



Le Conseil départemental a acté le 1^{er} février 2007 le principe de la création de la Commission Départementale des Espaces Sites et Itinéraires (CDESI) des sports de nature, et en a fixé la composition et les principes généraux de fonctionnement, par délibération du 3 juillet 2007.

La CDESI a été installée le 8 février 2008 et son règlement intérieur a été approuvé par la Commission permanente du Conseil départemental le 12 décembre 2008. Il a fait l'objet d'une première actualisation en décembre 2011 (modalités de vote et d'expression des avis de la CDESI).

Après plusieurs années de fonctionnement, ce règlement intérieur doit être actualisé (noms des organismes représentés, modification de la composition de la commission...) Le présent règlement a donc pour objet de rappeler les missions de la CDESI (Titre I), sa composition (Titre II), son mode de fonctionnement (Titre III) et les modalités de sollicitation et de formulation de ses avis (Titre IV).

Titre I – Missions de la CDESI

L'article 311-3 du Code du sport définit les missions de la CDESI.

- Elle **recense** les espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature.
- Elle **propose** le plan départemental des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature (PDESI) et concourt à son élaboration,
- Elle **propose** les conventions relatives au PDESI,
- Elle **est consultée** par l'autorité administrative sur toute modification du plan ainsi que sur tout projet d'aménagement ou mesure de protection des espaces naturels susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice des sports de nature dans les espaces, sites et itinéraires inscrits à ce plan. Le Conseil départemental prend toute décision relative à ce plan.
- Elle **favorise les relations** avec les propriétaires, les gestionnaires et les exploitants d'espaces naturels et ruraux.
- Elle **examine les propositions** d'inscription au PDESI.

Dans le Tarn, au delà des obligations légales, le choix d'une démarche transversale favorise une approche multidimensionnelle, prenant en compte :

- La volonté de préserver, aménager et développer des lieux de pratiques sportives de nature et leur accessibilité à tous. Ce travail devant favoriser le développement des sports de nature dans le département. (Axe sportif et social)
- Les milieux naturels et les paysages considérés aujourd'hui comme un patrimoine. (Axe environnemental)
- Les espaces en tant que lieux de vie et de travail des populations locales. (Axe d'aménagement du territoire)
- L'amélioration du cadre de vie et du développement touristique. (Axe de développement économique)

Titre II – Composition de la CDESI

La CDESI est placée sous l'autorité du Président du Conseil départemental.

Considérant le cadre juridique et l'approche multidimensionnelle affichée pour le Département du Tarn, il est proposé, après consultation du comité de pilotage, de retenir la composition suivante, autour de trois collèges :

- Collège « Sports et activités de pleine nature » - 16 sièges.

Le Comité Départemental Olympique et Sportif est chargé de désigner les représentants des comités sportifs départementaux, en veillant à une représentation la plus large possible de l'éventail des pratiques : fédérations de sports terrestres, aériens, aquatiques, sous-terrains – fédérations unisport, scolaires, multisports et affinitaires (handisport et sport adapté compris).

Les comités qui ne sont pas directement appelés à siéger sont représentés par le CDOS.

- Collège « Acteurs et gestionnaires de l'espace » - 16 sièges.

Ce collège regroupe notamment les partenaires de la politique départementale relative aux Espaces Naturels Sensibles.

Un représentant pour chacune des structures suivantes : Ligue de Protection des Oiseaux (LPO), Conservatoire des espaces naturels Occitanie (CEN), Société Tarnaise des Sciences Naturelles (STSN), Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE), Office National des Forêts (ONF), Centre régional de la propriété forestière (CRPF), Chambre d'Agriculture du Tarn, Syndicat des propriétaires forestiers, Comité départemental de tourisme (CDT), la Fédération du Tarn pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, la Fédération Départementale des chasseurs du Tarn, représentant des propriétaires fonciers, un représentant des professionnels encadrant les sports de nature (guides, encadrants VTT,...), un représentant des pratiquants de loisirs motorisés, le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Tarn (CAUE) et l'Antenne Mountain Bikers Foundation Haut-Languedoc.

- Collège « Collectivités et Services de l'Etat » - 15 sièges.

3 conseillers départementaux (élus en charge du sport, de l'environnement et du tourisme), 1 conseiller régional, 1 représentant de l'Association des Maires du Tarn, 4 représentants des collectivités désignés par l'Association des Maires du Tarn, 1 représentant de l'Association du bassin Versant Tarn - Aveyron, 1 représentant du Parc Naturel Régional du Haut Languedoc, 1 représentant de l'association départementale des Collectivités Forestières du Tarn, et 1 représentant pour chacun des services de l'Etat suivants : Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Tarn (DSDEN), Direction Départementale des Territoires (DDT), Office Français de la Biodiversité (OFB).

Modalités de désignation, renouvellement de ses membres

Il appartient à chaque structure membre de la CDESI de désigner un représentant et un suppléant et d'en informer le secrétariat de la CDESI pour garantir une bonne diffusion des informations et convocations relatives aux travaux de la commission.

Tout représentant perdant la qualité au titre de laquelle il a été désigné cesse de faire partie de la CDESI. Lorsqu'un siège devient vacant pour quelque cause que ce soit, un nouveau représentant est désigné dans les mêmes conditions pour la durée restant à courir du mandat laissé libre.

Le mandat des membres de la CDESI est renouvelable en fonction des élections de l'Assemblée Départementale.

Un membre titulaire pourra être remplacé par son suppléant qui disposera alors de sa voix.

Les membres de la CDESI exercent leurs fonctions à titre bénévole.

Titre III – Fonctionnement de la CDESI

Réunions

La CDESI se réunit en séance plénière au minimum une fois par an et sur demande de son Président ou du quart de ses membres.

Les convocations aux séances plénières sont adressées par courrier au minimum 15 jours avant la séance et comportent l'ordre du jour, fixé par le Président, et tous les documents nécessaires au débat.

Tout membre de la CDESI peut demander par écrit qu'une question soit inscrite à l'ordre du jour. Dans ce cas, il doit le faire au plus tard 7 jours avant la date de la séance. La décision d'inscription à l'ordre du jour est prise par le Président de la CDESI.

Le Président de la CDESI peut inviter, pour avis, une ou des personnes qualifiées à participer aux séances avec voix consultative, ainsi que des référents techniques susceptibles d'être entendus sur des sujets préalablement définis par ses membres.

Groupes de travail

Pour remplir ses différentes missions - définies à l'article 311-3 du Code du sport - la CDESI peut constituer des formations ou groupes de travail territoriaux et/ou thématiques.

Leurs missions sont :

- faire remonter les problématiques de terrain à la CDESI ;
- devenir des organes de dialogues et de concertation entre pratiquants et gestionnaires ;
- proposer des solutions lors de conflits d'usage ;
- réaliser des propositions pour la valorisation des activités et sports de nature.

Les groupes de travail sont principalement constitués de membres de la CDESI, mais sont ouverts à tout organisme concerné par la thématique abordée.

De même, ces formations peuvent faire appel, en fonction de leurs travaux, à des personnalités qualifiées, choisies en fonction de leurs compétences et à des représentants des usagers des espaces, sites et itinéraires concernés, ou des organismes en charge de l'aménagement, de la gestion ou de la préservation des mêmes espaces, sites et itinéraires.

Les convocations aux réunions des groupes de travail ne sont pas nécessairement envoyées par courrier postal, elles peuvent être adressées par courrier électronique.

Les membres des groupes de travail peuvent être invités par le Président à assister aux séances plénières de la CDESI.

Sorties sur le terrain

En complément des séances plénières et des réunions des groupes de travail, le comité de pilotage de la CDESI peut proposer des rencontres d'observation et d'échanges pour permettre à certains membres de la CDESI de présenter in situ leurs activités.

Ces rencontres ne sont pas limitées aux seuls organismes siégeant à la CDESI, ils peuvent inviter leurs membres, leurs partenaires et au-delà toute personne intéressée.

Comité de pilotage

Composé des représentants du CDOS (2), du Comité départemental de la randonnée pédestre (CDRP), de la DSDEN, du Comité Départemental du Tourisme et du Conseil départemental, ce groupe a pour mission de piloter les travaux de la CDESI : il définit les échéances de travail, s'assure du bon déroulement des travaux, évaluent ceux-ci au regard des échéances initiales.

En fonction de ses besoins, il peut s'adjoindre les services d'experts.

Secrétariat de la CDESI – Animation

Le secrétariat général et l'animation sont assurés par le chargé de mission de la CDESI.

Considérant le caractère transversal du dossier, le chargé de mission, rattaché au Service de la Jeunesse et des Sports, travaille en collaboration étroite avec la Direction de l'Eau et de l'Environnement, chargée du copilotage de la politique départementale de développement maîtrisé des sports de nature.

Il est amené à travailler en liaison avec l'ensemble des autres services concernés du Conseil départemental, le CDOS et la DSDEN.

Communication et information sur les travaux de la CDESI

Deux outils ont été créés pour l'animation de la CDESI et sont à la disposition de ses membres.

La lettre d'information trimestrielle a pour but de maintenir informés les membres de la CDESI et leurs partenaires de l'avancée des travaux de la commission, mais aussi de l'actualité tarnaise des sports de nature, des milieux naturels et de ses différents usages. Chaque membre de la CDESI est invité à utiliser cet outil pour porter à la connaissance des membres de la CDESI toute actualité ou information pouvant les concerner.

Le site internet dédié est doté d'une partie publique visant à informer le grand public sur la CDESI du Tarn, sur les sports de nature et à communiquer sur les travaux de la commission. Une partie réservée aux membres de la CDESI et partenaires, protégée par mot de passe, a pour but de centraliser les documents de travail et les ressources partagées par les organismes membres de la CDESI.

Le site internet de la CDESI est à la disposition de chaque membre de la CDESI : tout organisme peut proposer un article, une ressource, un lien à y intégrer, dès lors qu'il concerne les sports de nature et peut intéresser les membres de la CDESI ou le grand public. Les membres de la CDESI peuvent également demander à ce qu'un contenu soit ajouté, en fonction de leurs attentes.

Mise en œuvre du PDESI

Les modalités de mise en œuvre du PDESI font l'objet d'un document annexé au présent règlement intérieur (critères d'inscription, procédure, décision d'inscription, conséquences de l'inscription d'un site au PDESI, ...).

Titre IV – Sollicitations et avis de la CDESI

Quorum

La CDESI et ses formations siègent valablement lorsque la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque organisme membre de la CDESI doit faire en sorte d'être représenté en séance plénière par le titulaire ou son suppléant. En cas d'impossibilité, il peut donner son pouvoir à un autre membre de la CDESI. Chaque membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, les membres sont à nouveau convoqués. Ils délibèrent alors valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

Modalités de vote

Trois situations peuvent susciter un vote de la CDESI :

- l'émission d'un avis pour l'inscription d'un lieu de pratique au PDESI (avis favorable, réservé ou défavorable),
- l'émission d'un avis formel, sur demande de l'autorité administrative, en cas de projet ou de mesure susceptible d'avoir une incidence sur l'exercice des sports de nature dans les espaces, sites et itinéraires inscrits au PDESI,
- la réponse à des sollicitations concernant toute question relative à la pratique des activités de pleine nature sur des sites et itinéraires ne figurant pas au PDESI.

Les avis sont adoptés à la majorité absolue des suffrages exprimés. Chaque membre dispose d'une voix. Le vote s'effectue à main levée sauf si au moins un des membres demande à ce que le vote soit réalisé à bulletin secret.

Les avis formulés par la Commission ont une valeur consultative et ne constituent en aucun cas des décisions ; les décisions finales revenant au Conseil départemental, réuni en Commission permanente.

Avis formel de la CDESI sur les ESI inscrits au Plan

La sollicitation de la CDESI pour un avis relatif aux espaces, sites et itinéraires inscrits au PDESI, doit être formalisée par un courrier adressé à son Président.

L'avis rendu par la CDESI est également formalisé par écrit et signé de son Président. Le procès-verbal dressé à l'issue de la séance de la CDESI pourra être annexé à l'avis ainsi rendu.

Lorsque l'avis de la CDESI est sollicité, le Président peut, selon le contexte et après avoir consulté le Comité de Pilotage :

- réunir la CDESI en séance plénière afin d'obtenir un avis collectif,
- recueillir les avis de chaque membre de la CDESI indépendamment par courrier et en adresser une synthèse à l'autorité administrative à l'origine de la demande.

Consultation de la CDESI en dehors du PDESI

Indépendamment de la consultation prévue au titre I concernant les espaces, sites et itinéraires inscrits au PDESI, la CDESI peut également être sollicitée par toute personne (et notamment les membres de la CDESI et leurs réseaux de pratiquants et d'utilisateurs) pour toute question relative à la pratique des activités de pleine nature sur des sites et itinéraires ne figurant pas au PDESI.

Ces sollicitations doivent être réalisées par écrit, adressées au Président de la CDESI.

Le Président et le comité de pilotage décident alors de solliciter ou non les membres de la CDESI et en informent le demandeur.

Si la demande relève des compétences des services du Département, ceux-ci apporteront une réponse directe à la demande.

La CDESI ne rend pas d'avis formel à la demande d'un tiers, en dehors des lieux de pratique inscrits au PDESI.

Problématiques locales

La CDESI place ses travaux dans un contexte de concertation et de dialogue entre les différentes parties et elle veille aussi à une cohérence globale, par le développement d'une politique départementale des sports de nature. A ce titre, ni la CDESI ni le Conseil départemental chargés de la piloter ne peuvent répondre aux problématiques posées sur un cas ou un site précis sans se situer dans une démarche générale vis-à-vis de principes communs, en accord avec leurs différents partenaires.

Lorsqu'elle le juge nécessaire, la CDESI peut organiser une phase de concertation autour d'une problématique précise. La démarche adoptée vise à réunir un groupe de travail de façon à recueillir les besoins et enjeux des parties prenantes, à susciter les échanges puis à synthétiser les avis des différents protagonistes sur la question posée.

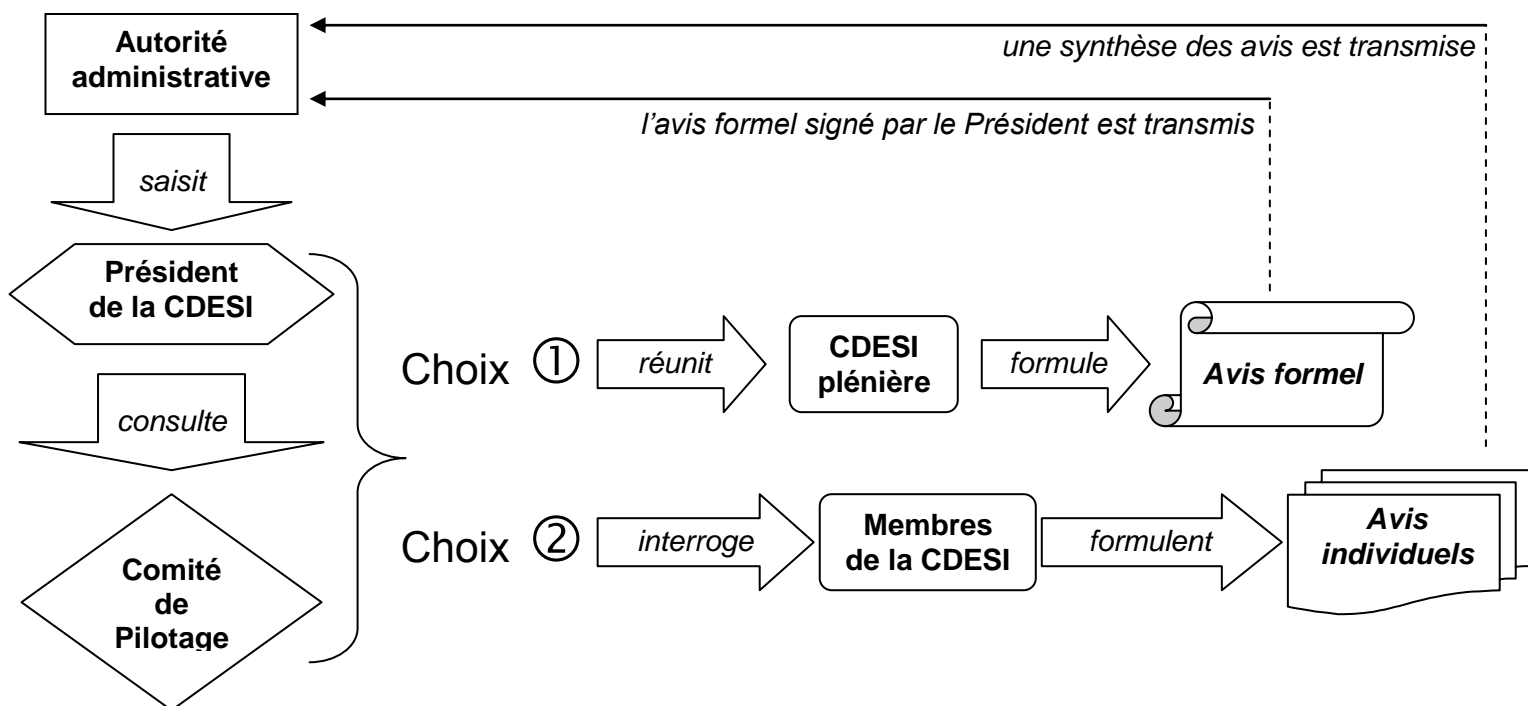
Modifications du Règlement intérieur

Les modifications éventuelles au présent Règlement Intérieur sont votées par la Commission permanente du Conseil départemental, sur proposition de la CDESI.

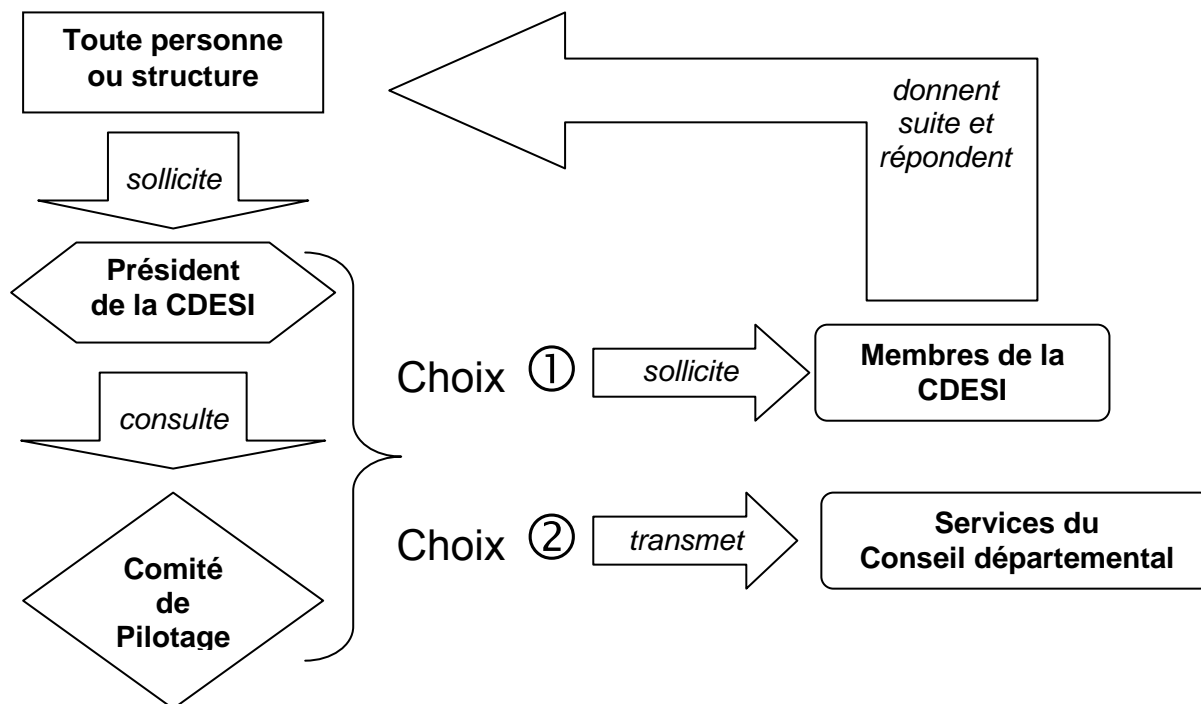
Règlement intérieur adopté par la CDESI réunie en séance plénière le 13 mai 2022,
Approuvé par la Commission permanente du Conseil départemental le 14 octobre 2022.

Procédure de sollicitation de la CDESI

Cas n°1 : Avis formel de la CDESI sur les ESI inscrits au Plan



Cas n°2 : Consultation de la CDESI en dehors du PDESI





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

4/06. ASSOCIATIONS DE JEUNESSE - OCTROI DE SUBVENTIONS 3^{ÈME} RÉPARTITION

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Christelle CABANIS

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. BALARDY (POUVOIR À MME LAPEYRE), MME BUGIS (POUVOIR À M. BOUSQUET), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME ESTRABAUD (POUVOIR À MME REDO), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À MME CABANIS), M. MALATERRE (POUVOIR À MME BIBAL-DIOGO), MME MASSOUTIE-GIRARDET (POUVOIR À M. SERIEYS), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À M. FABRE).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L 1111-4,
Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions notamment son article 140,
Vu la délibération du Conseil départemental du 13 novembre 2020 approuvant le Plan Tarn Jeunesse 2021-2025,
Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif 2022,
Vu la délibération de la Commission permanente du 14 janvier 2022 décidant d'attribuer à certaines associations départementales de jeunesse, une première subvention destinée à soutenir leur fonctionnement dans l'attente du vote du Budget primitif 2022,
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
Vu le rapport de M. le Président,
Après avis de la Commission Éducation, Jeunesse, Sports, Culture, Vie associative et Citoyenneté du 16 septembre 2022,

Après en avoir délibéré.

— **DECIDE** d'attribuer une subvention aux associations de jeunesse, comme mentionné sur le tableau en annexe de la présente délibération.

.../...

– **AUTORISE** M. le Président à signer les conventions à intervenir avec la Fédération départementale des MJC du Tarn et Léo Lagrange Sud-Ouest, ainsi que tout document nécessaire à cette fin.

Les sommes nécessaires seront prélevées comme suit sur les crédits inscrits au budget départemental :

EN FONCTIONNEMENT :

Domaine d'intervention : Octroi de subventions à des associations de jeunesse

Imputation : chapitre 65 - article 6574 – fonction 33 - enveloppe 25893.....**152 195 €**

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
18 Octobre 2022
Publiée le :
18 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13ab01159c56-DE

Pour extrait conforme,
Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...

FONCTIONNEMENT

ORGANISME DEMANDEUR	OBJET DE LA DEMANDE - OBSERVATIONS	SUBVENTION SOLLICITEE	PROPOSITION
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES MJC DU TARN 93 rue Goya 81100 CASTRES	Fonctionnement 2022 – Solde <u>Aide 2021</u> : 138 000 € <u>1^{er} versement</u> : 40 500 €	136 195 €	136 195 € Reste à verser : 95 695 €
LEO LAGRANGE SUD-OUEST 4 rue Paul Mesple 31100 TOULOUSE	Fonctionnement 2022 de la Mission Information Jeunesse Tarn <u>Aide 2021</u> : 40 000 €	40 000 €	40 000 €
COMITE DE LA JEUNESSE AU PLEIN AIR 32 rue des Carmélites 81000 ALBI	Fonctionnement 2022 (hors bourses) <u>Aide 2021</u> : 9 000 €	9 000 €	9 000 €
UNION FRANCAISE DES CENTRES DE VACANCES LOISIRS (UFCV) – OCCITANIE 7 rue Chabanon – CS 52454 31085 TOULOUSE CEDEX 2	Mise en œuvre du Pôle Ressources Handicap (PRH) enfants parents du Tarn pour l'année 2022 <u>Aide 2021</u> : 6 000 €	6 000 €	6 000 €
COMITE DEPARTEMENTAL DES MEDAILLES DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF 148 avenue Dembourg 81 000 ALBI	Mise en place de plusieurs actions en lien avec le Département	500 €	500 €
LUDOTHEQUE LA MARELLE 12 rue de la Violette 81 000 ALBI	Aide complémentaire exceptionnelle suite au départ de la salariée	Non précisé	1 000 €
TOTAL			152 195 €



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

- Réunion du Vendredi 14 Octobre 2022 -

4/07. CONVENTION D'ORGANISATION LOGISTIQUE POUR LA CONSERVATION DES FONDS JEUNESSE EN OCCITANIE

Présidente : Mme Elisabeth CLAVERIE

Secrétaire: Mme Monique CORBIERE-FAUVEL

Rapporteur : Mme Catherine RABOU

Présents : MMES AT, BELOU, BIBAL-DIOGO, BONNET, BRETAGNE, CABANIS, CLAVERIE, CORBIERE-FAUVEL, ESPINOSA, JOSEPH, LAPEYRE, LHERM, MALROUX, OULD-AMER, PAILHE-FERNANDEZ, RABOU, REDO ET ROUANET-ASTRUC ; MM. BENOIT, BOUSQUET, FABRE , GLADE, HERIN, HOULES, JOULIE, MOULIN, RUFFEL, SALVADOR, SERIEYS, TESTAS, TURLAN, VANDENDRIESSCHE ET VIDAL.

Absents représentés : M. ALIBERT (POUVOIR À MME ROUANET-ASTRUC), M. BALARDY (POUVOIR À MME LAPEYRE), MME BUGIS (POUVOIR À M. BOUSQUET), M. CANTALOUBE (POUVOIR À M. BENOIT), M. DONNEZ (POUVOIR À MME MALROUX), MME ESTRABAUD (POUVOIR À MME REDO), M. FRANQUES (POUVOIR À MME AT), MME GELY (POUVOIR À M. VANDENDRIESSCHE), MME GERAUD (POUVOIR À MME CABANIS), M. MALATERRE (POUVOIR À MME BIBAL-DIOGO), MME MASSOUTIE-GIRARDET (POUVOIR À M. SERIEYS), M. RAMOND (POUVOIR À MME CLAVERIE), M. VIAELLE (POUVOIR À M. FABRE).

Absents : AUCUN

La Commission permanente,
Vu le Code général des collectivités territoriales notamment son article L 1111-4,
Vu le livre III du Code du patrimoine notamment ses articles L 310-1 A à L 330-2,
Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 6 mars 2015 adoptant le Schéma directeur de développement de la lecture publique,
Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 25 mars 2022 approuvant le Budget primitif,
Agissant en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1^{er} juillet 2021,
Vu le rapport de Monsieur le Président,
Après en avoir délibéré,

— **APPROUVE** les termes de la convention d'organisation logistique pour la conservation partagée des fonds jeunesse en Occitanie jointe en annexe de la présente délibération.

– **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention à intervenir avec Occitanie livre et lecture.

Résultat des votes :

– ont voté pour : 46

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Délibération télétransmise en Préfecture le :
17 Octobre 2022
Publiée le :
17 Octobre 2022
N° AR :
081-228100012-20221014-lmc13aad114abfa-DE

Pour extrait conforme,

Pour le Président,
Le Directeur général des services
Signé
Joël NEYEN

Certifié exécutoire

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de publication. .../...



ANNEXE



**CONVENTION D'ORGANISATION LOGISTIQUE
POUR LA CONSERVATION PARTAGÉE
DES FONDS JEUNESSE
EN OCCITANIE**

Entre les soussignés :

Le Département du Tarn, représenté par son Président, Monsieur Christophe RAMOND, en vertu de la délégation accordée par le Conseil départemental le 1er juillet 2021,

Pour la Médiathèque départementale du Tarn,
1 rue Francisco Goya 81000 ALBI,

ci-dessous dénommée MD,

d'une part

Et

Occitanie Livre & Lecture,
14 rue des Arts
31000 TOULOUSE

représentée par son Président, Monsieur Serge REGOURD d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La volonté de sauvegarder un patrimoine et de le faire connaître à un large public, le manque d'espace pour les réserves dans les bibliothèques, le souci de rationaliser les éliminations et les acquisitions d'ouvrages dans un contexte de surabondance éditoriale, sont autant d'éléments qui ont conduit les professionnels des bibliothèques publiques en Occitanie à solliciter Occitanie Livre & Lecture pour la mise en place d'un plan régional de conservation partagée des fonds Jeunesse sur la base d'une mutualisation des moyens.

Dans le cadre de sa mission de développement de la coopération entre bibliothèques, Occitanie Livre & Lecture compte parmi ses objectifs la sauvegarde et la valorisation des ressources documentaires de la région.

Il est ainsi le partenaire naturel des bibliothèques de la région pour les aider à conceptualiser, coordonner et organiser le travail en réseau lié à la mise en place de ce plan régional de conservation partagée des fonds Jeunesse.

Les Bibliothèques/Médiathèques départementales sont un atout central pour permettre l'organisation logistique de la conservation partagée et elles ont accepté d'y apporter leur concours.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements des partenaires pour l'organisation logistique du plan régional de conservation partagée des fonds Jeunesse après en avoir précisé les modalités générales de fonctionnement.

Article 2 : Modalités générales de fonctionnement

Le plan régional de conservation partagée des fonds Jeunesse est ouvert à toutes les bibliothèques de la région Occitanie, des plus petites aux plus importantes. Il repose sur le principe de la mutualisation volontaire des fonds Jeunesse entre bibliothèques participantes.

L'implication dans cette action se décline selon deux niveaux :

- les établissements ressources (pôle de conservation) : il s'agit des bibliothèques ayant la capacité humaine et matérielle de mener à bien la conservation suivant les normes en vigueur et d'assurer une veille documentaire pour l'accroissement de ces fonds. Les documents conservés par ces bibliothèques sont exclus du prêt (sauf à titre exceptionnel) mais peuvent être consultés sur place.
- les établissements associés : il s'agit des bibliothèques qui participent à la conservation partagée en alimentant par leur désherbage les collections conservées par les établissements ressources. Ces bibliothèques s'engagent ainsi à choisir parmi leurs éliminations les documents ayant vocation à intégrer le plan régional de conservation partagée.

La logistique générale des mouvements de collections est basée sur la signature préalable d'une convention entre Occitanie Livre & Lecture et chacune des MD d'Occitanie pour accueillir sur une période de 3 à 4 semaines par an les cartons de documents à intégrer dans le plan régional de conservation partagée des fonds Jeunesse.

Les cartons de documents (préparés par destinataire) sont déposés par les établissements associés dans Bibliothèque/Médiathèque départementale de leur département sur une période fixée à l'avance qui n'excède pas plus d'une semaine (idem pour la récupération). L'établissement associé est responsable des documents désherbés et conditionnés par ses soins jusqu'à leur dépôt auprès de la MD de son département.

Occitanie Livre & Lecture récupère et redistribue les cartons dans les MD des départements partenaires.

Le mouvement se déroule selon un planning établi chaque automne :

- semaine 1 : dépôt par les établissements associés des cartons de documents dans la MD de leur département
- semaine 2-3 : récupération et redistribution par Occitanie Livre & Lecture des cartons dans les MD concernées
- semaine 4 : récupération par les établissements ressources des cartons dans MD de leur département

Article 3 : Engagements des parties**▪ Engagements de la MD**

La MD s'engage à réserver un espace dans ses locaux pour accueillir les cartons de chaque bibliothèque de son département participant à la conservation partagée.

D'autre part, la MD, pendant l'accueil de ces fonds, veille à ce que les cartons soient classés par département de destination.

Bien entendu, la MD garde les cartons destinés aux bibliothèques de son département.

La MD est responsable des documents qui lui sont remis jusqu'à leur collecte.

▪ Engagements d'Occitanie Livre & Lecture

En adéquation avec ses missions et sa vocation régionale, Occitanie Livre & Lecture assure un rôle d'information des bibliothèques, de coordination et de suivi intellectuel et logistique du plan.

Occitanie Livre & Lecture s'engage à procéder au ramassage des cartons à la MD.

Parallèlement, Occitanie Livre & Lecture s'engage à déposer à la MD les cartons destinés aux établissements ressources (**bibliothèque pôle de conservation**) de son département.

Occitanie Livre & Lecture est responsable des documents lors des transferts.

Chaque année, un état récapitulatif mentionnant les bibliothèques participant au plan régional de conservation partagée des fonds Jeunesse sera remis à la MD par le Occitanie Livre & Lecture, ainsi que le calendrier pour l'année en cours.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la date de sa signature et renouvelable deux fois par tacite reconduction.

Chaque partie peut mettre fin à l'application de la présente par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve du respect d'un préavis de 6 mois avant échéance.

Fait à _____ le _____

En deux exemplaires

Pour le Conseil départemental du Tarn Le Président, Christophe RAMOND	Le Président d'Occitanie Livre & Lecture Le Président, Serge REGOURD
---	--